COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LA
REGION DE GUEBWILLER

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LA RÉGION DE GUEBWILLER
DE LA SÉANCE DU
10 juillet 2025

L'an deux-mille-vingt-cinq, le dix juillet à dix-neuf heures, le Conseil de Communauté de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller s'est réuni dans la salle des séances du siège de la Communauté de Communes, sous la présidence de Monsieur Marcello ROTOLO, Président de la CCRG.

Nombre de Conseillers élus : 41
Nombre de Conseillers en fonction : 41
Nombre de Conseillers présents : 33
Quorum : pas de nécessité de quorum

Présents :
Dominique ABADOMA – Daniel BRAUN – Josiane BRENDER-SYDA – Yves COQUELLE – Christian FACCHIN – Jean-Jacques FISCHER – Hélène FRANÇOIS-AULLEN – Alain FURSTENBERGER – Jean-Luc GALLIATH – Claudine GRAWEY – Guy HABECKER – Maud HART – Philippe HECKY – Marie-Christine HUMMEL – Marc JUNG – Yann KELLER – Francis KLEITZ – Francis KOHLER – Marianne LOEWERT – Roland MARTIN – Angélique MULLER – Claude MULLER – Aurélie OTTMANN – Fleur OURY – Karine PAGLIARULO – Marcello ROTOLO – Sylviane ROTOLO – André SCHLEGEL – Sylvie SCHRUOFFENEGER – Marie-Josée STAENDER – César TOGNI – André WELTY – François WURTZ –

Suppléants :
Marie-Natacha GALLIATH – Jean-Marc WEBER –

Ont donné procuration :
Hélène CORNEC à Claude MULLER – Anne DEHESTRU à Claudine GRAWEY – Annie DITTRICH à Fleur OURY – Daniel HINDELANG à Sylviane ROTOLO – Luc MARCK à Marcello ROTOLO – Daniel BRAUN à Yann KELLER (pour le point 8.1) –

Absents non excusés :
Maurice KECH – Jean-Pierre PELTIER – Grégory STICH –

Assistaient en outre à la séance :
Stéphane ZIEGLER, Maire de Merxheim
Des agents de la CCRG
La presse locale

Secrétaires de séance :
Sylviane ROTOLO, assistée par Éric GILBERT, Directeur Général des Services de la CCRG

RM | ES

Paraphe du Président | Paraphe du Secrétaire de séance

Monsieur le Président ouvre la séance en saluant le public et rappelle que la présente séance peut se tenir valablement sans obligation de quorum. Il présente les excuses et procurations des Conseillers absents.

Il procède à l'appel des Conseillers.

RCI	RS
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Ordre du jour :

Point 1. DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE183

Point 2. APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 29 AVRIL 2025184

Point 3. ACTIVITÉS LIÉES AU BUDGET GÉNÉRAL185

- 3.1- Décisions Modificatives au Budget Général 2025 *(M57) (BF)*185
- 3.2- Attribution de l'accord-cadre pour la fourniture de gaz naturel rendu sur site et services associés (AB/MFL/HD)188
- 3.3- Cession du stade Frey Eyck à la commune de Soultz *(AB)*189
- 3.4- Tarifs 2025/2026 liés aux Équipements sportifs *(CH)*191

Point 4. ASSAINISSEMENT192

- 4.1- Décisions Modificatives au Budget Assainissement 2025 *(M49) (BF)*192
- 4.2- Attribution de l'accord-cadre pour « l'entretien courant et inspection télévisée des réseaux d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales (curage), Contrôle de compactage et essais d'étanchéité, Astreinte débouchage et week-end » *(CV/MFL)*194

Point 5. EAU POTABLE195

- 5.1- Décisions Modificatives au Budget Eau potable 2025 *(M49) (BF)*195
- 5.2- Traitement de la pollution par perchlorates à Hartmannswiller et Wuenheim - Études complémentaires197
- 5.3- Attribution du marché d'études pour la réalisation du Plan de Gestion de Sécurité Sanitaire des Eaux (PGSSE) et du Schéma Directeur (SD) Eau Potable *(YS/MFL)*199

Point 6. PÉPINIÈRE D'ENTREPRISES DU FLORIVAL200

- 6.1- Décisions Modificatives au Budget Pépinière d'entreprises du Florival 2025 *(M4) (BF)*200
- 6.2- Dispositif Commerce – Bonification des cartes cadeaux *(EH)*202
- 6.3- Vente de terrain à la SCI Douby dans l'Aire d'Activité du Florival *(AS)*204

Point 7. ENVIRONNEMENT206

- 7.1- Décisions Modificatives au Budget Environnement 2025 *(M4) (BF)*206
- 7.2- Mission Eau : Lancement de la troisième mouture des Paiements pour Services Environnementaux *(LJ)*208

Point 8. CAMPING LE FLORIVAL211

- 8.1- Décisions Modificatives au Budget Camping Le Florival 2025 *(M4) (BF)*211

Point 9. DEVELOPPEMENT213

- 9.1- Fonds de concours aux communes *(MS)*213
- 9.2- Fonds de soutien exceptionnel aux projets associatifs et scolaires *(MS)*216

Point 10. PETITE ENFANCE220

- 10.1- Projet de création d'un nouveau multi-accueil à Soultzmatt-Wintzfelden - Acquisition foncière *(JS)*220
  - 10.1.1- Projet de construction d'un nouveau multi-accueil à Soultzmatt-Wintzfelden – Plan de financement et calendrier prévisionnel220

RM	BS
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

10.1.2- Acquisition d'un terrain appartenant à la maison de retraite de Soultzmatt223

10.1.3- Acquisition d'un terrain appartenant à Madame Sylviane Hetsch224

Point 11. PAYS D'ART ET D'HISTOIRE225

11.1- Pôle culturel et touristique de la Neuenbourg – Convention d'occupation avec l'Institut Européen des Arts Céramiques (IEAC) *(CRM)*225

11.2- Convention Pays d'art et d'histoire 2025-2035226

Point 12. URBANISME227

12.1- Décision de suivre l'avis conforme de l'autorité environnementale dispensant la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de Buhl d'évaluation environnementale *(JFB)*227

12.2- Avis général de la CCRG sur le projet de Périmètres Délimités des Abords (PDA) *(JFB)*229

12.3- Mise en œuvre d'un Projet Urbain Partenarial (PUP) à Soultz - Lotissement Plein Sud - Avenant n° 2 à la convention initiale *(AB)*233

Point 13. RESSOURCES HUMAINES235

13.1- Dispositif de signalement et de traitement des atteintes volontaires à l'intégrité physique, des actes de violences, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel, d'agissements sexistes et des menaces ou tout acte d'intimidation *(NS)*235

13.2- Médecin référent santé pour le Multi-accueil de Soultzmatt *(JS/NS)*237

13.3- Convention de gestion avec FloRIOM SPL *(NS)*239

13.4- Attribution du marché portant sur la participation d'une couverture complémentaire de santé aux profits des agents et des retraités de la CCRG *(NS/MFL)*240

13.5- Création de poste *(LM)*241

13.6- Convention de transfert d'un Compte Épargne-Temps (CET) *(NS)*242

Point 14. RAPPORTS D'ACTIVITÉ – EXERCICE 2024 *(CK)*243

14.1- Rapport du Président sur le fonctionnement des services243

14.2- Rapport d'activité du Centre Aquatique Nautilia245

14.3- Rapport d'activité de FloRIOM SPL246

14.4- Rapport d'activité de l'Office de Tourisme Intercommunal247

Point 15. INFORMATIONS248

15.1- Lancement/dévolution de marchés publics *(MFL)*248

Point 16. DIVERS250

Paraphe du Président | Paraphe du Secrétaire de séance

Point 1. DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Ce point est présenté par Monsieur le Président.

Conformément à l'article L2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au Conseil de Communauté de désigner le Secrétaire de séance, assisté par Monsieur Éric Gilbert, Directeur Général des Services de la CCRG, en tant que Secrétaire auxiliaire.

Monsieur le Président propose de désigner Madame Sylviane Rotolo en tant que Secrétaire de séance.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Anne Dehestru – Annie Dittrich – Daniel Hindelang – Luc Marck* –, les propositions précitées.

Paraphe du Président | Paraphe du Secrétaire de séance

Point 2. APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 29 AVRIL 2025

Ce point est présenté par Monsieur le Président.

Il est proposé au Conseil de Communauté d'approuver le procès-verbal de la séance du 29 avril 2025.

Le procès-verbal de la séance du 29 avril 2025 est approuvé à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Anne Dehestru – Annie Dittrich – Daniel Hindelang – Luc Marck –*.

Paraphe du Président | Paraphe du Secrétaire de séance

Point 3. ACTIVITÉS LIÉES AU BUDGET GÉNÉRAL

3.1- Décisions Modificatives au Budget Général 2025 *(M57)* *(BF)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président Roland Martin.

Le Conseil de Communauté, réuni le 13 février 2025, a approuvé l'ensemble des Budgets Primitifs 2025 (Général, Assainissement, Eau potable, Pépinière d'entreprises du Florival, Aires d'Activités du Florival, Environnement et Camping Le Florival).

Les résultats de l'exercice 2024 ont été repris de manière anticipée, avant le vote des Comptes Administratifs 2024, aux Budgets Primitifs 2025.

Dans la mesure où les résultats sont repris aux Budgets Primitifs 2025, le vote de Budgets Supplémentaires n'est pas requis, les réajustements de crédits sont inscrits dans les Décisions Modificatives 2025 des différents budgets commentés ci-dessous.

L'équilibre du Budget Général par section est maintenu avec une augmentation globale de 194 810 euros des dépenses et recettes de fonctionnement et une augmentation de 35 910 euros des dépenses et recettes d'investissement.

Le fonctionnement

- Les dépenses de fonctionnement augmentent globalement de 194 810 euros.

Cette évolution s'explique, en partie, comme suit :

- Réduction de 36 255 euros du chapitre *011-Charges à caractère général* à la suite notamment de la réaffectation des crédits liés au conventionnement avec l'AFUT (Agence de Fabrique Urbaine et Territoriale) au chapitre *65–Autres charges de gestion courante.* Des crédits complémentaires ont été inscrits à ce chapitre pour couvrir notamment les dépenses pour audit énergétique et pour le nouveau contrat SVP.
- L'augmentation de 150 000 euros du chapitre *012-Charges de personnel* relative au recrutement d'un médiateur du patrimoine (80 %) et aux recrutements pour le remplacement de personnel en maladie ou en congé maternité (PAH, équipe technique, Petite Enfance, ...).
- L'augmentation de 65 700 euros du chapitre *65-Autres charges de gestion courante* à la suite notamment de la réaffectation des crédits liés au conventionnement avec l'AFUT (Agence de Fabrique Urbaine et Territoriale).

Paraphe du Président | Paraphe du Secrétaire de séance

- Les recettes de fonctionnement augmentent globalement de 194 810 euros.

Cette évolution s'explique, en grande partie, comme suit :

- L'augmentation de 42 200 euros du chapitre *70-Produits des services* à la suite de l'évolution des prévisions de recettes pour les crèches (participation des parents).
- La diminution globale de 182 800 euros du chapitre *73-Impôts et taxes*. Les recettes fiscales sont revues en fonction des bases prévisionnelles et contributions notifiées. Le montant prévisionnel de la fraction de TVA perçue en compensation de la suppression de la taxe d'habitation et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises est en baisse *(état 1259 FPU notifié en mars 2025)*.
- L'augmentation de 53 000 euros du chapitre *74-Dotations et participations* s'explique par la hausse du montant prévisionnel de DGF *(notification d'avril 2025)* et du montant des allocations compensatrices de Cotisation Foncière des Entreprises.
- La reprise de la provision pour « gros investissement », conformément aux recommandations du SGC, pour 254 740 euros. Cette reprise permet de maintenir l'autofinancement des investissements 2025 (Provision au 31-12-2024 : 1 533 000 euros).

- Les dépenses d'investissement augmentent globalement de 35 910 euros.

Cette évolution s'explique, en grande partie, de la manière suivante :

- La réduction de 95 000 euros du chapitre *20-Immobilisations incorporelles* s'explique notamment par le réajustement des crédits d'études pour les nouveaux multi-accueils.
- L'augmentation de 341 000 euros du chapitre *21-Immobilisations corporelles* correspond à l'installation d'une borne de recharge pour véhicules électriques, à l'achat de terrains pour les nouveaux multi-accueils ainsi qu'aux dépenses d'équipement des différents services.
- La diminution de 210 090 euros du chapitre *23-Immobilisations en cours* s'explique par le réajustement des prévisions pour les travaux de l'aire d'accueil des gens du voyage.

- Les recettes d'investissement augmentent globalement de 35 910 euros.

Cette évolution s'explique, en grande partie, de la manière suivante :

- Le recalcul des amortissements au vu des investissements pour 12 000 euros
- L'augmentation de 12 600 euros du chapitre *10-Dotations* à la suite du recalcul du FCTVA en fonction de l'évolution des différents programmes d'investissement.
- L'augmentation de 11 300 euros du chapitre *13-subventions d'investissement* correspond à l'inscription d'une subvention de la CAF pour le LAEP.

Les Décisions Modificatives 2025 présentées en annexe 1 permettent d'apporter des informations détaillées sur les prévisions budgétaires par chapitre et par opération d'investissement.

Le Bureau, réuni le 16 juin 2025, a émis un avis favorable.

RN	R.S.
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *d'examiner et approuver les Décisions Modificatives au Budget Général 2025 (M57) figurant en annexe*
- *de voter au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement*
- *de voter au niveau du chapitre pour la section d'investissement*
- *d'autoriser Monsieur le Président à procéder à des virements de comptes à l'intérieur d'un même chapitre*
- *de valider le versement d'une subvention complémentaire de 700 euros (5 200 euros au lieu de 4 500 euros) au Parc Naturel Régional des Ballons des Vosges*
- *de valider le versement de la subvention complémentaire à l'Amicale du Personnel (APCRG) (montant inscrit à l'article 6474 des Décisions Modificatives 2025)*
- *de reprendre la provision pour gros investissements en 2025 de 254 740 euros (article 7865)*

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Anne Dehestru – Annie Dittrich – Daniel Hindelang – Luc Marck* –, les propositions précitées.

PM	RS
Paraphe du Président	Paraphe du secrétaire de séance

3.2- Attribution de l'accord-cadre pour la fourniture de gaz naturel rendu sur site et services associés (AB/MFL/HD)

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président Guy Habecker.

Les Maires et Conseillers communautaires « intéressés » par la présente délibération, à savoir ceux siégeant au sein des instances dirigeantes de Caléo, *sont invités à se déporter.*

L'accord-cadre pour la fourniture de gaz naturel rendu sur site et services associés a été conclu pour la période 2022-2025 et est arrivé à échéance.

Un nouvel appel d'offres ouvert en procédure formalisée (articles R. 2124-1 et R. 2162-1 et suivants du code de la commande publique) a été lancé pour la période 2025-2029.

Dans le cadre de cette procédure, il convient de désigner les candidats les mieux-disants (au maximum quatre opérateurs économiques, sous réserve d'un nombre suffisant), admis à déposer une offre se rapportant aux marchés subséquents pendant toute la durée de l'accord-cadre (d'une durée maximum de quatre ans).

Les services de la CCRG, tous sites confondus, consomment environ 1 400 MWh/an, pour un montant annuel global de l'ordre de 302 994,20 euros HT (sur la base du prix 2024).

Pour rappel, l'attribution de l'accord-cadre du gaz a pour seul objet de sélectionner les candidats les mieux-disants appelés à pouvoir déposer une offre dans le cadre d'un marché subséquent.

C'est au moment de l'attribution du marché subséquent que le prix définitif de fourniture du gaz est fixé.

Dans le cadre de cette consultation, une seule offre a été réceptionnée, à savoir celle de la SAEML Caléo.

La Commission d'Appel d'Offres s'est réunie le 3 juin 2025 et a attribué le présent accord-cadre à la SAEML Caléo.

Le Bureau, réuni le 16 juin 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *de valider l'attribution de l'accord-cadre précité au seul candidat ayant déposé une offre, à savoir la SAEML Caléo, pour une période de quatre ans*
- *d'habiliter Monsieur le Président à signer l'accord-cadre précité, ainsi que tout document s'y rapportant*
- *d'habiliter Monsieur le Président, pendant toute la durée de l'accord-cadre, à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, la modification, l'exécution et le règlement des marchés subséquents et à signer tout document s'y rapportant*

Messieurs Daniel Braun et Francis Kleitz quittent la salle des séances et la réintègrent à l'issue du vote.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Anne Dehestru – Annie Dittrich – Daniel Hindelang – Luc Marck* –, les propositions précitées.

Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance
BM	RS

3.3- Cession du stade Frey Eyck à la commune de Soultz *(AB)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président Guy Habecker.

Vu l'article L3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques

Vu l'avis des Domaines sollicité le 22 mai 2025

La CCRG est historiquement propriétaire et gestionnaire du stade Frey-Eyck contiguë au gymnase Beltz sis à Soultz. Les équipements sportifs de type « stade de football » sont habituellement gérés par les communes.

Au titre de sa politique de gestion de ses équipements sportifs, la commune de Soultz souhaite en récupérer la gestion.

Il est ainsi proposé de céder, à l'euro symbolique, l'emprise foncière du stade Frey-Eyck à la commune de Soultz.

Les parcelles concernées sont (ban de Soultz – section 17) :

- 278 – 1 222 m² (en cours de réarpentage)
- 279 – 4 262 m²
- 281 – 145 m²
- 283 – 31 m²
- 306 – 5 381 m² (en cours de réarpentage)
- 384 – 61 m²

Total : 11 102 m²

Les parcelles 278 et 306 sont en cours de réarpentage afin d'en déduire une bande de terrain contiguë au gymnase Beltz correspondant à l'implantation de la clôture (cf. Procès-verbal d'arpentage en annexe 2 + plan du géomètre en annexe 3).

L'emprise foncière cédée à la commune de Soultz est matérialisée sur le plan en annexe 4 pour une superficie globale de 10 722 m² établie comme suit :

- **278 – 1 202 m²**
- 279 – 4 262 m²
- 281 – 145 m²
- 283 – 31 m²
- **306 – 5 021 m²**
- 384 – 61 m²

Total : 10 722 m²

Il est rappelé que l'article L3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques précise que : « *Les biens des personnes publiques mentionnées à l'article L. 1, qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public* ».

Les Domaines ont été saisis en date du 22 mai 2025. Un avis a été rendu en date du 2 juillet 2025. La valeur vénale est estimée à 4 000 euros l'are soit 428 880 euros pour la totalité de la surface. Considérant le fait qu'il s'agit d'un équipement public et que sa destination reste inchangée, il est proposé de passer outre l'avis des Domaines et de fixer le prix de cession à un euro symbolique.

RH	RS
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Le Bureau, réuni le 16 juin 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *de passer outre l'avis des Domaines et d'approuver la cession à l'euro symbolique des parcelles précitées (dont deux en cours de réarpentage) au bénéfice de la commune de Soultz (surface totale de 10 722 m²)*
- *d'habiliter Monsieur Guy Habecker à signer l'acte administratif de vente en découlant et tout document s'y rapportant, Monsieur le Président intervenant en tant qu'officier ministériel habilité à authentifier l'acte*
- *d'inviter la commune de Soultz à délibérer selon les mêmes termes*

Débats et observations préalables au vote :

Les Conseillers Communautaires de la commune de Soultz à savoir : Madame Fleur Oury, Madame Karine Pagliarulo, Monsieur Marcello Rotolo et Madame Sylviane Rotolo quittent la salle des séances et la réintègrent à l'issue du vote.

Monsieur Francis Kleitz s'interroge sur le maintien de la destination du bien (stade de foot) et s'il est possible de prévoir dans l'acte de vente une clause précisant que la commune s'engage à en conserver l'usage.

Madame Angélique Muller soumet ce point au point au vote.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont deux procurations – *Hélène Cornec – Anne Dehestru* –, les propositions précitées.

A l'issue du vote, Monsieur le Président précise qu'il s'agit bien de maintenir la destination du stade Frey Eck au bénéfice des associations et des scolaires. La commune souhaite en effet investir dans certains équipements afin d'en améliorer la gestion.

	RS
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

3.4- Tarifs 2025/2026 liés aux Équipements sportifs *(CH)*

Ce point est présenté par Madame la Vice-Présidente Angélique Muller.

Comme chaque année, les tarifs pratiqués par la CCRG sont revus en fonction de l'évolution des coûts des différents services et des besoins des utilisateurs.

Pour 2025/2026, les propositions d'évolution des tarifs sont les suivantes :

- les tarifs des équipements sportifs ayant été réajustés en 2023, il est proposé de les maintenir pour 2025/2026
- le tarif horaire du dojo du gymnase Beltz n'étant pas en adéquation avec le tarif horaire applicable pour "les stages payants et les occupations non conventionnées", il est proposé de le modifier à 51,58 euros (contre 49,40 euros auparavant)
- une demande d'occupation de la piste d'athlétisme pour la pratique d'une activité de tir à l'arc a été formulée par la MJC de Soultz. Le tarif horaire n'étant pas défini pour cette infrastructure, il est proposé de le fixer à 10 euros/ heure d'occupation
- les tarifs pour "toute personne morale autre qu'une association" sont supprimés. En cas de demandes de ce type, seront appliqués les « tarifs des équipements sportifs pour stages payants et toutes occupations non conventionnées »
- les locations de tapis, dépôts de garantie et facturations des badges, difficiles à appliquer comptablement, sont supprimés

L'ensemble de ces tarifs est présenté en annexe 5.

Le Bureau, réuni le 16 juin 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté de fixer les tarifs 2025/2026 conformément au tableau récapitulatif figurant en annexe, avec application au 1er septembre 2025.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Anne Dehestru – Annie Dittrich – Daniel Hindelang – Luc Marck* –, les propositions précitées.

pn	RS
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Point 4. ASSAINISSEMENT

4.1- Décisions Modificatives au Budget Assainissement 2025 *(M49) (BF)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président Guy Habecker.

Le Conseil de Communauté, réuni le 13 février 2025, a approuvé le Budget Primitif 2025.

Les résultats de l'exercice 2024 ont été repris de manière anticipée, avant le vote du Compte Administratif 2024, au Budget Primitif 2025.

Dans la mesure où les résultats sont repris au Budget Primitif 2025, le vote d'un Budget Supplémentaire n'est pas requis, les réajustements de crédits sont inscrits dans les Décisions Modificatives 2025.

L'équilibre du Budget Assainissement par section est maintenu avec une augmentation globale de 317 700 euros des dépenses et recettes de fonctionnement.

La section d'exploitation

- Les dépenses de fonctionnement augmentent globalement de 317 700 euros.

Cette évolution s'explique, en partie, comme suit :

- ➢ Une augmentation de 314 550 euros du chapitre *011-Charges à caractère général* à la suite, notamment, de l'inscription de la nouvelle redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectifs au Budget Assainissement, et du réajustement des crédits pour analyses et traitement.
- ➢ Une augmentation du chapitre *012-Charges de personnel* de 3 150 euros à la suite du réajustement des cotisations pour la complémentaire santé et prévoyance et de la subvention à l'amicale (chèques vacances).

- Les recettes de fonctionnement augmentent globalement de 317 700 euros.

- ➢ Les crédits inscrits au chapitre *70-Ventes et prestations* sont augmentés de 280 000 euros à la suite de l'inscription de la nouvelle redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectifs au Budget Assainissement, et du recalcul des participations.
- ➢ Les crédits inscrits au chapitre *74-Subventions d'exploitation* sont augmentés de 37 700 euros à la suite de l'inscription de la subvention de l'Agence de l'Eau pour le poste de l'agent en charge de la gestion intégrée des eaux pluviales et micropolluants.

La section d'investissement

- Les dépenses et recettes n'évoluent pas globalement, les réaffectations de crédits entre les différents programmes d'investissement ne nécessitent pas de crédits supplémentaires au chapitre.

Les Décisions Modificatives 2025 présentées en annexe 6 permettent d'apporter des informations détaillées sur les prévisions budgétaires par chapitre et par article.

Le Bureau, réuni le 16 juin 2025, a émis un avis favorable.

RM	RS
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *d'examiner et approuver les Décisions Modificatives Assainissement 2025 (M49) figurant en annexe*
- *de voter au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement*
- *de voter au niveau du chapitre pour la section d'investissement*
- *d'autoriser Monsieur le Président à procéder à des virements de comptes à l'intérieur d'un même chapitre*
- *de valider le versement de la subvention complémentaire à l'Amicale du Personnel (APCRG) (montant inscrit à l'article 6474 des Décisions Modificatives 2025).*

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Anne Dehestru – Annie Dittrich – Daniel Hindelang – Luc Marck* –, les propositions précitées.

RM	RS
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

4.2- Attribution de l'accord-cadre pour « l'entretien courant et inspection télévisée des réseaux d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales (curage), Contrôle de compactage et essais d'étanchéité, Astreinte débouchage et week-end » *(CV/MFL)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président Guy Habecker.

La présente consultation vise à regrouper deux marchés passés en procédure adaptée (« l'entretien courant et inspection télévisée des réseaux d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales (curage), Contrôle de compactage et essais d'étanchéité » et « *Astreinte pour curage et débouchage des réseaux collectifs d'eaux usées, d'eaux pluviales et de leurs ouvrages* ») arrivant à échéance, respectivement le 1er septembre 2025 et le 1er janvier 2026.

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un an, renouvelable trois fois un an avec un minimum de 10 000 euros HT et un maximum 600 000 euros HT englobe les prestations suivantes :

- des travaux d'hydrocurage des réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales (existants ou neufs)
- des prestations d'entretien des séparateurs à hydrocarbures
- des inspections télévisées des réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales (existants ou neufs)
- des contrôles de compactage des tranchées des réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales neufs
- des essais de pression des réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales neufs
- de débouchage de canalisations et ouvrages d'assainissement d'eaux usées et d'eaux pluviales, publics et privés (branchement, regard, collecteur, dessableur, débourbeur, séparateur, bac à graisse…) en Astreinte soir et Weekend

Cette consultation a été lancée le 16 mai 2025 sous la forme d'appels d'offres ouvert en procédure formalisée (article R. 2124-1 du code de la commande publique).

Une seule offre a été réceptionnée : Inera Grand Est.

La Commission d'Appel d'Offre réunie le 2 juillet 2025 a attribué le marché à Inera Grand Est (selon bordereau des prix - minimum : 10 000 euros HT / maximum : 600 000 euros HT).

L'ensemble des crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif assainissement 2025 aux articles suivants :

- 6044 – Astreinte
- 61523 – Entretien et réparations réseaux

Le Bureau, réuni le 16 juin 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté d'habiliter Monsieur le Président à signer le marché précité ainsi que tout document s'y rapportant

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Anne Dehestru – Annie Dittrich – Daniel Hindelang – Luc Marck* –, les propositions précitées.

PM	RS
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Point 5. EAU POTABLE

5.1- Décisions Modificatives au Budget Eau potable 2025 *(M49)* *(BF)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président Guy Habecker.

Le Conseil de Communauté, réuni le 13 février 2025, a approuvé le Budget Primitif 2025.

Les résultats de l'exercice 2024 ont été repris de manière anticipée, avant le vote du Compte Administratif 2024, au Budget Primitif 2025.

Dans la mesure où les résultats sont repris au Budget Primitif 2025, le vote d'un Budget Supplémentaire n'est pas requis, les réajustements de crédits sont inscrits dans les Décisions Modificatives 2025.

L'équilibre du Budget Eau potable par section est maintenu avec une diminution globale de 20 500 euros des dépenses et recettes de fonctionnement et une augmentation de 49 300 euros des dépenses et recettes d'investissement.

La section d'exploitation

- En ce qui concerne les dépenses :

➢ Les crédits inscrits au chapitre *011-Charges à caractère général* sont réduits de 14 000 euros à la suite notamment du report de certaines études de la mission eau (miscanthus).

➢ Les crédits inscrits au chapitre *012-Charges de personnel* sont abondés de 33 200 euros suite au recrutement d'agents en CDD (remplacement pour congé maternité et accroissement d'activités).

➢ Les crédits inscrits au chapitre *014-Atténuations de produits* sont augmentés de 31 000 euros suite au réajustement des crédits pour reversement des redevances à l'Agence de l'eau.

➢ Les crédits inscrits au chapitre *023-Virement à la section d'investissement* peuvent être réduits de 90 725 euros au vu du besoin d'autofinancement des dépenses d'investissement.

- En ce qui concerne les recettes :

➢ Les prévisions pour les redevances sont réajustées, les subventions d'exploitation sont réduites de 38 000 euros suite au report d'études pour la mission eau.

La section d'investissement

- En ce qui concerne les dépenses :

➢ Les crédits inscrits au chapitre *20-Immobilisations incorporelles* sont réduits de 11 000 euros suite aux réajustements et réaffectations de crédits pour les différents programmes d'études avant travaux.

➢ Les crédits inscrits au chapitre *21-Immobilisations corporelles* sont augmentés de 60 300 euros à la suite notamment du réajustement des dépenses pour les travaux de forage.

PM	RS
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

- En ce qui concerne les recettes :

➢ Les crédits inscrits au chapitre *021-Virement de la section d'exploitation* peuvent être réduits de 90 725 euros au vu du besoin d'autofinancement des dépenses d'investissement.

➢ Des crédits supplémentaires pour 140 000 euros sont inscrits au chapitre *13-Subventions d'investissement* afin de tenir compte du réajustement des subventions de l'Agence de l'eau et de la subvention de la Région pour les études et travaux de forage.

Les Décisions Modificatives 2025 présentées en annexe 7 permettent d'apporter des informations détaillées sur les prévisions budgétaires par chapitre et par article.

Le Bureau, réuni le 16 juin 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *d'examiner et approuver les Décisions Modificatives Eau potable 2025 (M49) figurant en annexe*
- *de voter au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement*
- *de voter au niveau du chapitre pour la section d'investissement*
- *d'autoriser Monsieur le Président à procéder à des virements de comptes à l'intérieur d'un même chapitre*
- *de valider le versement de la subvention complémentaire à l'Amicale du Personnel (APCRG) (montant inscrit à l'article 6474 des Décisions Modificatives 2025).*

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Anne Dehestru – Annie Dittrich – Daniel Hindelang – Luc Marck* –, les propositions précitées.

RM	RS
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

5.2- Traitement de la pollution par perchlorates à Hartmannswiller et Wuenheim - Études complémentaires

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président Guy Habecker.

Le Bureau en date du 5 mars 2024 a validé la réalisation d'une « Étude de faisabilité – Diagnostic, mise en conformité et réhabilitation de points de captage d'eau potable – Traitement de la pollution par perchlorates à Hartmannswiller et Wuenheim. »

L'étude a abouti à l'identification de ressources potentiellement intéressantes afin de compléter les sources actuelles et de minimiser les importations d'eau des réseaux voisins.

Pour la commune de Wuenheim :

- il pourrait être envisagé la reconnexion des captages suivants :
  - captage W5 (Cantine Zeller Aval) : 1300 L/h soit 30 % des besoins moyens
  - captage W5bis (Cantine Zeller Amont) : 487 L/h soit 11,2 % des besoins moyens

Pour la commune de Hartmannswiller :

- Il pourrait être envisagé la reconnexion des captages suivants :
  - captage S2 : 511 L/h soit 13,5 % des besoins moyens
  - captage S13 (Amont) : 713 L/h soit 18,8 % des besoins moyens

Ces reconnexions ne nécessiteraient pas a priori la mise en place d'un traitement mais supposeraient :

- l'établissement d'une DUP avec définition de périmètres de protection pour le captage S2
- un suivi en continu de la turbidité du mélange des sources associé à un dispositif de mise à la purge des eaux turbides
- une maîtrise des débits issus des captages potentiellement chargés en perchlorates et de leur dilution au niveau du point de mise en distribution par l'interconnexion avec Berrwiller (m2A) et Wuenheim et par l'interconnexion avec Soultz et Hartmannswiller.

Les mesures de débit et de teneur en perchlorates ayant été réalisées ponctuellement dans cette étude, il convient de renforcer la connaissance de ces sources avant d'envisager leur remise en exploitation ou leur abandon.

À cette fin il est proposé, pour les ressources identifiées précédemment de réaliser une campagne de mesures sur une année afin de disposer d'un suivi des capacités de production ainsi que de leur qualité.

Le Bureau du 20 mai 2025 a validé le principe de la réalisation de cette étude complémentaire ainsi que l'attribution à IRH du complément d'étude de faisabilité.

Le montant total de l'opération s'élève donc à 65 250 euros HT.

L'Agence de l'Eau Rhin Meuse subventionnerait ces études complémentaires à hauteur de 60% et la Région Grand Est à hauteur de 20%, soit une répartition suivante :

➢ Subvention AERM :	60%	39 150 €HT
➢ Subvention Région Grand Est	20%	13 050 €HT
➢ Fond propre :	20%	13 050 €HT

Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Les fonds n'étant pas prévus au budget 2025, l'ensemble des crédits nécessaires ont été inscrits au budget supplémentaire 2025.

Le Bureau, réuni le 16 juin 2025, a émis un avis favorable.

Au vu des éléments précités il est proposé au Conseil de Communauté de :

- *valider le principe de la réalisation des études précitées*
- *autoriser les demandes de subventions auprès de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse et de la Région Grand Est*

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Anne Dehestru – Annie Dittrich – Daniel Hindelang – Luc Marck* –, les propositions précitées.

RM	RS
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

5.3- Attribution du marché d'études pour la réalisation du Plan de Gestion de Sécurité Sanitaire des Eaux (PGSSE) et du Schéma Directeur (SD) Eau Potable *(YS/MFL)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président Guy Habecker.

Par délibération du 29 avril 2025, le Conseil de Communauté a validé le lancement d'une consultation pour la réalisation d'un état des lieux du service eau potable, la mise en place de son Plan de Gestion de Sécurité Sanitaire des Eaux (PGSSE) ainsi que la réalisation de son Schéma Directeur (SD). Pour rappel, cette prestation est divisée en trois phases :

- **1ière phase** : réalisation d'un **état des lieux** ; nécessaire à la bonne connaissance du service. Cette étape est la fondation sur laquelle viendront s'appuyer les deux phases suivantes.
- **2nd phase** : réalisation du **PGSSE** ; le Plan de Gestion de la Sécurité Sanitaire des Eaux (PGSSE) est une démarche qui a pour objectif d'identifier les dangers et évaluer les risques sanitaires dans le but de les prévenir et de définir les mesures nécessaires pour réduire ou éliminer ces risques. Cette seconde phase constitue en elle-même un objectif et également un appui pour la troisième phase.
- **3ième phase** : réalisation du **SD** ; le Schéma Directeur (SD) est un outil de programmation et de gestion pour le service qui lui permettra d'avoir une vision globale des besoins et donnera l'orientation du service à court, moyen et long terme. Il est un préalable indispensable à la réalisation de travaux structurants.

À noter que dans le cadre du CTEC, cette prestation est subventionnée par l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse à hauteur de 70 %.

Cette consultation a été lancée le 14 mars 2025 sous la forme d'appels d'offres ouvert en procédure formalisée (article R. 2124-1 du code de la commande publique).

À l'issue de la consultation, trois entreprises ont déposé une offre :

- ARTELIA
- IRH Ingénieur Conseil
- SEURECA

L'analyse des offres a été présentée lors de la Commission d'Appel d'Offre du 3 juin 2025. Cette dernière a attribué le marché à l'entreprise ARTELIA pour un montant de 212 900 euros HT.

L'enveloppe budgétaire consacrée à cette étude est inscrite à l'article 203123 « frais d'études 2023 » du budget 2025 et est suffisante.

Le Bureau, réuni le 16 juin 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté d'habiliter Monsieur le Président à signer le marché précité ainsi que tout document s'y rapportant.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Anne Dehestru – Annie Dittrich – Daniel Hindelang – Luc Marck* –, les propositions précitées.

RM	RS
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Point 6. PÉPINIÈRE D'ENTREPRISES DU FLORIVAL

6.1- Décisions Modificatives au Budget Pépinière d'entreprises du Florival 2025 *(M4) (BF)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président André Schlegel.

Le Conseil de Communauté, réuni le 13 février 2025, a approuvé le Budget Primitif 2025.

Les résultats de l'exercice 2024 ont été repris de manière anticipée, avant le vote du Compte Administratif 2024, au Budget Primitif 2025.

Dans la mesure où les résultats sont repris au Budget Primitif 2025, le vote d'un Budget Supplémentaire n'est pas requis, les réajustements de crédits sont inscrits dans les Décisions Modificatives 2025.

L'équilibre du Budget Pépinière d'entreprises par section est maintenu sans évolution globale des dépenses et recettes.

Le fonctionnement

- En ce qui concerne les dépenses :

➢ Le chapitre des charges de personnel est abondé de 150 euros suite au recalcul de la subvention à l'amicale (chèques vacances).

- En ce qui concerne les recettes :

➢ Les crédits inscrits sont modifiés pour inscrire l'affectation des résultats sans arrondi (demande de la Préfecture).

La section d'investissement

Les crédits inscrits en investissement sont modifiés pour inscrire l'affectation des résultats sans arrondi (demande de la Préfecture).

Les Décisions Modificatives 2025 présentées en annexe 8 permettent d'apporter des informations détaillées sur les prévisions budgétaires par chapitre et par article.

Le Bureau, réuni le 16 juin 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *d'examiner et approuver les Décisions Modificatives Pépinière d'entreprises 2025 (M4) figurant en annexe*
- *de voter au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement*
- *de voter au niveau du chapitre pour la section d'investissement*
- *d'autoriser Monsieur le Président à procéder à des virements de comptes à l'intérieur d'un même chapitre*
- *de valider le versement de la subvention complémentaire à l'Amicale du Personnel (APCRG) (montant inscrit à l'article 6474 des Décisions Modificatives 2025).*

RM	RS
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Anne Dehestru – Annie Dittrich – Daniel Hindelang – Luc Marck* –, les propositions précitées.

RH	RS
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

6.2- Dispositif Commerce – Bonification des cartes cadeaux *(EH)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président André Schlegel.

L'évolution du dispositif chèques-cadeaux en un dispositif de cartes cadeaux qui a reçu un avis favorable lors de la Conférence des Maires du 23 février 2024.

Le choix du prestataire Petitscommerces a été acté par le bureau du 18 juin 2024.

Une enveloppe de bonification de 15 000 euros pour la période du 15 octobre au 31 décembre 2024 a été allouée par délibération du 3 octobre 2024.

Rappel du dispositif

Le dispositif de cartes-cadeaux vise à professionnaliser le précédent dispositif de chèques-cadeaux et s'inscrit, pour la CCRG, dans une stratégie d'accompagnement dans l'action commerciale de l'ensemble des communes du territoire sur le long terme.

Le montant de la carte cadeaux est fixé selon les modalités suivantes :

Commande inférieure à 20 cartes	Commande supérieure à 20 cartes
Choix parmi les montants suivants : 20 / 50 / 100 / 150 euros	Libre montant

Incitation financière

Dans la continuité des opérations chèques cadeaux, une bonification est conseillée, par des opérations ponctuelles de bonification à l'occasion des fêtes de fin d'année, selon les modalités suivantes :

- 20% par commande, quel que soit le montant de la carte, dans la limite de l'enveloppe allouée et sur une période donnée
- seules pourront bénéficier de l'incitation financière les entités implantées sur le territoire et bénéficiant d'un Siret (entreprises, collectivités, associations, amicales), dans la limite de l'enveloppe allouée

7 853 euros ont ainsi été consommés sur les 15 000 euros de l'enveloppe allouée pour l'opération de bonification du 15 octobre au 31 décembre 2024.

Enveloppe :

Une enveloppe de 15 000 euros est proposée.

L'opération de bonification se déroulera du 1er octobre 2025 au 31 décembre 2025.

Le prestataire Petitscommerces communiquera, début janvier 2026, la facture correspondant à la proportion effectivement consommée de l'enveloppe allouée par la CCRG.

Le Bureau, réuni le 16 juin 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *de valider l'enveloppe financière de 15 000 euros*
- *de valider la période de bonification (du 1er octobre au 31 décembre 2025)*
- *de valider le conditionnement de l'accès à l'incitation financière à l'existence d'une entité sur le territoire dotée d'un Siret*

RH	RS
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Débats et observations préalables au vote :

Monsieur Christian Facchin s'interroge sur le fait que seule la moitié de l'enveloppe ait été consommée. Il se demande s'il ne serait pas pertinent d'améliorer la communication.

Monsieur André Schlegel lui répond qu'il y a probablement des points d'amélioration à mettre en œuvre s'agissant de la communication.

Monsieur le Président précise que le choix a été fait de fixer un plafond relativement élevé afin de ne pas être bloqué.

Monsieur André Schlegel rappelle également qu'il s'agit de passer d'un dispositif « artisanal » à quelque chose de plus organisé, notamment par l'usage du numérique.

Monsieur Éric Gilbert souligne que les commerçants sont globalement satisfaits du système en place qui leur donne plus d'autonomie. Par ailleurs, les usages des chèques diffèrent, tous ne sont pas consommés par les bénéficiaires pour différentes raisons.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Anne Dehestru – Annie Dittrich – Daniel Hindelang – Luc Marck* –, les propositions précitées.

RM	RS
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

6.3- Vente de terrain à la SCI Douby dans l'Aire d'Activité du Florival *(AS)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président André Schlegel.

Vu l'avis du Domaine en date du 10 avril 2025

Les sociétés Seith - Durwen France sont installées dans l'Aire d'Activités du Florival depuis 2002. Ce sont deux sociétés sœurs spécialisées dans la vente (neuf et occasion) et la location d'accessoires spécifiques pour chariot élévateur. Les produits ont un positionnement premium et sont reconnus pour répondre à des besoins métier spécifiques. Elles comptent vingt-deux salariés.

Ces sociétés ont été rachetées par Monsieur Guillaume Chêne en février 2024. La nouvelle Direction a identifié des opportunités de croissance et des axes de développement pour ses activités.

Toutefois, les deux entreprises sont actuellement à l'étroit dans leurs locaux qui sont devenus obsolètes (configuration, efficacité énergétique, évolution des normes, etc).

Un terrain est donc nécessaire pour permettre le développement de l'activité.

Le projet consiste en la construction d'un bâtiment de 885 m² qui sera composé de :

- 250 m² de bureaux
- 125 m² d'atelier
- 510 m² de hall de stockage

Il est donc proposé de consentir une cession de terrains (*cf. plan en annexe 9*) aux conditions suivantes :

Dénomination	Localisation	Surface totale (en ares)	Action de la CCRG	Prix HT (en €)	TVA (en €)	Prix total (en €)	Type d'acte
SCI Douby Guillaume Chêne	Ban de Soultz (68360), Weidhaeglen, rue Bernard Meyer section 26, parcelles 715 (12,57 ares) 716 (15,42 ares)	27,99	Cession	111 960,00	22 392,00	134 352,00	Notarié

Un avis du Domaine a été rendu le 10 avril 2025, valable douze mois, précisant que compte tenu de la nature des biens, de leur situation, de leurs caractéristiques ainsi que des éléments développés supra, une valeur de 4 000 euros / are, égale à la valeur moyenne de l'étude de marché est retenue.

Il est clairement stipulé que la formation de la présente vente est expressément subordonnée à la réitération des consentements des parties par acte authentique.

À défaut de réitération par acte authentique dans un délai de six mois, suivant la présente délibération, la proposition de vente est nulle ab initio et aucune des parties ne peut se prévaloir d'un quelconque préjudice.

Le Bureau, réuni le 25 mars 2025, a émis un avis favorable.

RM	RS
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Il est proposé au Conseil de Communauté d'autoriser :

- *la vente des parcelles susmentionnées à la SCI Douby, représentée par Monsieur Guillaume Chêne, ou à toute personne physique ou morale s'y substituant, aux conditions de cession précitées, soit un prix total de cent trente-quatre mille trois cent cinquante-deux euros (134 352 euros) TTC*
- *Monsieur le Président à signer l'acte de vente correspondant*

Débats et observations préalables au vote :

Monsieur Christian Facchin demande ce que va devenir le bâtiment après le départ de l'entreprise.

Monsieur André Schlegel lui répond que l'entreprise est actuellement locataire, le bâtiment sera certainement reloué.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Anne Dehestru – Annie Dittrich – Daniel Hindelang – Luc Marck* –, les propositions précitées.

RH.	RS
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Point 7. ENVIRONNEMENT

7.1- Décisions Modificatives au Budget Environnement 2025 *(M4)* *(BF)*

Ce point est présenté par Madame la Vice-Présidente Maud Hart.

Le Conseil de Communauté, réuni le 13 février 2025, a approuvé le Budget Primitif 2025.

Les résultats de l'exercice 2024 ont été repris de manière anticipée, avant le vote du Compte Administratif 2024, au Budget Primitif 2025.

Dans la mesure où les résultats sont repris au Budget Primitif 2025, le vote d'un Budget Supplémentaire n'est pas requis, les réajustements de crédits sont inscrits dans les Décisions Modificatives 2025.

L'équilibre du Budget Environnement par section est maintenu avec une diminution globale de 11 225 euros des dépenses et recettes de fonctionnement et une diminution de 26 275 euros des dépenses et recettes d'investissement.

La section d'exploitation

- En ce qui concerne les dépenses :

➢ Les crédits inscrits au chapitre *011-Charges à caractère général* sont abondés de 1 500 euros à la suite de l'inscription de crédits pour les formations (SS4 – collecte de l'amiante).

➢ Les crédits inscrits au chapitre *012-Charges de personnel* sont abondés de 8 550 euros pour tenir compte de l'évolution des cotisations et de la subvention à l'amicale.

➢ Les crédits inscrits au chapitre *023-Virement à la section d'investissement* peuvent être réduits de 26 275 euros au vu du besoin d'autofinancement des dépenses d'investissement.

- En ce qui concerne les recettes :

➢ Les crédits inscrits au chapitre *013-Atténuations de charges* sont réduits de 11 600 euros afin de tenir compte de l'évolution des remboursements sur salaires (pas d'embauche de CAE).

La section d'investissement

- En ce qui concerne les dépenses :

➢ Des crédits sont inscrits pour l'équipement de la déchetterie et le remplacement de conteneurs au chapitre *21-Immobilisations corporelles* pour 20 000 euros

➢ Les crédits pour la construction d'un bâtiment mutualisé pour les services techniques peuvent être réduits de 47 000 euros.

- En ce qui concerne les recettes :

➢ Les crédits inscrits au chapitre *021-Virement de la section de fonctionnement* peuvent être réduits de 26 275 euros au vu du besoin d'autofinancement des dépenses d'investissement.

Les Décisions Modificatives 2025 présentées en annexe 10 permettent d'apporter des informations détaillées sur les prévisions budgétaires par chapitre et par opération d'investissement.

MH	RS
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Le Bureau, réuni le 16 juin 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *d'examiner et approuver les Décisions Modificatives Environnement 2025 (M4) figurant en annexe*
- *de voter au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement*
- *de voter au niveau du chapitre pour la section d'investissement*
- *d'autoriser Monsieur le Président à procéder à des virements de comptes à l'intérieur d'un même chapitre*
- *de valider le versement de la subvention complémentaire à l'Amicale du Personnel (APCRG) (montant inscrit à l'article 6474 des Décisions Modificatives 2025).*

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Anne Dehestru – Annie Dittrich – Daniel Hindelang – Luc Marck* –, les propositions précitées.

RH	RS
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

7.2- Mission Eau : Lancement de la troisième mouture des Paiements pour Services Environnementaux *(LJ)*

Ce point est présenté par Madame la Vice-Présidente Maud Hart.

1. Contexte

Entre 2022 et 2023, la CCRG s'est engagée contractuellement auprès de sept agriculteurs dans le dispositif des Paiements pour Services Environnementaux (PSE).

Pour rappel, les PSE ont pour vocation de rémunérer les agriculteurs pour les services qu'ils rendent à l'environnement. Ce dispositif a été mis en place dans le cadre de la Mission de reconquête de la qualité de l'eau des captages dégradés, portée par la CCRG depuis 2018.

Ainsi, ce dispositif permet de soutenir financièrement les changements de pratiques agricoles plus vertueuses pour l'environnement. Ce dispositif est financé par l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse (AERM) à hauteur de 90 % du montant total (hors taxes) des dépenses. Il prévoit une rémunération basée sur des indicateurs permettant de suivre l'évolution des pratiques agricoles favorables à l'Environnement.

Le Comité de Pilotage de la Mission Eau du 10 novembre 2024 a validé l'ouverture d'une troisième mouture en 2025 sur les deux Aires d'Alimentation de Captage de Merxheim et de Rouffach, avec un nouveau modèle de contrat.

2. Modifications intégrées au nouveau contrat

L'AERM conditionne le financement de cette troisième mouture au fait de rendre les indicateurs plus exigeants que lors des précédents contrats.

Ainsi, au regard des directives de l'AERM, ainsi que du contexte agricole et des enjeux « eau » sur la zone, une proposition d'indicateurs choisis pour cette troisième mouture est exposée ci-après.

Il s'agit d'intégrer nécessairement dans les trajectoires soit l'indicateur « part de Culture Bas Niveau d'Intrants » soit l'indicateur « Diversification des cultures ». Les indicateurs évoluent ainsi :

Domaine	Sous-domaine	Indicateur	Valeur minimale	Valeur maximale	Pondération indicateurs
Caractéristiques des systèmes de productions agricole.	Gestion des couverts végétaux	% de cultures à bas niveaux d'intrants *PM 2022-2023*	5% 5 %	20% 20 %	25 % 30 %
		Diversification des cultures *Nouvel indicateur*	6 points	9 points	25 %
		% de couverture du sol *PM 2022-2023*	9% Du 1er sept - 31 déc 75 % Du 1er janvier - 31 déc	30 % 100 %	25 % 30 %
	Valorisation des ressources de l'agrosystème	% de réduction de la QSA *PM 2022-2023*	10 % 10 %	70 % 70 %	25 % 40 %

BM RS

Paraphe du Président Paraphe du Secrétaire de séance

Les indicateurs sont détaillés ci-après :

- part de cultures dites à Bas Niveau d'Intrants (BNI) : il s'agit de favoriser l'implantation de cultures BNI qui nécessitent peu d'intrants de type produits phytosanitaires ou de fertilisation azotée
- diversification des cultures : il s'agit de promouvoir la diversification des cultures et leur rotation pour limiter la culture intensive et favoriser la biodiversité. Les points sont calculés selon le même mode de calcul que la Politique Agricole Commune, c'est-à-dire que plus le pourcentage de cultures dans les terres arables est élevé, plus le nombre de points est important. Ce dernier se calcule à partir des grandes catégories de cultures (Cultures Bas Niveau d'Impact, cultures de printemps, cultures d'hiver, etc.). Par exemple, une culture de maïs rapportera moins de points qu'une jachère, cette dernière ne nécessitant aucun intrant et favorisant la biodiversité. Le dispositif PSE étant plus exigent que la règlementation PAC, cet indicateur est rémunéré à partir six points (contre cinq points dans le cadre de la PAC)
- part de couverture du sol : plus un sol est couvert, moins les polluants sont entraînés dans les sols et donc dans l'eau (les cultures permettent de fixer les molécules)
- part de réduction de la Quantité de Substances Actives : il s'agit de réduire l'utilisation de produits phytosanitaires pour protéger les sols, l'eau et la biodiversité. Pour cet indicateur, la valeur de référence utilisée a été révisée, en passant de 1,38 kg/hectare/an à 1kg/hectare/an

En outre, l'obligation de participer à des réunions et / ou animations collectives organisées par la Mission Eau est intégrée au nouveau contrat. Elles permettront d'entretenir des relations avec les agriculteurs engagés au-delà du contrôle annuel et favorisera les échanges et retours d'expériences.

Afin d'accompagner au mieux les agriculteurs vers des changements de pratiques plus vertueuses pour la ressource en eau, l'exploitant aura également l'obligation de se faire accompagner techniquement par la CCRG et son prestataire en charge de l'animation agricole sur ses pratiques de fertilisation azotée, au moins la première année du contrat.

3. Clauses maintenues dans le contrat

Les critères d'éligibilité des agriculteurs restent inchangés, à savoir :

- avoir au moins une parcelle sur le territoire de la CCRG
- avoir au minimum 20 % de sa Surface Agricole Utile et 10 ha sur le périmètre des AAC de Merxheim et de Rouffach

Le plafond de rémunération à hauteur de 60 000 euros pour les cinq ans d'engagement, par agriculteur, est également maintenu.

Ce plafond permet d'éviter de rémunérer de façon disproportionnée les exploitations qui auraient déjà un niveau de service environnemental élevé au lancement des PSE et une SAU importante (par exemple, une exploitation avec une majorité de prairies qui aurait déjà un niveau de couverture du sol approchant les 100% et un QSA faible).

Le projet de contrat entre la CCRG et une exploitation agricole, relatif aux PSE, figure en annexe 11.

Le Bureau, réuni le 16 juin 2025, a émis un avis favorable.

RN	RS
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Il est proposé au Conseil de Communauté de :

- *valider l'ouverture du dispositif à une troisième mouture*
- *valider la modification des indicateurs permettant l'octroi de la rémunération aux agriculteurs*
- *valider le modèle de contrat relatif aux PSE entre la CCRG et une exploitation agricole figurant en annexe 11*
- *autoriser le Président à signer les contrats avec les agriculteurs éligibles et souhaitant s'engager dans le contrat PSE, ainsi que tout document s'y rapportant*

Débats et observations préalables au vote :

Monsieur Philippe Hecky précise qu'il n'est pas favorable à ce dispositif de PSE et préfère qu'un soutien soit apporté à la filière du « bio », à savoir des exploitants qui sont engagés depuis longtemps dans une démarche plus vertueuse. Il considère que ce système de PSE crée une distorsion de la concurrence. Il s'abstiendra donc sur ce point.

Madame Maud Hart estime que les objectifs sont différents, le but étant de protéger les captages d'eau.

Monsieur Philippe Hecky fait la lecture des objectifs chiffrés liés au PSE qu'il estime peu ambitieux, cela revient quasiment à ne rien faire.

Monsieur le Président rappelle que le dispositif est porté par l'Agence de l'eau et vise à diminuer la charge polluante au niveau des captages d'eau potable. La filière du « bio » est soutenue par d'autres dispositifs.

Madame Hélène François-Aullen dit comprendre les objectifs de l'Agence de l'eau mais relève par ailleurs que des subventions au « bio » sont supprimées.

Monsieur le Président rappelle que le soutien à la filière « bio » ne relève pas de la compétence de la CCRG.

Madame Hélène François-Aullen estime que Monsieur le Préfet peut faire remonter à qui de droit ce type de positionnement.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Anne Dehestru – Annie Dittrich – Daniel Hindelang – Luc Marck* –, et trois abstentions – *Christian Facchin – Hélène François-Aullen – Philippe Hecky* –.

Paraphe du Président *Paraphe du Secrétaire de séance*

Point 8. CAMPING LE FLORIVAL

8.1- Décisions Modificatives au Budget Camping Le Florival 2025 *(M4) (BF)*

Ce point est présenté par Madame la Vice-Présidente Angélique Muller.

Le Conseil de Communauté, réuni le 13 février 2025, a approuvé le Budget Primitif 2025.

Les résultats de l'exercice 2024 ont été repris de manière anticipée, avant le vote du Compte Administratif 2024, au Budget Primitif 2025.

Dans la mesure où les résultats sont repris au Budget Primitif 2025, le vote d'un Budget Supplémentaire n'est pas requis, les réajustements de crédits sont inscrits dans les Décisions Modificatives 2025.

L'équilibre du Budget Camping Le Florival par section est maintenu avec une augmentation globale de 2 461 euros des dépenses et recettes de fonctionnement et d'investissement.

Le fonctionnement

- En ce qui concerne les dépenses :

➢ Le chapitre des charges à caractère général est abondé de 1 100 euros afin d'intégrer les dépenses de mise à jour du schéma électrique.

➢ Le virement à la section d'investissement est abondé de 2 461€ afin de maintenir l'équilibre du Budget.

- En ce qui concerne les recettes :

➢ Les crédits pour les amortissements des subventions sont abondés de 2 461€ (régularisations SGC).

La section d'investissement

Les crédits inscrits en investissement sont modifiés suite aux opérations d'ordre évoquées ci-dessus (virement de la section de fonctionnement, régularisations des amortissements).

Les Décisions Modificatives 2025 présentées en annexe 12 permettent d'apporter des informations détaillées sur les prévisions budgétaires par chapitre et par article.

Le Bureau, réuni le 16 juin 2025, a émis un avis favorable.

AM	RS
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *d'examiner et approuver les Décisions Modificatives Camping Le Florival 2025 (M4) figurant en annexe*
- *de voter au niveau du chapitre pour la section d'investissement*
- *de voter au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement*
- *d'autoriser Monsieur le Président à procéder à des virements de comptes à l'intérieur d'un même chapitre*
- *de valider le versement de la subvention complémentaire à l'Amicale du Personnel (APCRG) (montant inscrit à l'article 6474 des Décisions Modificatives 2025).*

Monsieur Daniel Braun quitte provisoirement la salle des séances et donne procuration à Monsieur Yann Keller.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont six procurations – *Hélène Cornec – Anne Dehestru – Annie Dittrich – Daniel Hindelang – Luc Marck – Daniel Braun*, les propositions précitées.

Paraphe du Président | Paraphe du Secrétaire de séance

Point 9. DEVELOPPEMENT

9.1- Fonds de concours aux communes *(MS)*

Ce point est présenté par Monsieur le Président.

Les Maires et Conseillers communautaires « intéressés » par la présente délibération sont invités à se déporter.

Considérant la délibération du Conseil de Communauté du 4 février 2021 instaurant le dispositif du fonds de concours aux communes.

Considérant la délibération du Conseil de Communauté du 10 février 2022 apportant une modification des critères de l'Axe 1 par l'intégration des actions de mobilités douces aux actions environnementales.

Conformément au règlement en vigueur, les communes étaient invitées à présenter leurs projets portant sur des actions environnementales et mobilités douces et sur des actions en faveur du maintien des services de première nécessité, pour le 31 mai 2025.

Axe 1. – Actions environnementales et mobilités douces – Enveloppe budgétaire annuelle : 75 000 €

Six projets ont été déposés au titre de cet axe, à savoir :

- **La Commune de Murbach** a déposé un projet, en date du 20 janvier 2024, portant sur les travaux de rénovation de la salle polyvalente datant des années 1970 et l'installation d'un ballon tampon sur la chaudière à pellets.

Le coût prévisionnel de l'opération s'élève à 249 898,35 euros HT pour la salle polyvalente et 3 750 euros pour le ballon tampon soit un montant total de dépense de 253 648,35 euros HT.

Le montant prévisionnel des aides publiques s'élève à 176 987,34 euros (Fonds Vert-DSIL-Fonds Communal Alsace) auquel peuvent se rajouter **15 000 euros de la CCRG**, soit un total d'aides publiques de 191 987,34 euros, laissant un reste à charge pour la commune de 61 661,01 €, soit 24 %*.

- **La Commune de Wuenheim** a déposé un projet, en date du 18 février 2025, portant sur des travaux de rénovation énergétique sur plusieurs bâtiments communaux (fenêtres et volets de la Mairie, portes au pôle communal et au commerce multi-services).

Le coût prévisionnel de l'opération s'élève à 30 323 euros HT.

Le montant prévisionnel de l'aide de la part de la **CCRG s'élève à 15 000 euros,** laissant un reste à charge pour la commune de 15 323 euros, soit 50,53 %*.

- **La Commune de Raedersheim** a déposé un projet, en date du 20 mars 2025, portant sur la rénovation énergétique de la salle polyvalente – phase 2. La première tranche avait bénéficié d'une subvention d'un montant de 15 000 euros sur l'exercice 2023.

Le coût prévisionnel de l'opération s'élève à 71 559,46 euros HT.

Le montant prévisionnel de l'aide de la part de la **CCRG s'élève à 15 000 euros,** laissant un reste à charge pour la commune de 56 559,46 euros soit 79 % (*aucune aide publique n'est possible sur ce projet, la commune ayant d'autres projets conséquents qui mobilisent les financements DSIL, FCA*).

- **La Commune de Jungholtz** a déposé un projet, en date du 15 avril 2025, portant sur des travaux de rénovation énergétique du bâtiment mairie-école – phase 2. La première tranche avait bénéficié d'une subvention d'un montant de 8 252,50 euros sur l'exercice 2023.

PM	RS
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Le coût prévisionnel de l'opération s'élève à 21 133,92 euros HT.

Le montant prévisionnel des aides publiques s'élève à 6 558,37 euros (Région Grand Est - CEE) auquel peuvent se rajouter **7 287 euros de la CCRG**, soit un total d'aides publiques de 13 845,37 euros, laissant un reste à charge pour la commune de 7 288 euros, soit34 %*.

- **La Commune de Rimbach-Zell** a déposé un projet, en date du 16 mai 2025, portant sur des travaux d'isolation de l'église Saint Pierre et Paul afin d'améliorer son confort thermique et de réduire les coûts énergétiques associés au chauffage.

Le coût prévisionnel de l'opération s'élève à 14 965,75 euros HT.

Le montant prévisionnel de l'aide de la part de la **CCRG s'élève à 7 482 euros,** laissant un reste à charge pour la commune de 7 483,75 euros, soit 50 %*.

- **La Commune de Lautenbach** a déposé un projet, en date du 26 mai 2025, portant sur des travaux de rénovation du parc d'éclairage public en luminaires leds – phase 1 (3 phases prévues).

Le coût prévisionnel de l'opération s'élève à 53 046 euros HT.

Le montant prévisionnel des aides publiques s'élève à 15 300 euros (Territoire Alsace Energie) auquel peuvent se rajouter **15 000 euros de la CCRG**, soit un total d'aides publiques de 30 300 euros, laissant un reste à charge pour la commune de 22 746 euros, soit 43 %*.

**Il est précisé dans le règlement : la subvention s'effectue dans la limite d'un autofinancement de la commune égal ou supérieur à la subvention accordée par la CCRG.*

Ainsi, pour l'année 2025, la CCRG engage 74 769 euros pour soutenir les projets des communes au titre de l'axe 1 – actions environnementales et mobilités douces. Le solde de l'enveloppe annuelle s'élève de fait à 15 231 euros.

Aucun dossier n'a été déposé au titre de l'Axe 2 – Actions en faveur du maintien des services de première nécessité (médicaux et des commerces de proximité) – Enveloppe budgétaire annuelle : 75 000 euros.

Selon le règlement du Fonds de concours, la date de clôture des dossiers de l'Axe 1 et du sous axe 2.2 – Actions en faveur des commerces de proximité et marché locaux, est fixé au 31 mai de chaque année.

Au vu de l'enveloppe disponible pour ce dernier sous-axe, il est proposé de prolonger la date de dépôt au 1er octobre 2025.

Le Bureau, réuni le 16 juin 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté de valider :

- *l'aide de 15 000 euros en faveur de la Commune de Murbach*
- *l'aide de 15 000 euros en faveur de la Commune de Wuenheim*
- *l'aide de 15 000 euros en faveur de la Commune de Raedersheim*
- *l'aide de 7 287 euros en faveur de la Commune de Jungholtz*
- *l'aide de 7 482 euros en faveur de la Commune de Rimbach-Zell*
- *l'aide de 15 000 euros en faveur de la Commune de Lautenbach.*

Soit un montant total d'aides de 74 769 euros en investissement (fonction 901, article 20414124, opération 712).

- *La prolongation de la date de clôture des dossiers au 1er octobre 2025 au vu des éléments précités*

RM	RS
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Les Maires des communes intéressés par le dispositif à savoir Madame Maud Hart, Monsieur Roland Martin, Monsieur Guy Habecker, Madame Angélique Muller et Monsieur Philippe Hecky quittent la salle des séances et la réintègrent à l'issue du vote.

Monsieur Daniel Braun réintègre la salle des séances.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Anne Dehestru – Annie Dittrich – Daniel Hindelang – Luc Marck* –, les propositions précitées.

RM	RS
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

9.2- Fonds de soutien exceptionnel aux projets associatifs et scolaires *(MS)*

Ce point est présenté par Monsieur le Président.

Les Maires et Conseillers communautaires « intéressés » par la présente délibération sont invités à se déporter.

Considérant la délibération du Conseil de Communauté du 10 décembre 2020 instaurant la création d'un fonds de soutien financier aux associations et écoles du territoire dont l'enveloppe annuelle s'élève à 10 000 euros, sept dossiers ont été déposés pour le premier semestre 2025.

Pour rappel les critères et règles d'obtention sont les suivantes :

- le projet :
  - projet d'investissement ou activités réalisées au profit des habitants ou usagers du territoire et localisées exclusivement sur le territoire de la CCRG
  - projet ouvert à l'ensemble des habitants de la CCRG ou de dimension supra-intercommunale
  - objet conforme aux statuts de l'Association et entrant dans le champ de compétences de la CCRG
  - soutien limité à une attribution par période de deux ans (année calendaire)
  - dépôt du dossier à deux dates : 30 avril et 30 septembre de l'année N
- les éléments d'attributions financiers :
  - plafond d'attribution : 1 000 euros
  - subvention plafonnée au montant reçu des autres collectivités locales (Commune, Collectivité européenne d'Alsace, Région)
- les critères d'attribution :
  - vocation touristique/culturelle
  - vocation patrimoniale
  - vocation environnementale
  - vocation pédagogique
  - vocation caritative
  - attractivité/animation du territoire
  - dynamisation du commerce local
  - rayonnement supra-CCRG.

Le nombre de critères sélectionnés (deux au minimum) permettra de définir le montant de l'aide allouée à raison de 20 % de la somme maximale allouable (1 000 euros) par critère validé.

Il est également prévu dans le règlement des critères de majoration permettant, aux projets structurants, d'obtenir un soutien allant au-delà du plafond des 1 000 euros à savoir :

- évènement regroupant plus de 2 000 visiteurs
- investissement structurant de plus de 20 000 euros
- opération durable générant la création d'au moins ½ ETP

RM	RS
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Les dossiers déposés sont les suivants :

Pétitionnaire	Projet	Dépense prévisionnelle	Nombre d'Items respectés	Subvention prévisionnelle
Ecole de cirque Arsène **Dépôt du 13 mars 2025**	Organisation du festival Cirkala 2025 à Lautenbach-Schweighouse les 5 & 6 juillet	30 660 € TTC	**7 + 1**	1 200 €
Commentaire : Festival autour des arts du cirque et de la musique par la Compagnie des Nazes (Guebwiller) et l'école de cirque Arsène. Au programme, spectacles d'écoles en lien avec le projet d'éducation artistique (80 élèves de la maternelle au primaire sont concernés) et d'artistes professionnels, contes, concerts. De la petite restauration sera proposée et élaborée à partir de produits locaux. Des associations locales participent à cet évènement qui draine plus de 2 000 festivaliers issus du territoire et au-delà.				
Association Prochain Arrêt La Terre **Dépôt du 13 février 2025**	Organisation de la 2ème édition de la Biennale de la Céramique les 3 & 4 mai	24 570 €	**8 + 1**	1 200 €
Commentaire : 2ème édition de cet évènement qui se tiendra dans le parc et le château de la Neuenbourg. Au programme, un parcours artistique de sculptures et installation permettant à 10 sculpteurs céramistes de différents horizons d'installer leurs œuvres en immersion dans le parc, une animation feu avec la cuisson du four-sculpture en torchis, des conférences, des ateliers participatifs de découverte, un spectacle danse/céramique, un marché des potiers, des ateliers de médiation culturelle.				
Association Bicychouette **Dépôt du 20 janvier 2025**	Achat d'équipements d'éclairage, de casques et de kits	3 370 €	**2**	400 €
Commentaire : Actions de sensibilisation en faveur des élèves des collèges et des lycées du territoire à la nécessité d'équiper leurs vélos ou trottinettes avec un éclairage règlementaire et un équipement pertinent de façon à être parfaitement visible la nuit. L'association a participé à la campagne nationale de la FUB « Cyclistes Brillez » du 1/11/24 au 15/12/24 en intervenant dans les collèges de Soultz, Guebwiller et Buhl. Vérification des éclairages à la sortie des classes le soir et distribution gratuite d'éclairages rechargeables et de casques.				
Association Balance Ton Son **Dépôt du 1er avril 2025**	Organisation du festival Prés Salés 2025 les 6 & 7 juin 2025	185 717 €	**5 + 1**	1 200 €
Commentaire : Ce festival est un évènement culturel indépendant, familial et ouvert ancré dans la Vallée Noble. Durant deux jours le festival proposera une programmation musicale électrique (rock, raggae, musiques du monde, etc.). La valorisation d'artistes émergents en partenariat avec le Noumatrouff. Un marché de producteurs locaux sera mis en place et de la petite restauration produite localement sera proposée. Un « restaurant » éphémère sera accessible et proposera une cuisine au feu				

RM RS

Paraphe du Président Paraphe du Secrétaire de séance

de bois par des chefs étoilés. Ce festival draine plus de 2 000 visiteurs qui bénéficient de concerts variés dans une ambiance conviviale et un site sécurisé.				
Florival Athlétics Sports Triathlon (FAST) **Dépôt du 3 avril 2025**	Organisation de la 10è édition du Triathlon Elsassmann les 19 & 20 juillet 2025	60 000 €	**5 + 1**	1 200 €
Commentaire : Le triathlon est ouvert à tout public (débutant, confirmé, adultes, enfants, personnes en situation de handicap). Plus de 15 nationalités sont représentées. Une zone géographique allant de Ensisheim (plan d'eau pour la partie natation) vers la vallée du Florival et les sommets des Vosges (Markstein – Grand Ballon). Près de 250 bénévoles sont nécessaires pour encadrer cet évènement sportif. Organisation en partenariat avec les Offices de Tourisme afin de proposer aux athlètes des solutions d'hébergements, de restaurations, des visites ou activités annexes pour les inciter à prolonger leur séjour et profiter de la région.				
Comité du Monument National du Hartmannswillerkopf **Dépôt du 29 avril 2025**	Équipement du chalet pédagogique destiné au jeune public	39 500 €	**5**	1 000 €
Commentaire : Faisant la promotion de la mémoire des champs de bataille notamment des bancs communaux de Soultz, Hartmannswiller et Wuenheim, le Comité du Monument National ouvrira un chalet pédagogique en 2025. Il s'agit d'un lieu conçu pour offrir un cadre moderne et interactif et constitue un lieu idéal pour les activités éducatives porté notamment sur les conflits 1914-1918. Ce centre de ressources accueillera les élèves qui pourront bénéficier d'une expérience d'apprentissage innovante et enrichissante tout en étant immergés dans un cadre naturel unique, il incarnera l'avenir de la transmission de l'histoire et de l'éducation à la citoyenneté en alliant technologie, nature et pédagogie attractive et interactive.				
Val Linthal **Dépôt du 15/05/25**	Plantation de vergers	2 300 €	**4**	800
Commentaire : Depuis 2019, l'Association Val Linthal s'est engagée dans la plantation de vergers, la valorisation des fruits et la protection des oiseaux. 75 arbres fruitiers ont ainsi été plantés, certains en partenariat avec les écoles du Haut-Florival qui ont travaillé sur le sujet avec des recherches documentaires, des dégustations de fruits et la transformation des fruits. Cette subvention participera à l'acquisition et la plantation de 16 arbres fruitiers, l'aménagement de quatre refuges LPO avec plantation de haies et les outillages associés.				
			Montant total prévisionnel des subventions	**7 000 €**

L'enveloppe disponible après déduction des aides précitées s'élève à 3 000 euros. Celle-ci permettra de soutenir des projets déposés au deuxième semestre 2025.

Le Bureau, réuni le 16 juin 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté de valider le versement des subventions précitées dans le cadre du Fonds de soutien exceptionnel sur présentation des pièces attestant de la réalisation des projets.

RY	RS
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Débats et observations préalables au vote :

Monsieur Philippe Hecky évoque le festival « Cirkala » qui est un événement très important pour sa commune et souhaite savoir s'il est possible de verser une subvention plus élevée.

Monsieur le Président lui répond que le maximum de subvention est déjà atteint.

Monsieur Philippe Hecky demande s'il sera possible de modifier le dispositif afin de verser des sommes plus importantes.

Monsieur le Président rappelle qu'il s'agit d'un dispositif exceptionnel et qu'il convient de veiller à modérer les sommes versées. Il s'agira également d'étudier la question en fonction des décisions gouvernementales qui pèseront sur le budget des collectivités territoriales.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Anne Dehestru – Annie Dittrich – Daniel Hindelang – Luc Marck* –, les propositions précitées.

RH	RS
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Point 10. PETITE ENFANCE

10.1- Projet de création d'un nouveau multi-accueil à Soultzmatt-Wintzfelden - Acquisition foncière *(JS)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président Jean-Luc Galliath.

Les Maires et Conseillers communautaires « intéressés » par la présente délibération, notamment Monsieur André Schlegel, sont invités à se déporter.

Vu les statuts de la CCRG et notamment sa compétence « Coordination globale et prise en charge financière des activités et des structures de la petite enfance »

Considérant la nécessité de construire un nouveau multi-accueil sur le ban de la commune de Soultzmatt-Wintzfelden afin de répondre aux besoins des familles

Vu les avis des Domaines du 9 et 10 janvier 2025

Dans le cadre de l'exercice de la compétence « *Coordination globale et prise en charge financière des activités et des structures de la petite enfance* », il est proposé d'envisager la construction d'un nouveau multi-accueil sur le ban de la commune de Soultzmatt-Wintzfelden. Deux terrains ont été identifiés qui, par leur localisation, leur contenance et leur situation urbanistique, correspondent au besoin foncier qui permettrait de réaliser ce projet.

10.1.1- Projet de construction d'un nouveau multi-accueil à Soultzmatt-Wintzfelden – Plan de financement et calendrier prévisionnel

L'actuel multi-accueil de Soultzmatt est situé au rez-de-chaussée d'un des bâtiments de la maison de retraite (22 rue de l'Hôpital) qui dépend du CHS de Rouffach. Il s'agit d'un équipement en voie d'obsolescence et difficile à réaménager. Il répond, pour l'heure, aux contraintes de la PMI qui admet certaines tolérances pour les vieux bâtiments.

La réforme des normes applicables aux modes d'accueil du jeune enfant (loi dite « NORMA ») entrée en vigueur en 2021 avec une mise en application totale pour 2026 nécessitera de nouvelles remises aux normes et un budget conséquent.

Malgré de possibles travaux, certains éléments, dont ceux concernant la surface des locaux, ne pourront être changés et deviennent critiques pour un fonctionnement optimal de la structure.

Bien qu'il ait accueilli 25 enfants par le passé (avant la reprise par la CCRG en 2013), ce site ne permet pas d'accueillir davantage d'enfants (dortoir bébé : seulement trois lits) au vu de la réglementation en vigueur.

Dans le cadre d'un projet de construction d'un nouveau multi-accueil à Soultzmatt, il serait possible d'augmenter l'agrément de la structure, passant de 15 places à 20 (voire 30 places). Une augmentation du nombre de places dans l'équipement permettrait d'améliorer son bilan (davantage de recettes familles, de subventions d'exploitation CAF et de bonus CTG) car la structure est capable d'absorber davantage de places sans augmentation de personnel. Les recettes augmentant, le reste à charge pour la CCRG diminuerait en conséquence (hors investissement). Le prix annuel par place, estimé pour 2024 à 28 147,33 euros, passerait ainsi à 21 845,50 euros (-22 %) sur un nouveau site.

JLG	RS
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

En parallèle, la Convention d'objectifs et de gestion (COG) 2023-2027 de la CAF du Haut-Rhin fait la part belle au développement de nouvelles places en EAJE auquel elle participe financièrement.

La CAF annonce que ses taux de financement sont à présent plus élevés, mais ne peut garantir un maintien à l'issue de la COG.

Il y a donc une opportunité à saisir s'agissant de cette COG (2023-2027) en investissant dans de nouveaux équipements.

Pour un coût total estimé de 3 077 018 euros TTC, le projet pourrait bénéficier de 920 000 euros TTC de subventions confirmées : 400 000 euros de la CAF, 220 000 euros de la Région Grand Est, 300 000 euros estimés de la DETR.

Des aides supplémentaires non chiffrées peuvent s'ajouter (CeA, FEADER et MSA).

Dans le cadre du plan de financement prévisionnel de l'opération, il convient de veiller à l'équilibre entre les contributions externes (subventions, dotations, cofinancements) et les apports propres de la collectivité.

Pour rappel, un financement propre minimal de 20 %, soit 600 000 euros TTC, doit impérativement être garanti, conformément aux exigences habituelles des partenaires institutionnels. Cette part conditionne l'éligibilité du projet à certains dispositifs d'aide et participe à démontrer la capacité d'engagement de la collectivité.

Le détail du plan de financement figure dans le tableau en annexe 13.

Pour mémoire le Bureau du 3 septembre 2024, a acté le démarrage d'une réflexion approfondie sur la construction d'une structure multi-accueil à Soultzmatt et validé le lancement d'une consultation pour le recrutement d'un programmiste.

L'étude de programmation a été attribuée à l'Adauhr pour un montant de 16 345 euros HT soit 19 614,00 euros TTC.

Le planning prévisionnel répond à l'impératif de la CAF à savoir que le démarrage des travaux soit effectif en 2027 au plus tard.

Il se détaille comme suit :

Phase	Étape	Délais
1	Préprogrammation	Juillet 2025
	Validation du préprogramme par les élus	Septembre 2025
2	Programme fonctionnel et technique Estimation des coûts	Fin octobre 2025
	Validation du programme par les élus et décision de lancer la consultation de maîtrise d'œuvre	Décembre 2025
3 MAPA	Sélection des concepteurs	Janvier à mars 2026
	Études de maîtrise d'œuvre	Avril à décembre 2026 8 à 9 mois
	Consultation des entreprises	Janvier 2027
	Démarrage des travaux	Avril 2027
3 Concours	Concours restreint sur esquisse	Janvier à juillet 2026 7 mois
	Négociation et attribution du marché de MOE	Septembre 2026
	Etudes de maitrise d'œuvre	Septembre à mai 2027
	Consultation des entreprises	Juin à septembre 2027

RM RS

Paraphe du Président Paraphe du Secrétaire de séance

	Démarrage des travaux	Octobre 2027

Le Bureau, réuni le 16 juin 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *de valider le lancement de l'opération selon les modalités précitées*
- *de valider le plan de financement prévisionnel*
- *d'habiliter Monsieur le Président à solliciter les subventions correspondantes*

Monsieur André Schlegel quitte la salle des séances et la réintègre à l'issue du vote du point 10.1.3.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Anne Dehestru – Annie Dittrich – Daniel Hindelang – Luc Marck* –, les propositions précitées.

RH	RS
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

10.1.2- Acquisition d'un terrain appartenant à la maison de retraite de Soultzmatt

Un terrain situé rue de la Forêt à Soultzmatt-Wintzfelden (cf. plan en annexe 14) permettrait la réalisation de ce projet. Il se situe en périphérie du centre, sur les hauteurs de la commune à proximité du groupe scolaire et du préscolaire et appartient à la maison de retraite de Soultzmatt (parcelle n° 148 – section 33 d'une superficie de 10,82 ares).

Suite à échanges avec le propriétaire, il est proposé un prix d'achat à hauteur de 10 000 euros HT/are soit 108 200 euros HT pour la totalité de la surface.

Un avis des Domaines a été sollicité et rendu le 10 janvier 2025 (joints en annexe 15). En substance, il établit une valeur vénale à 3 800 euros l'are.

Pour rappel, sous réserve du respect des principes jurisprudentiels en vigueur, une collectivité a toujours la possibilité de s'affranchir de cette valeur estimative par délibération pour vendre à un prix différent. Le prix de 10 000 euros HT reste raisonnable au vu de la nature du terrain. Ce dernier est idéalement placé pour permettre l'implantation d'un multi-accueil dans les meilleures conditions possibles (site en périphérie du centre, accessibilité, proximité du groupement scolaire et du périscolaire permettant une concentration des services…).

Au vu de ces éléments, il est proposé de passer outre l'avis des Domaines et d'acquérir ce terrain au prix de 10 000 euros HT/are.

Les crédits sont inscrits aux Décisions Modificatives 2025 du Budget Général (article 2111 – opération 2501).

Le Bureau, réuni le 16 juin 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *de passer outre l'avis des Domaines pour les raisons susmentionnées et d'approuver l'acquisition de la parcelle précitée, par acte notarié, au prix de 10 000 euros HT l'are soit un coût global de 108 200 euros HT*
- *d'habiliter Monsieur le Président à signer l'acte de vente en découlant et tout document s'y rapportant*
- *de valider la prise en charge des coûts liés à la rédaction de l'acte authentique passé devant Notaire et l'ensemble des frais annexes*

Monsieur André Schlegel se déporte sur le vote du présent point.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Anne Dehestru – Annie Dittrich – Daniel Hindelang – Luc Marck* –, les propositions précitées.

AM	RS
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

10.1.3- Acquisition d'un terrain appartenant à Madame Sylviane Hetsch

Un terrain situé rue de la Forêt (cf. plan en annexe 14) permettrait la réalisation de ce projet. Il se situe en périphérie du centre, sur les hauteurs de la commune à proximité du groupe scolaire et du préscolaire et appartient à Madame Sylviane Hetsch (parcelle n° 147 – section 33 –d'une superficie de 14,01 ares).

Suite à échanges avec la propriétaire, il est proposé un prix d'achat à hauteur de 10 000 euros HT/are soit 140 100 euros HT pour la totalité de la surface.

Un avis des Domaines a été sollicité et rendu le 9 janvier 2025 (joints en annexe16). En substance, il établit une valeur vénale à 3 800 euros l'are.

Pour rappel, sous réserve du respect des principes jurisprudentiels en vigueur, une collectivité a toujours la possibilité de s'affranchir de cette valeur estimative par délibération pour vendre à un prix différent. Le prix de 10 000 euros HT reste raisonnable au vu de la nature du terrain. Ce dernier est idéalement placé pour permettre l'implantation d'un multi-accueil dans les meilleures conditions possibles (site en périphérie du centre, accessibilité, proximité du groupement scolaire et du périscolaire permettant une concentration des services…).

Au vu de ces éléments, il est proposé de passer outre l'avis des Domaines et d'acquérir ce terrain au prix de 10 000 euros HT/are.

Les crédits sont inscrits aux Décisions Modificatives 2025 du Budget Général (article 2111 – opération 2501).

Le Bureau, réuni le 16 juin 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *de passer outre l'avis des Domaines pour les raisons susmentionnées et d'approuver l'acquisition de la parcelle précitée, par acte notarié, au prix de 10 000 euros HT l'are soit un coût global de 140 100 euros HT*
- *d'habiliter Monsieur le Président à signer l'actes de vente en découlant et tout document s'y rapportant*
- *de valider la prise en charge des coûts liés à la rédaction de l'acte authentique passé devant Notaire et l'ensemble des frais annexes*

Monsieur André Schlegel se déporte sur le vote du présent point.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Anne Dehestru – Annie Dittrich – Daniel Hindelang – Luc Marck* –, les propositions précitées.

RM	RS
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Point 11. PAYS D'ART ET D'HISTOIRE

11.1- Pôle culturel et touristique de la Neuenbourg – Convention d'occupation avec l'Institut Européen des Arts Céramiques (IEAC) *(CRM)*

Ce point est présenté par Madame la Vice-Présidente Angélique Muller.

En date du 30 septembre 2016, un bail emphytéotique a été signé entre le Conseil Départemental du Haut-Rhin et la CCRG, portant sur la mise à disposition du Château de la Neuenbourg sis rue du 4 Février à Guebwiller, pour une durée de trente ans (du 1er juillet 2016 au 30 juin 2046), prolongé à soixante ans.

La CCRG a assuré la Maîtrise d'ouvrage de travaux visant à réhabiliter le Château de la Neuenbourg afin d'y créer un Pôle Culturel et Touristique, rassemblant, en sus du Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine (CIAP) de la CCRG, plusieurs partenaires institutionnels, à savoir, notamment :

- l'Institut Européen des Arts Céramiques
- l'Office de Tourisme de Guebwiller-Soultz et des Pays du Florival.

L'IEAC est une association culturelle locale dont les missions sont l'enseignement et la diffusion des arts céramiques. Assurant une forme de continuité de l'héritage historique du territoire (en référence au célèbre céramiste guebwillerois Théodore Deck), l'IEAC contribue, dans son domaine, au rayonnement national, voire international de la Région de Guebwiller.

En cela, ce partenaire privilégié assure une mission d'intérêt général et trouve naturellement sa place au sein du futur Pôle Culturel et Touristique de la Neuenbourg.

La première convention d'occupation arrivant à échéance au 31 juillet 2025, il est proposé de reconduite la mise à disposition à l'IEAC :

- au deuxième étage de l'aile sud (Administration et Enseignement), d'un local de 298 m²
- au rez-de-jardin de l'aile sud (Ateliers - Cuisson - Stock), d'un local de 407 m².

Les surfaces totales allouées sont de 705 m². La redevance annuelle 2025 s'établit à 22 219 euros/an, à laquelle s'ajoutent les charges locatives évaluées à 16 000 euros, refacturées au réel en deux titres (acompte puis solde).

Une nouvelle convention de mise à disposition, à conclure pour une durée de six ans et prenant effet au 1er août 2025, figure en annexe 17.

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *de valider la convention de mise à disposition des locaux du Château de la Neuenbourg au bénéfice de l'IEAC, conformément à l'annexe*
- *d'habiliter Monsieur le Président à signer la convention précitée et tout document s'y rapportant*

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Anne Dehestru – Annie Dittrich – Daniel Hindelang – Luc Marck* –, les propositions précitées.

AM	RS
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

11.2- Convention Pays d'art et d'histoire 2025-2035

Ce point est présenté par Madame la Vice-Présidente Angélique Muller.

La convention Pays d'art et d'histoire 2015-2025 entre la DRAC Grand Est et la CCRG arrivant à échéance, un travail de bilan, de concertation et de définition de projet a été mené durant l'année 2024.

Lors du Conseil de Communauté du 5 décembre 2024, le dossier de renouvellement a été approuvé.

Ce dernier a été présenté en Commission régionale du patrimoine et de l'architecture le 20 décembre 2024. À la suite de l'avis de cette commission, le préfet de région a validé la réattribution du label en date du 3 janvier 2025.

Afin de contractualiser cette labélisation, le Conseil de Communauté est invité à valider la convention (annexe 18), retraçant les grands axes du dossier de renouvellement.

Tout en maintenant ses actions devenues habituelles (visites, expositions, projets pédagogiques, travail avec les communes et association…) trois axes de développement principaux ont été fixés.

Tout d'abord le service Pays d'art et d'histoire accompagné du service aménagement de la CCRG, réalisera une identification systématique du bâti ancien (avant 1948) à travers les 19 communes de la Région de Guebwiller. Cette démarche de recensement permettra de nourrir les dispositifs d'aides à l'entretien de l'habitat dans le cadre du fonds de sauvegarde de la maison alsacienne et du bâti traditionnel.

Le service Pays d'art et d'histoire poursuivra ensuite ses travaux liés au patrimoine culturel immatériel.

Des campagnes de collectage se dérouleront dans les dix années à venir. Les actions participatives seront privilégiées afin de favoriser une approche collective et une valorisation du patrimoine culturel dans l'ensemble de ces composantes.

Enfin, le Pays d'art et d'histoire ira vers de nouvelles formes de valorisation, renforçant les actions faisant se croiser l'artistique et l'interprétation du patrimoine, permettant une mise en lumière sensible du patrimoine, mais prenant également en compte les évolutions numériques et les pratiques du public.

Le Bureau, réuni le 16 juin 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *de valider la présente convention*
- *d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention*

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Anne Dehestru – Annie Dittrich – Daniel Hindelang – Luc Marck* –, les propositions précitées.

RH	RS
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Point 12. URBANISME

12.1- Décision de suivre l'avis conforme de l'autorité environnementale dispensant la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de Buhl d'évaluation environnementale *(JFB)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président Francis Kleitz.

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-36 et suivants, L.104-3, R.104-12, R.104-33 et suivants.

Vu le plan local d'urbanisme de Buhl approuvé le 11 septembre 2017.

Vu la consultation de l'autorité environnementale, au titre de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, en date du 11 mars 2025 et son avis conforme en date du 17 avril 2025 confirmant l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale du projet de modification n°2 du plan local d'urbanisme de Buhl.

La modification n°2 du plan local d'urbanisme de Buhl a été engagée dans l'objectif de :

- modifier l'OAP (Orientation d'Aménagement et de Programmation) du secteur NSC Schlumberger, avec l'adaptation du zonage et du règlement associés à cette opération
- ajouter une OAP (Orientation d'Aménagement et de Programmation) sur le site de l'ancien Crédit Mutuel au cœur du village, avec un apport complémentaire règlementaire
- modifier l'annexe du règlement portant sur les obligations en matière de stationnement

Le décret n°2021-1345 du 13 octobre 2021 a réformé l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme. Désormais, dans un certain nombre de situations, il appartient à l'autorité compétente de décider si les procédures nécessitent la réalisation d'une évaluation environnementale, au vu de leurs incidences prévisibles sur l'environnement.

Les études réalisées ont permis de conclure que les changements qu'il est prévu d'apporter au PLU de Buhl dans le cadre de la présente procédure sont sans incidences notables sur l'environnement et la santé humaine. En effet, les modifications :

- ne conduisent à aucune consommation d'espace supplémentaire
- ne nuisent pas à la protection des espaces naturels, agricoles et forestiers ou à la préservation et à la remise en état des continuités écologiques
- ne nuisent pas à une répartition équilibrée entre emplois, habitat, commerces et services
- ne génère pas d'impact supplémentaire important sur les flux de déplacement

En application des dispositions de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, l'autorité environnementale a été consultée, pour avis conforme, sur la dispense de réalisation d'une évaluation environnementale en raison de l'absence d'incidences notables sur l'environnement.

En date du 17 avril 2025, l'autorité environnementale a rendu un avis conforme qui confirme :

- que la modification n°2 du plan local d'urbanisme de Buhl n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement
- qu'il n'est pas nécessaire de la soumettre à évaluation environnementale par la personne publique responsable.

AM	RS
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Considérant qu'en application des dispositions de l'article R.104-12 du code de l'urbanisme, la modification n° 2 du PLU de Buhl est soumise à évaluation environnementale s'il est établi qu'elle est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Considérant qu'en application des dispositions de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, il appartient au Conseil de Communauté de se prononcer sur la réalisation ou non d'une évaluation environnementale.

Considérant qu'au vu des éléments fournis, l'évolution du PLU de Buhl n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, dans la mesure où les incidences sur l'environnement sont très faibles voire nulles.

Considérant que l'avis conforme rendu par l'autorité environnementale confirme l'absence d'incidences notables sur l'environnement et la non-soumission du projet de modification du PLU de Buhl à évaluation environnementale.

Le Bureau, réuni le 16 juin 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *de suivre l'avis conforme de l'autorité environnementale dispensant la modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de Buhl d'évaluation environnementale*
- *de ne pas réaliser d'évaluation environnementale de la modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de Buhl*
- *d'afficher la présente délibération pendant un mois au siège de la CCRG et en Mairie de Buhl.*

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Anne Dehestru – Annie Dittrich – Daniel Hindelang – Luc Marck* –, les propositions précitées.

Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

12.2- Avis général de la CCRG sur le projet de Périmètres Délimités des Abords (PDA) *(JFB)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président Francis Kleitz.

Vu le Code du Patrimoine, notamment les articles L.621-30 et suivants relatifs aux abords des monuments historiques ;

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.151-19 et suivants relatifs aux périmètres délimités des abords ;

Vu les rapports de présentation des projets de Périmètre Délimité des Abords (PDA) ;

Vu les avis délibérés des communes de Bergholtz, Buhl, Guebwiller, Hartmannswiller, Issenheim, Jungholtz, Lautenbach, Lautenbach-Zell, Merxheim, Orschwihr, Soultz et Soultzmatt-Wintzfelden ;

Vu la lettre d'intention de Murbach ;

Le 2 décembre 2021, lors d'une Conférence des Maires organisée par la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller (CCRG) au Château de la Neuenbourg, l'UDAP68 (Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine du Haut-Rhin) est venue présenter le Périmètre Délimité des Abords (PDA) auprès des 19 communes de la CCRG.

Le PDA vise à remplacer le périmètre de protection de 500 mètres autour d'un monument historique par un périmètre plus adapté qui présente un intérêt patrimonial bâti et paysager permettant ainsi de recentrer l'action de l'Architecte des bâtiments de France (ABF) sur les secteurs patrimoniaux d'une commune.

Comme les PDA sont des servitudes d'utilité publiques, ils sont retranscrits dans les documents d'urbanisme. La CCRG étant compétente en urbanisme depuis 2018, elle pilote, en lien avec les communes concernées, la démarche des PDA auprès de l'UDAP.

Les communes de Bergholtz, Buhl, Hartmannswiller, Issenheim, Jungholtz, Lautenbach, Lautenbach-Zell, Merxheim, Murbach, Orschwihr et Soultzmatt-Wintzfelden ont décidé de s'engager dans cette démarche avec la CCRG en 2022.

Les 23 et 24 janvier 2025, l'ensemble des représentants des communes précitées ont rencontré le cabinet inSitu en charge du travail de réalisation des études et esquisses des PDA pour le compte de l'UDAP.

Au cours de ces rencontres, il leur a été présenté les différents projets de PDA (annexe 19).

La commune de Soultz, non impliquée dans la mise en œuvre des PDA, est impactée par une portion de PDA dont le siège des monuments historiques est sur une autre commune, Jungholtz en l'occurrence. La basilique de Thierenbach et le cimetière juif créés ainsi un PDA couvrant une partie du territoire de la forêt reculée de Soultz.

Guebwiller, qui ne s'était pas engagée dans la démarche des PDA en raison d'un trop grand nombre de monuments historiques, est touchée par la mise en œuvre du projet sur Buhl.

En effet, le Château du Hugstein, à cheval sur Buhl et Guebwiller, est l'objet de la création d'un PDA.

Soultz et Guebwiller ont donc été associées à la démarche à la suite des rencontres des 23 et 24 janvier 2025.

Les Conseils Municipaux de chaque commune concernée ont été amenés à valider, refuser et/ou modifier les projets de PDA présentés. Au terme de nombreux échanges, les communes ont toutes délibéré en faveur de la mise en œuvre des PDA en émettant un avis positif.

RH	RS
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Considérant que les projets de Périmètres Délimités des Abords (PDA) ont pour objet de protéger et de mettre en valeur les sites et les abords couverts par les monuments suivants :

➢ À Bergholtz :

- La Motte castrale dite « Wamschturm » située 32 rue de l'église et inscrite par arrêté préfectoral du 15 novembre 1985

➢ À Buhl :

- Le château du Hugstein classé au titre des monuments historiques par arrêté préfectoral du 6 décembre 1898
- L'ancienne maison de commerçant, située au 130 rue de Florival, et inscrite au titre des monuments historiques par arrêté préfectoral du 24 avril 1989

➢ À Guebwiller :

- Le château du Hugstein classé au titre des monuments historiques par arrêté préfectoral du 6 décembre 1898

➢ À Hartmannswiller :

- Le cimetière fortifié, situé rue de l'Église et classé au titre des monuments historiques par arrêté préfectoral du 12 août 1920
- Le château, situé 6 rue du château et inscrit partiellement sur la liste des monuments historiques par arrêté préfectoral du 9 mai 1988

➢ À Issenheim :

- La filature Gast, située 9-11 rue de Cernay et inscrite sur la liste des monuments historiques par arrêté préfectoral du 12 août 1920
- L'ancienne Préceptorerie des Antonins, au 53 rue de Guebwiller et partiellement classée aux monuments historiques par arrêté préfectoral le 30 septembre 1994

➢ À Jungholtz :

- La Basilique Notre-Dame-de-Thierenbach, située rue de Thierenbach et inscrite sur la liste des monuments historiques par arrêté préfectoral du 26 mars 1982
- Le cimetière juif, situé rue des Tuiles, en partie inscrit par arrêté préfectoral le 19 septembre 1991 et en partie classé monument historique par arrêté préfectoral du 6 novembre 1995

➢ À Lautenbach :

- L'église catholique Saint-Jean-Baptiste, située rue Edmond Gerrer et classée monument historique par arrêté préfectoral le 6 décembre 1898
- L'ancien bâtiment conventuel, situé au 49-51 rue Principale et partiellement classé monument historique par arrêté préfectoral le 13 janvier 1994

➢ À Lautenbach-Zell :

- L'église catholique Saint-Jean-Baptiste, située rue Edmond Gerrer à Lautenbach et classée monument historique par arrêté préfectoral le 6 décembre 1898
- L'ancien bâtiment conventuel, situé au 49-51 rue Principale à Lautenbach et partiellement classé monument historique par arrêté préfectoral le 13 janvier 1994

➢ À Merxheim :

- L'Eglise Saint-Pierre-et-Saint-Paul, situé 8 rue de Guebwiller et classée au titre des monuments historiques par arrêté préfectoral du 19 décembre 1973

RM	RS
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

➢ À Murbach :

- L'Abbaye, située 1 rue de l'Eglise et classée au titre de monument historique par arrêté préfectoral du 1er octobre 1841
- L'ancienne Porterie de l'Abbaye, située au 1 et 2 rue de Lucerne et inscrite sur la liste des monuments historiques par arrêté préfectoral le 30 décembre 1985
- L'ancienne Métairie de l'Abbaye dite Le Schaeferhof située au 6 rue de Guebwiller et inscrite sur la liste des monuments historiques par arrêté préfectoral le 18 novembre 1993

➢ À Orschwihr :

- L'ancien château, situé 1 rue du Centre partiellement inscrit sur la liste des monuments historiques par arrêté préfectoral le 2 novembre 1988
- La Fontaine, située place de l'Eglise et inscrite sur la liste des monuments historiques par arrêté préfectoral le 22 mars 1934

➢ À Soultz :

- La Basilique Notre-Dame-de-Thierenbach, située rue de Thierenbach à Jungholtz et inscrite sur la liste des monuments historiques par arrêté préfectoral du 26 mars 1982
- Le cimetière juif, situé rue des Tuiles à Jungholtz, en partie inscrit par arrêté préfectoral le 19 septembre 1991 et en partie classé monument historique par arrêté préfectoral du 6 novembre 1995

➢ À Soultzmatt :

- Le couvent de Schwartzenthann, situé au Klosterweg dans la forêt de Wintzfelden et classé monument historique par arrêté préfectoral du 6 septembre 1982
- L'église Sainte-Odile, située 6 rue principale à Wintzfelden et inscrite partiellement sur la liste des monuments historiques par arrêté préfectoral du 21 avril 1995
- L'ancien établissement de Bains et de Cure Nessel, situé 5 avenue de la source Nessel au lieu-dit Saegmatten à Soultzmatt, et inscrit sur la liste des monuments historiques par arrêté préfectoral du 1er décembre 1995
- Le bâtiment de la source communale dite « source Lisbeth », situé 12 avenue de la source Nessel au lieu-dit Heidenberg, et inscrit sur la liste des monuments historiques par arrêté préfectoral du 1er décembre 1995
- La Maison, 2 place Kessler, inscrite sur la liste des monuments historiques par arrêté préfectoral du 22 mars 1934
- L'église catholique Saint-Sébastien, située place Kessler à Soultzmatt et inscrite sur la liste des monuments historiques par arrêté préfectoral du 19 novembre 1962
- La Fontaine, située rue des Boulangers et inscrite sur la liste des monuments historiques par arrêté préfectoral du 22 mars 1934
- Le château Wagenbourg, situé 25 rue de la Vallée et la liste des monuments historiques par arrêté préfectoral du 1er octobre 1987

Considérant que les projets de PDA ont reçu un avis favorable des communes concernées.

Considérant que les projets de PDA viennent conforter les ambitions de protection et de préservation des éléments historiques et patrimoniaux des communes.

Le Bureau, réuni le 16 juin 2025, a émis un avis favorable.

BH.	RS
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *de prendre acte des avis des communes*
- *d'émettre un avis favorable aux projets de PDA*
- *d'autoriser Monsieur le Président à transmettre la présente délibération à l'UDAP 68*
- *d'habilité Monsieur le Président de prendre l'attache du Préfet pour engager l'enquête publique, prochaine étape dans la procédure d'approbation des PDA.*

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Anne Dehestru – Annie Dittrich – Daniel Hindelang – Luc Marck* –, les propositions précitées.

RM	RS
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

12.3- Mise en œuvre d'un Projet Urbain Partenarial (PUP) à Soultz - Lotissement Plein Sud - Avenant n° 2 à la convention initiale *(AB)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président Francis Kleitz.

Vu les articles L.332-11-3 et suivants et R.332-25-1 et suivants du Code de l'Urbanisme

Vu la délibération du Conseil de Communauté du 12 avril 2022 validant la convention tripartite de PUP entre la CCRG, la Ville de Soultz et SOVIA portant sur l'opération de lotissements Plein Sud à Soultz

Vu la délibération du Conseil de Communauté du 7 décembre 2023 validant l'avenant n° 1 de prolongation à la convention tripartite de PUP entre la CCRG, la Ville de Soultz et SOVIA portant sur l'opération de lotissements Plein Sud à Soultz

La Ville de Soultz a souhaité mettre en œuvre une procédure de Projet Urbain Partenarial (PUP) dans le cadre de l'aménagement des parcelles sises au sud du ban communal (rues Entzling et du Freundstein) par la société SOVIA.

Conformément aux articles L332-11-3 et suivants et R332-25-1 du Code de l'Urbanisme, les conventions de PUP doivent être signées par l'EPCI compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme.

Par délibération en date du 12 avril 2022, le Conseil de Communauté a validé la signature d'une convention tripartite de Projet Urbain Partenarial (PUP) conclue le 19 mai 2022 entre la CCRG, la Ville de Soultz et le lotisseur SOVIA.

Cette convention prévoyait que l'équipement public devait être réalisé au plus tard le 1er décembre 2023. Or, la date initialement définie n'a pu être respectée en raison des difficultés rencontrées dans l'acquisition d'une parcelle, d'une part, et la contestation de cet aménagement par un riverain, lequel a présenté un recours gracieux, d'autre part.

En conséquence, un avenant de prolongation n° 1 a été signé le 6 janvier 2024. Cet avenant prévoit la réalisation de l'équipement au plus tard le 31 mai 2025.

À ce jour, l'aménageur SOVIA a fait un retour sur les travaux d'aménagement en cours sur l'opération Plein Sud n° 1, soit à l'Ouest du secteur concerné, à savoir :

- réseaux humides, longrines et réseaux secs : courant février 2025
- travaux de voirie – préparation du support et réalisation de la première couche d'enrobés : avril-mai 2025.

Les travaux portant sur la partie Est de l'opération n'ont pas débuté, la demande de terrains étant faible.

Le ralentissement des projets immobiliers, notamment en 2023 et 2024, pour diverses raisons conjoncturelles et financières, impacte par voie de conséquence les ventes de terrains.

En conséquence, il convient de prolonger le délai de réalisation dudit équipement public, objet de la convention de Projet Urbain Partenarial, jusqu'au 30 juin 2026.

Il est donc proposé la signature d'un avenant de prolongation n° 2 à la convention tripartite conclue entre le lotisseur, la CCRG et la Ville de Soultz (en annexe 20).

Le Bureau, réuni le 16 juin 2025, a émis un avis favorable.

RM	RS
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *de valider l'avenant n° 2 à la convention de PUP conclue entre la CCRG, la Ville de Soultz et la société SOVIA*
- *d'habiliter Monsieur Francis Kleitz, Vice-Président, à signer l'avenant précité et tout document s'y rapportant (en annexe 20)*
- *de notifier la présente délibération à la Ville de Soultz.*

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Anne Dehestru – Annie Dittrich – Daniel Hindelang – Luc Marck* –, les propositions précitées.

RM	RS
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Point 13. RESSOURCES HUMAINES

13.1- Dispositif de signalement et de traitement des atteintes volontaires à l'intégrité physique, des actes de violences, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel, d'agissements sexistes et des menaces ou tout acte d'intimidation *(NS)*

Ce point est présenté par Monsieur le Président.

Vu le Code général de la fonction publique, notamment les articles L135-6 (anc. article 6 quater A de la loi 83-634 du 13 juillet 1983) et L452-43 (anc. Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) ;

Vu le décret n° 2020-256 du 13 mars 2020 relatif au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique ;

Vu la délibération du 22/09/2020 du Conseil d'Administration du Centre de Gestion du Haut-Rhin.

Vu la délibération du Conseil de Communauté en date du 4 février 2021 (point 8.1) confiant au Centre de gestion du Haut-Rhin la mise en œuvre de ce dispositif pour son compte et autorisait le Président à signer la convention correspondante ;

L'article L135-6 du Code général de la Fonction Publique prévoit que les administrations doivent instituer un dispositif de signalement qui a pour objet de recueillir les signalements des agents qui s'estiment victimes d'atteintes volontaires à l'intégrité physique, d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel, d'agissements sexistes, de menaces ou de tout acte d'intimidation et de les orienter vers les autorités compétentes en matière d'accompagnement, de soutien et de protection des victimes et de traitement des faits signalés. Ce dispositif permet également de recueillir les signalements de témoins de tels agissements.

Le décret n° 2020-256 du 13 mars 2020 précise le contenu du dispositif mis en place dans l'ensemble des administrations. Il prévoit notamment la mise en place de procédures visant à recueillir les signalements desdits actes par les victimes ou les témoins, l'orientation des agents victimes ou témoins vers les services en charge de leur accompagnement et de leur soutien et les procédures d'orientation des mêmes agents vers les autorités compétentes en matière de protection des agents et de traitement des faits signalés. Il précise enfin les exigences d'accessibilité du dispositif de signalement et de respect de la confidentialité ainsi que les modalités de mutualisation du dispositif entre administrations.

L'article L134-6 du Code général de la fonction publique précise également que lorsque la collectivité est informée, par quelque moyen que ce soit, de l'existence d'un risque manifeste d'atteinte grave à l'intégrité physique du fonctionnaire, prend, sans délai et à titre conservatoire, les mesures d'urgence de nature à faire cesser ce risque et à prévenir la réalisation ou l'aggravation des dommages directement causés par ces faits. Ces mesures sont mises en œuvre pendant la durée strictement nécessaire à la cessation du risque.

L'article L452-43 du Code général de la fonction publique prévoit que les centres de gestion instituent, pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics qui en font la demande, le dispositif de signalement prévu.

Le Conseil d'Administration du Centre de Gestion par délibération en date du 22 septembre 2020 a défini les modalités de mise en œuvre de ce dispositif pour le compte de ses collectivités et établissements publics.

PH.	RS
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Le Conseil de Communauté lors de sa séance du 4 février 2021 confiait au Centre de Gestion du Haut-Rhin la mise en œuvre de ce dispositif pour son compte et autorisait le Président à signer la convention correspondante.

Considérant que ladite convention signée le février 2021 est arrivée à échéance.

Considérant que toute autorité territoriale a l'obligation de mettre en place, un dispositif de signalement et de traitement des atteintes volontaires à l'intégrité physique, des actes de violence, de discrimination, de harcèlement sexuel ou moral, des agissements sexistes, des menaces ou tout autre acte d'intimidation ;

Considérant que le Centre de Gestion a mis en place ce dispositif pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics qui en font la demande par une décision expresse ;

Considérant qu'il semble opportun, dans un souci d'indépendance et de confidentialité, de confier au Centre de Gestion la mise en œuvre de ce dispositif pour le compte de la CCRG par le biais d'une convention (en annexe 21) ;

Considérant que l'information de cette proposition a été transmise au Comité Social Territorial lors de sa séance du 3 juillet 2025 ;

Le Bureau, réuni le 16 juin 2025, a émis un avis favorable.

Aussi, il est proposé au Conseil de Communauté :

- *de confier au Centre de Gestion du Haut-Rhin, dans les conditions définies par délibération de son Conseil d'Administration, la mise en œuvre de ce dispositif pour le compte de la CCRG*
- *d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout acte se référant aux décisions prises ci-dessus et nécessaire à leur application*

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Anne Dehestru – Annie Dittrich – Daniel Hindelang – Luc Marck* –, les propositions précitées.

DH	RS
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

13.2- Médecin référent santé pour le Multi-accueil de Soultzmatt *(JS/NS)*

Ce point est présenté par Monsieur le Président.

Vu la délibération du Conseil de Communauté en date du 29 septembre 2022 validant le recrutement d'un référent santé et accueil inclusif par voie de vacation.

Rappel du cadre réglementaire

La gestion du Multi-accueil de Soultzmatt, en régie directe par la CCRG, doit répondre à un cadre réglementaire commun aux établissements d'accueil du jeune enfant, permettant d'obtenir l'autorisation de fonctionnement et indiquant, entre autres, les taux d'encadrement des enfants et les qualifications du personnel.

Dans le cadre de la réforme des modes d'accueil, un décret paru le 30 août 2021 prévoit, en remplacement du recours à un médecin de crèche, l'intervention d'un Référent Santé et Accueil Inclusif (RSAI) dans chaque établissement, quelle que soit sa capacité.

Cette nouvelle disposition est applicable depuis le 1er septembre 2022.

a. Moyens humains et missions

Cette fonction de RSAI peut être exercée soit par un médecin, soit par une puéricultrice ou une infirmière disposant d'un diplôme universitaire en matière de santé du jeune enfant ou d'une expérience minimale de trois ans auprès des enfants.

Ainsi, les établissements d'accueil des jeunes enfants offrent, avec le concours du RSAI, un accueil individualisé et inclusif, notamment pour ceux présentant un handicap ou atteints d'une maladie chronique, ainsi qu'un accompagnement spécifique, favorisant la socialisation de tous les enfants accueillis.

Les principales missions du RSAI sont les suivantes :

- informer, sensibiliser et conseiller la Direction et l'équipe de l'établissement en matière de santé du jeune enfant et d'accueil inclusif des enfants en situation de handicap
- présenter et expliquer les protocoles aux professionnels chargés de l'encadrement des enfants
- apporter son concours et veiller à la mise en œuvre des mesures nécessaires à la bonne adaptation des enfants en situation de handicap
- aider et accompagner l'équipe dans la compréhension et la mise en place de protocoles et/ou d'un projet d'accueil individualisé
- assurer des actions d'éducation et de promotion de la santé auprès des professionnels
- contribuer au repérage des enfants en danger ou en risque de l'être
- procéder à l'examen des enfants afin d'envisager, si nécessaire, une orientation médicale
- délivrer, lorsqu'il est médecin, le certificat médical attestant pour l'enfant l'absence d'une contre-indication à l'accueil en collectivité

Les durées minimales d'intervention sont fixées dans ce décret par type d'établissement et imposent, pour le Multi-accueil de Soultzmatt ayant un agrément de 15 berceaux, une présence du RSAI de 20 heures minimum par an.

Au regard du nombre d'heures demandées, la vacation semble être la solution la plus adaptée pour ces interventions.

Le Conseil de Communauté, lors de sa séance du 29 septembre 2022, validait le recrutement d'un Référent Santé et Accueil Inclusif par voie de vacation.

RH	RS
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

b. Projection financière

L'intervention d'un Référent Santé et Accueil Inclusif étant une obligation réglementaire relevant de l'autorisation de fonctionnement, il ne permet l'obtention d'aucun subventionnement ni aide financière.

Madame Camille Lesage, Médecin généraliste résidant à Soultzmatt, exerce cette fonction au sein du Multi-accueil Arc-en-Ciel de Soultzmatt depuis le 1er octobre 2022.

Elle nous a informé de la mise à jour de ses tarifs horaires. À la suite de l'augmentation générale des honoraires médicaux entrée en vigueur en décembre 2024, et afin d'harmoniser ses prestations avec les tarifs actuellement pratiqués par la profession, le tarif horaire de ses interventions passera de 100 à 140 euros brut à compter du 15 juillet 2025.

Le nouveau coût du recours à un vacataire pour une année de fonctionnement s'établit de la façon suivante :

Projection financière	Dépenses pour une année complète	Recettes	Pour mémoire dépenses 2024
Coût horaire	140 € brut		100 €
Nombre d'heures de vacation	20		20
Coût du recours à un vacataire	**2 800 €**		2 000€
Possibilité de subventionnement du poste		0 €	
Reste à charge pour la CCRG	2 800 €		2 000€

Le Bureau, réuni le 16 juin 2025, a émis un avis favorable.

Compte tenu de ces éléments, il est proposé au Conseil de Communauté :

- *de valider l'augmentation du tarif horaire de la Référente Santé et Accueil Inclusif*
- *d'autoriser Monsieur le Président à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette revalorisation de tarif*
- *de prévoir la dépense correspondante au budget général (M57 fonction 5223)*

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Anne Dehestru – Annie Dittrich – Daniel Hindelang – Luc Marck* –, les propositions précitées.

AH	RS
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

13.3- Convention de gestion avec FloRIOM SPL *(NS)*

Ce point est présenté par Monsieur le Président.

Par délibération du 29 septembre 2022, le Conseil de Communauté validait l'élaboration d'une convention confiant à la CCRG la gestion des Ressources Humaines pour le compte de FloRIOM SPL.

Cette convention a été complétée de deux avenants respectivement les 6 juillet 2023 et 7 décembre 2023.

Cette convention arrive à échéance le 15 août 2025.

Il est proposé de reconduire cette convention pour une durée de 3 ans.

Le Bureau, réuni le 16 juin 2025, a émis un avis favorable.

Il *est proposé au Conseil de Communauté :*

- *de valider la convention de gestion avec FloRIOM SPL pour une nouvelle période de trois ans conformément au modèle joint en annexe 22*
- *d'habiliter Monsieur le Président à signer ladite convention et tout document s'y rapportant*

Monsieur Yves Coquelle quitte la salle des séances et la réintègre à l'issue du vote.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Anne Dehestru – Annie Dittrich – Daniel Hindelang – Luc Marck* –, les propositions précitées.

AM | RS

Paraphe du Président | Paraphe du Secrétaire de séance

13.4- Attribution du marché portant sur la participation d'une couverture complémentaire de santé aux profits des agents et des retraités de la CCRG *(NS/MFL)*

Ce point est présenté par Monsieur le Président.

Depuis le 1er janvier 2019, la CCRG bénéficie d'une convention de participation au titre de la complémentaire Santé avec Mutest. Cette convention prenant fin le 31 décembre 2025, une nouvelle consultation a été lancée le 7 mai 2025 sous la forme d'appels d'offres ouvert en procédure formalisée (article R. 2124-1 du code de la commande publique). La date limite de remise des offres a été fixée au 12 juin 2025.

L'analyse des offres est effectuée conformément aux critères énoncés dans le Règlement de Consultation, à savoir :

Critère n°1	Rapport entre la qualité des garanties, le tarif proposé et le détail de la Téléconsultation	70 Points
	1.1 Qualité des garanties de l'offre	30 Points
	1.2 Prix des prestations	30 Points
	1.3 Détail de la téléconsultation proposée et validation des devis	10 Points
Critère n°2	Degré effectif de solidarité entre les adhérents	10 Points
Critère n°3	Maîtrise financière du dispositif	10 Points
Critère n°4	Moyens destinés à assurer une couverture effective des plus âgés et des plus exposés aux risques	10 Points

Trois offres ont été réceptionnées : Collecteam/Allianz, Muta Santé, Mutest.

La Commission d'Appel d'Offres réunie le 2 juillet 2025 a attribué le marché à Mutest (selon barème contractuel).

Le Comité Social Territorial, qui s'est réuni le 3 juillet 2025 a été informé et a donné un avis favorable.

Le Bureau, réuni le 16 juin 2025, a émis un avis favorable.

Il sera proposé au Conseil de Communauté :

- *de valider l'attribution du marché précité, qui prend effet à compter du 1er janvier 2026, pour une durée de six ans, avec une possibilité de prorogation d'une durée maximale d'un an en cas de motif d'intérêt général*
- *de valider la révision au 1er janvier de chaque année, proportionnellement aux éventuelles revalorisations tarifaires, les montants de participation pour le risque Santé*
- *d'habiliter Monsieur le Président à signer le marché précité et tout document s'y référant*

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Anne Dehestru – Annie Dittrich – Daniel Hindelang – Luc Marck* –, les propositions précitées.

RM	RS
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

13.5- Création de poste *(LM)*

Ce point est présenté par Monsieur le Président.

Vu le code général de la fonction publique, et notamment ses articles L313-1 et suivants et ses articles L411-1 et suivants ;

Vu l'état du personnel de la collectivité territoriale.

Il convient de créer l'emploi permanent suivant :

➢ un poste d'adjoint administratif à temps complet

Le Bureau, réuni le 16 juin 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de communauté :

- *d'approuver la proposition susvisée*
- *de créer le poste précité avec effet au 15 juillet 2025*
- *de modifier le tableau des effectifs*
- *d'autoriser Monsieur le Président à prendre et signer tout acte se référant à la décision prise ci-dessus et nécessaire à son application*
- *de procéder à la déclaration de création du poste auprès du Centre de Gestion du Haut-Rhin*
- *d'inscrire la dépense au budget Eau potable de l'exercice 2025*

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Anne Dehestru – Annie Dittrich – Daniel Hindelang – Luc Marck* –, les propositions précitées.

RM	RS
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

13.6- Convention de transfert d'un Compte Épargne-Temps (CET) *(NS)*

Ce point est présenté par Monsieur le Président.

Vu le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L621-1 et suivants,

Vu le décret n°2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2010-531 du 20 mai 2010 fixant les modalités de gestion du compte épargne temps,

Vu la délibération du Conseil de Communauté du 26 septembre 2013, fixant les modalités relatives au Compte Épargne-Temps,

Vu la mutation d'un agent de la CCRG vers le Centre de Gestion du Doubs,

Vu la nécessité de procéder au transfert des droits acquis par l'agent sur son CET à savoir 30 jours,

Vu le projet de convention de transfert entre la CCRG et le Centre de Gestion du Doubs joint en annexe 23 (notre collectivité et la collectivité d'accueil), joint à la présente délibération,

Il est proposé au Conseil de Communauté :
- de valider la convention en annexe 23
- d'habiliter Monsieur le Président à signer ladite convention

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont cinq procurations – *Hélène Cornec – Anne Dehestru – Annie Dittrich – Daniel Hindelang – Luc Marck* –, les propositions précitées.

RM.	RS
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

Point 14. RAPPORTS D'ACTIVITÉ – EXERCICE 2024 *(CK)*

14.1- Rapport du Président sur le fonctionnement des services

Ce point est présenté par Monsieur le Président.

La réglementation en vigueur, et notamment les articles L2224-5 et L5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, impose l'établissement d'un rapport annuel relatif au fonctionnement des services de la CCRG pour l'année écoulée.

Les activités suivantes sont concernées :

- ✓ *les activités générales* de la CCRG, par compétence et service, présentées en annexe A
- ✓ *le service public d'assainissement* : le rapport, présenté en annexe B, doit assurer une transparence au bénéfice des usagers, portant sur les prix et la qualité du service public
- ✓ *le service public de fourniture d'eau potable* : le rapport, présenté en annexe C, doit assurer une transparence au bénéfice des usagers, portant sur les prix et la qualité du service public
- ✓ *le service public de collecte et d'élimination des déchets ménagers et assimilés* : le rapport, présenté en annexe D, doit assurer une transparence au bénéfice des usagers, portant sur les prix et la qualité du service public.

Le Bureau, réuni le 16 juin 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté de prendre acte des rapports annuels d'activité 2024 des services de la CCRG figurant en annexe.

Débats et observations préalables au vote :

Monsieur Claude Muller évoque les désordres de la plage extérieure de Nautilia. Il demande quand ceux-ci pourront être solutionnés.

Madame Angélique Muller lui répond que la procédure est en cours devant les tribunaux mais qu'il n'y a pas trop de visibilité quant à son issue.

Monsieur Éric Gilbert confirme que la procédure se poursuit, il sera question de répartir les responsabilités de chaque intervenant. Il précise par ailleurs que le principe de lancer une consultation aux fins de recruter un maître d'œuvre afin de gérer les travaux de reprise a été validé. Ce dernier devra produire des chiffrages estimatifs. La question se posera alors de savoir si la CCRG financera directement les travaux de reprise ou s'il s'agira d'attendre la condamnation des parties et le versement des indemnités correspondantes.

Madame Angélique Muller précise que les désordres (bullage du revêtement et suintement de liquide) sont désormais visibles sur l'ensemble de la plage extérieure.

Elle a demandé la pose de caillebotis sur une grande partie de la surface afin d'éviter des chutes. Il est finalement préférable de reprendre en intégralité la plage extérieure plutôt que de procéder à des réparations partielles comme cela avait été évoqué à l'époque.

Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance
AM	RS

Monsieur Claude Muller considère qu'il se passera encore du temps avant de solutionner cette problématique.

Monsieur Éric Gilbert souligne que les élus devront se positionner quant à un éventuel lancement des travaux de reprise avant l'obtention du jugement.

Le Conseil de Communauté prend acte.

Paraphe du Président — Paraphe du Secrétaire de séance

14.2- Rapport d'activité du Centre Aquatique Nautilia

Ce point est présenté par Madame la Vice-Présidente Angélique Muller.

Le rapport d'activité 2024 du Centre Aquatique Nautilia est présenté en annexe E.

Le Bureau, réuni le 16 juin 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté de prendre acte du rapport d'activité 2024 du Centre Aquatique Nautilia figurant en annexe.

Le Conseil de Communauté prend acte.

RM	RS
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

14.3- Rapport d'activité de FloRIOM SPL

Ce point est présenté par Madame la Vice-Présidente Maud Hart.

La Société Publique Locale FloRIOM SPL, conformément à l'article 5 du règlement intérieur de son Conseil d'Administration, a l'obligation de produire, tous les ans, avant le 31 mai, un rapport d'activité détaillé portant sur l'année N - 1 qui doit obligatoirement être notifié avant la date précitée aux collectivités actionnaires.

L'avis formulé, le cas échéant, par ces dernières est obligatoirement inscrit à l'ordre du jour du Conseil d'Administration suivant de la société FloRIOM SPL afin que celui-ci puisse en prendre connaissance.

Le rapport d'activité pour l'année 2024 de FloRIOM SPL est présenté en annexe F.

Le Bureau, réuni le 16 juin 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté de prendre acte du rapport d'activité 2024 de FloRIOM SPL figurant en annexe.

Le Conseil de Communauté prend acte.

AH	RS
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

14.4- Rapport d'activité de l'Office de Tourisme Intercommunal

Ce point est présenté par Madame la Vice-Présidente Angélique Muller.

Le rapport d'activité 2024 de l'Office de Tourisme de la Région de Guebwiller est présenté en annexe G.

Le Bureau, réuni le 16 juin 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté de prendre acte du rapport d'activité 2024 de l'Office de Tourisme Intercommunal figurant en annexe.

Le Conseil de Communauté prend acte.

RM	RS
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Point 15. INFORMATIONS

15.1- Lancement/dévolution de marchés publics *(MFL)*

Ce point est présenté par Monsieur le Président.

- **Le Conseil de Communauté est informé du lancement des marchés publics passés en procédure adaptée *(article R2123-1 du Code de la Commande publique)* suivants :**

➢ Marché public de travaux : Travaux de renouvellement de conduites d'eau potable - Rue de la Fonderie à Wuenheim (68–CCRG–2025–AEP–33)

➢ Marché public de services : Mesures quantitatives et qualitatives des sources de Wuenheim et Hartmannswiller (68–CCRG–2025–AEP–37)

➢ Marché public de travaux : Travaux de mise en séparatif des réseaux assainissement et renouvellement de la conduite de distribution en eau potable de la rue du Ballon à Merxheim (68–CCRG–2025–AEP–63)

➢ Marché public de services : Réalisation d'une évaluation environnementale à Soultzmatt-Wintzfelden (68-CCRG-2025-PLU-65)

- **Le Conseil de Communauté est informé de l'attribution des marchés publics passés en procédure adaptée *(article R2123-1 1° du code de la commande publique)* suivants :**

➢ Marché public de services : Location et maintenance de photocopieurs multifonctions (68-CCRG–2024–INFO–48) attribué à la société SHARP pour un montant annuel de 14 513,37 euros HT

➢ Marché public de fournitures : Accord-cadre pour la fourniture et livraison de combustibles bois et gestion du traitement des centres pour la chaufferie du Centre Aquatique – Nautilia (68-CCRG-2025-NAUT-03) attribué à la société Agrivalor

➢ Marché public de services : Accord-cadre pour la surveillance du Centre Aquatique Nautilia - Saisons estivales 2025 - 2027 (68–CCRG–2025–NAU–04) attribué à la société Axcess Sécurité

➢ Marché public de services : Réalisation d'un diagnostic, élaboration de fiches-actions et accompagnement technique sur la Trame Verte et Bleue sur le territoire de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller (68–CCRG–2025–TVB–05) a été attribué au groupement ELEMENT CINQ – SimOïko pour un montant de 53 287,00 euros HT

RM	RS
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

- Marché public de travaux : Renouvellement du réseau d'eaux usées, traitement des eaux pluviales urbaines et de voirie et renouvellement de la conduite d'eau potable rue Théodore Wilt à Guebwiller (68–CCRG–2025–ASS–07) attribué à la société LINGENHELD pour un montant de 896 767,09 euros HT
- Marché public de services : Étude d'avant-projet et Mission de Maîtrise d'œuvre - Traitement des eaux pluviales urbaines et de voirie, Renouvellement du réseau d'eaux potable, Aménagement de la voirie – Rue du Buhlfeld (68–CCRG–2025–MOE–08) attribué à la société LARBRE INGENERIE pour un montant de 19 462,50 euros HT
- Marché public de travaux : Accord-cadre pour le contrôle des branchements et des installations d'assainissement collectif des eaux usées et d'eaux pluviales (68–CCRG–2025–ASS–09) attribué à la société BF Assainissement
- Marché public de services : Accord-cadre pour des missions de diagnostics et d'investigations structurelles complémentaires dans le cadre de l'audit des ouvrages de production, de stockage et de distribution d'eau potable de la CCRG (68–CCRG–2025–AEP–11) a été attribué au groupement Socotec Immobilier Durable / OCARIS
- Marché public de travaux : Travaux de renouvellement du réseau d'eau potable situé rue Albert Schweitzer entre la rue des acacias et la rue Louise Weiss à Soultz (68-CCRG-2025-AEP-14) a été attribué à la société SARL TP Vignoble pour un montant de 134 128,66 euros HT
- Marché public de travaux : Renouvellement des réseaux d'eau potable, d'eaux usées et d'eaux pluviales - Rue de la Gare à Raedersheim (68-CCRG-2025-AEP-15) a été attribué à la société TRADEC pour un montant de 114 836,40 euros HT
- Marché public de travaux : Remplacement du réseau d'eaux usées – Traitement des eaux pluviales urbaines de voirie - rénovation de la conduite d'eau potable – Aménagement de la Voirie – Rue de la Forêt et rue de la Chapelle à Jungholtz (68-CCRG-2025-ASS-32) a été attribué à la STP Mader pour un montant de 639 882,60 euros HT
- Marché public de travaux : Travaux de renouvellement de conduites d'eau potable - Rue de la Fonderie à Wuenheim (68–CCRG–2025–AEP–33) a été attribué à la STP Mader pour un montant de 88 761,96 euros HT

AR	RS
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Point 16. DIVERS

Ce point est présenté par Monsieur le Président.

Monsieur le Président précise que :

- le point d'information « Procédure de délégation de service public (DSP) « Eau potable » pour les communes de BERGHOLTZ, BERGHOLTZ-ZELL, BUHL, GUEBWILLER, HARTMANNSWILLER, ISSENHEIM, LAUTENBACH, ORSCHWIHR, MERXHEIM (distribution uniquement), SOULTZMATT-WINTZFELDEN et WUENHEIM – Informations quant à la procédure en cours » a déjà été traité.
- Le prochain Conseil de Communauté se tiendra le 2 octobre 2025 *(sous réserve de modifications ultérieures, les date et horaire de référence étant ceux figurant sur l'invitation).*

Suite aux Commissions Réunies, Monsieur le Président informe les élus de la tenue d'un Conseil de Communauté au courant de la semaine 30.

Monsieur Claude Muller évoque les procédures mises en œuvre dans le cadre d'une consultation. En particulier, il s'interroge si Monsieur le Président peut confirmer que dans le cadre de l'analyse des offres de la consultation DSP Eau des précisions ont bien été demandées par écrit aux quatre candidats ?

De manière générale, lorsque des informations sont demandées dans le cadre d'un appel d'offre suivant une grille de réponse et lorsqu'une rubrique n'est pas renseignée, des demandes de précision sont adressées par écrit aux candidats. Ce procédé a-t-il été suivi par l'AMO ?

Monsieur le Président lui répond qu'il n'a pas en tête tous les éléments de l'analyse qui a été faite par l'AMO. Il ne rentrera pas dans le détail de la procédure car elle doit être menée sous le sceau de la confidentialité. Il assure toutefois que la comparaison des offres s'est faite de manière impartiale. Il rappelle que si Caléo estime avoir été lésée ou considère qu'il y a un vice dans la procédure, la voie judiciaire lui est ouverte.

Monsieur Claude Muller lui répond qu'il n'a en aucun cas évoqué Caléo, mais qu'il a parlé des quatre candidats. Monsieur Claude Muller s'interroge si Monsieur le Président peut confirmer que les quatre candidats ont été traités de façon équivalente ?

Monsieur le Président lui indique que cette remarque est déplacée et met en cause les élus qui ont travaillé au sein de cette commission. Il assure que la CDSP a été strictement impartiale avec tous les candidats et ses conclusions sont objectives, basés sur l'étude des quatre rapports. Il n'y a pas lieu de remettre en cause ni son travail ni son intégrité.

Une coupure de courant de l'ensemble des équipements du siège de la CCRG intervient à la fin du présent débat.

Dans ces conditions, Monsieur le Président met fin au présent débat.

La séance est levée à 21 heures.

RM	RS
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Présents :
Dominique ABADOMA – Daniel BRAUN – Josiane BRENDER-SYDA – Yves COQUELLE – Christian FACCHIN – Jean-Jacques FISCHER – Hélène FRANÇOIS-AULLEN – Alain FURSTENBERGER – Jean-Luc GALLIATH – Claudine GRAWEY – Guy HABECKER – Maud HART – Philippe HECKY – Marie-Christine HUMMEL – Marc JUNG – Yann KELLER – Francis KLEITZ – Francis KOHLER – Marianne LOEWERT – Roland MARTIN – Angélique MULLER – Claude MULLER – Aurélie OTTMANN – Fleur OURY – Karine PAGLIARULO – Marcello ROTOLO – Sylviane ROTOLO – André SCHLEGEL – Sylvie SCHRUOFFENEGER – Marie-Josée STAENDER – César TOGNI – André WELTY – François WURTZ –

Ordre du jour :

Point 1. DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE183

Point 2. APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 29 AVRIL 2025184

Point 3. ACTIVITÉS LIÉES AU BUDGET GÉNÉRAL185

- 3.1- Décisions Modificatives au Budget Général 2025 *(M57) (BF)*185
- 3.2- Attribution de l'accord-cadre pour la fourniture de gaz naturel rendu sur site et services associés (AB/MFL/HD)188
- 3.3- Cession du stade Frey Eyck à la commune de Soultz *(AB)*189
- 3.4- Tarifs 2025/2026 liés aux Équipements sportifs *(CH)*191

Point 4. ASSAINISSEMENT192

- 4.1- Décisions Modificatives au Budget Assainissement 2025 *(M49) (BF)*192
- 4.2- Attribution de l'accord-cadre pour « l'entretien courant et inspection télévisée des réseaux d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales (curage), Contrôle de compactage et essais d'étanchéité, Astreinte débouchage et week-end » *(CV/MFL)*194

Point 5. EAU POTABLE195

- 5.1- Décisions Modificatives au Budget Eau potable 2025 *(M49) (BF)*195
- 5.2- Traitement de la pollution par perchlorates à Hartmannswiller et Wuenheim - Études complémentaires197
- 5.3- Attribution du marché d'études pour la réalisation du Plan de Gestion de Sécurité Sanitaire des Eaux (PGSSE) et du Schéma Directeur (SD) Eau Potable *(YS/MFL)*199

Point 6. PÉPINIÈRE D'ENTREPRISES DU FLORIVAL200

- 6.1- Décisions Modificatives au Budget Pépinière d'entreprises du Florival 2025 *(M4) (BF)*200
- 6.2- Dispositif Commerce – Bonification des cartes cadeaux *(EH)*202
- 6.3- Vente de terrain à la SCI Douby dans l'Aire d'Activité du Florival *(AS)*204

Point 7. ENVIRONNEMENT206

- 7.1- Décisions Modificatives au Budget Environnement 2025 *(M4) (BF)*206
- 7.2- Mission Eau : Lancement de la troisième mouture des Paiements pour Services Environnementaux *(LJ)*208

Point 8. CAMPING LE FLORIVAL211

AH	RS
Paraphe du Président	*Paraphe du Secrétaire de séance*

8.1- Décisions Modificatives au Budget Camping Le Florival 2025 *(M4) (BF)*211

Point 9. DEVELOPPEMENT213

9.1- Fonds de concours aux communes *(MS)*213

9.2- Fonds de soutien exceptionnel aux projets associatifs et scolaires *(MS)*216

Point 10. PETITE ENFANCE220

10.1- Projet de création d'un nouveau multi-accueil à Soultzmatt-Wintzfelden - Acquisition foncière *(JS)*220

10.1.1- Projet de construction d'un nouveau multi-accueil à Soultzmatt-Wintzfelden – Plan de financement et calendrier prévisionnel220

10.1.2- Acquisition d'un terrain appartenant à la maison de retraite de Soultzmatt223

10.1.3- Acquisition d'un terrain appartenant à Madame Sylviane Hetsch224

Point 11. PAYS D'ART ET D'HISTOIRE225

11.1- Pôle culturel et touristique de la Neuenbourg – Convention d'occupation avec l'Institut Européen des Arts Céramiques (IEAC) *(CRM)*225

11.2- Convention Pays d'art et d'histoire 2025-2035226

Point 12. URBANISME227

12.1- Décision de suivre l'avis conforme de l'autorité environnementale dispensant la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de Buhl d'évaluation environnementale *(JFB)*227

12.2- Avis général de la CCRG sur le projet de Périmètres Délimités des Abords (PDA) *(JFB)*229

12.3- Mise en œuvre d'un Projet Urbain Partenarial (PUP) à Soultz - Lotissement Plein Sud - Avenant n° 2 à la convention initiale *(AB)*233

Point 13. RESSOURCES HUMAINES235

13.1- Dispositif de signalement et de traitement des atteintes volontaires à l'intégrité physique, des actes de violences, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel, d'agissements sexistes et des menaces ou tout acte d'intimidation *(NS)*235

13.2- Médecin référent santé pour le Multi-accueil de Soultzmatt *(JS/NS)*237

13.3- Convention de gestion avec FloRIOM SPL *(NS)*239

13.4- Attribution du marché portant sur la participation d'une couverture complémentaire de santé aux profits des agents et des retraités de la CCRG *(NS/MFL)*240

13.5- Création de poste *(LM)*241

13.6- Convention de transfert d'un Compte Épargne-Temps (CET) *(NS)*242

Point 14. RAPPORTS D'ACTIVITÉ – EXERCICE 2024 *(CK)*243

14.1- Rapport du Président sur le fonctionnement des services243

14.2- Rapport d'activité du Centre Aquatique Nautilia245

14.3- Rapport d'activité de FloRIOM SPL246

14.4- Rapport d'activité de l'Office de Tourisme Intercommunal247

Point 15. INFORMATIONS248

AM	RS
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

15.1- Lancement/dévolution de marchés publics *(MFL)*248

Point 16. DIVERS250

Procès-verbal approuvé lors de la séance du Conseil de Communauté du 24 juillet 2025.

Le Président **La Secrétaire de séance**

Marcello ROTOLO **Sylviane ROTOLO...**

RM RS

Paraphe du Président *Paraphe du Secrétaire de séance*

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Communauté de commune à FPU : CC REGION DE GUEBWILLER (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 24680056900039

POSTE COMPTABLE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE GUEBWILLER

M. 57

Décision modificative 1 (3)
Voté par nature

BUDGET : CCRG BUDGET GENERAL (4)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 11
B2 - Présentation des AE votées 12
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 13
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 16
D1 - Balance générale - Dépenses 18
D2 - Balance générale - Recettes 20

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 22
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 26
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 28
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 29
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 30
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 51
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 54
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 57
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 63

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 66
A1.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 69
A2.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire	71
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	72
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	73

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures	75

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	39 721

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	398,42

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	491,97
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	529,28
3	Dépenses d'équipement brut / population	128,34
4	Encours de dette / population (2) (3)	403,34
5	DGF / population	69,27
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	23,70 %
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	99,37 %
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	24,25 %
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	76,20 %
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	7,05 %

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (2)
TOTAL DU BUDGET	23 825 183,47	23 693 719,58	4 092 501,39	A1	3 961 037,50
Investissement	3 915 671,09	2 438 201,93	(3) 454 344,68	A2	-1 023 124,48
Fonctionnement	19 909 512,38	21 255 517,65	(4) 3 638 156,71	A3	4 984 161,98

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1	0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5)
TOTAL	**A1 + B1**	3 961 037,50
Investissement	**A2 + B2**	-1 023 124,48
Fonctionnement	**A3 + B3**	4 984 161,98

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	35 910,52	35 910,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) -0,52	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	35 910,00	35 910,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	194 810,00	193 341,02
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 1 468,98
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	194 810,00	194 810,00
	TOTAL DU BUDGET (5)	230 720,00	230 720,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

II

PRESENTATION DES AE VOTEES

B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	793 674,00	0,00	-95 000,00	-95 000,00	698 674,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	450 000,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	751 550,00	0,00	341 000,52	341 000,52	1 092 550,52
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	3 516 643,00	0,00	-210 090,00	-210 090,00	3 306 553,00
Total des dépenses d'équipement		**5 511 867,00**	**0,00**	**35 910,52**	**35 910,52**	**5 547 777,52**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 350 000,00	0,00	0,00	0,00	1 350 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	150 000,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
Total des dépenses financières		**1 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 500 000,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**7 011 867,00**	**0,00**	**35 910,52**	**35 910,52**	**7 047 777,52**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*203 508,00*		*0,00*	*0,00*	*203 508,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*40 000,00*		*0,00*	*0,00*	*40 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***243 508,00***		***0,00***	***0,00***	***243 508,00***
TOTAL		**7 255 375,00**	**0,00**	**35 910,52**	**35 910,52**	**7 291 285,52**
						+
					D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**1 023 124,48**
						=
					TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**8 314 410,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	1 040 400,00	0,00	11 310,00	11 310,00	1 051 710,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 040 400,00**	**0,00**	**11 310,00**	**11 310,00**	**1 051 710,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	524 155,00	0,00	12 600,00	12 600,00	536 755,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	1 100 000,00	0,00	0,00	0,00	1 100 000,00
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	16 145,00	0,00	0,00	0,00	16 145,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**1 640 300,00**	**0,00**	**12 600,00**	**12 600,00**	**1 652 900,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**2 680 700,00**	**0,00**	**23 910,00**	**23 910,00**	**2 704 610,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*3 706 390,00*		*0,00*	*0,00*	*3 706 390,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*1 851 410,00*		*12 000,00*	*12 000,00*	*1 863 410,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*40 000,00*		*0,00*	*0,00*	*40 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***5 597 800,00***		***12 000,00***	***12 000,00***	***5 609 800,00***
TOTAL		**8 278 500,00**	**0,00**	**35 910,00**	**35 910,00**	**8 314 410,00**
						+
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE						**0,00**
						=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES						**8 314 410,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**5 366 292,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	3 285 249,00	0,00	-36 255,00	-36 255,00	3 248 994,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	4 482 077,00	0,00	150 065,00	150 065,00	4 632 142,00
014	Atténuations de produits	7 541 000,00	0,00	3 300,00	3 300,00	7 544 300,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	3 629 904,00	0,00	65 700,00	65 700,00	3 695 604,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**18 938 230,00**	**0,00**	**182 810,00**	**182 810,00**	**19 121 040,00**
66	Charges financières	405 000,00	0,00	0,00	0,00	405 000,00
67	Charges spécifiques (4)	15 500,00	0,00	0,00	0,00	15 500,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**19 358 730,00**	**0,00**	**182 810,00**	**182 810,00**	**19 541 540,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*3 706 390,00*		*0,00*	*0,00*	*3 706 390,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*1 851 410,00*		*12 000,00*	*12 000,00*	*1 863 410,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***5 557 800,00***		***12 000,00***	***12 000,00***	***5 569 800,00***
TOTAL		**24 916 530,00**	**0,00**	**194 810,00**	**194 810,00**	**25 111 340,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**25 111 340,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	8 200,00	0,00	26 200,00	26 200,00	34 400,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 017 645,00	0,00	42 200,00	42 200,00	2 059 845,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	7 410 000,00	0,00	-217 298,98	-217 298,98	7 192 701,02
731	Fiscalité locale	6 508 300,00	0,00	34 500,00	34 500,00	6 542 800,00
74	Dotations et participations (4)	4 736 387,00	0,00	53 000,00	53 000,00	4 789 387,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	149 750,00	0,00	0,00	0,00	149 750,00
Total des recettes de gestion courante		**20 830 282,00**	**0,00**	**-61 398,98**	**-61 398,98**	**20 768 883,02**
76	Produits financiers	47,00	0,00	0,00	0,00	47,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		254 740,00	254 740,00	254 740,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**20 830 329,00**	**0,00**	**193 341,02**	**193 341,02**	**21 023 670,02**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*203 508,00*		*0,00*	*0,00*	*203 508,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***203 508,00***		***0,00***	***0,00***	***203 508,00***
TOTAL		**21 033 837,00**	**0,00**	**193 341,02**	**193 341,02**	**21 227 178,02**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**3 884 161,98**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**25 111 340,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**5 366 292,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II

BALANCE GENERALE – DEPENSES | D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		35 910,52		35 910,52
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**35 910,52**	***0,00***	**35 910,52**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**-0,52**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**35 910,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	-36 255,00		-36 255,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	150 065,00		150 065,00
014	Atténuations de produits	3 300,00		3 300,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	65 700,00	*0,00*	65 700,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*12 000,00*	12 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**182 810,00**	***12 000,00***	**194 810,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**194 810,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		12 600,00	*0,00*	12 600,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		11 310,00	*0,00*	11 310,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*12 000,00*	12 000,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**23 910,00**	***12 000,00***	**35 910,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**35 910,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	26 200,00		26 200,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	42 200,00		42 200,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	-217 298,98		-217 298,98
731	Fiscalité locale	34 500,00		34 500,00
74	Dotations et participations (8)	53 000,00		53 000,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	254 740,00	*0,00*	254 740,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**193 341,02**	***0,00***	**193 341,02**

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			1 468,98
			=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			194 810,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**7 255 375,00**	**0,00**	**0,00**	**35 910,52**	**35 910,52**	**0,00**	**35 910,52**	**35 910,52**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	5 511 867,00	0,00	0,00	35 910,52	35 910,52	0,00	35 910,52	35 910,52
Total des dépenses d'équipement		**5 511 867,00**	**0,00**	**0,00**	**35 910,52**	**35 910,52**	**0,00**	**35 910,52**	**35 910,52**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 350 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**1 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**7 011 867,00**	**0,00**	**0,00**	**35 910,52**	**35 910,52**	**0,00**	**35 910,52**	**35 910,52**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*203 508,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*40 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**243 508,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)	**-0,52**

Chapitre	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses d'investissement cumulées								**35 910,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**7 178 500,00**	**0,00**	**35 910,00**	**35 910,00**	**35 910,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	1 040 400,00	0,00	11 310,00	11 310,00	11 310,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 040 400,00**	**0,00**	**11 310,00**	**11 310,00**	**11 310,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	524 155,00	0,00	12 600,00	12 600,00	12 600,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	16 145,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**540 300,00**	**0,00**	**12 600,00**	**12 600,00**	**12 600,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**1 580 700,00**	**0,00**	**23 910,00**	**23 910,00**	**23 910,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*3 706 390,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*1 851 410,00*		*12 000,00*	*12 000,00*	*12 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*40 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***5 597 800,00***		***12 000,00***	***12 000,00***	***12 000,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (9)	**0,00**

Total des recettes d'investissement cumulées	**35 910,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**7 255 375,00**	**0,00**	**0,00**	**35 910,52**	**35 910,52**	**0,00**	**35 910,52**	**35 910,52**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	5 511 867,00	0,00	0,00	35 910,52	35 910,52	0,00	35 910,52	35 910,52
Total des dépenses d'équipement		**5 511 867,00**	**0,00**	**0,00**	**35 910,52**	**35 910,52**	**0,00**	**35 910,52**	**35 910,52**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	1 350 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	1 350 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2745	Avances remboursables	150 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses financières		**1 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**7 011 867,00**	**0,00**	**0,00**	**35 910,52**	**35 910,52**	**0,00**	**35 910,52**	**35 910,52**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*203 508,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*203 508,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	*37 986,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13912	*Subv. transf. Régions*	*41 222,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13913	*Subv. transf. Départements*	*64 525,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
139141	*Subv. transf. Communes membres du GFP*	*2 853,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13916	*Subv. transf. Autres E.P.L.*	*14 856,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
139172	*Subv. transf. FEDER*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
139178	*Autres fonds européens*	*14 562,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	*27 504,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*40 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
21828	*Autres matériels de transport*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*40 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**243 508,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
1009	EQUIPEMENT DU SIEGE		1 256 996,64	0,00	81 500,52	81 500,52	0,00	81 500,52
1102	EQUIPEMENTS DES GYMNASES		400 426,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1105	EQUIPE TECHNIQUE		746 428,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1206	PANNEAUX SIGNALETIQUES TOURISTIQUES		74 463,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1402	NEUENBOURG		4 949 598,53	0,00	-5 000,00	-5 000,00	0,00	-5 000,00
1502	EQUIPEMENTS PAYS D'ART ET D'HISTOIRE		119 449,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1801	PLUI / HABITAT		1 602 226,07	0,00	10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00
2001	OMBRIERES PHOTOVOLTAIQUES		1 007 372,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2002	SITE FIVES CELES LAUTENBACH		559,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2201	TRAVAUX AIRE D ACTIVITE DU FLORIVAL		103 356,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2202	INSTALLATIONS DE GESTION DES EAUX DE NAUTILIA		142 488,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2203	MAISONNETTES DE NOEL		99 902,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2401	TRAVAUX D AMENAGEMENTS NAUTILIA		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2402	CONTRAT DE TERRITOIRE EAU CLIMAT		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2501	NOUVELLES STRUCTURES MULTI ACCUEIL		0,00	0,00	160 000,00	160 000,00	0,00	160 000,00
2502	TRAVAUX TERRAINS FAMILIAUX - GDV		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
312	MISE EN PLACE DE 'POINTS BLEUS'		461 470,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
411	AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE		54 121,42	0,00	-210 090,00	-210 090,00	0,00	-210 090,00
712	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT		1 607 051,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
814	TRAVAUX AIRE DE LOISIRS		491 097,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
822	TRAVAUX DANS LES STRUCTURES PETITE ENFANCE		909 773,74	0,00	-500,00	-500,00	0,00	-500,00
TOTAL			**14 026 782,17**	**0,00**	**35 910,52**	**35 910,52**	**0,00**	**35 910,52**

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1009
LIBELLE : EQUIPEMENT DU SIEGE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**1 256 996,64**	**a 0,00**	**81 500,52**	**b 81 500,52**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**304 743,95**	**0,00**	**10 000,00**	**10 000,00**
2031	Frais d'études	22 162,80	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	389,45	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	282 191,70	0,00	10 000,00	10 000,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**952 252,69**	**0,00**	**71 500,52**	**71 500,52**
21351	Bâtiments publics	392 532,02	0,00	49 000,52	49 000,52
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	3 110,40	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	144 289,22	0,00	7 500,00	7 500,00
21838	Autre matériel informatique	352 431,81	0,00	15 000,00	15 000,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	35 782,69	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	24 106,55	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**53 825,72**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**53 825,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	32 230,06	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	19 662,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	1 933,66	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-81 500,52

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1102
LIBELLE : EQUIPEMENTS DES GYMNASES
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**400 426,06**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**2 118,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	1 224,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	894,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**398 308,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21351	Bâtiments publics	375 287,11	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	5 365,21	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	3 179,36	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	14 476,38	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1105
LIBELLE : EQUIPE TECHNIQUE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**746 428,64**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**25 494,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2051	Concessions, droits similaires	25 494,18	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**720 934,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21351	Bâtiments publics	12 325,10	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	1 195,92	0,00	0,00	0,00
215731	Matériel roulant	156 394,33	0,00	0,00	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	6 456,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	318 302,70	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	213 434,28	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	12 143,45	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	682,68	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**75 934,26**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**75 934,26**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	22 415,04	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	300,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	53 219,22	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1206
LIBELLE : PANNEAUX SIGNALETIQUES TOURISTIQUES
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**74 463,94**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**74 463,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2152	Installations de voirie	74 463,94	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**9 308,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**9 308,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1313	Subv. transf. Départements	9 308,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	**0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1402
LIBELLE : NEUENBOURG
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**4 949 598,53**	**a 0,00**	**-5 000,00**	**b -5 000,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**162 445,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	160 566,42	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	1 878,99	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**4 787 153,12**	**0,00**	**-5 000,00**	**-5 000,00**
21351	Bâtiments publics	4 747 660,51	0,00	0,00	0,00
21611	Biens sous-jacents	2 250,00	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	27 703,68	0,00	-5 000,00	-5 000,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	7 436,53	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	2 102,40	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**3 688 255,15**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**1 858 255,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	1 014 751,09	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	722 961,06	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	119 843,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	700,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**1 830 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	1 830 000,00	0,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	5 000,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1502
LIBELLE : EQUIPEMENTS PAYS D'ART ET D'HISTOIRE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**119 449,25**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**64 163,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2051	Concessions, droits similaires	64 163,30	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**55 285,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	7 056,00	0,00	0,00	0,00
21828	Autres matériels de transport	725,67	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	12 951,24	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	34 553,04	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**53 155,65**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**53 155,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	41 031,60	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	6 297,05	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	4 827,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	1 000,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1801
LIBELLE : PLUI / HABITAT
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**1 602 226,07**	**a 0,00**	**10 000,00**	**b 10 000,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**1 114 712,34**	**0,00**	**10 000,00**	**10 000,00**
202	Frais réalisation documents urbanisme	1 114 712,34	0,00	10 000,00	10 000,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**487 513,73**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2041411	Subv. Cne GFP : Bien mobilier, matériel	424 749,76	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	62 763,97	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**339 017,04**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**339 017,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	149 550,40	0,00	0,00	0,00
1316	Subv. transf. Autres E.P.L.	189 466,64	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-10 000,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2001
LIBELLE : OMBRIERES PHOTOVOLTAIQUES
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**1 007 372,40**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**1 007 372,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	981 572,40	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	25 800,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**63 218,10**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**62 450,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	62 450,10	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**768,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	768,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2002
LIBELLE : SITE FIVES CELES LAUTENBACH
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**559,63**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**559,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	559,63	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**5 400,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**5 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	5 400,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2201
LIBELLE : TRAVAUX AIRE D ACTIVITE DU FLORIVAL
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**103 356,08**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**103 356,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
215738	Autre matériel et outillage de voirie	103 356,08	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**47 763,64**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**40 563,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	10 408,21	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	12 948,43	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	17 207,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**7 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
215738	Autre matériel et outillage de voirie	7 200,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2202
LIBELLE : INSTALLATIONS DE GESTION DES EAUX DE NAUTILIA
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**142 488,38**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**142 488,38**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21351	Bâtiments publics	142 488,38	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**116 880,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**116 880,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1318	Autres subventions d'équipement transf.	116 880,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2203
LIBELLE : MAISONNETTES DE NOEL
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**99 902,40**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**99 902,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2138	Autres constructions	88 920,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	10 982,40	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2401
LIBELLE : TRAVAUX D AMENAGEMENTS NAUTILIA
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2402
LIBELLE : CONTRAT DE TERRITOIRE EAU CLIMAT
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2501
LIBELLE : NOUVELLES STRUCTURES MULTI ACCUEIL
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**160 000,00**	**b 160 000,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**-115 000,00**	**-115 000,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	-115 000,00	-115 000,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**275 000,00**	**275 000,00**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	275 000,00	275 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	-160 000,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2502
LIBELLE : TRAVAUX TERRAINS FAMILIAUX - GDV
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**0,00**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 312
LIBELLE : MISE EN PLACE DE 'POINTS BLEUS'
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**461 470,08**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**2 032,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2033	Frais d'insertion	2 032,32	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**9 606,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	7 887,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	1 719,37	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**449 831,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	13 233,91	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	436 597,48	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**261 906,83**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**101 111,23**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	12 818,23	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	84 411,00	0,00	0,00	0,00
13241	Subv. non transf. Commune membre du GFP	3 882,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**160 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	160 000,00	0,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**795,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	795,60	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 411
LIBELLE : AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**54 121,42**	**a 0,00**	**-210 090,00**	**b -210 090,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**17 372,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	12 091,56	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	5 280,56	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**287,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	287,63	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**36 461,67**	**0,00**	**-210 090,00**	**-210 090,00**
2313	Constructions	36 461,67	0,00	-210 090,00	-210 090,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**0,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	210 090,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 712
LIBELLE : SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**1 607 051,03**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**1 607 051,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	49 753,76	0,00	0,00	0,00
2041411	Subv. Cne GFP : Bien mobilier, matériel	15 000,00	0,00	0,00	0,00
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	1 120 804,31	0,00	0,00	0,00
2041512	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	344 992,96	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	76 500,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**6 033,18**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**6 033,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13141	Subv. transf. Communes membres du GFP	6 033,18	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 814
LIBELLE : TRAVAUX AIRE DE LOISIRS
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**491 097,88**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**232 189,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2128	Autres agencements et aménagements	143 988,96	0,00	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	11 590,19	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	76 610,38	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**258 908,35**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	258 908,35	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**13 388,00**	**c 0,00**	**0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**13 388,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1313	Subv. transf. Départements	13 388,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 822
LIBELLE : TRAVAUX DANS LES STRUCTURES PETITE ENFANCE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
DEPENSES		**909 773,74**	**a 0,00**	**-500,00**	**b -500,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**919,35**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2033	Frais d'insertion	919,35	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**902 587,99**	**0,00**	**-500,00**	**-500,00**
21351	Bâtiments publics	93 031,46	0,00	-1 000,00	-1 000,00
2138	Autres constructions	8 692,00	0,00	0,00	0,00
21735	Installations générales (mise à dispo)	339 660,51	0,00	0,00	0,00
21838	Autre matériel informatique	16 902,07	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	292 690,28	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	151 611,67	0,00	500,00	500,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**6 266,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Install., matériel et outill. technique	6 266,40	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / art. (2)	Libellé	Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée
TOTAL RECETTES AFFECTEES (3)		**194 312,37**	**c 0,00**	**11 310,00**	**d 11 310,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**194 312,37**	**0,00**	**11 310,00**	**11 310,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	11 433,36	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	182 879,01	0,00	11 310,00	11 310,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde = (c + d) – (a + b) (5)	11 810,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**7 178 500,00**	**0,00**	**35 910,00**	**35 910,00**	**35 910,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	1 040 400,00	0,00	11 310,00	11 310,00	11 310,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	474 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	46 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	369 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13141	Subv. transf. Communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1316	Subv. transf. Autres E.P.L.	41 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	109 000,00	0,00	11 310,00	11 310,00	11 310,00
13241	Subv. non transf. Commune membre du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 040 400,00**	**0,00**	**11 310,00**	**11 310,00**	**11 310,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	524 155,00	0,00	12 600,00	12 600,00	12 600,00
10222	FCTVA	524 155,00	0,00	12 600,00	12 600,00	12 600,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	16 145,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2745	Avances remboursables	16 145,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**540 300,00**	**0,00**	**12 600,00**	**12 600,00**	**12 600,00**

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**1 580 700,00**	**0,00**	**23 910,00**	**23 910,00**	**23 910,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*3 706 390,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*1 851 410,00*		*12 000,00*	*12 000,00*	*12 000,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
21828	*Autres matériels de transport*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*3 645,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*14 623,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*1 401,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804122	*Subv. Régions : Bâtiments, installations*	*224 078,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*3 498,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041411	*Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel*	*34 116,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*83 307,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041512	*Subv. Grpt : Bâtiments, installations*	*22 200,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
280415342	*IC : Bâtiments, installations*	*1 380,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*2 187,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804183	*Autres org pub-Proj infrastruct int nat.*	*956,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*9 641,00*		*240,00*	*240,00*	*240,00*
2804412	*Sub nat org pub - Bât. et installations*	*157,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*30 899,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*22 453,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281314	*Bâtiments culturels et sportifs*	*107 905,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*709 986,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*249 229,00*		*988,00*	*988,00*	*988,00*
28138	*Autres constructions*	*80 750,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*21,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28152	*Installations de voirie*	*47 718,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2815731	*Matériel roulant*	*19 549,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*7 962,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*41 952,00*		*939,00*	*939,00*	*939,00*
281728	*Autres agencements (m. à dispo)*	*216,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2817315	*Centres d'incendie et de secours*	*53,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281735	*Installations générales (m. à dispo)*	*14 469,00*		*535,00*	*535,00*	*535,00*
2817848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*0,00*		*2 263,00*	*2 263,00*	*2 263,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*911,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*22 083,00*		*4 703,00*	*4 703,00*	*4 703,00*

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
281831	*Matériel informatique scolaire*	*1 574,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*30 012,00*		*1 923,00*	*1 923,00*	*1 923,00*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*136,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*22 383,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*4 529,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*35 431,00*		*409,00*	*409,00*	*409,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*40 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2031	*Frais d'études*	*20 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2033	*Frais d'insertion*	*20 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***5 597 800,00***		***12 000,00***	***12 000,00***	***12 000,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

III

B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**24 916 530,00**	**0,00**	**0,00**	**194 810,00**	**194 810,00**	**0,00**	**194 810,00**	**194 810,00**
011	Charges à caractère général (4)	3 285 249,00	0,00	0,00	-36 255,00	-36 255,00	0,00	-36 255,00	-36 255,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	4 482 077,00	0,00		150 065,00	150 065,00		150 065,00	150 065,00
014	Atténuations de produits	7 541 000,00	0,00		3 300,00	3 300,00		3 300,00	3 300,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	3 629 904,00	0,00	0,00	65 700,00	65 700,00	0,00	65 700,00	65 700,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**18 938 230,00**	**0,00**	**0,00**	**182 810,00**	**182 810,00**	**0,00**	**182 810,00**	**182 810,00**
66	Charges financières	405 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	15 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**420 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**19 358 730,00**	**0,00**	**0,00**	**182 810,00**	**182 810,00**	**0,00**	**182 810,00**	**182 810,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*3 706 390,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*1 851 410,00*			*12 000,00*	*12 000,00*		*12 000,00*	*12 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**5 557 800,00**			**12 000,00**	**12 000,00**		**12 000,00**	**12 000,00**

D002 Résultat reporté ou anticipé (6)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**194 810,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**21 033 837,00**	**0,00**	**193 341,02**	**193 341,02**	**193 341,02**
013	Atténuations de charges (3)	8 200,00	0,00	26 200,00	26 200,00	26 200,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 017 645,00	0,00	42 200,00	42 200,00	42 200,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	7 410 000,00	0,00	-217 298,98	-217 298,98	-217 298,98
731	Fiscalité locale	6 508 300,00	0,00	34 500,00	34 500,00	34 500,00
74	Dotations et participations (3)	4 736 387,00	0,00	53 000,00	53 000,00	53 000,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	149 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**20 830 282,00**	**0,00**	**-61 398,98**	**-61 398,98**	**-61 398,98**
76	Produits financiers	47,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		254 740,00	254 740,00	254 740,00
Total des recettes financières		**47,00**	**0,00**	**254 740,00**	**254 740,00**	**254 740,00**
Total des recettes réelles		**20 830 329,00**	**0,00**	**193 341,02**	**193 341,02**	**193 341,02**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*203 508,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**203 508,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté ou anticipé (8)	**1 468,98**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**194 810,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**24 916 530,00**	**0,00**	**0,00**	**194 810,00**	**194 810,00**	**0,00**	**194 810,00**	**194 810,00**
011	Charges à caractère général (5)	3 285 249,00	0,00	0,00	-36 255,00	-36 255,00	0,00	-36 255,00	-36 255,00
60611	Eau et assainissement	13 650,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	157 300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	190 920,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	25 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	28 180,00	0,00		-50,00	-50,00	0,00	-50,00	-50,00
60631	Fournitures d'entretien	14 350,00	0,00		100,00	100,00	0,00	100,00	100,00
60632	Fournitures de petit équipement	77 700,00	0,00		3 400,00	3 400,00	0,00	3 400,00	3 400,00
60633	Fournitures de voirie	7 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	22 400,00	0,00		10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00
6064	Fournitures administratives	25 650,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	8 200,00	0,00		6 000,00	6 000,00	0,00	6 000,00	6 000,00
611	Contrats de prestations de services	893 740,00	0,00		70,00	70,00	0,00	70,00	70,00
6132	Locations immobilières	451,00	0,00		600,00	600,00	0,00	600,00	600,00
61351	Matériel roulant	3 000,00	0,00		1 250,00	1 250,00	0,00	1 250,00	1 250,00
61358	Autres	59 750,00	0,00		350,00	350,00	0,00	350,00	350,00
61521	Entretien terrains	11 450,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	95 900,00	0,00		8 400,00	8 400,00	0,00	8 400,00	8 400,00
615231	Entretien, réparations voiries	80 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	27 500,00	0,00		3 000,00	3 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	8 013,00	0,00		3 800,00	3 800,00	0,00	3 800,00	3 800,00
6156	Maintenance	223 220,00	0,00		2 200,00	2 200,00	0,00	2 200,00	2 200,00
6161	Multirisques	50 422,00	0,00		-2 000,00	-2 000,00	0,00	-2 000,00	-2 000,00
6168	Autres primes d'assurance	17 350,00	0,00		-2 000,00	-2 000,00	0,00	-2 000,00	-2 000,00
617	Etudes et recherches	107 000,00	0,00		-63 000,00	-63 000,00	0,00	-63 000,00	-63 000,00
6182	Documentation générale et technique	21 705,00	0,00		485,00	485,00	0,00	485,00	485,00
6184	Versements à des organismes de formation	23 150,00	0,00		-600,00	-600,00	0,00	-600,00	-600,00
6188	Autres frais divers	154 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	840,00	0,00		240,00	240,00	0,00	240,00	240,00
62268	Autres honoraires, conseils	137 200,00	0,00		-13 400,00	-13 400,00	0,00	-13 400,00	-13 400,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	15 700,00	0,00		1 000,00	1 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00
6231	Annonces et insertions	31 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	750,00	0,00		100,00	100,00	0,00	100,00	100,00
6233	Foires et expositions	28 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	13 400,00	0,00		250,00	250,00	0,00	250,00	250,00
6236	Catalogues et imprimés	65 328,00	0,00		250,00	250,00	0,00	250,00	250,00
6237	Publications	6 100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	9 590,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	2 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	145 690,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	10 000,00	0,00		210,00	210,00	0,00	210,00	210,00
6261	Frais d'affranchissement	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	52 560,00	0,00		5 350,00	5 350,00	0,00	5 350,00	5 350,00
627	Services bancaires et assimilés	590,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	10 250,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	42 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628722	Remb. frais aux régies avec ps.morale	70 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	23 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	2 500,00	0,00		-2 260,00	-2 260,00	0,00	-2 260,00	-2 260,00
63512	Taxes foncières	30 750,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	1 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6378	Autres impôts taxes et versements assim.	221 800,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	4 482 077,00	0,00		150 065,00	150 065,00		150 065,00	150 065,00
62121	Personnel aff. BA/régies sans ps.morale	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6215	Personnel affecté par la commune du GFP	26 200,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00		17 000,00	17 000,00		17 000,00	17 000,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	13 390,00	0,00		480,00	480,00		480,00	480,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	55 660,00	0,00		1 580,00	1 580,00		1 580,00	1 580,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	8 150,00	0,00		310,00	310,00		310,00	310,00
64111	Rémunération principale titulaires	1 588 550,00	0,00		-33 000,00	-33 000,00		-33 000,00	-33 000,00
64112	SFT, indemnité de résidence	23 350,00	0,00		-1 550,00	-1 550,00		-1 550,00	-1 550,00
64113	NBI	16 300,00	0,00		650,00	650,00		650,00	650,00
64116	Indemnités de licenciement	0,00	0,00		21 370,00	21 370,00		21 370,00	21 370,00
64118	Autres indemnités	564 510,00	0,00		-6 900,00	-6 900,00		-6 900,00	-6 900,00
64131	Rémunérations	610 200,00	0,00		94 900,00	94 900,00		94 900,00	94 900,00
64132	SFT, indemnité de résidence	1 040,00	0,00		60,00	60,00		60,00	60,00
64136	Indemnités liées à la perte d'emploi	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	94 550,00	0,00		16 990,00	16 990,00		16 990,00	16 990,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	15 600,00	0,00		5 700,00	5 700,00		5 700,00	5 700,00
6417	Rémunérations des apprentis	10 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	518 900,00	0,00		21 000,00	21 000,00		21 000,00	21 000,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	546 550,00	0,00		3 450,00	3 450,00		3 450,00	3 450,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	19 550,00	0,00		5 200,00	5 200,00		5 200,00	5 200,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	95 700,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	11 175,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00		66 220,00	66 220,00		66 220,00	66 220,00
64731	Allocations chômage versées directement	8 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	21 662,00	0,00		3 225,00	3 225,00		3 225,00	3 225,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	14 120,00	0,00		600,00	600,00		600,00	600,00
6478	Autres charges sociales diverses	67 720,00	0,00		-67 220,00	-67 220,00		-67 220,00	-67 220,00
6488	Autres	151 200,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	7 541 000,00	0,00		3 300,00	3 300,00		3 300,00	3 300,00
7391118	Autres restit. dégrèv./contrib. directes	0,00	0,00		3 300,00	3 300,00		3 300,00	3 300,00
739211	Attribution de compensation	7 356 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7392221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	120 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
73951	Fraction compensatoire TFPB et THRP	50 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
73952	Fraction compensatoire de la CVAE	15 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	3 629 904,00	0,00	0,00	65 700,00	65 700,00	0,00	65 700,00	65 700,00
65311	Indemnités de fonction	94 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	2 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	9 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	27 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	9 235,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65316	Frais de représentation du maire	4 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	250,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	15 000,00	0,00		5 000,00	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
65568	Autres contributions	247 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65574	Contrib.au titre de la politique habitat	17 300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657341	Subv. fonct. communes membres du GFP	15 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657358	Subv. fonct. autres groupements	239 500,00	0,00		700,00	700,00	0,00	700,00	700,00
65736221	Subv. BA/régie indus.com. sans ps.morale	655 809,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65736222	Subv. régie indus. com. avec ps.morale	1 174 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	102 000,00	0,00		2 000,00	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	989 509,00	0,00		57 500,00	57 500,00	0,00	57 500,00	57 500,00
65818	Autres	28 500,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
65888	Autres	101,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**18 938 230,00**	**0,00**	**0,00**	**182 810,00**	**182 810,00**	**0,00**	**182 810,00**	**182 810,00**
66	Charges financières	405 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	400 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	5 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
67	Charges spécifiques (5)	15 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	15 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**420 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**19 358 730,00**	**0,00**	**0,00**	**182 810,00**	**182 810,00**	**0,00**	**182 810,00**	**182 810,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*3 706 390,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*1 851 410,00*			*12 000,00*	*12 000,00*		*12 000,00*	*12 000,00*
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*1 851 410,00*			*12 000,00*	*12 000,00*		*12 000,00*	*12 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**5 557 800,00**			**12 000,00**	**12 000,00**		**12 000,00**	**12 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	5 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**21 033 837,00**	**0,00**	**193 341,02**	**193 341,02**	**193 341,02**
013	Atténuations de charges (4)	8 200,00	0,00	26 200,00	26 200,00	26 200,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	8 200,00	0,00	26 200,00	26 200,00	26 200,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 017 645,00	0,00	42 200,00	42 200,00	42 200,00
7035	Locations de droits de chasse et pêche	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7065	Droits port et navigation (hors location	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	425 000,00	0,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00
706888	Autres	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708421	Mise dispo pers. BA/régie sans ps.morale	228 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	221 500,00	0,00	2 200,00	2 200,00	2 200,00
708721	Remb. frais par BA/régie sans ps.morale	206 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708722	Remb. frais par régie avec ps.morale	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70874	Remb. frais par la CDE	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	18 115,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	479 730,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	7 410 000,00	0,00	-217 298,98	-217 298,98	-217 298,98
73211	Attribution de compensation	3 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73221	FNGIR	57 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7351	Fract° compens. TFPB, taxe rés. princi.	5 670 000,00	0,00	-232 000,00	-232 000,00	-232 000,00
7352	Fraction compensatoire de la CVAE	1 679 600,00	0,00	-6 500,00	-6 500,00	-6 500,00
7358	Autres	0,00	0,00	21 201,02	21 201,02	21 201,02
731	Fiscalité locale	6 508 300,00	0,00	34 500,00	34 500,00	34 500,00
73111	Impôts directs locaux	5 497 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73113	Taxe sur les surfaces commerciales	417 900,00	0,00	32 500,00	32 500,00	32 500,00
73114	Imposition forf. sur entrep. réseaux	249 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
73136	Taxe gest° milieux aqua, prévent° inond	102 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00	2 000,00
731721	Taxe de séjour	242 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	4 736 387,00	0,00	53 000,00	53 000,00	53 000,00
741124	Dotation d'intercommunalité des EPCI	482 000,00	0,00	96 200,00	96 200,00	96 200,00
741126	Dotation de compensation des EPCI	2 205 000,00	0,00	-31 600,00	-31 600,00	-31 600,00
744	FCTVA	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	48 585,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participation régions	15 350,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	28 070,00	0,00	-5 000,00	-5 000,00	-5 000,00
747888	Autres	338 682,00	0,00	-2 600,00	-2 600,00	-2 600,00
748311	Compens. pertes bases imposition CET	1 514 300,00	0,00	16 000,00	16 000,00	16 000,00
748312	D.C.R.T.P.	20 000,00	0,00	-20 000,00	-20 000,00	-20 000,00
74832	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	78 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74836	Attrib. fonds départ. péréquat. de la TP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	149 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	96 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	53 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**20 830 282,00**	**0,00**	**-61 398,98**	**-61 398,98**	**-61 398,98**
76	Produits financiers	47,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7688	Autres	47,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		254 740,00	254 740,00	254 740,00
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	0,00		0,00	0,00	0,00
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	0,00		0,00	0,00	0,00
7865	Rep. prov. risques et charges financiers	0,00		254 740,00	254 740,00	254 740,00
Total des recettes réelles		**20 830 329,00**	**0,00**	**193 341,02**	**193 341,02**	**193 341,02**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*203 508,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*203 508,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des recettes d'ordre		**203 508,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**1 350 000,00**	**107 574,52**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**412 350,00**	**67 000,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	15 074,00	0,00	0,00	0,00	9 600,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	92 500,52	0,00	0,00	0,00	380 050,00	67 000,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 700,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**1 100 000,00**	**15 661,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**774 640,00**	**31 310,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 100 000,00	15 661,00	0,00	0,00	0,00	59 640,00	10 000,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	715 000,00	21 310,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**4 282 796,00**	**828 057,00**	**0,00**	**0,00**		**7 047 777,52**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		1 350 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	614 000,00	60 000,00	0,00	0,00		698 674,00
204	Subventions d'équipement versées	197 000,00	243 000,00	0,00	0,00		450 000,00
21	Immobilisations corporelles	180 000,00	373 000,00	0,00	0,00		1 092 550,52
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	3 291 796,00	2 057,00	0,00	0,00		3 306 553,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	150 000,00	0,00	0,00		150 000,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**752 000,00**	**30 999,00**	**0,00**	**0,00**		**2 704 610,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	436 600,00	14 854,00	0,00	0,00		1 636 755,00
13	Subventions d'investissement	315 400,00	0,00	0,00	0,00		1 051 710,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	16 145,00	0,00	0,00		16 145,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**324 000,00**	**10 046 366,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 280 504,00**	**2 292 369,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	154 000,00	514 481,00	0,00	0,00	0,00	923 313,00	1 002 780,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	150 000,00	1 678 999,00	0,00	0,00	0,00	1 430 182,00	797 589,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	7 544 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	308 086,00	0,00	0,00	0,00	1 580 509,00	452 000,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	5 000,00	500,00	0,00	0,00	0,00	346 500,00	40 000,00	0,00
67	Charges spécifiques	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**18 007 441,02**	**556 497,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**890 935,00**	**853 182,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	16 400,00	17 000,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	419 900,00	0,00	0,00	0,00	723 330,00	465 000,00	0,00
73	Impôts et taxes	7 189 601,02	3 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	6 196 800,00	104 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	4 366 300,00	25 250,00	0,00	0,00	0,00	61 605,00	324 232,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	3 200,00	0,00	0,00	0,00	89 600,00	46 950,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	47,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	254 740,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**82 642,00**	**1 377 065,00**	**503 044,00**	**635 550,00**		**19 541 540,00**
011	Charges à caractère général	0,00	15 500,00	433 950,00	23 400,00	181 570,00		3 248 994,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	33 642,00	79 106,00	33 644,00	428 980,00		4 632 142,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		7 544 300,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	33 500,00	850 509,00	446 000,00	25 000,00		3 695 604,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	13 000,00	0,00	0,00		405 000,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00		15 500,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**262 765,00**	**6 000,00**	**446 850,00**		**21 023 670,02**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		34 400,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	13 765,00	6 000,00	431 850,00		2 059 845,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		7 192 701,02
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	242 000,00	0,00	0,00		6 542 800,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	7 000,00	0,00	5 000,00		4 789 387,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00		149 750,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		47,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		254 740,00

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-1 023 125,00**	**0,52**	**0,52**	**-1 023 124,48**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-1 023 125,00**	**0,52**	**0,52**	**-1 023 124,48**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Affectation au 1068 (C)	**1 100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 100 000,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-1 023 125,00**	**0,52**	**0,52**	**-1 023 124,48**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**76 875,00**	**0,52**	**0,52**	**76 875,52**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**0,00**	**24 600,00**	**24 600,00**	**24 600,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**0,00**	**24 600,00**	**24 600,00**	**24 600,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 0,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 0,00**	**24 600,00**	**VI 24 600,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**12 600,00**	**12 600,00**
10222	FCTVA	0,00	12 600,00	12 600,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	0,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
2745	Avances remboursables	0,00	0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**0,00**	**12 000,00**	**12 000,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804122	*Subv. Régions : Bâtiments, installations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041411	*Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041512	*Subv. Grpt : Bâtiments, installations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
280415342	*IC : Bâtiments, installations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804183	*Autres org pub-Proj infrastruct int nat.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*0,00*	*240,00*	*240,00*
2804412	*Sub nat org pub - Bât. et installations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281314	*Bâtiments culturels et sportifs*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
281351	*Bâtiments publics*	*0,00*	*988,00*	*988,00*
28138	*Autres constructions*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28152	*Installations de voirie*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2815731	*Matériel roulant*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*0,00*	*939,00*	*939,00*
281728	*Autres agencements (m. à dispo)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2817315	*Centres d'incendie et de secours*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281735	*Installations générales (m. à dispo)*	*0,00*	*535,00*	*535,00*
2817848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*0,00*	*2 263,00*	*2 263,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*4 703,00*	*4 703,00*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*0,00*	*1 923,00*	*1 923,00*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*0,00*	*409,00*	*409,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents : 33
Nombre de suffrages exprimés : 38
VOTES :
Pour : 38
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : – 4 JUIL. 2025

Présenté par Le Président (1),
A Guebwiller, le 10/07/2025

Délibéré par l'assemblée le Conseil Communautaire (2), réunie en session extraordinaire
A Guebwiller, le 10/07/2025
Les membres de l'assemblée délibérante le Conseil Communautaire (2),(3).

Certifié exécutoire par Le Président (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 21 JUIL. 2025, et de la publication le 21 JUIL. 2025
A Guebwiller, le 21 JUIL. 2025

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

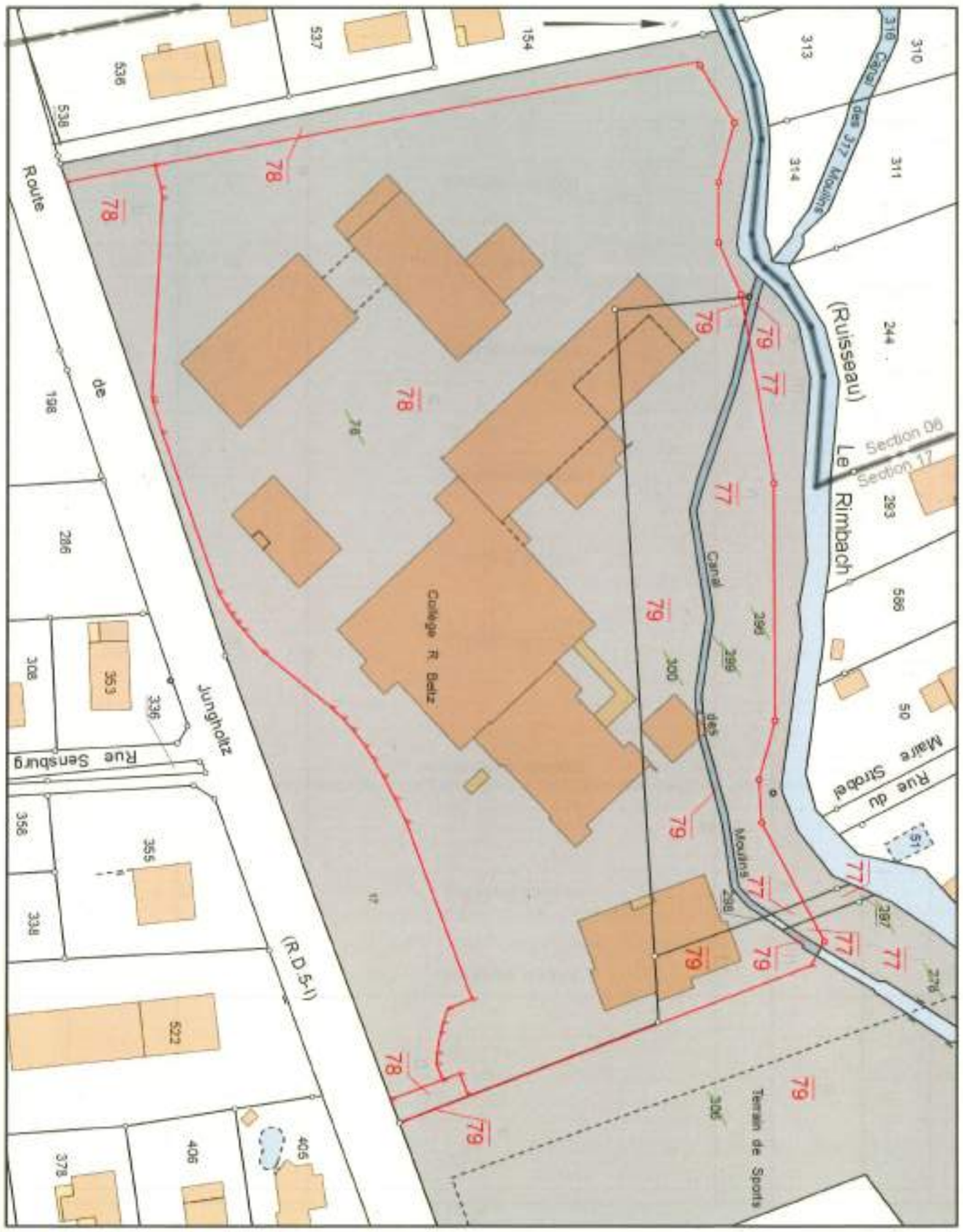
Commune : Soultz-Haut-Rhin
Section : 0017
Echelle d'édition : 1/1000

Document dressé par le CABINET BILHAUT
Référence
à COLMAR
le 11/04/2025

MODIFICATION DU PARCELLAIRE CADASTRAL

Cachet du rédacteur du document

ORDRE DES GÉOMÈTRES-EXPERTS
Cabinet BILHAUT
colmar@bilhaut-geometre.fr
03 89 41 63 40
N° D'INSCRIPTION 4961



220096

Département
HAUT-RHIN
Commune
SOULTZ-HAUT-RHIN
Tribunal d'Instance
GUEBWILLER
Date de dépôt

DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

CADASTRE ET LIVRE FONCIER

6463 PVA
(avril 1992)

PROVISOIRE

PROCES-VERBAL D'ARPENTAGE

(Document établi en application de la loi du 31 mars 1884
applicable dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin)

N° D'ORDRE DU DOCUMENT

Section **17** Numéros **78 ; 306 ; 278 ; 297 ; 296 ; 299 ; 300**

PERSONNE AGREEE POUR ETABLIR LE DOCUMENT

Document établi et certifié exact

ORDRE DES GÉOMÈTRES-EXPERTS
Cabinet BILHAUT
colmar@bilhaut-geometre.fr
03 89 41 63 40
N° D'INSCRIPTION 4961

A Colmar, le 11 avril 2025

Le Géomètre-Expert

CERTIFICATION DU SERVICE DU CADASTRE

A le

L'inspecteur

SITUATION ANCIENNE									SITUATION NOUVELLE								
Section	Numéro parcellaire	Livre Foncier		Nom, profession, domicile du propriétaire	Contenance			Nature de culture	Section	Numéro parcellaire	Livre Foncier		Nom, profession, domicile du propriétaire	Contenance			Nature de culture
		Feuillet	Numéro d'ordre		ha	a	ca	Désignation des batiments			Feuillet	Numéro d'ordre		ha	a	ca	Désignation des batiments
1	2	3		4	5				7	8	9		10	11			12
														Lieudit		Route de Jungholtz	
17	78			COMMUNAUTE DE COMMUNES de le Région de GUEBWILLER 1, Rue des Malgré Nous 68500 GUEBWILLER	1	71	24	Sol	17	78			comme colonne 4		7	80	Sol
17	306 79			COMMUNAUTE DE COMMUNES de le Région de GUEBWILLER 1, Rue des Malgré Nous 68500 GUEBWILLER		53	81	Terrain agrém.	17	78			comme colonne 4		22	75	Sol
17	79			COMMUNAUTE DE COMMUNES de le Région de GUEBWILLER 1, Rue des Malgré Nous 68500 GUEBWILLER		0	13	Sol	17	78			comme colonne 4	1	40	02	Sol
17	278 77			COMMUNAUTE DE COMMUNES de le Région de GUEBWILLER 1, Rue des Malgré Nous 68500 GUEBWILLER		12	22	Terrain agrém.	17	78			comme colonne 4		0	67	Sol
									17	79			comme colonne 4		0	01	Sol
									17	79			comme colonne 4		3	59	Sol
									17	79			comme colonne 4		50	21	Terrain agrém.
									17	79			comme colonne 4		0	13	Sol
									17	77			comme colonne 4		0	20	Sol
									17	77			comme colonne 4		12	02	Terrain agrém.

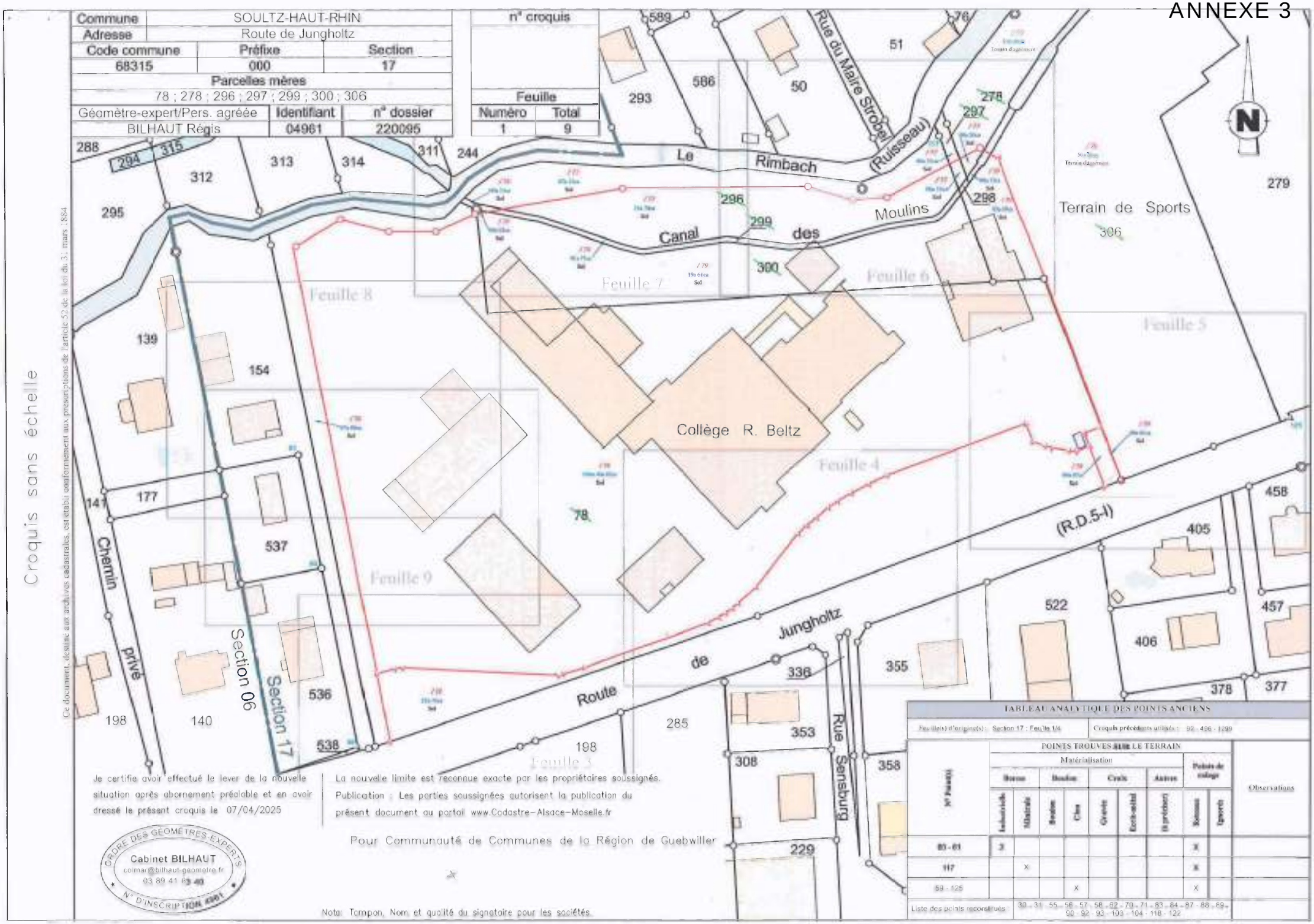
SITUATION ANCIENNE									SITUATION NOUVELLE							
Section	Numéro parcellaire	Livre Foncier		Nom, profession, domicile du propriétaire	Contenance			Nature de culture	Section	Numéro parcellaire	Livre Foncier		Nom, profession, domicile du propriétaire	Contenance			Nature de culture
		Feuillet	Numéro d'ordre		ha	a	ca	Désignation des batiments			Feuillet	Numéro d'ordre		ha	a	ca	Désignation des batiments
1	2	3		4	5				7	8	9		10	11			12
														Lieudit	Route de Jungholtz		
17	297			COMMUNAUTE DE COMMUNES de le Région de GUEBWILLER 1, Rue des Malgré Nous 68500 GUEBWILLER		0	46	Sol	17	77			comme colonne 4		0	15	Sol
	77																
									17				comme colonne 4		0	31	Sol
										77							
17	296			COMMUNAUTE DE COMMUNES de le Région de GUEBWILLER 1, Rue des Malgré Nous 68500 GUEBWILLER		18	83	Sol	17				comme colonne 4		7	13	Sol
	77									77							
									17				comme colonne 4		11	70	Sol
										77							
17	299			COMMUNAUTE DE COMMUNES de le Région de GUEBWILLER 1, Rue des Malgré Nous 68500 GUEBWILLER		1	90	Sol	17				comme colonne 4		0	13	Sol
	79									79							
									17				comme colonne 4		1	77	Sol
										79							
17	300			COMMUNAUTE DE COMMUNES de le Région de GUEBWILLER 1, Rue des Malgré Nous 68500 GUEBWILLER		19	63	Sol	17				comme colonne 4		0	02	Sol
	79									79							
									17				comme colonne 4		19	61	Sol
										79							
				Total	2	78	22						Total	2	78	22	

SITUATION ANCIENNE									SITUATION NOUVELLE								
Section	Numéro parcellaire	Livre Foncier		Nom, profession, domicile du propriétaire	Contenance			Nature de culture	Section	Numéro parcellaire	Livre Foncier		Nom, profession, domicile du propriétaire	Contenance			Nature de culture
		Feuillet	Numéro d'ordre		ha	a	ca	Désignation des bâtiments			Feuillet	Numéro d'ordre		ha	a	ca	Désignation des bâtiments
1	2	3		4	5				7	8	9		10	11			12
														Lieudit	Route de Jungholtz		

ANNEXE 3

Commune	SOULTZ-HAUT-RHIN	
Adresse	Route de Jungholtz	
Code commune	Préfixe	Section
68315	000	17
Parcelles mères		
78 ; 278 ; 296 ; 297 ; 299 ; 300 ; 306		
Géomètre-expert/Pers. agréée	Identifiant	n° dossier
BILHAUT Régis	04961	220095

n° croquis	
Feuille	
Numéro	Total
1	9



Je certifie avoir effectué le lever de la nouvelle situation après abornement préalable et en avoir dressé le présent croquis le 07/04/2025

La nouvelle limite est reconnue exacte par les propriétaires soussignés.
Publication : Les parties soussignées autorisent la publication du présent document au portail www.Cadastre-Alsace-Moselle.fr

Pour Communauté de Communes de la Région de Guebwiller

ORDRE DES GÉOMÈTRES-EXPERTS
Cabinet BILHAUT
colmar@bilhaut-geometre.fr
03 89 41 63 40
N° D'INSCRIPTION 4961

Nota: Tampon, Nom et qualité du signataire pour les sociétés.

TABLEAU ANALYTIQUE DES POINTS ANCIENS

Feuille(s) d'origine(s) : Section 17 : Feuille 1/4 — Croquis précédents utilisés : 92 - 496 - 1299

N° Point(s)	POINTS TROUVES SUR LE TERRAIN — Matérialisation — Bornes — Industrielle	Bornes — Minérale	Bouton — Bouton	Bouton — Clou	Croix — Gravée	Croix — Ecrit-métal	Autres — (à préciser)	Points de calage — Retenus	Points de calage — Ignorés	Observations
80 - 81	3							X		
117		X						X		
59 - 125				X				X		
Liste des points reconstitués	30 - 31 - 55 - 56 - 57 - 58 - 62 - 70 - 71 - 83 - 84 - 87 - 88 - 89 - 90 - 92 - 93 - 103 - 104 - 118 - 122									

Ce document, destiné aux archives cadastrales, est établi conformément aux prescriptions de l'article 52 de la loi du 31 mars 1884

Cession à la Ville de Soultz du Stade Frey-Eyck

Réalisation : CCRG, le 11/06/2025, carte au format A4 à l'échelle 1/1500
Fond de plan : Cadastre 2024 © Droits de l'État Réservés, Orthophotographie de l'IGN

0 10 20 m

Équipements sportifs

Tarifs 2025/2026

Tarifs horaires des équipements sportifs pour toute occupation conventionnée

Gymnase*	Salle	Coût/h/m² (arrondi)	Coût horaire (arrondi)
Beltz	Multisports	0,08 €	67,36 €
	Dojo	0,17 €	51,58 €
	Stade Freyeck	0,004 €	30,20 €
	Piste d'athlétisme		10,00 €
CSF	Multisports	0,08 €	75,90 €
	Gym	0,12 €	36,35 €
	Dojo	0,11 €	30,28 €
	Escrime	0,08 €	27,15 €
Deck	Multisports	0,06 €	34,23 €
Hugstein	Multisports	0,14 €	92,12 €

*****Vestiaires et communs compris.*

Autres tarifs

Frais liés aux dégradations (en sus du coût des réparations) : - Gymnases - Équipements extérieurs (piste d'athétisme)	 510,00 € 102,00 €
Fluides	2,50 €/heure d'utilisation
Frais de nettoyage/heure	27,00 €
Mise à disposition de personnel CCRG/heure	45,00 €

Tarifs des équipements sportifs pour stages payants et toutes occupations non conventionnées

Gymnase	Salle	Coût horaire en €	Taux sub	Coût/ semaine en €	Taux sub	Coût/ jour (8 h) en €	Taux sub	Coût/ ½ journée (4 h) en €	Taux sub
Beltz	Multisports	**67,36**	62 %	**2 694,40**	81 %	**538,88**	77 %	**269,44**	70 %
	Dojo	**51,58**	50 %	**2 063,20**	75 %	**412,64**	70 %	**206,32**	61 %
	Stade Freyeck	**30,20**	15 %	**1 208,00**	58 %	**241,60**	49 %	**120,80**	34 %
CSF	Multisports	**75,90**	66 %	**3 036,00**	83 %	**607,20**	80 %	**303,60**	73 %
	Gym	**36,35**	30 %	**1 454,00**	65 %	**290,80**	58 %	**145,40**	45 %
	Dojo	**30,28**	15 %	**1 211,20**	56 %	**242,24**	49 %	**121,12**	34 %
	Escrime	**27,15**	5 %	**1 086,00**	55 %	**217,20**	43 %	**108,60**	25 %
Deck	Multisports	**34,23**	25 %	**1 369,20**	63 %	**273,84**	55 %	**136,92**	42 %
Hugstein	Multisports	**92,12**	72 %	**3 684,80**	86 %	**736,96**	83 %	**368,48**	78 %

À noter : 2 jours par saison seront subventionnés à 100 % par la CCRG (hors fluides) pour les associations dont le siège social est situé dans le périmètre de la CCRG.

Tarifs des équipements sportifs pour les communes (activités Espace jeunesse, écoles primaires, …)

	Coût horaire
Commune	**21 €**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 24680056900047	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT Communauté de commune à FPU CC REGION DE GUEBWILLER

POSTE COMPTABLE DE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE GUEBWILLER

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Décision modificative 1 (2)

BUDGET : CCRG BUDGET ASSAINISSEMENT (3)

ANNEE 2025

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 16
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 18
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles Sans Objet

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières 20
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 22
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 23
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 24

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES | I

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	317 700,00	317 699,80
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,20
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	317 700,00	317 700,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	0,00	-0,99
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,99
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	0,00	0,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	317 700,00	317 700,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	2 055 063,00	0,00	314 550,00	314 550,00	2 369 613,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 056 045,00	0,00	3 150,00	3 150,00	1 059 195,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	68 990,00	0,00	0,00	0,00	68 990,00
Total des dépenses de gestion des services		**3 180 098,00**	**0,00**	**317 700,00**	**317 700,00**	**3 497 798,00**
66	Charges financières	103 000,00	0,00	0,00	0,00	103 000,00
67	Charges exceptionnelles	188 000,00	0,00	0,00	0,00	188 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	500,00		0,00	0,00	500,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	100 000,00		0,00	0,00	100 000,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**3 571 598,00**	**0,00**	**317 700,00**	**317 700,00**	**3 889 298,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*1 668 002,00*		*0,00*	*0,00*	*1 668 002,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*1 245 400,00*		*0,00*	*0,00*	*1 245 400,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***2 913 402,00***		***0,00***	***0,00***	***2 913 402,00***
TOTAL		**6 485 000,00**	**0,00**	**317 700,00**	**317 700,00**	**6 802 700,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**6 802 700,00**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	4 781 258,00	0,00	279 999,80	279 999,80	5 061 257,80
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	37 700,00	37 700,00	37 700,00
75	Autres produits de gestion courante	12 000,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
Total des recettes de gestion des services		**4 793 258,00**	**0,00**	**317 699,80**	**317 699,80**	**5 110 957,80**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	546 000,00	0,00	0,00	0,00	546 000,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**5 339 258,00**	**0,00**	**317 699,80**	**317 699,80**	**5 656 957,80**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*210 078,00*		*0,00*	*0,00*	*210 078,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***210 078,00***		***0,00***	***0,00***	***210 078,00***
TOTAL		**5 549 336,00**	**0,00**	**317 699,80**	**317 699,80**	**5 867 035,80**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**935 664,20**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**6 802 700,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	**2 703 324,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	485 887,00	0,00	0,00	0,00	485 887,00
21	Immobilisations corporelles	191 946,00	0,00	0,00	0,00	191 946,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	7 219 789,00	0,00	0,00	0,00	7 219 789,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**7 897 622,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 897 622,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	348 200,00	0,00	0,00	0,00	348 200,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	40 000,00		0,00	0,00	40 000,00
Total des dépenses financières		**388 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**388 200,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**1 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**9 285 822,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 285 822,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*210 078,00*		*0,00*	*0,00*	*210 078,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*40 000,00*		*0,00*	*0,00*	*40 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***250 078,00***		***0,00***	***0,00***	***250 078,00***
TOTAL		**9 535 900,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 535 900,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	9 535 900,00

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	674 509,00	0,00	-0,99	-0,99	674 508,01
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**674 509,00**	**0,00**	**-0,99**	**-0,99**	**674 508,01**
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 225 458,00	0,00	0,00	0,00	1 225 458,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**1 225 458,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 225 458,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**1 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000 000,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**2 899 967,00**	**0,00**	**-0,99**	**-0,99**	**2 899 966,01**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*1 668 002,00*		*0,00*	*0,00*	*1 668 002,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*1 245 400,00*		*0,00*	*0,00*	*1 245 400,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*40 000,00*		*0,00*	*0,00*	*40 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***2 953 402,00***		***0,00***	***0,00***	***2 953 402,00***
TOTAL		**5 853 369,00**	**0,00**	**-0,99**	**-0,99**	**5 853 368,01**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**3 682 531,99**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**9 535 900,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**2 703 324,00**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	314 550,00		314 550,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	3 150,00		3 150,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*0,00*	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**317 700,00**	***0,00***	**317 700,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**317 700,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	279 999,80		279 999,80
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	37 700,00		37 700,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**317 699,80**	***0,00***	**317 699,80**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,20**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**317 700,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	-0,99	*0,00*	-0,99
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*0,00*	0,00
Recettes d'investissement – Total		**-0,99**	***0,00***	**-0,99**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,99**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**2 055 063,00**	**314 550,00**	**314 550,00**
604	Achats d'études, prestations de services	365 113,00	85 000,00	85 000,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	796 500,00	-54 950,00	-54 950,00
6062	Produits de traitement	150 000,00	0,00	0,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	25 000,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	1 000,00	0,00	0,00
6066	Carburants	15 000,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	44 000,00	9 500,00	9 500,00
6135	Locations mobilières	22 850,00	0,00	0,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	7 500,00	0,00	0,00
61523	Entretien, réparations réseaux	90 000,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	20 000,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	65 000,00	35 000,00	35 000,00
6156	Maintenance	15 000,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	18 000,00	0,00	0,00
6168	Autres	6 500,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	43 300,00	0,00	0,00
618	Divers	31 000,00	0,00	0,00
6222	Commissions recouvrement redevance	13 000,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	6 000,00	0,00	0,00
6228	Divers	65 900,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	3 000,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	1 000,00	0,00	0,00
6241	Transports sur achats	2 000,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	500,00	0,00	0,00
6256	Missions	1 000,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	500,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	15 000,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	10 000,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	13 000,00	0,00	0,00
62871	Remb. frais à la coll. de rattachement	206 000,00	0,00	0,00
6288	Autres	700,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	1 700,00	0,00	0,00
63713	Redevance pour la performance des systèm	0,00	240 000,00	240 000,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**1 056 045,00**	**3 150,00**	**3 150,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	98 000,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	3 100,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	13 700,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	2 310,00	0,00	0,00
6411	Salaires, appointements, commissions	532 120,00	0,00	0,00
6413	Primes et gratifications	120 050,00	0,00	0,00
6414	Indemnités et avantages divers	3 800,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	118 750,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	111 400,00	0,00	0,00
6454	Cotisations au Pôle emploi	7 650,00	0,00	0,00
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	3 300,00	-1 100,00	-1 100,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	4 665,00	600,00	600,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	3 450,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	11 850,00	3 650,00	3 650,00
648	Autres charges de personnel	21 900,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**68 990,00**	**0,00**	**0,00**
6531	Indemnités élus	13 350,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite élus	1 440,00	0,00	0,00
6534	Cotis. sécurité sociale élus - part pat.	4 200,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	50 000,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**3 180 098,00**	**317 700,00**	**317 700,00**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
66	**Charges financières (b) (8)**	**103 000,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	103 000,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**188 000,00**	**0,00**	**0,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	15 000,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	173 000,00	0,00	0,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**500,00**	**0,00**	**0,00**
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	500,00	0,00	0,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**100 000,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**3 571 598,00**	**317 700,00**	**317 700,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***1 668 002,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***1 245 400,00***	***0,00***	***0,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*1 197 400,00*	*0,00*	*0,00*
6812	*Dot. amort. Charges exploit. à répartir*	*48 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***2 913 402,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***2 913 402,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**6 485 000,00**	**317 700,00**	**317 700,00**

	+
RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**
	+
D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**
	=
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**317 700,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et en M. 43.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**4 781 258,00**	**279 999,80**	**279 999,80**
704	Travaux	382 912,00	40 000,00	40 000,00
70611	Redevance d'assainissement collectif	4 200 400,00	240 000,00	240 000,00
7065	Produits commissions recouvrt assainist	12 500,00	0,00	0,00
7068	Autres prestations de services	60 000,00	0,00	0,00
7084	Mise à disposition de personnel facturée	61 446,00	-0,20	-0,20
70878	Remb. frais par des tiers	4 000,00	0,00	0,00
7088	Autres produits activités annexes	60 000,00	0,00	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**37 700,00**	**37 700,00**
748	Autres subventions d'exploitation	0,00	37 700,00	37 700,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**12 000,00**	**0,00**	**0,00**
7581	FCTVA	12 000,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**4 793 258,00**	**317 699,80**	**317 699,80**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**546 000,00**	**0,00**	**0,00**
7741	Subvent° excep. coll. de rattachement	446 000,00	0,00	0,00
778	Autres produits exceptionnels	100 000,00	0,00	0,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**5 339 258,00**	**317 699,80**	**317 699,80**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***210 078,00***	***0,00***	***0,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*210 078,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***210 078,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**5 549 336,00**	**317 699,80**	**317 699,80**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,20**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**317 700,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**485 887,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	66 500,00	0,00	0,00
2032	Frais de recherche et de développement	390 800,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	1 587,00	0,00	0,00
2051	Concessions et droits assimilés	27 000,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**191 946,00**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	1 146,00	0,00	0,00
2154	Matériel industriel	125 000,00	0,00	0,00
2158	Autres	1 800,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	50 000,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	12 500,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	1 500,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**7 219 789,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	1 234 800,00	0,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	5 984 989,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**7 897 622,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**348 200,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	331 100,00	0,00	0,00
16871	Remboursements des emprunts souscrits pa	17 100,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**40 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**388 200,00**	**0,00**	**0,00**
458125	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS 2025 (6)	1 000 000,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**1 000 000,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**9 285 822,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***210 078,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***210 078,00***	***0,00***	***0,00***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*82 537,00*	*0,00*	*0,00*
139118	*Sub. équipt cpte résult. Autres*	*4 287,00*	*0,00*	*0,00*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*172,00*	*0,00*	*0,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*95 883,00*	*0,00*	*0,00*
13915	*Sub. équipt cpte résult.Groupements*	*16 943,00*	*0,00*	*0,00*
13917	*Sub. équipt cpte résult.Budget communaut*	*417,00*	*0,00*	*0,00*
139181	*de la collectivité de rattachement*	*9 839,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***40 000,00***	***0,00***	***0,00***
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*40 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***250 078,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**9 535 900,00**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**674 509,00**	**-0,99**	**-0,99**
1315	Subv. équipt Groupement de collectivités	15 009,00	-0,99	-0,99
13188	des tiers	659 500,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**674 509,00**	**-0,99**	**-0,99**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**1 225 458,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	1 225 458,00	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**1 225 458,00**	**0,00**	**0,00**
458225	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS 2025 (5)	1 000 000,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**1 000 000,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**2 899 967,00**	**-0,99**	**-0,99**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***1 668 002,00***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***1 245 400,00***	***0,00***	***0,00***
28031	*Frais d'études*	*47 635,00*	*0,00*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*57,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*5 212,00*	*0,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*253 257,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*79 398,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*3 521,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*720 809,00*	*0,00*	*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*55 483,00*	*0,00*	*0,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*18 582,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres*	*177,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*6 910,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*4 279,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*509,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*1 571,00*	*0,00*	*0,00*
4818	*Charges à étaler*	*48 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		***2 913 402,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***40 000,00***	***0,00***	***0,00***
2031	*Frais d'études*	*20 000,00*	*0,00*	*0,00*
2033	*Frais d'insertion*	*20 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***2 953 402,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**5 853 369,00**	**-0,99**	**-0,99**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	**0,99**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**3 682 531,00**	**0,99**	**0,99**	**3 682 531,99**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**3 682 531,00**	**0,99**	**0,99**	**3 682 531,99**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles		Total (2) Vote
	(a)		(b)	(c = a + b)
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**3 682 531,00**	**0,99**	**0,99**	**3 682 531,99**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**3 682 531,00**	**0,99**	**0,99**	**3 682 531,99**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 0,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 0,00**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
4818	*Charges à étaler*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents : 33
Nombre de suffrages exprimés : 33
VOTES :
Pour : 33
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : – 4 JUIL. 2025

Présenté par (1) Le Président,
A Guebwiller le 10/07/2025
(1) Le Président,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session extraordinaire
A Guebwiller, le 10/07/2025
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

Certifié exécutoire par (1) Le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le 21 JUIL. 2025, et de la publication le 21 JUIL. 2025
A Guebwiller,le 21 JUIL. 2025

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général, ...
(2) L'assemblée délibérante étant : le Conseil Communautaire
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 24680056900104	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT Communauté de commune à FPU CC REGION DE GUEBWILLER

POSTE COMPTABLE DE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE GUEBWILLER

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Décision modificative 1 (2)

BUDGET : CCRG BUDGET EAU POTABLE (3)

ANNEE 2025

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 16
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 18
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles Sans Objet

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières 20
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 22
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 23
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 24

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.
(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.
(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	-20 500,00	-20 500,78
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,78
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	-20 500,00	-20 500,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	49 300,00	49 299,16
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,84
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	49 300,00	49 300,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	28 800,00	28 800,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	1 479 268,00	0,00	-14 000,00	-14 000,00	1 465 268,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	826 822,00	0,00	33 225,00	33 225,00	860 047,00
014	Atténuations de produits	591 000,00	0,00	31 000,00	31 000,00	622 000,00
65	Autres charges de gestion courante	21 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00	41 000,00
Total des dépenses de gestion des services		**2 918 090,00**	**0,00**	**70 225,00**	**70 225,00**	**2 988 315,00**
66	Charges financières	32 000,00	0,00	0,00	0,00	32 000,00
67	Charges exceptionnelles	95 000,00	0,00	0,00	0,00	95 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	2 000,00		0,00	0,00	2 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	45 000,00		0,00	0,00	45 000,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**3 092 090,00**	**0,00**	**70 225,00**	**70 225,00**	**3 162 315,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*2 372 210,00*		*-90 725,00*	*-90 725,00*	*2 281 485,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*925 500,00*		*0,00*	*0,00*	*925 500,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***3 297 710,00***		***-90 725,00***	***-90 725,00***	***3 206 985,00***
TOTAL		**6 389 800,00**	**0,00**	**-20 500,00**	**-20 500,00**	**6 369 300,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**6 369 300,00**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	9 500,00	9 500,00	9 500,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	2 384 682,00	0,00	7 999,22	7 999,22	2 392 681,22
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	211 500,00	0,00	-38 000,00	-38 000,00	173 500,00
75	Autres produits de gestion courante	1 122 000,00	0,00	0,00	0,00	1 122 000,00
Total des recettes de gestion des services		**3 718 182,00**	**0,00**	**-20 500,78**	**-20 500,78**	**3 697 681,22**
76	Produits financiers	24 527,00	0,00	0,00	0,00	24 527,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**3 742 709,00**	**0,00**	**-20 500,78**	**-20 500,78**	**3 722 208,22**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*43 593,00*		*0,00*	*0,00*	*43 593,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***43 593,00***		***0,00***	***0,00***	***43 593,00***
TOTAL		**3 786 302,00**	**0,00**	**-20 500,78**	**-20 500,78**	**3 765 801,22**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**2 603 498,78**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**6 369 300,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	**3 163 392,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	685 703,00	0,00	-11 000,00	-11 000,00	674 703,00
21	Immobilisations corporelles	3 321 104,00	0,00	60 300,00	60 300,00	3 381 404,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**4 006 807,00**	**0,00**	**49 300,00**	**49 300,00**	**4 056 107,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	177 500,00	0,00	0,00	0,00	177 500,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**177 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**177 500,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**4 184 307,00**	**0,00**	**49 300,00**	**49 300,00**	**4 233 607,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*43 593,00*		*0,00*	*0,00*	*43 593,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*50 000,00*		*0,00*	*0,00*	*50 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***93 593,00***		***0,00***	***0,00***	***93 593,00***
TOTAL		**4 277 900,00**	**0,00**	**49 300,00**	**49 300,00**	**4 327 200,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**4 327 200,00**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	789 077,00	0,00	140 024,16	140 024,16	929 101,16
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**789 077,00**	**0,00**	**140 024,16**	**140 024,16**	**929 101,16**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**789 077,00**	**0,00**	**140 024,16**	**140 024,16**	**929 101,16**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*2 372 210,00*		*-90 725,00*	*-90 725,00*	*2 281 485,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*925 500,00*		*0,00*	*0,00*	*925 500,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*50 000,00*		*0,00*	*0,00*	*50 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***3 347 710,00***		***-90 725,00***	***-90 725,00***	***3 256 985,00***
TOTAL		**4 136 787,00**	**0,00**	**49 299,16**	**49 299,16**	**4 186 086,16**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**141 113,84**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**4 327 200,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**3 163 392,00**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	-14 000,00		-14 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	33 225,00		33 225,00
014	Atténuations de produits	31 000,00		31 000,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	20 000,00		20 000,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*0,00*	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*-90 725,00*	-90 725,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**70 225,00**	***-90 725,00***	**-20 500,00**

\+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**-20 500,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	-11 000,00	0,00	-11 000,00
21	Immobilisations corporelles (6)	60 300,00	0,00	60 300,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**49 300,00**	***0,00***	**49 300,00**

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**49 300,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	9 500,00		9 500,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	7 999,22		7 999,22
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	-38 000,00		-38 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**-20 500,78**	***0,00***	**-20 500,78**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,78**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**-20 500,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	140 024,16	*0,00*	140 024,16
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*-90 725,00*	-90 725,00
Recettes d'investissement – Total		**140 024,16**	***-90 725,00***	**49 299,16**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,84**

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**49 300,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**1 479 268,00**	**-14 000,00**	**-14 000,00**
604	Achats d'études, prestations de services	80 000,00	0,00	0,00
605	Achats d'eau	100 000,00	0,00	0,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	60 000,00	0,00	0,00
6062	Produits de traitement	40 000,00	0,00	0,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	100 000,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	2 500,00	0,00	0,00
6066	Carburants	12 000,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	15 000,00	0,00	0,00
6071	Compteurs	75 000,00	15 000,00	15 000,00
6132	Locations immobilières	20 000,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	1 000,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	10 000,00	0,00	0,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	10 000,00	0,00	0,00
61523	Entretien, réparations réseaux	50 000,00	0,00	0,00
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	1 500,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	10 000,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	1 500,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	50 000,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	15 000,00	0,00	0,00
6168	Autres	4 200,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	198 000,00	-27 000,00	-27 000,00
618	Divers	15 000,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	2 000,00	0,00	0,00
6228	Divers	1 500,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	4 000,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	1 000,00	0,00	0,00
6237	Publications	10 000,00	-2 000,00	-2 000,00
6251	Voyages et déplacements	3 500,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	3 000,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	2 000,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	14 200,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	800,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	6 000,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	4 000,00	0,00	0,00
62871	Remb. frais à la coll. de rattachement	7 000,00	0,00	0,00
6288	Autres	700,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	20 000,00	0,00	0,00
63711	Redevance pour prélèvement sur la ressou	74 880,00	303 600,00	303 600,00
63712	Redevance pour la performance des réseau	145 200,00	0,00	0,00
63713	Redevance pour la performance des systèm	303 600,00	-303 600,00	-303 600,00
6378	Autres taxes et redevances	5 188,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**826 822,00**	**33 225,00**	**33 225,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	70 000,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	2 660,00	150,00	150,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	12 250,00	850,00	850,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	1 760,00	150,00	150,00
6411	Salaires, appointements, commissions	416 600,00	22 500,00	22 500,00
6413	Primes et gratifications	91 500,00	0,00	0,00
6414	Indemnités et avantages divers	4 150,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	89 500,00	6 000,00	6 000,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	83 900,00	1 200,00	1 200,00
6454	Cotisations au Pôle emploi	7 500,00	1 150,00	1 150,00
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	2 400,00	0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	3 732,00	525,00	525,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	2 170,00	250,00	250,00
6478	Autres charges sociales diverses	11 700,00	450,00	450,00
648	Autres charges de personnel	27 000,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**591 000,00**	**31 000,00**	**31 000,00**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
701249	Reversement redevance agence de l'eau	140 000,00	24 000,00	24 000,00
701269	Reversement à l'agence de l'eau - Redeva	351 000,00	0,00	0,00
706129	Reverst redevance modernisat° agence eau	100 000,00	7 000,00	7 000,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**21 000,00**	**20 000,00**	**20 000,00**
6541	Créances admises en non-valeur	20 000,00	20 000,00	20 000,00
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	1 000,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**2 918 090,00**	**70 225,00**	**70 225,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**32 000,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	32 000,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**95 000,00**	**0,00**	**0,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	10 000,00	0,00	0,00
6743	Subventions exceptionnelles fonctionnt	70 000,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	15 000,00	0,00	0,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**2 000,00**	**0,00**	**0,00**
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	2 000,00	0,00	0,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**45 000,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**3 092 090,00**	**70 225,00**	**70 225,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***2 372 210,00***	***-90 725,00***	***-90 725,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***925 500,00***	***0,00***	***0,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*892 900,00*	*0,00*	*0,00*
6862	*Dot. amort. charges financ. à répartir*	*32 600,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***3 297 710,00***	***-90 725,00***	***-90 725,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***3 297 710,00***	***-90 725,00***	***-90 725,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**6 389 800,00**	**-20 500,00**	**-20 500,00**

	+
RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**
	+
D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**
	=
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**-20 500,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et en M. 43.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**9 500,00**	**9 500,00**
64198	Autres remboursements	0,00	9 500,00	9 500,00
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**2 384 682,00**	**7 999,22**	**7 999,22**
70111	Ventes d'eau aux abonnés	1 696 680,00	0,00	0,00
701241	Redevance pollution d'origine domestique	130 000,00	0,00	0,00
701261	Redevance sur la consommation d'eau pota	351 000,00	0,00	0,00
70128	Autres taxes et redevances	0,00	98 000,00	98 000,00
703	Ventes de produits résiduels	500,00	0,00	0,00
70611	Redevance d'assainissement collectif	90 000,00	-90 000,00	-90 000,00
7084	Mise à disposition de personnel facturée	41 000,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	502,00	-0,78	-0,78
7088	Autres produits activités annexes	75 000,00	0,00	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**211 500,00**	**-38 000,00**	**-38 000,00**
747	Subv. et participat° collectivités	15 500,00	0,00	0,00
748	Autres subventions d'exploitation	196 000,00	-38 000,00	-38 000,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**1 122 000,00**	**0,00**	**0,00**
757	Redevances des fermiers, concession..	1 122 000,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**3 718 182,00**	**-20 500,78**	**-20 500,78**
76	**Produits financiers (b)**	**24 527,00**	**0,00**	**0,00**
7681	Fonds soutien-Sortie emprunts à risque	24 527,00	0,00	0,00
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**3 742 709,00**	**-20 500,78**	**-20 500,78**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***43 593,00***	***0,00***	***0,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*43 593,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***43 593,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**3 786 302,00**	**-20 500,78**	**-20 500,78**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,78**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**-20 500,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**685 703,00**	**-11 000,00**	**-11 000,00**
2031	Frais d'études	648 203,00	-11 000,00	-11 000,00
2051	Concessions et droits assimilés	37 500,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**3 321 104,00**	**60 300,00**	**60 300,00**
2128	Aménagement Autres terrains	1 004,00	0,00	0,00
21351	Aménagement Bâtiments d'exploitation	135 000,00	0,00	0,00
2151	Installations complexes spécialisées	270 000,00	0,00	0,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	2 625 100,00	48 000,00	48 000,00
21561	Service de distribution d'eau	13 000,00	0,00	0,00
2158	Autres	1 000,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	30 000,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	5 000,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	241 000,00	12 300,00	12 300,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**4 006 807,00**	**49 300,00**	**49 300,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**177 500,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	165 000,00	0,00	0,00
16871	Remboursements des emprunts souscrits pa	12 500,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**177 500,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**4 184 307,00**	**49 300,00**	**49 300,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***43 593,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***43 593,00***	***0,00***	***0,00***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*9 845,00*	*0,00*	*0,00*
139118	*Sub. équipt cpte résult. Autres*	*32 242,00*	*0,00*	*0,00*
13914	*Sub. équipt cpte résult. Communes*	*1 143,00*	*0,00*	*0,00*
139188	*des tiers*	*363,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***50 000,00***	***0,00***	***0,00***
21351	*Aménagement Bâtiments d'exploitation*	*20 000,00*	*0,00*	*0,00*
2151	*Installations complexes spécialisées*	*20 000,00*	*0,00*	*0,00*
21561	*Service de distribution d'eau*	*10 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***93 593,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**4 277 900,00**	**49 300,00**	**49 300,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**49 300,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**789 077,00**	**140 024,16**	**140 024,16**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	789 077,00	30 024,16	30 024,16
1312	Subv. équipt Régions	0,00	110 000,00	110 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**789 077,00**	**140 024,16**	**140 024,16**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**789 077,00**	**140 024,16**	**140 024,16**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***2 372 210,00***	***-90 725,00***	***-90 725,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***925 500,00***	***0,00***	***0,00***
28031	*Frais d'études*	*48 800,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*1 368,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Aménagement Terrains nus*	*1 548,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*19,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*14 791,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*16 666,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*76 880,00*	*0,00*	*0,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*1 798,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres*	*169,00*	*0,00*	*0,00*
28172	*Aménagements de terrains (mise à dispo)*	*1 162,00*	*0,00*	*0,00*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*57 555,00*	*0,00*	*0,00*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*659 041,00*	*0,00*	*0,00*
28178	*Autres immos corporelles (mad)*	*298,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*6 215,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*4 496,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*2 094,00*	*0,00*	*0,00*
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*32 600,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		***3 297 710,00***	***-90 725,00***	***-90 725,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***50 000,00***	***0,00***	***0,00***
2031	*Frais d'études*	*25 000,00*	*0,00*	*0,00*
2033	*Frais d'insertion*	*25 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***3 347 710,00***	***-90 725,00***	***-90 725,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**4 136 787,00**	**49 299,16**	**49 299,16**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	**0,84**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**49 300,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**141 113,00**	**0,84**	**0,84**	**141 113,84**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**141 113,00**	**0,84**	**0,84**	**141 113,84**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles		Total (2) Vote
	(a)		(b)	(c = a + b)
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**141 113,00**	**0,84**	**0,84**	**141 113,84**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**141 113,00**	**0,84**	**0,84**	**141 113,84**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**0,00**	**-90 725,00**	**-90 725,00**	**-90 725,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**0,00**	**-90 725,00**	**-90 725,00**	**-90 725,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 0,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 0,00**	**-90 725,00**	**VI -90 725,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**0,00**	**-90 725,00**	**-90 725,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Aménagement Terrains nus*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28172	*Aménagements de terrains (mise à dispo)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28178	*Autres immos corporelles (mad)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*-90 725,00*	*-90 725,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents : 33
Nombre de suffrages exprimés : 38
VOTES :
Pour : 38
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : – 4 JUIL. 2025

Présenté par (1) Le Président,
A Guebwiller le 10/07/2025
(1) Le Président,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session extraordinaire
A Guebwiller, le 10/07/2025
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

Certifié exécutoire par (1) Le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le 21 JUIL. 2025, et de la publication le 21 JUIL. 2025
A Guebwiller,le 21 JUIL. 2025

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : le Conseil Communautaire.
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 24680056900088	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT Communauté de commune à FPU CC REGION DE GUEBWILLER

POSTE COMPTABLE DE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE GUEBWILLER

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Décision modificative 1 (2)

BUDGET : CCRG BUDGET PEPINIERE D'ENTREPRISES (3)

ANNEE 2025

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles Sans Objet

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières 17
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 19
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 20
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 21

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES | I

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	0,00	-0,93
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,93
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	0,00	0,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	0,84	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) -0,84	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	0,00	0,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	0,00	0,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	149 683,00	0,00	0,00	0,00	149 683,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	128 832,00	0,00	150,00	150,00	128 982,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	11 000,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00
Total des dépenses de gestion des services		**289 515,00**	**0,00**	**150,00**	**150,00**	**289 665,00**
66	Charges financières	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
67	Charges exceptionnelles	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	500,00		0,00	0,00	500,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	20 000,00		-150,00	-150,00	19 850,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**317 015,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**317 015,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*20 930,00*		*0,00*	*0,00*	*20 930,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*63 155,00*		*0,00*	*0,00*	*63 155,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***84 085,00***		***0,00***	***0,00***	***84 085,00***
TOTAL		**401 100,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**401 100,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**401 100,00**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	141 900,00	0,00	-0,93	-0,93	141 899,07
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**141 900,00**	**0,00**	**-0,93**	**-0,93**	**141 899,07**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	121 019,00	0,00	0,00	0,00	121 019,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**262 919,00**	**0,00**	**-0,93**	**-0,93**	**262 918,07**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*40 115,00*		*0,00*	*0,00*	*40 115,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***40 115,00***		***0,00***	***0,00***	***40 115,00***
TOTAL		**303 034,00**	**0,00**	**-0,93**	**-0,93**	**303 033,07**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**98 066,93**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**401 100,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	**43 970,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	14 500,00	0,00	0,00	0,00	14 500,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**14 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 500,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	33 086,00	0,00	0,84	0,84	33 086,84
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**33 086,00**	**0,00**	**0,84**	**0,84**	**33 086,84**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**47 586,00**	**0,00**	**0,84**	**0,84**	**47 586,84**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*40 115,00*		*0,00*	*0,00*	*40 115,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***40 115,00***		***0,00***	***0,00***	***40 115,00***
TOTAL		**87 701,00**	**0,00**	**0,84**	**0,84**	**87 701,84**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**7 998,16**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**95 700,00**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 615,00	0,00	0,00	0,00	1 615,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**11 615,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 615,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**11 615,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 615,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*20 930,00*		*0,00*	*0,00*	*20 930,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*63 155,00*		*0,00*	*0,00*	*63 155,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***84 085,00***		***0,00***	***0,00***	***84 085,00***
TOTAL		**95 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**95 700,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**95 700,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**43 970,00**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	150,00		150,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*0,00*	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	-150,00		-150,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,84	*0,00*	0,84
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**0,84**	***0,00***	**0,84**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**-0,84**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	-0,93		-0,93
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	**-0,93**	***0,00***	**-0,93**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,93**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*0,00*	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d’ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d’ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**149 683,00**	**0,00**	**0,00**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	52 500,00	0,00	0,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	5 500,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	1 033,00	0,00	0,00
6066	Carburants	1 000,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	1 500,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	1 500,00	0,00	0,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	16 000,00	0,00	0,00
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	500,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	1 000,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	12 500,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	5 500,00	0,00	0,00
6168	Autres	250,00	0,00	0,00
618	Divers	4 200,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	200,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	200,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	1 000,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	1 500,00	0,00	0,00
6237	Publications	500,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	500,00	0,00	0,00
6256	Missions	500,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	2 000,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	5 000,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	10 000,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	12 000,00	0,00	0,00
6288	Autres	1 500,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	11 800,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**128 832,00**	**150,00**	**150,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	31 000,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	300,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 600,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	200,00	0,00	0,00
6411	Salaires, appointements, commissions	53 000,00	0,00	0,00
6413	Primes et gratifications	6 200,00	0,00	0,00
6414	Indemnités et avantages divers	6 200,00	0,00	0,00
6415	Supplément familial	950,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	13 400,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	10 300,00	0,00	0,00
6454	Cotisations au Pôle emploi	1 600,00	0,00	0,00
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	500,00	0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	772,00	150,00	150,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	260,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	1 300,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	1 250,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**11 000,00**	**0,00**	**0,00**
6541	Créances admises en non-valeur	11 000,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**289 515,00**	**150,00**	**150,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	5 000,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**2 000,00**	**0,00**	**0,00**
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	2 000,00	0,00	0,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**500,00**	**0,00**	**0,00**
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	500,00	0,00	0,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**20 000,00**	**-150,00**	**-150,00**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**317 015,00**	**0,00**	**0,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***20 930,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***63 155,00***	***0,00***	***0,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*63 155,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***84 085,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***84 085,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**401 100,00**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et en M. 43.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**141 900,00**	**-0,93**	**-0,93**
7083	Locations diverses	93 000,00	0,00	0,00
7084	Mise à disposition de personnel facturée	11 500,00	0,00	0,00
7085	Ports et frais accessoires facturés	17 400,00	-0,93	-0,93
7088	Autres produits activités annexes	20 000,00	0,00	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**141 900,00**	**-0,93**	**-0,93**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**121 019,00**	**0,00**	**0,00**
7741	Subvent° excep. coll. de rattachement	121 019,00	0,00	0,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**262 919,00**	**-0,93**	**-0,93**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***40 115,00***	***0,00***	***0,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*40 115,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***40 115,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**303 034,00**	**-0,93**	**-0,93**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,93**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**14 500,00**	**0,00**	**0,00**
2135	Installations générales, agencements	5 000,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	2 000,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	3 000,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	4 500,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**14 500,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**33 086,00**	**0,84**	**0,84**
1641	Emprunts en euros	29 000,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	4 086,00	0,84	0,84
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**33 086,00**	**0,84**	**0,84**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**47 586,00**	**0,84**	**0,84**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***40 115,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***40 115,00***	***0,00***	***0,00***
13911	*Sub. équipt cpte résult. Etat*	*5 667,00*	*0,00*	*0,00*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*16 628,00*	*0,00*	*0,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*8 498,00*	*0,00*	*0,00*
13917	*Sub. équipt cpte résult.Budget communaut*	*9 252,00*	*0,00*	*0,00*
139188	*des tiers*	*70,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***40 115,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**87 701,00**	**0,84**	**0,84**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**-0,84**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**
1068	Autres réserves	10 000,00	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**1 615,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**11 615,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**11 615,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***20 930,00***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***63 155,00***	***0,00***	***0,00***
28121	*Aménagement Terrains nus*	*28,00*	*0,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*54 756,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*3 328,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*3 508,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*994,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*541,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***84 085,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***84 085,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**95 700,00**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-7 999,00**	**0,84**	**0,84**	**-7 998,16**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-7 999,00**	**0,84**	**0,84**	**-7 998,16**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles		Total (2) Vote
	(a)		(b)	(c = a + b)
Affectation au 106 (C)	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-7 999,00**	**0,84**	**0,84**	**-7 998,16**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**2 001,00**	**0,84**	**0,84**	**2 001,84**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 0,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 0,00**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28121	*Aménagement Terrains nus*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents : 33
Nombre de suffrages exprimés : 38
VOTES :
Pour : 38
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : - 4 JUIL. 2025

Présenté par (1) Le Président,
A Guebwiller le 10/07/2025
(1) Le Président,

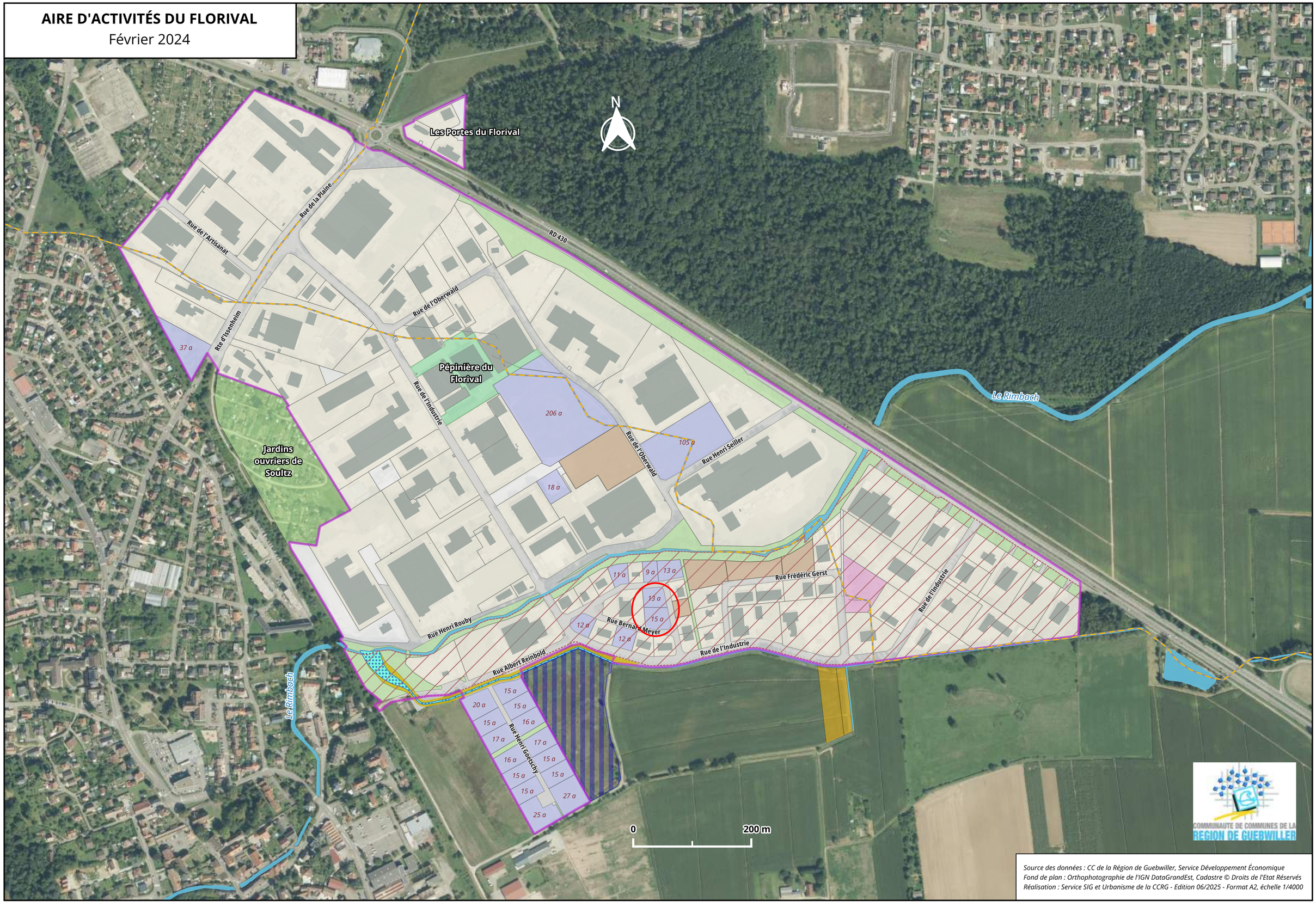
Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session extraordinaire
A Guebwiller, le 10/07/2025
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

Certifié exécutoire par (1) Le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le 21 JUIL. 2025 et de la publication le 21 JUIL. 2025
A Guebwiller,le 21 JUIL. 2025

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : le Conseil Communautaire
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif

AIRE D'ACTIVITÉS DU FLORIVAL

Février 2024



Source des données : CC de la Région de Guebwiller, Service Développement Économique
Fond de plan : Orthophotographie de l'IGN DataGrandEst, Cadastre © Droits de l'Etat Réservés
Réalisation : Service SIG et Urbanisme de la CCRG - Edition 06/2025 - Format A2, échelle 1/4000

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 24680056900096	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT Communauté de commune à FPU CC REGION DE GUEBWILLER

POSTE COMPTABLE DE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE GUEBWILLER

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Décision modificative 1 (2)

BUDGET : CCRG BUDGET ENVIRONNEMENT (3)

ANNEE 2025

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 19

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières 27
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 29
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 30
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 31

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	-11 225,00	-11 226,11
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 1,11
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	-11 225,00	-11 225,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	-26 274,59	-26 275,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) -0,41	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	-26 275,00	-26 275,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	-37 500,00	-37 500,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	5 095 425,00	0,00	1 500,00	1 500,00	5 096 925,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	545 700,00	0,00	8 550,00	8 550,00	554 250,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 534 100,00	0,00	0,00	0,00	1 534 100,00
Total des dépenses de gestion des services		**7 175 225,00**	**0,00**	**10 050,00**	**10 050,00**	**7 185 275,00**
66	Charges financières	93 000,00	0,00	0,00	0,00	93 000,00
67	Charges exceptionnelles	60 800,00	0,00	5 000,00	5 000,00	65 800,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	24 000,00		0,00	0,00	24 000,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**7 353 025,00**	**0,00**	**15 050,00**	**15 050,00**	**7 368 075,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*1 983 630,00*		*-26 275,00*	*-26 275,00*	*1 957 355,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*222 445,00*		*0,00*	*0,00*	*222 445,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***2 206 075,00***		***-26 275,00***	***-26 275,00***	***2 179 800,00***
TOTAL		**9 559 100,00**	**0,00**	**-11 225,00**	**-11 225,00**	**9 547 875,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**9 547 875,00**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	11 600,00	0,00	-11 600,00	-11 600,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	6 077 300,00	0,00	0,00	0,00	6 077 300,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	856 091,00	0,00	0,00	0,00	856 091,00
75	Autres produits de gestion courante	139 150,00	0,00	0,00	0,00	139 150,00
Total des recettes de gestion des services		**7 084 141,00**	**0,00**	**-11 600,00**	**-11 600,00**	**7 072 541,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	27 000,00	0,00	-0,11	-0,11	26 999,89
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**7 111 141,00**	**0,00**	**-11 600,11**	**-11 600,11**	**7 099 540,89**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*39 537,00*		*374,00*	*374,00*	*39 911,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***39 537,00***		***374,00***	***374,00***	***39 911,00***
TOTAL		**7 150 678,00**	**0,00**	**-11 226,11**	**-11 226,11**	**7 139 451,89**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**2 408 423,11**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**9 547 875,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	**2 139 889,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	2 335 888,00	0,00	-26 973,59	-26 973,59	2 308 914,41
Total des dépenses d'équipement		**2 335 888,00**	**0,00**	**-26 973,59**	**-26 973,59**	**2 308 914,41**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	185 000,00	0,00	0,00	0,00	185 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	20 000,00		325,00	325,00	20 325,00
Total des dépenses financières		**205 000,00**	**0,00**	**325,00**	**325,00**	**205 325,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**2 540 888,00**	**0,00**	**-26 648,59**	**-26 648,59**	**2 514 239,41**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*39 537,00*		*374,00*	*374,00*	*39 911,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*13 000,00*		*0,00*	*0,00*	*13 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***52 537,00***		***374,00***	***374,00***	***52 911,00***
TOTAL		**2 593 425,00**	**0,00**	**-26 274,59**	**-26 274,59**	**2 567 150,41**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**50 674,59**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 617 825,00**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	374 025,00	0,00	0,00	0,00	374 025,00
106	Réserves (7)	51 000,00	0,00	0,00	0,00	51 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**425 025,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**425 025,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**425 025,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**425 025,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*1 983 630,00*		*-26 275,00*	*-26 275,00*	*1 957 355,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*222 445,00*		*0,00*	*0,00*	*222 445,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*13 000,00*		*0,00*	*0,00*	*13 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***2 219 075,00***		***-26 275,00***	***-26 275,00***	***2 192 800,00***
TOTAL		**2 644 100,00**	**0,00**	**-26 275,00**	**-26 275,00**	**2 617 825,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 617 825,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**2 139 889,00**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	1 500,00		1 500,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	8 550,00		8 550,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	5 000,00	*0,00*	5 000,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*0,00*	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*-26 275,00*	-26 275,00
Dépenses d'exploitation – Total		**15 050,00**	***-26 275,00***	**-11 225,00**

\+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**-11 225,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	-26 973,59		-26 973,59
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*374,00*	374,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	325,00		325,00
Dépenses d'investissement – Total		**-26 648,59**	***374,00***	**-26 274,59**

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**-0,41**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**-26 275,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	-11 600,00		-11 600,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	-0,11	*0,00*	-0,11
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*374,00*	374,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**-11 600,11**	***374,00***	**-11 226,11**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**1,11**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**-11 225,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*-26 275,00*	-26 275,00
Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***-26 275,00***	**-26 275,00**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**-26 275,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**5 095 425,00**	**1 500,00**	**1 500,00**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	11 700,00	0,00	0,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	8 000,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	4 200,00	0,00	0,00
6066	Carburants	2 500,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	34 200,00	0,00	0,00
611	Sous-traitance générale	4 785 025,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	25 000,00	0,00	0,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	9 000,00	0,00	0,00
61523	Entretien, réparations réseaux	1 000,00	0,00	0,00
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	1 000,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	1 500,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	20 000,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	61 000,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	4 500,00	0,00	0,00
6168	Autres	1 600,00	0,00	0,00
618	Divers	3 000,00	1 500,00	1 500,00
6226	Honoraires	2 000,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	2 000,00	0,00	0,00
6228	Divers	2 000,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	500,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	12 000,00	0,00	0,00
6237	Publications	25 000,00	0,00	0,00
6248	Divers	2 000,00	0,00	0,00
6256	Missions	1 000,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	35 000,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	20 000,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	2 000,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	5 500,00	0,00	0,00
6288	Autres	500,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	12 700,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**545 700,00**	**8 550,00**	**8 550,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	37 000,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 950,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	7 100,00	100,00	100,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	1 200,00	0,00	0,00
6411	Salaires, appointements, commissions	296 000,00	0,00	0,00
6413	Primes et gratifications	56 200,00	1 600,00	1 600,00
6415	Supplément familial	1 900,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	58 700,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	53 000,00	5 000,00	5 000,00
6454	Cotisations au Pôle emploi	6 000,00	0,00	0,00
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	2 650,00	150,00	150,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	2 800,00	600,00	600,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	2 000,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	7 700,00	1 100,00	1 100,00
648	Autres charges de personnel	11 500,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**1 534 100,00**	**0,00**	**0,00**
6531	Indemnités élus	12 900,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite élus	1 500,00	0,00	0,00
6534	Cotis. sécurité sociale élus - part pat.	4 000,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	100 000,00	0,00	0,00
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	1 415 700,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**7 175 225,00**	**10 050,00**	**10 050,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**93 000,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	90 000,00	0,00	0,00

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
6688	Autre	3 000,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**60 800,00**	**5 000,00**	**5 000,00**
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	500,00	0,00	0,00
6743	Subventions exceptionnelles fonctionnt	300,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	60 000,00	5 000,00	5 000,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**24 000,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**7 353 025,00**	**15 050,00**	**15 050,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***1 983 630,00***	***-26 275,00***	***-26 275,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***222 445,00***	***0,00***	***0,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*222 445,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***2 206 075,00***	***-26 275,00***	***-26 275,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***2 206 075,00***	***-26 275,00***	***-26 275,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**9 559 100,00**	**-11 225,00**	**-11 225,00**

	+
RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**
	+
D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**
	=
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**-11 225,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et en M. 43.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**11 600,00**	**-11 600,00**	**-11 600,00**
64198	Autres remboursements	11 600,00	-11 600,00	-11 600,00
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**6 077 300,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	5 650 000,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses	8 000,00	0,00	0,00
70871	Remb. frais par coll. de rattachement	9 000,00	0,00	0,00
7088	Autres produits activités annexes	410 300,00	0,00	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**856 091,00**	**0,00**	**0,00**
74	Subventions d'exploitation	856 091,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**139 150,00**	**0,00**	**0,00**
7581	FCTVA	200,00	0,00	0,00
7588	Autres	138 950,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**7 084 141,00**	**-11 600,00**	**-11 600,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**27 000,00**	**-0,11**	**-0,11**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	1 000,00	0,00	0,00
778	Autres produits exceptionnels	26 000,00	-0,11	-0,11
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**7 111 141,00**	**-11 600,11**	**-11 600,11**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***39 537,00***	***374,00***	***374,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*39 537,00*	*0,00*	*0,00*
7811	*Rep. amort. immos corpo. et incorp.*	*0,00*	*374,00*	*374,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***39 537,00***	***374,00***	***374,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**7 150 678,00**	**-11 226,11**	**-11 226,11**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**1,11**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**-11 225,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1203	**Opération d'équipement n° 1203 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1205	**Opération d'équipement n° 1205 (5)**	**25 000,00**	**0,00**	**0,00**
1501	**Opération d'équipement n° 1501 (5)**	**93 060,00**	**2 026,41**	**2 026,41**
1701	**Opération d'équipement n° 1701 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2001	**Opération d'équipement n° 2001 (5)**	**136 300,00**	**6 000,00**	**6 000,00**
2002	**Opération d'équipement n° 2002 (5)**	**15 000,00**	**12 000,00**	**12 000,00**
2003	**Opération d'équipement n° 2003 (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2101	**Opération d'équipement n° 2101 (5)**	**2 066 528,00**	**-47 000,00**	**-47 000,00**
	Total des dépenses d'équipement	**2 335 888,00**	**-26 973,59**	**-26 973,59**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**185 000,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	185 000,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**20 000,00**	**325,00**	**325,00**
	Total des dépenses financières	**205 000,00**	**325,00**	**325,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**2 540 888,00**	**-26 648,59**	**-26 648,59**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***39 537,00***	***374,00***	***374,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***39 537,00***	***374,00***	***374,00***
13911	*Sub. équipt cpte résult. Etat*	*788,00*	*0,00*	*0,00*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*10 812,00*	*0,00*	*0,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*10 419,00*	*0,00*	*0,00*
13914	*Sub. équipt cpte résult. Communes*	*1 402,00*	*0,00*	*0,00*
13917	*Sub. équipt cpte résult.Budget communaut*	*2 164,00*	*0,00*	*0,00*
139188	*des tiers*	*13 952,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*1,00*	*1,00*
28157	*Aménagements des matériels industriels*	*0,00*	*373,00*	*373,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***13 000,00***	***0,00***	***0,00***
2135	*Installations générales, agencements*	*2 000,00*	*0,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*11 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***52 537,00***	***374,00***	***374,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**2 593 425,00**	**-26 274,59**	**-26 274,59**
				+
			RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**
				+
			D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**-0,41**
				=
			TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**-26 275,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. équipt Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. équipt Régions	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. équipt Départements	0,00	0,00	0,00
1314	Subv. équipt Communes	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
238	Avances commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**425 025,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	374 025,00	0,00	0,00
1068	Autres réserves	51 000,00	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**425 025,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**425 025,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***1 983 630,00***	***-26 275,00***	***-26 275,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***222 445,00***	***0,00***	***0,00***
28033	*Frais d'insertion*	*23,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*869,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*24 483,00*	*0,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*127 096,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*13 924,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*2 250,00*	*0,00*	*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*48 403,00*	*0,00*	*0,00*
28157	*Aménagements des matériels industriels*	*373,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres*	*48,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*2 588,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*2 005,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*383,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		***2 206 075,00***	***-26 275,00***	***-26 275,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***13 000,00***	***0,00***	***0,00***
2031	*Frais d'études*	*11 000,00*	*0,00*	*0,00*
2033	*Frais d'insertion*	*2 000,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***2 219 075,00***	***-26 275,00***	***-26 275,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**2 644 100,00**	**-26 275,00**	**-26 275,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**-26 275,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1203 (1)
LIBELLE : Construction du bâtiment SPL FLORIOM

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**1 867 816,51**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**2 491,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	2 491,11	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**1 865 325,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	1 841 494,92	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo. incorp.	23 830,48	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1312	Subv. équipt Régions	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1205 (1)
LIBELLE : Recyclerie

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**1 719 822,20**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**1 719 822,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	1 700 094,04	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo. incorp.	19 728,16	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1312	Subv. équipt Régions	0,00	0,00
1313	Subv. équipt Départements	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**
238	Avances commandes immo. incorp.	0,00	0,00

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1501 (1)
LIBELLE : Equipements du service Environnement

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**402 216,75**	**a 0,00**	**2 026,41**	**b 2 026,41**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**6 049,52**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2051	Concessions et droits assimilés	6 049,52	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**396 167,23**	**0,00**	**2 026,41**	**2 026,41**	**0,00**
2135	Installations générales, agencements	22 447,06	0,00	0,00	0,00	0,00
2154	Matériel industriel	281 872,27	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	46 402,04	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	39 527,15	0,00	2 026,41	2 026,41	0,00
2184	Mobilier	5 918,71	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. équipt Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00
1314	Subv. équipt Communes	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-2 026,41**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1701 (1)
LIBELLE : Installations en déchèteries

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**50 628,45**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**50 628,45**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2135	Installations générales, agencements	23 466,79	0,00	0,00	0,00	0,00
2153	Installations à caractère spécifique	15 634,81	0,00	0,00	0,00	0,00
2154	Matériel industriel	10 560,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	966,85	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2001 (1)
LIBELLE : Aménagement des déchèteries de Buhl et Soultz

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**362 926,72**	**a 0,00**	**6 000,00**	**b 6 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**602,54**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2033	Frais d'insertion	602,54	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**362 324,18**	**0,00**	**6 000,00**	**6 000,00**	**0,00**
2135	Installations générales, agencements	345 594,99	0,00	6 000,00	6 000,00	0,00
2153	Installations à caractère spécifique	12 166,05	0,00	0,00	0,00	0,00
2154	Matériel industriel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21783	Matériel bureau, info. (mise à dispo)	333,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	4 230,14	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
1312	Subv. équipt Régions	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-6 000,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2002 (1)
LIBELLE : Aménagement des bornes à verre

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**116 101,83**	**a 0,00**	**12 000,00**	**b 12 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**627,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2033	Frais d'insertion	627,98	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**115 473,85**	**0,00**	**12 000,00**	**12 000,00**	**0,00**
2135	Installations générales, agencements	62 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2154	Matériel industriel	53 473,85	0,00	12 000,00	12 000,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**-12 000,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2003 (1)
LIBELLE : Bâtiment FloRIOM

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**186 576,15**	**a 0,00**	**0,00**	**b 0,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**12 014,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	12 014,40	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**174 561,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	174 561,75	0,00	0,00	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2101 (1)
LIBELLE : Bâtiment des services techniques

Pour vote

Art. (2)	Libellé (2)	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1 (3)(5)	Propositions nouvelles (4)	Vote (4)	Montant pour information (5)
DEPENSES		**25 701,89**	**a 0,00**	**-47 000,00**	**b -47 000,00**	**b 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**464,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2033	Frais d'insertion	464,63	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**4 474,26**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2135	Installations générales, agencements	4 474,26	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**20 763,00**	**0,00**	**-47 000,00**	**-47 000,00**	**0,00**
2313	Constructions	20 763,00	0,00	-47 000,00	-47 000,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Restes à réaliser N-1 (3)	Recettes de l'exercice
TOTAL RECETTES AFFECTEES		**c 0,00**	**d 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**

RESULTAT = (c+d) – (a+b) **Excédent de financement si positif** **Besoin de financement si négatif**	**47 000,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-50 675,00**	**0,41**	**0,41**	**-50 674,59**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-50 675,00**	**0,41**	**0,41**	**-50 674,59**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles		Total (2) Vote
	(a)		(b)	(c = a + b)
Affectation au 106 (C)	**51 000,00**	**0,00**	**0,00**	**51 000,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-50 675,00**	**0,41**	**0,41**	**-50 674,59**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**325,00**	**0,41**	**0,41**	**325,41**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**0,00**	**325,00**	**325,00**	**325,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**0,00**	**-26 275,00**	**-26 275,00**	**-26 275,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**0,00**	**-26 600,00**	**-26 600,00**	**-26 600,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 0,00**	**325,00**	**II 325,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**325,00**	**325,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	325,00	325,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 0,00**	**-26 275,00**	**VI -26 275,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**0,00**	**-26 275,00**	**-26 275,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28157	*Aménagements des matériels industriels*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*-26 275,00*	*-26 275,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents : 33
Nombre de suffrages exprimés : 38
VOTES :
Pour : 38
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : – 4 JUIL. 2025

Présenté par (1) Le Président,
A Guebwiller le 10/07/2025
(1) Le Président,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session extraordinaire
A Guebwiller, le 10/07/2025
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

Certifié exécutoire par (1) Le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le 21 JUIL. 2025 , et de la publication le 21 JUIL. 2025
A Guebwiller,le 21 JUIL. 2025

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général...
(2) L'assemblée délibérante étant : le Conseil Communautaire
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA
REGION DE GUEBWILLER

CONVENTION RELATIVE AUX

PAIEMENTS POUR SERVICES ENVIRONNEMENTAUX (PSE)

2025

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION 5

ARTICLE 2 - IDENTIFICATION DE L'EXPLOITATION 5

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DES PARTIES 5

3.2. Droits et engagements de l'Exploitant **5**

3.3. Engagements de la CCRG **7**

ARTICLE 4 – IDENTIFICATION DES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX ET CALCUL DU MONTANT DU VERSEMENT 7

4.1. Trajectoire prévisionnelle 7

4.1. Calcul de la rémunération sur la base des indicateurs de performances environnementales 8

4.2. Calcul de la rémunération selon les valeurs guides « Entretien – Maintien » et « Création – Transition » 9

4.3. Plafonnement de la rémunération 10

4.4. Versement de la rémunération 11

ARTICLE 5 – CONTROLES ET MANQUEMENTS AUX OBLIGATIONS DÉCOULANT DE LA CONVENTION 11

5.1. Modalités de contrôle 11

5.2. Manquement aux obligations découlant de la convention 11

ARTICLE 6 - ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE LA CONVENTION 12

ARTICLE 7 - RESILIATION ANTICIPEE DE LA CONVENTION 12

7.1. Résiliation par l'Exploitant 12

7.2. Résiliation par la CCRG 12

ARTICLE 8 - SUIVI DE LA CONVENTION 13

ARTICLE 9 – MODIFICATION ET REVISION DE LA CONVENTION 13

ARTICLE 10 – EVOLUTIONS DE L'EXPLOITATION 13

10.1. Pour les sociétés : Changement dans la structure juridique de l'exploitation 13

10.2. Evolution de la structure de l'exploitation (surface, système de production) 14

ARTICLE 11 - CHANGEMENTS CONCERNANT LA CCRG 14

ARTICLE 12 – EVOLUTIONS LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES 14

ARTICLE 13 - LITIGES RELATIFS A L'INTERPRETATION ET A L'EXECUTION DE LA PRESENTE CONVENTION 14

ARTICLE 14 – DONNES PERSONNELLES ET NON PERSONNELLES 15

ARTICLE 15 - ANNEXES 15

Entre :

La Communauté de Communes de la Région de Guebwiller (CCRG), dont le siège est situé 1 rue des Malgré Nous, 68500 Guebwiller, représentée par Monsieur Marcello ROTOLO, son Président en exercice dûment autorisé par la délibération du Conseil Communautaire du **3 juillet 2025,** domicilié en cette qualité audit siège,

Ci-après désignée par les termes «*la CCRG* » ;

Et

Monsieur/Madame .....
Agissant en tant qu'exploitant agricole,.....
.....
domicilié(e) .....
.....
.....
.....

OU

La société .....
inscrite au registre du commerce et des sociétés de .....
sous le numéro .....
dont le siège est situé .....
.....
.....
représentée par *(NOM Prénom)* .....,
son(qualité) .....
dûment autorisé par .....
en date du .....
domicilié en cette qualité audit siège,

Ci-après désignée par les termes « *l'Exploitant* » ;

Ci-après dénommées ensemble « *les Parties* ».

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Les Paiements pour Services Environnementaux (PSE) s'inscrivent dans le régime d'aide d'Etat notifié n° SA.550252 (dit « régime cadre ») tel qu'il est issu de la décision de la Commission européenne en date du 18 février 2020, modifiée par la décision C(2021) 3579 finale de la Commission du 21 mai 2021.

Ce régime-cadre prévoit que le dispositif de PSE doit être mis en œuvre dans le cadre de projets collectifs territoriaux, portés par des « *porteurs de projet territorial* » ou « *opérateurs territoriaux* » (collectivités territoriales, syndicats d'alimentation en eau potable ou de bassins versants, parcs naturels régionaux, Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif…), sur des territoires porteurs d'enjeux fort en matière de biodiversité, de protection des ressources en eau ou de protection des sols.

Les actions du plan territorial portent sur deux domaines : la gestion des structures paysagères et les systèmes agronomiques de production. Elles peuvent porter notamment sur la réduction de l'usage des herbicides, la réduction générale de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques, la protection des ressources en eaux superficielles et souterraines des pollutions diffuses d'origine agricole et protection des sols et stockage de carbone.

Le dispositif PSE consiste en la réalisation, par un exploitant agricole sur son exploitation, d'actions qualifiées de « *services environnementaux* » qui doivent avoir des retombées positives sur l'environnement. Le dispositif est financé par l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse dans les conditions fixées par la convention conclue entre cette dernière et la CCRG.

Les porteurs de projets sélectionnés traitent directement avec les exploitants, en sélectionnant les projets de ceux-ci, d'une part, et en accompagnant la mise en œuvre du PSE et en assurant le paiement prévu, d'autre part.

En l'espèce, le projet défini par la CCRG consiste à mettre en place un dispositif d'aide financière, auprès des agriculteurs, incitant le développement d'une agriculture durable et respectueuse de l'environnement en limitant l'usage des intrants, notamment des herbicides, protectrice de ses sols et de la qualité de la ressource en eau.

C'est dans ce cadre que les propositions d'actions de l'Exploitant ont été retenues pour faire l'objet de la présente convention.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités de financement des services environnementaux produits par l'Exploitant. Ces services consistent à :
- Développer une agriculture faible en intrants en réduisant les apports (engrais et produits phytosanitaires) et en favorisant l'implantation de cultures à Bas Niveaux d'Impacts (BNI) favorable à la ressource en eau
- Préserver la qualité du sol et limiter les phénomènes d'érosion.

Elle fixe les modalités déterminant le montant et les conditions du versement de la rémunération des services environnementaux rendus. Ces services environnementaux sont mesurés au regard d'indicateurs définis par la CCRG dans le cadre du dispositif PSE et identifiés au sein de la présente convention.

La présente convention fixe également les modalités de contrôle que la CCRG met en place dans l'objectif de vérifier l'adéquation entre les actions réalisées par l'Exploitant et ses déclarations.

ARTICLE 2 - IDENTIFICATION DE L'EXPLOITATION

L'exploitation concernée par la présente convention est identifiée sur le plan de situation présenté en annexe 1. Elle concerne les parcelles *suivantes* et recouvre une Surface Agricole Utile (SAU) définie dans le tableau ci-après :

Parcelle (numéro d'identification et section)	SAU (ha)
TOTAL	

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.2. Droits et engagements de l'Exploitant

L'Exploitant doit respecter les conditions d'éligibilité spécifiques suivantes, conformément au régime cadre applicable aux PSE, à savoir :
- Avoir au moins une parcelle sur le territoire
- Avoir au minimum 20 % de sa Surface Agricole Utile (SAU) et 10 hectares (ha) sur le périmètre des AAC de Merxheim et/ou de Rouffach.

L'Exploitant s'engage à tout mettre en œuvre pour suivre la trajectoire prévisionnelle établie à l'issue du diagnostic initial.

L'Exploitant s'engage à fournir à l'autorité compétente qui lui en fera la demande expresse les données nécessaires à l'évaluation du dispositif d'aide PSE.

L'Exploitant s'engage à respecter le principe de non-cumul des aides publiques tel que défini dans la décision C(2020) 991 final de la Commission européenne susvisée. A ce titre, l'Exploitant déclare notamment n'être pas bénéficiaire des mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC), ni des aides à l'agriculture biologique définies dans le règlement (UE) n°2021/2115 (par exemple les aides au maintien à l'agriculture biologique (MAB) ou les aides à la conversion à l'agriculture biologique (CAB)), ni d'aides *de minimis* ayant le même objet que le PSE.

L'Exploitant s'engage à déclarer à la CCRG l'ensemble des aides agricoles, hors PAC, demandées et perçues sur la période de la présente convention.

L'Exploitant atteste en outre ne pas être soumis à une procédure collective (procédure ayant pour objectif de trouver une solution à l'endettement d'une personne en réunissant l'ensemble de ses créanciers) à la date de signature de la présente convention et s'engage à alerter sans délai la CCRG s'il devait être soumis à une telle procédure au cours de l'exécution de la présente convention.

L'Exploitant s'engage en outre à faciliter les contrôles de la mise en œuvre de la présente convention tels que définis à l'article 5 de la présente convention. A ce titre, il s'engage notamment à laisser pénétrer sur son exploitation les personnes en charge de ce contrôle, à savoir la CCRG ou les entreprises qu'elle aura mandatées, et à fournir tout document nécessaire au bon déroulement de ces contrôles.

L'Exploitant s'engage en outre, dans ce cadre, à signer le constat de contrôle présenté par le contrôleur dans les conditions définies à l'article 5 de la présente convention.

Pour les sociétés uniquement : L'exploitant s'engage à informer la CCRG sans délai et par tout moyen de toute modification relative à un changement de sa forme juridique comme prévu à l'article 10 de la présente convention.

L'Exploitant s'engage à assister à au moins deux réunions organisées par la CCRG pour les bénéficiaires des PSE, au cours de l'exécution du présent contrat. Ces réunions permettront de présenter une brève analyse des indicateurs de suivi du dispositif, ainsi que d'échanger aussi bien sur des difficultés ou questionnements de la part des participants, que sur des solutions techniques et bonnes pratiques mises en place.

L'Exploitant s'engage à être accompagné techniquement et administrativement par la CCRG et le prestataire en charge de l'animation agricole sur sa stratégie de fertilisation azotée, au moins pour la première année d'engagement. Ces accompagnements, appelés « Conseils azote », pourront être reconduits les années suivantes si besoin.

Enfin, l'Exploitant s'engage à transmettre annuellement, par la plateforme « Démarches simplifiées » au plus tard à la date anniversaire de la présente convention, et par tout moyen à la CCRG une actualisation de son dossier, comprenant notamment :
- L'ensemble des éléments qui permettent d'actualiser la valeur des indicateurs, selon le cahier d'enregistrement des pratiques (dates de semis, utilisation d'un produit, etc.)
- La copie de la dernière télédéclaration PAC, qui comprend notamment le récapitulatif de l'assolement, le Registre Parcellaire Graphique, ainsi que le récapitulatif des aides perçues
- Tout autre document devant être porté à la connaissance de la CCRG.

La transmission de ces documents vaut demande annuelle de paiement.

3.3. Engagements de la CCRG

La CCRG s'engage à verser annuellement les sommes dues à l'Exploitant au titre de la présente convention.

La CCRG s'engage à informer l'Exploitant des évolutions réglementaires ou législatives dans les conditions prévues à l'article 12 de la présente convention.

La CCRG, à travers la Mission Eau, s'engage à organiser annuellement une réunion ou une animation collective, a minima, à destination des agriculteurs ayant souscrit aux PSE.

La CCRG s'engage à accompagner techniquement et administrativement l'Exploitant pour l'évaluation des indicateurs au regard de la trajectoire prévisionnelle.

La CCRG s'engage à rendre accessible à l'exploitant, sous forme électronique, dans un standard ouvert aisément réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé, les données essentielles de la présente convention.

ARTICLE 4 – IDENTIFICATION DES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX ET CALCUL DU MONTANT DU VERSEMENT

L'Exploitant a pour objectif de produire des services environnementaux rémunérés par la CCRG en fonction des indicateurs détaillés ci-après.

La rémunération de l'Exploitant est calculée chaque année à la date anniversaire de la présente convention au regard de la trajectoire prévisionnelle. Le calcul de la rémunération est déterminé sur la base des :

- performances environnementales appréciées grâce à un système de notation. Ces performances concernent le domaine d'activité suivant : caractérisation des systèmes de production agricole. Ce domaine se structure en deux sous-domaines : gestion des couverts végétaux et valorisation des ressources de l'agrosystème.
- valeurs guides définies dans la décision C(2020) 991 final de la Commission européenne, en fonction des domaines d'activité et des modalités d'« entretien-maintien » d'une part et de « transition – création » d'autre part.

4.1. Trajectoire prévisionnelle

Afin de donner une visibilité aux parties sur l'évolution attendue des services environnementaux produits par l'Exploitant et sur l'estimation des fonds qui seront nécessaires pour leur rémunération par la CCRG, il est établi une trajectoire prévisionnelle décrite ci-après.

La trajectoire prévisionnelle est définie conjointement par l'Exploitant et la CCRG à l'issue de la réalisation du diagnostic initial de l'exploitation, avant signature de la présente convention. Le diagnostic initial permet de dresser un état des lieux des pratiques agricoles de l'Exploitant. Il sert de base à la définition des objectifs à atteindre et de la rémunération associée, constituant la trajectoire prévisionnelle. Les données issues du diagnostic initial sont saisies par l'Exploitant et la CCRG sur le site du Gouvernement (https://pse-environnement.developpement-durable.gouv.fr/). La trajectoire prévisionnelle est formalisée par un rapport issu de ce même site. Elle figure en annexe 2.

La trajectoire prévisionnelle intègre nécessairement un des indicateurs suivants :
- Part de cultures Bas Niveau d'Impacts
- Diversification des cultures.

Les indicateurs « Part de couverture du sol » et « Part de réduction des quantités de substances actives » ne sont pas obligatoirement intégrés dans la trajectoire prévisionnelle. Néanmoins, leur intégration dans la trajectoire est recommandée au regard de l'ambition de la CCRG dans la protection de la ressource en eau.

Cette trajectoire étant prévisionnelle, l'Exploitant ne pourra pas voir sa responsabilité engagée si les objectifs ne sont pas atteints. Le cas échéant, la rémunération sera revue à la baisse conformément à l'article 4.1.

4.1. Calcul de la rémunération sur la base des indicateurs de performances environnementales

Les services environnementaux sont mesurés par 4 indicateurs de performance environnementale présentés dans le tableau ci-après avec leur plage de validité (valeur minimale et valeur maximale) :

Domaine	*Sous-domaine*	*Indicateur*	*Valeur Minimale*	*Valeur Maximale*	*Pondération indicateurs*
Caractéristiques des systèmes de production agricole	Gestion des couverts végétaux	% de cultures à Bas Niveaux d'Impacts	5%	20%	25 %
		Diversification des cultures	5 points	9 points	25 %
		% de couverture du sol *Entre le 01/09 et le 31/12*	9 %	30 %	25 %
	Valorisation des ressources de l'agrosystème	% de réduction des quantités de substances actives	10%	70%	25 %

Des précisions sont apportées pour chaque indicateur :
- Part de cultures à Bas Niveaux d'Impacts (%) : les surfaces BNI sont définies comme des surfaces agricoles garantissant un impact environnemental compatible avec la politique de protection de l'eau et des milieux aquatiques du fait de leur recours faible aux intrants durant leur cycle de production
    - Le service environnemental minimum est fixé à 5% de la SAU en cultures BNI. En deçà, l'Exploitant obtient la note de zéro et n'est pas rémunéré pour ce service
    - Le service environnemental maximum est fixé à 20% de la SAU en cultures BNI. Une fois ce seuil atteint, l'Exploitant obtient la note de 10/10 et est rémunéré au maximum pour ce service. Ce seuil maximum a été fixé au regard de l'objectif fixé dans la convention SENS, qui est de développer 35 % de la surface des AAC en cultures BNI (hors agriculture biologique)[1]
- Part de couverture du sol (%) : l'objectif est de favoriser la réduction des sols nus, permettant ainsi de limiter l'érosion et le transfert des nitrates, maitriser les adventices et préserve la qualité du sol.

[1] Convention de partenariat 2023-2027 qui fait suite à la précédente convention 2018 -2022. L'objectif est de réaffirmer les actions opérationnelles déjà engagées et de maintenir les tendances à la baisse des teneurs en phytosanitaires.

Le service environnemental minimum est fixé à 9 % de couverture du sol, sur la période du 1er septembre au 31 décembre. En deçà de ce seuil, l'agriculteur obtient la note de zéro et n'est pas rémunéré pour ce service. Concrètement, 9 % de la SAU de l'exploitation doit être couverte entre le 1er septembre et le 31 décembre pour bénéficier de la rémunération au titre de cet indicateur. L'objectif est de couvrir les sols au-delà de la réglementation (la directive nitrate impose un maintien minimum des couverts pendant 60 jours).

- Le service environnemental maximum est fixé à 30 %de couverture du sol. Une fois ce seuil atteint, l'Exploitant obtient la note de 10/10 et est rémunéré au maximum pour ce service.

- Part de réduction des quantités de substances actives (QSA) (%) : l'objectif associé à cet indicateur s'apparente à la réduction des pressions liées aux herbicides en limitant leur usage. L'indicateur moyen de QSA est calculé sur la base des quantités de matières actives utilisées chaque année, rapportées à la SAU de l'exploitation hors prairies, vergers non productifs et jachères de plus de 6 ans. Il sera mis en perspective avec la valeur de référence déterminée à l'échelle locale.

  Les molécules suivantes sont visées en priorité par les actions socles et les contrats de solution territoriaux s'inscrivant dans les conventions ERMES et SENS :

  - Nicosulfuron
  - S-métolachlore
  - Bentazone
  - Diméthénamide (-p)
  - Glyphosate
  - Chloridazone (Pyrazon)
  - Terbuthylazine
  - Lénacile
  - Mécoprop (et -p)
  - Dimétachlore.

  En outre, les molécules suivantes font l'objet d'une attention particulière portée par la CCRG et l'AERM dans le suivi des ventes et de la qualité de l'eau : Mésotrione, Dicamba, Lénacile, Mésoprop, Isoxaflutole, Thiencerbendazone-méthyl, Sulcotrione.

  La valeur de référence annuelle est fixée à 1 kg de QSA/ha.

  - Le service environnemental minimum est fixé à 10% de réduction de QSA par rapport à la valeur de référence. En deçà de ce seuil, l'Exploitant obtient la note de zéro et n'est pas rémunéré pour ce service
  - Le service environnemental maximum est fixé à 70% de réduction de QSA par rapport à la valeur de référence. Une fois ce seuil atteint, l'Exploitant obtient la note de 10/10 et est rémunéré au maximum pour ce service.

- La diversification des cultures : l'indicateur diversification des cultures consiste à favoriser un assolement varié au sein de chaque exploitation. L'objectif est de promouvoir davantage de rotations.

  La méthode issue de la PAC 2023 est utilisée pour calculer cet indicateur : plus le pourcentage de cultures dans les terres arables est élevé, plus le nombre de points est important. Le dispositif PSE se veut plus exigent que la PAC et les règlementations en vigueur. Aussi, l'indicateur est rémunéré à partir de 6 points. Le système de notation est ainsi défini :

  - 5 points accordés au titre de la PAC correspondent à la note de 0/10
  - chaque point supplémentaire accordé au titre de la PAC correspond à + 2,5/ 10
  - Ainsi, 9 points accordés au titre de la PAC permettent d'obtenir une note de 10/10.

Tous les ans, en fin d'année ou au début de l'année suivante, une visite d'exploitation est réalisée avec un agent de la CCRG afin de réaliser un bilan et d'actualiser la valeur des indicateurs.

4.2. Calcul de la rémunération selon les valeurs guides « Entretien – Maintien » et « Création – Transition »

Une fois les indicateurs de performance définis, la rémunération est calculée selon les valeurs guides de la Commission Européenne ci-après, qui tiennent compte de l'effort consenti par l'Exploitant :

Domaine	Aide pour la Création-transition	Aide pour l'Entretien-maintien
Gestion des systèmes de production agricole	260 €/ha	146 €/ha

Chaque année, la rémunération se calcule par le forfait unitaire de l'aide (selon qu'il s'agisse de « création - transition » ou d' « entretien – maintien ») multipliée par le nombre d'hectares concernés de la SAU de l'exploitation, pondérée en fonction de la note.

L'exploitation obtient une note entre 0 et 10 pour chaque indicateur. La rémunération est déterminée à partir de la somme des produits des valeurs guides avec chaque note obtenue par l'exploitation et la SAU totale. L'aide versée est attribuée sur la superficie totale de l'exploitation. Le schéma suivant résume la logique de calcul :

<u>Rémunération totale</u> = [Note $_{entretien\ (0\ à\ 10\ /\ 10)}$ * (146 €/ha * SAU totale ha) + Note $_{création\ (0\ à\ 10\ /\ 10)}$ * (260 €/ha x SAU totale ha)]

Détails du calcul :

1) *Rémunération par ha et par composante :*

- Note $_{entretien}$ x 146 € = rémunération par ha pour la composante Entretien
- Note $_{création}$ x 260 € = rémunération par ha pour la composante Création

2) Rémunération totale par composante :

- Rémunération par ha pour la composante Entretien x nombre d'ha = Rémunération totale pour la composante Entretien
- Rémunération par ha pour la composante Création x nombre d'ha = Rémunération totale pour la composante Création

3) Rémunération totale = rémunération totale pour la composante Entretien + rémunération totale pour la composante Création.

La rémunération annuelle de l'Exploitant suivra les règles suivantes :

- Si les indicateurs sont inférieurs à la trajectoire prévisionnelle, les sommes payées sont inférieures aux montants prévus
- Si les indicateurs sont conformes à la trajectoire prévisionnelle, les sommes prévues sont effectivement payées à l'Exploitant
- Si les indicateurs sont plus élevés que la trajectoire prévisionnelle, la CCRG rémunère l'exploitant à hauteur de la trajectoire prévisionnelle.

La rémunération totale, sur la durée de la présente convention, à savoir 5 ans, suivra la règle suivante :

- Le plafond de rémunération ne sera pas dépassé sur les 5 ans
- En cas de dépassement de la trajectoire prévisionnelle, sur une ou plusieurs années (entre la première et la quatrième année du contrat), la différence entre la trajectoire annuelle et celle prévisionnelle pourra être rémunérée en année 5 dans la limite du plafond de rémunération.

4.3. Plafonnement de la rémunération

Un montant plafond de rémunération a été fixé à 60 000 euros par exploitation sur les 5 ans du contrat.

4.4. Versement de la rémunération

A l'issue du bilan annuel et à compter de la demande de versement adressée par l'Exploitant, la CCRG procédera au versement des aides allouées au titre des PSE, après délibération du Conseil de Communauté. Le montant du versement est notifié par la CCRG à l'Exploitant par courriel.

Le versement est effectué par un virement bancaire sur le compte de l'Exploitant au regard du Relevé d'Identité Bancaire fourni par celui-ci.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET MANQUEMENTS AUX OBLIGATIONS DÉCOULANT DE LA CONVENTION

5.1. Modalités de contrôle

La CCRG ou un tiers désigné et dûment habilité par la CCRG organise la mise en place de contrôles dont l'objectif est de vérifier la production effective des services environnementaux par l'Exploitant, c'est-à-dire de vérifier l'exactitude des éléments et de la valeur des indicateurs renseignés.

Ce contrôle consiste en :
- Un contrôle des pièces suivantes du dossier : déclaration PAC, déclarations transmises par l'Exploitant relatives à la justification des indicateurs du dispositif
- Un contrôle sur l'exploitation. Auquel cas, le contrôleur informe l'Exploitant de sa venue au moins 15 jours avant celle-ci.

Le cas échéant, les contrôles de l'Exploitant en première année portent sur les données de l'existant mentionnées dans le dossier initial de demande. Les contrôles effectués les années suivantes concernent à la fois l'existant initial et les réalisations des années antérieures.

En cas de contrôle révélant une non-conformité, le contrôleur fait une proposition de suite à donner selon les règles fixées à l'article 5.2.

5.2. Manquement aux obligations découlant de la convention

Si, lors du contrôle ou lors de l'instruction annuelle du dossier de l'Exploitant, la CCRG relève que ce dernier a commis des manquements dans ses obligations, il prendra les mesures prévues au présent article.

Si le contrôle met en avant des anomalies constatées sur des différences jugées mineures par la CCRG, ces dernières ne sont pas considérées comme ayant occasionné des rémunérations indues. Il n'y a dès lors pas de suite à donner au contrôle et l'Exploitant est simplement informé des constats réalisés lors du contrôle. Les anomalies jugées mineures concernent notamment, au niveau des indicateurs, une marge d'erreur de calcul de 1 %, qui est jugée acceptable. Au-delà, une double vérification, auprès de l'Exploitant en premier lieu, puis du prestaire en charge du bilan annuel en second lieu, sera réalisée.

Si le contrôle met en avant des anomalies plus importantes, portant notamment sur des valeurs des indicateurs inférieures à celles annoncées par l'Exploitant, les conséquences peuvent être de plusieurs ordres :

- Si l'anomalie porte sur le fait que les performances environnementales déclarées n'existent pas, alors l'Exploitant devra rembourser la totalité des sommes perçues dans le cadre des PSE et il est mis fin à la présente convention dans les conditions prévues par son article 7
- Si l'anomalie porte sur le fait que les valeurs déclarées ne sont pas atteintes, ce qui entraîne un trop-perçu, le montant trop perçu est alors soustrait de la rémunération de l'année suivante ou fait l'objet d'un remboursement par l'Exploitant à la CCRG s'il s'agit de la dernière année.

Dans ces deux cas, l'Exploitant sera informé des suites du contrôle et pourra faire état de ses observations.

Enfin, si le contrôle met en avant l'existence d'un critère de non-éligibilité ou d'un cumul d'aides non autorisé, cette circonstance entraîne la résiliation de la présente convention et l'Exploitant devra rembourser l'intégralité des sommes perçues indûment. Cette résiliation est précédée d'une procédure contradictoire durant laquelle l'Exploitant est invité à présenter ses observations à la CCRG.

Cette procédure contradictoire préalable est engagée par la CCRG, qui envoie sans délai à l'Exploitant une lettre recommandée avec accusé de réception, l'invitant à présenter ses observations écrites dans un délai d'un mois suivant la réception du courrier. Si les observations de l'Exploitant ne convainquent pas la CCRG ou s'il n'en produit pas, la CCRG prononce la résolution unilatérale de la présente convention par une décision motivée.

ARTICLE 6 - ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention, conclue postérieurement à la validation de la demande d'aide, prendra effet à la date de sa signature par les Parties.

Elle prend fin au jour du dernier versement dû par la CCRG au titre de la cinquième année suivant son entrée en vigueur, sans reconduction tacite.

ARTICLE 7 - RESILIATION ANTICIPEE DE LA CONVENTION

7.1. Résiliation par l'Exploitant

La présente convention pourra être résiliée de manière anticipée dans les cas exposés ci-après :
- A la demande de l'Exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception
- En cas de cessation par l'Exploitant de toute activité sur l'exploitation identifiée à l'article 2 de la présente convention. Auquel cas il en informe la CCRG sans délai et par tout moyen
- *Pour les sociétés :* En cas de modification substantielle de la structure juridique, notamment en cas de changement de l'ensemble des associés, remettant en cause les conditions d'éligibilité. Auquel cas il en informe la CCRG sans délai et par tout moyen.

7.2. Résiliation par la CCRG

La CCRG peut demander la résiliation de la présente convention si l'un des motifs suivants est justifié :

- Si l'Exploitant ne respecte plus l'une des conditions d'éligibilité de l'exploitation telle que prévue à l'article 3 et notamment si, à l'occasion des contrôles réalisés, il a été constaté que l'Exploitant a commis une infraction, et fait l'objet d'un procès-verbal suite à un contrôle environnemental des services de l'État ou s'il a été constaté l'existence d'une convention d'aide engendrant un double financement
- Si l'Exploitant signataire initial du dossier de candidature au présent dispositif et signataire de la présente convention (en son nom ou au nom et pour le compte de la société qu'il représente), devait ne plus être exploitant agricole au titre de la présente convention ou, dans le cas d'une exploitation sous forme sociétaire, s'il devait ne pas ou plus être associé exploitant agricole de la structure juridique d'exploitants agricoles, suite notamment à un changement d'identité d'un ou plusieurs associé(s) et/ou tout changement de forme sociétaire, ou de forme d'exploitation
- En cas de désaccord grave des parties de nature à remettre en cause sa poursuite dans le respect des objectifs des PSE.

Dans tous les cas précités, une procédure contradictoire préalable sera engagée par la CCRG dans laquelle l'Exploitant sera invité à présenter ses observations.
Pour ce faire, la CCRG envoie sans délai à l'Exploitant une lettre recommandée avec accusé de réception lui rappelant ses obligations et l'invitant à s'y conformer dans un délai de quinze jours.

ARTICLE 8 - SUIVI DE LA CONVENTION

Sur demande des Parties, une rencontre peut être organisée entre leurs représentants en vue d'assurer le suivi des conditions d'exécution de la présente convention et ce pendant toute sa durée.

ARTICLE 9 – MODIFICATION ET REVISION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être modifiée par voie d'avenant sur accord conjoint des Parties.

ARTICLE 10 – EVOLUTIONS DE L'EXPLOITATION

10.1. Pour les sociétés : Changement dans la structure juridique de l'exploitation

En cas de changement de la forme sociétaire de l'exploitant, si celui-ci conserve au moins un associé de la structure juridique ayant conclue la présente convention, la CCRG en est informée et les documents correspondants doivent lui être transmis ; un avenant à la présente convention est conclu entre la nouvelle entité juridique et la CCRG.

En cas de changement d'associés sans modification de la forme juridique de l'exploitation, l'Exploitant en avertit la CCRG et transmet les documents correspondants ; le dossier initial de l'Exploitant peut être conservé et la présente convention n'est pas modifiée.

En cas de changement de forme sociétaire de l'Exploitant avec changement de tous les associés, la présente convention est résiliée par anticipation selon les modalités prévues par l'article 7 de la présente convention.

10.2. Evolution de la structure de l'exploitation (surface, système de production)

Tout changement dans l'exploitation par rapport au dossier initial déposé, de nature à modifier la valeur des indicateurs calculés (par exemple échange parcellaire ou achat-vente de parcelles), doit être signalé sans délai et par écrit à la CCRG. L'Exploitant fournira à la CCRG les documents justificatifs de ce changement ; dès lors, le calcul de la rémunération prendra en compte ce changement lors du bilan suivant.

Le cas échéant, la présente convention sera modifiée par voie d'avenant, tel que prévue à l'article 9, notamment pour l'article 2 et l'annexe 2.

ARTICLE 11 - CHANGEMENTS CONCERNANT LA CCRG

La CCRG informe sans délai et par écrit l'Exploitant de tout changement la concernant, portant sur sa compétence ou issus de la convention conclue avec l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse susceptible d'entraîner une impossibilité d'exécuter la présente convention.

ARTICLE 12 – EVOLUTIONS LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES

La CCRG informe sans délai et par écrit l'Exploitant de toutes les évolutions de la législation et/ou de la réglementation, notamment environnementale, agricole ou relatives à la Politique Agricole Commune, française ou européenne, ayant des incidences sur sa rémunération.

Les valeurs des indicateurs sont dès lors revues par la CCRG et donneront lieu à la signature d'un avenant à la présente convention.

L'Exploitant dispose d'un délai de 15 jours à compter de la réception de la notification de ces évolutions pour manifester son désaccord, s'opposer à l'évolution de la présente convention et / ou pour demander sa résiliation anticipée telle que prévue à l'article 7.

ARTICLE 13 - LITIGES RELATIFS A L'INTERPRETATION ET A L'EXECUTION DE LA PRESENTE CONVENTION

Tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention sera soumis à la compétence juridictionnelle du Tribunal administratif de Strasbourg.

Préalablement à la saisine de cette juridiction, les Parties rechercheront un règlement de leur différend à l'amiable selon la procédure de leur choix. En cas d'échec dûment constaté par les Parties, la partie la plus diligente procédera à la saisine du Tribunal administratif.

ARTICLE 14 – DONNES PERSONNELLES ET NON PERSONNELLES

Les Parties s'engagent à respecter les obligations prescrites par le règlement européenne (UE) 2016/679 du 27 avril 2016, dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD), afin de garantir la transparence, la traçabilité et la protection des données personnes des attributaires d'aides.

Les données à caractère non personnel issues des interventions faisant l'objet de la présente convention sont mises à la disposition de chacune des Parties et peuvent être utilisées gratuitement sans restriction et sans accord préalable.

ARTICLE 15 - ANNEXES

- Annexe 1 : Carte – identification précise de l'exploitation et des parcelles concernées par le dispositif des PSE
- Annexe 2 : Indicateurs du territoire et trajectoire prévisionnelle des indicateurs et de la rémunération

Fait le ……. à……., en deux exemplaires originaux.

Pour la CCRG	**Pour l'Exploitant**
Marcelle ROTOLO	**……**
Président	**Le représentant (*pour les sociétés*)**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 24680056900054	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT Communauté de commune à FPU CC REGION DE GUEBWILLER

POSTE COMPTABLE DE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE GUEBWILLER

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Décision modificative 1 (2)

BUDGET : CCRG BUDGET CAMPING LE FLORIVAL (3)

ANNEE 2025

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles Sans Objet

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières 17
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 19
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 20
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 21

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	2 461,00	2 460,85
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,15
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	2 461,00	2 461,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	2 461,00	2 460,38
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,62
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	2 461,00	2 461,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	4 922,00	4 922,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	145 379,00	0,00	1 100,00	1 100,00	146 479,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	204 111,00	0,00	75,00	75,00	204 186,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 550,00	0,00	0,00	0,00	1 550,00
Total des dépenses de gestion des services		**351 040,00**	**0,00**	**1 175,00**	**1 175,00**	**352 215,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	2 500,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	10 600,00		-1 175,00	-1 175,00	9 425,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**364 140,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**364 140,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*0,00*		*2 461,00*	*2 461,00*	*2 461,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*58 860,00*		*0,00*	*0,00*	*58 860,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***58 860,00***		***2 461,00***	***2 461,00***	***61 321,00***
TOTAL		**423 000,00**	**0,00**	**2 461,00**	**2 461,00**	**425 461,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**425 461,00**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	225 018,00	0,00	-0,15	-0,15	225 017,85
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**225 018,00**	**0,00**	**-0,15**	**-0,15**	**225 017,85**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	88 790,00	0,00	0,00	0,00	88 790,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**313 808,00**	**0,00**	**-0,15**	**-0,15**	**313 807,85**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*11 612,00*		*2 461,00*	*2 461,00*	*14 073,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***11 612,00***		***2 461,00***	***2 461,00***	***14 073,00***
TOTAL		**325 420,00**	**0,00**	**2 460,85**	**2 460,85**	**327 880,85**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**97 580,15**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**425 461,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	**47 248,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	274 088,00	0,00	0,00	0,00	274 088,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**274 088,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**274 088,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**274 088,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**274 088,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*11 612,00*		*2 461,00*	*2 461,00*	*14 073,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***11 612,00***		***2 461,00***	***2 461,00***	***14 073,00***
TOTAL		**285 700,00**	**0,00**	**2 461,00**	**2 461,00**	**288 161,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	288 161,00

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	48 252,00	0,00	-0,62	-0,62	48 251,38
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**48 252,00**	**0,00**	**-0,62**	**-0,62**	**48 251,38**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**48 252,00**	**0,00**	**-0,62**	**-0,62**	**48 251,38**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*0,00*		*2 461,00*	*2 461,00*	*2 461,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*58 860,00*		*0,00*	*0,00*	*58 860,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***58 860,00***		***2 461,00***	***2 461,00***	***61 321,00***
TOTAL		**107 112,00**	**0,00**	**2 460,38**	**2 460,38**	**109 572,38**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**178 588,62**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**288 161,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**47 248,00**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	1 100,00		1 100,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	75,00		75,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*0,00*	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	-1 175,00		-1 175,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*2 461,00*	2 461,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**0,00**	***2 461,00***	**2 461,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**2 461,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*2 461,00*	2 461,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**0,00**	***2 461,00***	**2 461,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 461,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	-0,15		-0,15
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*2 461,00*	2 461,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**-0,15**	***2 461,00***	**2 460,85**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,15**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**2 461,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	-0,62	*0,00*	-0,62
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*2 461,00*	2 461,00
Recettes d'investissement – Total		**-0,62**	***2 461,00***	**2 460,38**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,62**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 461,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**145 379,00**	**1 100,00**	**1 100,00**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	33 000,00	0,00	0,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	12 900,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	119,00	0,00	0,00
607	Achats de marchandises	9 000,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	2 200,00	0,00	0,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	5 000,00	0,00	0,00
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	4 000,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	6 000,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	8 300,00	1 100,00	1 100,00
6161	Multirisques	1 500,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	500,00	0,00	0,00
618	Divers	16 000,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	160,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	4 000,00	0,00	0,00
6237	Publications	4 000,00	0,00	0,00
6256	Missions	200,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	1 600,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	600,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	12 000,00	0,00	0,00
6288	Autres	2 000,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	6 300,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	16 000,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**204 111,00**	**75,00**	**75,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	59 600,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	650,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	2 250,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	500,00	0,00	0,00
6411	Salaires, appointements, commissions	90 000,00	0,00	0,00
6413	Primes et gratifications	13 250,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	21 100,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	9 700,00	0,00	0,00
6454	Cotisations au Pôle emploi	2 600,00	0,00	0,00
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	100,00	0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	311,00	75,00	75,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	650,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	2 400,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	1 000,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**1 550,00**	**0,00**	**0,00**
6518	Autres	50,00	0,00	0,00
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	1 500,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**351 040,00**	**1 175,00**	**1 175,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**2 500,00**	**0,00**	**0,00**
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	2 500,00	0,00	0,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**10 600,00**	**-1 175,00**	**-1 175,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**364 140,00**	**0,00**	**0,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***	***2 461,00***	***2 461,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***58 860,00***	***0,00***	***0,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*58 860,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***58 860,00***	***2 461,00***	***2 461,00***

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		*58 860,00*	*2 461,00*	*2 461,00*
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		423 000,00	2 461,00	2 461,00

	+
RESTES A REALISER N-1 (13)	0,00
	+
D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	0,00
	=
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	2 461,00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et en M. 43.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**225 018,00**	**-0,15**	**-0,15**
707	Ventes de marchandises	10 018,00	-0,15	-0,15
7083	Locations diverses	215 000,00	0,00	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**225 018,00**	**-0,15**	**-0,15**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**88 790,00**	**0,00**	**0,00**
7741	Subvent° excep. coll. de rattachement	88 790,00	0,00	0,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**313 808,00**	**-0,15**	**-0,15**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***11 612,00***	***2 461,00***	***2 461,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*11 612,00*	*2 461,00*	*2 461,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***11 612,00***	***2 461,00***	***2 461,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**325 420,00**	**2 460,85**	**2 460,85**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,15**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**2 461,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**274 088,00**	**0,00**	**0,00**
2121	Aménagement Terrains nus	10 000,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	246 588,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	1 000,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	16 500,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**274 088,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**274 088,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***11 612,00***	***2 461,00***	***2 461,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***11 612,00***	***2 461,00***	***2 461,00***
13911	*Sub. équipt cpte résult. Etat*	*133,00*	*2 461,00*	*2 461,00*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*822,00*	*0,00*	*0,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*10 587,00*	*0,00*	*0,00*
139188	*des tiers*	*70,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***11 612,00***	***2 461,00***	***2 461,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**285 700,00**	**2 461,00**	**2 461,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 461,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**48 252,00**	**-0,62**	**-0,62**
1312	Subv. équipt Régions	48 252,00	-0,62	-0,62
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**48 252,00**	**-0,62**	**-0,62**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**48 252,00**	**-0,62**	**-0,62**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***0,00***	***2 461,00***	***2 461,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***58 860,00***	***0,00***	***0,00***
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*953,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Aménagement Terrains nus*	*1 961,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*51 389,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, agencements*	*360,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*740,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*2 128,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*1 329,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***58 860,00***	***2 461,00***	***2 461,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***58 860,00***	***2 461,00***	***2 461,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**107 112,00**	**2 460,38**	**2 460,38**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	**0,62**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 461,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**178 588,00**	**0,62**	**0,62**	**178 588,62**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**178 588,00**	**0,62**	**0,62**	**178 588,62**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles		Total (2) Vote
	(a)		(b)	(c = a + b)
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**178 588,00**	**0,62**	**0,62**	**178 588,62**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**178 588,00**	**0,62**	**0,62**	**178 588,62**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (2)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3)	**0,00**	**2 461,00**	**2 461,00**	**2 461,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3)	**0,00**	**2 461,00**	**2 461,00**	**2 461,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 0,00**	**2 461,00**	**II 2 461,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**2 461,00**	**2 461,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*2 461,00*	*2 461,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 0,00**	**2 461,00**	**VI 2 461,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**0,00**	**2 461,00**	**2 461,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Aménagement Terrains nus*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, agencements*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*2 461,00*	*2 461,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents : 32
Nombre de suffrages exprimés : 38
VOTES :
Pour : 38
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : – 4 JUIL. 2025

Présenté par (1) Le Président,
A Guebwiller le 10/07/2025
(1) Le Président,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session extraordinaire
A Guebwiller, le 10/07/2025
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

Certifié exécutoire par (1) Le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le 21 JUIL. 2025 et de la publication le 21 JUIL. 2025
A Guebwiller,le 21 JUIL. 2025

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : le Conseil Communautaire
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif

CONSTRUCTION D'UN STRUCTURE D'ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE A SOULTZMATT
D'UNE CAPACITE D'ACCUEIL DE 20 A 30 ENFANTS
Plan de financement prévisionnel

Dépenses		Montants	Recettes	Montants
Coût travaux (sur la base de 550 m2) *		**1 900 000**		
Coût des travaux*		**1 900 000**		
Études préalables d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO programiste)		25 865		
Frais de concours (Esquisses + Jury)*		*30 000*	**Subv. CAF (sur la base de 20 enfants)**** Socle de base : 8 000€/place soit 160 000€ Majoration "gros œuvre" : 4 000€/place soit 80 000€ Majoration "développement durable" : 4 000€/place soit 80 000€ Majoration "potentiel financier" : 7 000€/place si projet à dimension d'insertion professionnelle (AVIP) soit 80 000€	**400 000**
Études techniques (études géotechniques, plan topographique, ...)*		10 000		
Maîtrise d'œuvre (architecte, bureau d'études techniques - mission de base + EXE, CSSI, OPC, étude signalétique et mobilier, dossier subventions)*		296 400	**Subv. Région Grand Est**** Dispositif de soutien à l'amélioration du cadre de vie et des servicesà la population pour un aménagement durable du territoire	**220 000**
Coordonnateur SPS, bureau contrôle technique*		16 000	**Subv. CeA** Financement possible sous conditions Montant au choix de la commission qui instruit	Non connu
Sous-total frais d'études*		**348 265**		
Aléas, révisions des prix*		95 000	**Subv. DETR**** entre 20 et 60% avec un plafond de dépenses éligibles de 1 500 000 €	**300 000**
Acquisition des terrains (y compris frais de notaire)		253 100		
Divers (mobilier, insertion presse,)*		10 000	**Subv. FEADER**	Non connu
			Subv. MSA	Non connu
Réseaux concessionnaires (eau, assainissement, électricité)*		19 000	**Total subventions**	**920 000**
Sous-total frais annexes		**358 100**	**Solde restant à financer (autofinancement, emprunt, etc)**	**1 693 782**

Coût total de l'opération HT		**2 606 365**	**FCTVA (16,404 %)**	**463 236**
TVA 20 %		**470 653**		
* Montant estimatif ** Sous réserves				
Coût total de l'opération TTC		**3 077 018**	**Total des recettes**	**3 077 018**

Date de mise à jour : juin 2025 - Montants arrondis

Projet de construction d'un multi-accueil petite enfance à Soultzmatt : plan cadastral à l'échelle 1/1000 sur fond orthophotographique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction Générale des Finances Publiques

Direction départementale des Finances Publiques du Haut-Rhin

Pôle d'évaluation domaniale du Haut-Rhin

Cité administrative - Bâtiment B
3 rue Fleischhauer
68026 COLMAR Cedex

Courriel : ddfip68.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le 10/01/2025

Le Directeur départemental des Finances publiques du Haut-Rhin

à

Commune de Soultzmatt

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Aurélie MARTIG

Courriel : aurelie.martig@dgfip.finances.gouv.fr

Téléphone : 06 22 41 00 90

Réf DS : 20150624
Réf OSE : 2024-68318-94129

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr

Nature du bien :	Parcelle en zone AUa
Adresse du bien :	Rue du bois 68570 SOULTZMATT
Valeur :	41 100 €, assortie d'une marge d'appréciation de 10 % (des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)

1 - CONSULTANT

Commune de Soultzmatt

Affaire suivie par : Jennie SANASEE

2 - DATES

de consultation :	16/10/2024
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	-
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	-
du dossier complet :	10/12/2024

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	☐
Acquisition :	amiable ☒ par voie de préemption ☐ par voie d'expropriation ☐
Prise à bail :	☐
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	☒
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016[1] :	☐
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	☐

3.3. Projet et prix envisagé

Projet d'acquisition d'un lot de parcelles destinées à l'édification d'une nouvelle structure destinée au service de la petite enfance.

1 Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation générale

La commune de Soultzmatt-Wintzfelden est une commune d'environ 2400 habitants, située à mi-chemin entre Colmar et Mulhouse, à la limite de la plaine d'Alsace et des Vosges. Elle se compose d'un bourg-centre Soultzmatt, et d'une annexe Wintzfelden.
Elle est membre de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller.
Elle est desservie par la Route Nationale 83.

4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

La parcelle à évaluer dispose d'un accès à la voirie et aux réseaux par la rue du Bois. Elle se situe en périphérie du centre, sur les hauteurs de la communeà proximité du groupe scolaire.

4.3. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre sous les références suivantes, d'après procès-verbal d'arpentage non encore approuvé :

Commune	Section	N°	Adresse/Lieudit	Superficie en ares
Soultzmatt	33	148	Hinter der Kirch	10,82
			Total	10,82

4.4. Descriptif

Parcelle de forme triangulaire, présentant une légère déclivité, enherbée et partiellement arborée.

4.5. Surfaces du bâti

Sans objet.

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

Au Livre foncier le bien est inscrit comme étant la propriété de la maison de retraite de Soultzmatt.

5.2. Conditions d'occupation

Le bien est évalué libre d'occupation.

6 - URBANISME

La parcelle à évaluer est située en zone AUa du Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Soultzmatt, dont la dernière procédure a été approuvée le 12/12/2019.

Extraits de la réglementation applicable en zone AUa :

« Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières
2.1. Dans l'ensemble de la zone et des secteurs :
- les constructions, installations et équipements nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et notamment ceux inscrits en emplacement réservé ;
- l'édification et la transformation de clôtures qui ne soient pas de nature à compromettre la réalisation des opérations visées aux articles AU 2.2., AU 2.3. et AU 2.4. ;
- l'extension des constructions existantes et l'édification d'annexes liées à ces constructions dans le respect des règles du secteur UCb.
2.2. Dans les secteurs AUa et AUw, les constructions et installations à usage d'habitation, de services publics ou d'intérêt collectif, de commerce, de bureaux, d'artisanat et d'exploitation viticole à condition qu'elles soient réalisées dans le cadre d'opérations d'ensemble et aux conditions supplémentaires suivantes :
- qu'elles permettent un développement harmonieux de l'agglomération, notamment par une bonne articulation avec les zones urbaines limitrophes et une insertion satisfaisante dans le paysage environnant et le site ;
- que le terrain d'opération soit contigu à des équipements publics d'infrastructure existants ou financièrement programmés ;
- que les équipements propres aux opérations soient réalisés de manière à permettre une desserte et un aménagement cohérents de l'ensemble du secteur ;
- qu'une articulation satisfaisante entre les différentes tranches d'urbanisation soit respectée afin de ne pas entraver l'aménagement global des secteurs ;
- que chaque opération porte sur la totalité du secteur ou sur une superficie minimale de 35 ares ou sur les espaces résiduels d'une superficie inférieure à 35 ares ;
- que les activités à vocation économique demeurent compatibles avec le voisinage à caractère d'habitat ;
- que l'aménagement des secteurs soit compatible avec les principes figurant aux orientations d'aménagement et de programmation. […]
AU 9 : Emprise au sol des constructions Secteurs AUa et AUw
L'emprise au sol des constructions de pourra dépasser la moitié de la superficie du terrain. »

Emplacement réservé

La parcelle à évaluer se situe dans le périmètre d'un emplacement réservé consacré aux équipements publics (extension école,…) :

► Au vu du projet de construction d'un équipement destiné à l'accueil de la petite enfance, la parcelle à évaluer remplit les conditions de qualification de terrains à bâtir telles que les définit le Code de l'expropriation puisqu'elle est desservie par les voies et réseaux et qu'elle se situe dans un secteur déclaré constructible par le PLU.

7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION MISE EN ŒUVRE

La valorisation de l'immeuble sera réalisée par la méthode de comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

8 - MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

8.1.1.Sources internes à la DGFIP et critères de recherche – Termes de comparaison

Les termes de comparaison ont été recherchés sur le secteur de la commune de Soultzmatt, portant sur des mutations à titre onéreux de parcelles de terrain situées en zone AUa.

L'étude des actes notariés pour ce type de biens est retracée dans le tableau ci-après :

date	cadastre section	n° plan	adresse	zonage	superficie (are)	prix €	valeur €/ are	observations
01/08/24	20	920	Grünling	AU a	6,21	175 950	28 333	terrain à bâtir
28/01/21	33	406,407	rue Bellevue	AU a	8,33	166 580	19 998	Lot 10 TAB « les hauts de la Vallée noble »
12/12/23	33	421	Haul	AU a	0,28	840	3 000	parcelle à usage rural
18/04/23	28	34,118	Haul	AU a	43,19	172503	3 994	Cession à aménageur ensemble de parcelles destinées à la création d'un lotissement
26/07/22	28	119	rue de la cité	AU a	1,13	3390	3 000	parcelle à usage de jardin
12/10/22	28	120	rue de la cité	AU a	1,13	3390	3 000	parcelle à usage de jardin
						Moyenne	10 221	
						Médiane	3 497	
						Valeur minimale	3 000	
						Valeur maximale	28 333	

8.1.2.Autres sources externes à la DGFIP

Sans objet.

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

L'étude de marché révèle des valeurs unitaires comprises entre 3 000 € / are et 28 333 € / are, avec une valeur médiane de 2 497 €/are et une valeur moyenne de 10 221 €/ are.

Tous les termes de comparaison correspondent à des parcelles rurales situées en zone AUa sur la commune de Soultzmatt.

Les valeurs hautes de l'étude de marché se rapportent à des terrains à bâtir viabilisés et équipés, destinés à la construction de maisons individuelles.

Les valeurs basses de l'étude de marché correspondent à des parcelles à vocation de jardin, présentant une inconstructibilité de fait de par leur petite superficie.

Du fait de la superficie de la parcelle à évaluer d'une part, de la superficie de l'unité foncière créée et du projet de construction à venir d'autre part, tant les valeurs basses et que les valeurs hautes sont à écarter. En effet, du fait de la réglementation d'urbanisme, la construction destinée à l'habitation n'est pas autorisée.

Le potentiel de constructibilité de la parcelle à évaluer étant, dans les faits, limité aux équipements d'intérêt général, une étude de marché complémentaire a été réalisée à l'échelle du département du Haut-Rhin, portant sur des mutations à titre onéreux de parcelles situé dans des zonages d'urbanisme limitant la constructibilité aux seuls équipements d'intérêt général.

L'étude des actes notariés pour ce type de biens est retracée dans le tableau ci-après :

date	section	n° plan	adresse	zonage	superficie (are)	prix €	valeur €/ are
24/03/24	19/18	260-268/135	3 rue de Colmar ENSISHEIM	US	95,04	380 120	4 000
08/02/23	57	46	Schlung HERRLISHEIM-PRES-COLMAR	AUs	11,50	30 900	2 687
08/07/19	3	298,299	rue des Images MORSCHWILLER-LE-BAS	Uep	1,66	8 000	4 819
						moyenne	3 835
						médiane	4 000
						Valeur minimale	2 687
						Valeur maximale	4 819

Les valeurs moyenne et médiane de cette étude de marché complémentaire conforte la valeur médiane issue de l'étude de marché portant sur les parcelles situées en zone AUa du PLU de la commune de Soultzmatt.

Compte tenu de la nature du bien, de sa situation, de ses caractéristiques ainsi que des éléments développés supra, une valeur de 3 800 € / are, proche de la valeur moyenne de l'étude de marché portant sur des parcelles situées en zone destinée aux équipements collectifs et de la valeur médiane de l'étude de marché portant sur les parcelles situées en zone AUa est retenue.

Valeur en €/are retenue	Superficie (en are)	Valeur en €
3800	10,82	41 116 € arrondis à 41 100 €

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale du bien est arbitrée à 41 100 €.

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 % portant la valeur maximale d'acquisition sans justification particulière à 45 210 € (arrondie).

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur et par délégation,

Aurélie MARTIG
Inspectrice des Finances publiques

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction Générale des Finances Publiques

Direction départementale des Finances Publiques du Haut-Rhin

Pôle d'évaluation domaniale du Haut-Rhin

Cité administrative - Bâtiment B
3 rue Fleischhauer
68026 COLMAR Cedex

Courriel : ddfip68.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Aurélie MARTIG

Courriel : aurelie.martig@dgfip.finances.gouv.fr

Téléphone : 06 22 41 00 90

Réf DS : 20150624
Réf OSE : 2024-68318-75819 ANNULE ET REMPLACE

Le 09/01/2025

Le Directeur départemental des Finances publiques du Haut-Rhin

à

Commune de Soultzmatt

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

ANNULE ET REMPLACE AVIS DU 09/01/2025

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr

Nature du bien :	Parcelle en zone AUa
Adresse du bien :	Rue du bois 68570 SOULTZMATT
Valeur :	**53 300 €**, assortie d'une marge d'appréciation de 10 % (des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)

1 - CONSULTANT

Commune de Soultzmatt

Affaire suivie par : Jennie SANASEE

2 - DATES

de consultation :	16/10/2024
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	-
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	-
du dossier complet :	09/12/2024

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	☐
Acquisition :	amiable ☒ par voie de préemption ☐ par voie d'expropriation ☐
Prise à bail :	☐
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	☒
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016[1] :	☐
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local…)	☐

3.3. Projet et prix envisagé

Projet d'acquisition d'un lot de parcelles destinées à l'édification d'une nouvelle structure destinée au service de la petite enfance.

1 Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation générale

La commune de Soultzmatt-Wintzfelden est une commune d'environ 2400 habitants, située à mi-chemin entre Colmar et Mulhouse, à la limite de la plaine d'Alsace et des Vosges. Elle se compose d'un bourg-centre Soultzmatt, et d'une annexe Wintzfelden.
Elle est membre de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller.
Elle est desservie par la Route Nationale 83.

4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

La parcelle à évaluer dispose d'un accès à la voirie et aux réseaux par la rue du Bois. Elle se situe en périphérie du centre, sur les hauteurs de la communeà proximité du groupe scolaire.

4.3. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre sous les références suivantes, d'après procès-verbal d'arpentage non encore approuvé :

Commune	Section	N°	Adresse/Lieudit	Superficie en ares
Soultzmatt	33	147	Hoesaecker	14,01
			Total	14,01

4.4. Descriptif

Parcelle de forme trapézoïdale, présentant une légère déclivité, enherbée et partiellement arborée.

4.5. Surfaces du bâti

Sans objet.

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

Au Livre foncier le bien est inscrit comme étant la propriété de Madame Sylviane VOGEL, veuve de Monsieur Raymond HETSCH, née le 31/12/1955 à Soultzmatt.

5.2. Conditions d'occupation

Le bien est évalué libre d'occupation.

6 - URBANISME

La parcelle à évaluer est située en zone AUa du Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Soultzmatt, dont la dernière procédure a été approuvée le 12/12/2019.

Extraits de la réglementation applicable en zone AUa :

« Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières
2.1. Dans l'ensemble de la zone et des secteurs :
- les constructions, installations et équipements nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et notamment ceux inscrits en emplacement réservé ;
- l'édification et la transformation de clôtures qui ne soient pas de nature à compromettre la réalisation des opérations visées aux articles AU 2.2., AU 2.3. et AU 2.4. ;
- l'extension des constructions existantes et l'édification d'annexes liées à ces constructions dans le respect des règles du secteur UCb.
2.2. Dans les secteurs AUa et AUw, les constructions et installations à usage d'habitation, de services publics ou d'intérêt collectif, de commerce, de bureaux, d'artisanat et d'exploitation viticole à condition qu'elles soient réalisées dans le cadre d'opérations d'ensemble et aux conditions supplémentaires suivantes :
- qu'elles permettent un développement harmonieux de l'agglomération, notamment par une bonne articulation avec les zones urbaines limitrophes et une insertion satisfaisante dans le paysage environnant et le site ;
- que le terrain d'opération soit contigu à des équipements publics d'infrastructure existants ou financièrement programmés ;
- que les équipements propres aux opérations soient réalisés de manière à permettre une desserte et un aménagement cohérents de l'ensemble du secteur ;
- qu'une articulation satisfaisante entre les différentes tranches d'urbanisation soit respectée afin de ne pas entraver l'aménagement global des secteurs ;
- que chaque opération porte sur la totalité du secteur ou sur une superficie minimale de 35 ares ou sur les espaces résiduels d'une superficie inférieure à 35 ares ;
- que les activités à vocation économique demeurent compatibles avec le voisinage à caractère d'habitat ;
- que l'aménagement des secteurs soit compatible avec les principes figurant aux orientations d'aménagement et de programmation. […]
AU 9 : Emprise au sol des constructions Secteurs AUa et AUw
L'emprise au sol des constructions de pourra dépasser la moitié de la superficie du terrain. »

Emplacement réservé
La parcelle à évaluer se situe dans le périmètre d'un emplacement réservé consacré aux équipements publics (extension école,…) :

► Au vu du projet de construction d'un équipement destiné à l'accueil de la petite enfance, la parcelle à évaluer remplit les conditions de qualification de terrains à bâtir telles que les définit le Code de l'expropriation puisqu'elle est desservie par les voies et réseaux et qu'elle se situe dans un secteur déclaré constructible par le PLU.

7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION MISE EN ŒUVRE

La valorisation de l'immeuble sera réalisée par la méthode de comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

8 - MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

8.1.1.Sources internes à la DGFIP et critères de recherche – Termes de comparaison

Les termes de comparaison ont été recherchés sur le secteur de la commune de Soultzmatt, portant sur des mutations à titre onéreux de parcelles de terrain situées en zone AUa.

L'étude des actes notariés pour ce type de biens est retracée dans le tableau ci-après :

date	cadastre section	n° plan	adresse	zonage	superficie (are)	prix €	valeur €/ are	observations
01/08/24	20	920	Grünling	AU a	6,21	175 950	28 333	terrain à bâtir
28/01/21	33	406,407	rue Bellevue	AU a	8,33	166 580	19 998	Lot 10 TAB « les hauts de la Vallée noble »
12/12/23	33	421	Haul	AU a	0,28	840	3 000	parcelle à usage rural
18/04/23	28	34,118	Haul	AU a	43,19	172503	3 994	Cession à aménageur ensemble de parcelles destinées à la création d'un lotissement
26/07/22	28	119	rue de la cité	AU a	1,13	3390	3 000	parcelle à usage de jardin
12/10/22	28	120	rue de la cité	AU a	1,13	3390	3 000	parcelle à usage de jardin
						Moyenne	10 221	
						Médiane	3 497	
						Valeur minimale	3 000	
						Valeur maximale	28 333	

8.1.2.Autres sources externes à la DGFIP

Sans objet.

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

L'étude de marché révèle des valeurs unitaires comprises entre 3 000 € / are et 28 333 € / are, avec une valeur médiane de 2 497 €/are et une valeur moyenne de 10 221 €/ are.

Tous les termes de comparaison correspondent à des parcelles rurales situées en zone AUa sur la commune de Soultzmatt.

Les valeurs hautes de l'étude de marché se rapportent à des terrains à bâtir viabilisés et équipés, destinés à la construction de maisons individuelles.

Les valeurs basses de l'étude de marché correspondent à des parcelles à vocation de jardin, présentant une inconstructibilité de fait de par leur petite superficie.

Du fait de la superficie de la parcelle à évaluer d'une part, de la superficie de l'unité foncière créée et du projet de construction à venir d'autre part, tant les valeurs basses et que les valeurs hautes sont à écarter. En effet, du fait de la réglementation d'urbanisme, la construction destinée à l'habitation n'est pas autorisée.

Le potentiel de constructibilité de la parcelle à évaluer étant, dans les faits, limité aux équipements d'intérêt général, une étude de marché complémentaire a été réalisée à l'échelle du département du Haut-Rhin, portant sur des mutations à titre onéreux de parcelles situé dans des zonages d'urbanisme limitant la constructibilité aux seuls équipements d'intérêt général.

L'étude des actes notariés pour ce type de biens est retracée dans le tableau ci-après :

date	section	n° plan	adresse	zonage	superficie (are)	prix €	valeur €/ are
24/03/24	19/18	260-268/135	3 rue de Colmar ENSISHEIM	US	95,04	380 120	4 000
08/02/23	57	46	Schlung HERRLISHEIM-PRES-COLMAR	AUs	11,50	30 900	2 687
08/07/19	3	298,299	rue des Images MORSCHWILLER-LE-BAS	Uep	1,66	8 000	4 819
						moyenne	3 835
						médiane	4 000
						Valeur minimale	2 687
						Valeur maximale	4 819

Les valeurs moyenne et médiane de cette étude de marché complémentaire conforte la valeur médiane issue de l'étude de marché portant sur les parcelles situées en zone AUa du PLU de la commune de Soultzmatt.

Compte tenu de la nature du bien, de sa situation, de ses caractéristiques ainsi que des éléments développés supra, une valeur de 3 800 € / are, proche de la valeur moyenne de l'étude de marché portant sur des parcelles situées en zone destinée aux équipements collectifs et de la valeur médiane de l'étude de marché portant sur les parcelles situées en zone AUa est retenue.

Valeur en €/are retenue	Superficie (en are)	Valeur en €
3800	14,01	53 238 € arrondis à 53 300 €

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale du bien est arbitrée à 53 300 €.

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 % portant la valeur maximale d'acquisition sans justification particulière à 58 630 € (arrondie).

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur et par délégation,

Aurélie MARTIG
Inspectrice des Finances publiques

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION DE LOCAUX AU SEIN DU PÔLE CULTUREL ET TOURISTIQUE DE LA NEUENBOURG À GUEBWILLER

Entre les soussignés :

La Communauté de Communes de la Région de Guebwiller (CCRG), dont le siège est situé 1 rue des Malgré-Nous à 68500 Guebwiller, représentée par son Président en exercice, Monsieur Marcello Rotolo, dûment habilité par une délibération du Conseil de Communauté en date du 3 juillet 2025

Ci-après dénommée « la CCRG », d'une part,

Et

L'Association Institut Européen des Arts Céramiques (IEAC), n° SIRET 44925088500026, dont le siège est situé 3 rue du 4 février 68500 Guebwiller, représentée par son Président en exercice, Monsieur Alain Grappe, dûment habilité par une décision du Conseil d'Administration en date du 17 août 2020.

Ci-après dénommée « l'Occupant » ou « l'IEAC », d'autre part.

Il a été convenu ce qui suit :

En date du 30 septembre 2016, un bail emphytéotique a été signé entre le Conseil Départemental du Haut-Rhin (propriétaire) et la CCRG (emphytéote), portant sur la mise à disposition du château de la Neuenbourg sis 3 rue du 4 Février à Guebwiller, pour une durée de trente (30) ans (du 1er juillet 2016 au 30 juin 2046, portée par la suite à 60 ans. La CCRG a assuré la Maîtrise d'ouvrage de travaux visant à réhabiliter le château de la Neuenbourg afin d'y créer un Pôle Culturel et Touristique.

Le préprogramme, tel que validé en Conseil de Communauté du 6 avril 2017 *(point 3.2)*, prévoyait d'intégrer dans les locaux, en sus du Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine (CIAP) de la CCRG, plusieurs partenaires institutionnels, à savoir, notamment : l'Institut Européen des Arts Céramiques, l'Office de Tourisme de Guebwiller-Soultz et des Pays du Florival ainsi que des activités connexes de type tertiaires ou publiques.

L'IEAC est une association culturelle locale dont les missions sont l'enseignement et la diffusion des arts céramiques. Assurant une forme de continuité de l'héritage historique du territoire (en référence au célèbre céramiste guebwillerois Théodore Deck), l'IEAC contribue dans son domaine au rayonnement national, voire international de la région de Guebwiller. En cela, ce partenaire privilégié assure une mission d'intérêt général et trouve naturellement sa place au sein du futur Pôle Culturel et Touristique de la Neuenbourg.

Article 1 – Désignation des biens mis à disposition

La CCRG met à la disposition de l'Occupant des locaux sis au sein du château de la Neuenbourg, dont les principales caractéristiques sont les suivantes :
- deuxième étage de l'aile Sud (Administration et Enseignement) de 298 m^2
- rez-de-jardin de l'aile Sud (Ateliers - Cuisson - Stock) de 407 m^2.

Les surfaces totales allouées sont de 705 m^2.

Des plans détaillés du site sont joints en annexes 1 et 2.

L'Occupant déclare connaître parfaitement les lieux en vue de la présente mise à disposition.

Les locaux mis à disposition sont nus, sans meubles, dits "meublants", à charge pour l'Occupant d'en faire l'acquisition.

Il est rappelé que les parties communes mutualisées du bâtiment sont :
- ✓ une salle de détente du personnel
- ✓ les espaces de circulation…
- ✓ un Centre de documentation.

Un protocole d'accès et de sécurité fixera les modalités d'usage de ces espaces.

Article 2 – Conditions de mise à disposition

La présente convention constitue une convention d'occupation précaire. Dès lors, elle est par nature précaire et révocable et ne confère à l'Occupant aucun droit réel, commercial ou de maintien dans les lieux. De même, l'achèvement de la présente convention, pour quelque motif que ce soit, n'ouvre droit à aucune indemnité au profit de l'Occupant.

Les locaux sont mis à disposition de l'IEAC afin de lui permettre de dispenser des cycles de formation aux arts céramiques et réaliser sur site des céramiques.

La mise à disposition est conditionnée par l'engagement de l'Occupant à exercer l'ensemble de ses compétences statutaires, à savoir :
- ✓ la formation aux arts céramiques : formation professionnalisante *Créateur en Arts Céramiques*, formations tout public en cours du soir, stages week-end et semaine, stages évènements de type "workshop", Master Class
- ✓ la diffusion et la promotion des arts céramiques
- ✓ les actions de sensibilisation et les actions culturelles, en direction de partenaires pédagogiques et des établissements scolaires (in situ et dans les établissements)
- ✓ le soutien à la jeune création
- ✓ l'organisation d'expositions : monographiques, de fin de formation, etc
- ✓ l'accueil d'artistes en résidence et l'organisation d'échanges internationaux.

L'objet ainsi défini par la présente convention de mise à disposition est exclusif de tout autre usage des locaux. L'Occupant ne pourra, en aucun cas, sauf accord exprès de la CCRG formulé par écrit, effectuer d'autres activités que celles précitées sans encourir une possible résiliation de la présente convention.

La présente convention est conclue *intuitu personae*. L'Occupant ne pourra céder ou sous-louer à un tiers tout ou partie des locaux, même provisoirement ou à titre gracieux, sans l'accord exprès écrit de la CCRG.

Article 3 – Entrée dans les lieux – Charges et entretien

L'Occupant prendra les lieux dans l'état dans lequel ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance. Il s'engage à maintenir les locaux dans un bon état d'entretien pendant toute la durée de la mise à disposition.

Tout dommage causé en cours d'exploitation au bâtiment ou à l'un de ses éléments structurels est à la charge de l'Occupant. Toutefois, les travaux de réparation se rapportant à ce type de dommage resteront diligentés et sous la maîtrise de la CCRG. Les menus travaux d'entretien restent à la charge de l'Occupant et sous sa responsabilité.

La maintenance et les vérifications réglementaires du bâtiment relèvent de la responsabilité de la CCRG.

L'Occupant devra laisser la CCRG (et ses services) visiter les lieux ou les faire visiter aussi souvent que nécessaire afin que cette dernière puisse s'assurer du bon état d'entretien des locaux et du site. Toute visite devra faire l'objet d'un créneau défini préalablement et conjointement, au minimum quarante-huit (48) heures au préalable, entre les services de la CCRG et l'Occupant. En cas d'urgence, l'accès aux locaux devra être immédiat. À l'issue d'une telle visite, la CCRG pourra signifier à l'Occupant, le cas échéant, une obligation de remise en état du bien.

L'Occupant devra laisser la CCRG (et ses services) faire visiter au public le rez-de-jardin de l'aile Sud (Ateliers - Cuisson - Stock) dans le cadre de visites occasionnelles liées à la valorisation du patrimoine (au maximum dix (10) par an). L'Occupant sera prévenu de ces visites au minimum quinze (15) jours francs avant leur tenue.

L'Occupant s'engage à prévenir immédiatement la CCRG de tout disfonctionnement ou toute dégradation qu'il constaterait. Au cas où il manquerait à cet engagement, il ne pourrait réclamer aucune indemnité à la charge de la CCRG en raison de ces dégradations et serait responsable envers elle de l'aggravation du dommage survenue après la date du constat.

L'ensemble des taxes et redevances liées à l'occupation et l'exploitation du bâtiment sont à la seule charge de l'Occupant (à l'exception de la Taxe foncière qui reste à la charge de la CCRG).

L'Occupant a la possibilité d'effectuer à sa charge des travaux d'amélioration sur site pouvant être considérés comme d'importance, à la condition expresse d'obtenir l'accord formel et par écrit de la CCRG. Les travaux d'amélioration pouvant être considérés comme mineurs ou de faible importance ne sont pas soumis à autorisation.

À l'expiration de la convention, tous les aménagements attachés à perpétuelle demeure effectués par l'Occupant sur le site deviendront propriété de la CCRG, sans qu'aucune indemnité ne soit versée à ce dernier.

Article 4 – Assurances

L'Occupant est tenu de s'assurer convenablement par une compagnie notoirement solvable, au titre notamment :

- de sa responsabilité en tant qu'Occupant/locataire (pour les risques tels que : incendie, explosion, dégât des eaux, risques locatifs, etc)
- au titre de sa responsabilité civile dans le cadre de l'exécution de ses missions statutaires.

L'Occupant fera son affaire de la couverture des risques liés à la production d'œuvres céramiques et à leur conservation.

L'Occupant produit, au moment de la signature de la présente convention, des attestations d'assurance à jour de ces garanties et devra justifier de ces assurances et du paiement des primes sur toute demande de la CCRG durant la convention.

Il devra déclarer immédiatement à la compagnie d'assurance (et en informer en même temps la CCRG) tout sinistre ou toute dégradation se produisant dans les lieux loués, sous peine d'être rendu personnellement responsable du défaut de déclaration en temps utile.

Il ne pourra exercer aucun recours contre la CCRG en cas de vol, cambriolage ou acte délictueux divers dont il pourrait être victime dans les lieux mis à disposition et devra faire son affaire personnelle de toute assurance à ce sujet.

Article 5 – Respect de la réglementation en vigueur

Dans le cadre de ses activités et de l'exécution de ses missions statutaires, l'Occupant s'engage à respecter la réglementation en vigueur ainsi que ses obligations mentionnées dans les conventions de partenariat et de subventionnement conclues avec la CCRG.

L'Occupant devra également respecter les règles de sécurité liées à la réglementation de type Établissement Recevant du Public (ERP classé en troisième catégorie de types R, L, Y, W et M). Le personnel de l'Occupant et les personnes sous sa responsabilité devront être formés aux moyens de secours existant dans le bâtiment (extincteurs, plan d'évacuation du site…).

L'Occupant s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires visant :

- à faire usage des fours et de la cabine d'émaillage dans les conditions de sécurité requises et à sensibiliser son personnel et les personnes sous sa responsabilité sur ce point
- à traiter et éliminer l'ensemble des déchets issus de la production des céramiques, et ceci conformément à la réglementation en vigueur. Il veillera plus particulièrement à s'assurer du traitement et de l'élimination des sous-produits argileux et résidus de lessivage, qui doivent faire l'objet d'une attention particulière. En aucun cas ces résidus ne pourront être évacués via le réseau des eaux usées du bâtiment (risque de colmatage)
- à prévenir les autorités compétentes et obtenir toutes les autorisations nécessaires lors des cuissons de céramiques "extérieures".

Article 6 – Durée

La présente convention de mise à disposition prend effet à compter du 1er août 2025 et s'achève au 31 juillet 2031.

À l'issue de l'occupation, l'Occupant ne pourra réclamer une quelconque indemnité. De même, il ne pourra se prévaloir, en aucun cas et à aucun moment, de la création d'un fonds de commerce et du bénéfice d'un bail commercial.

Article 7 – Redevance

La présente mise à disposition est consentie et acceptée moyennant une redevance annuelle calculée en 2025 sur une base de :

- 65 €/m²/an pour le deuxième étage de l'aile Sud (Administration et Enseignement) de 298 m², soit 19 370 €/an
- 7 €/m²/an pour le rez-de-jardin de l'aile Sud (Ateliers - Cuisson - Stock) de 407 m², soit 2 849 €/an.

Le montant de cette redevance est révisé annuellement au moment de la facturation, sur la base de l'Indice de Référence des Loyers (IRL), étant précisé que l'indice de base de référence est le dernier indice connu et publié au jour de la validation de la présente convention, soit 145,47 (indice INSEE du premier trimestre 2025 publié le 16 avril 2025). A titre indicatif, le montant de la redevance s'élevait en 2024 à 22 142 €.

À cela s'ajoute le coût des charges locatives et de mutualisation (énergies et fluides hors consommation des fours des ateliers, maintenance, sécurité, ménage et petit entretien des communs…) estimée à 16 000 €/an. Le montant des charges locatives et de mutualisation pourra être revu en fonction des consommations réelles.

Il est à noter que l'alimentation électrique et en gaz des fours est équipée d'un compteur électrique et d'un compteur gaz permettant un comptage exact de la consommation. Les consommations électriques et de gaz seront refacturées annuellement à l'Occupant et s'ajoutent donc aux charges précitées. Le coût des télécommunications est à la charge de l'Occupant, ce dernier disposera de sa propre baie de brassage informatique.

Hormis l'élimination des déchets issus de la production des céramiques mentionnés à l'article 5 de la présente convention et faisant l'objet d'un traitement spécifique à la charge de l'Occupant, la collecte et le paiement des Ordures Ménagères Résiduelles seront mutualisés entre les occupants du site. La facturation des ordures ménagères sera répartie à la charge des occupants, en fonction d'un prorata calculé sur les surfaces allouées pour chacun d'entre eux.

La CCRG émettra un titre de recettes chaque année, au courant du mois de juillet (après vote du budget), afin de percevoir la redevance pour l'année civile en cours. Les charges locatives seront facturées, pour moitié, en octobre de l'année N et, pour l'autre moitié, après régulation selon le réel et sur présentation d'un décompte courant du premier semestre de l'année N + 1.

Pour les exercices ne se rapportant pas à une année pleine, la CCRG émettra un titre de recettes calculé avec application d'un prorata temporis journalier pour la période concernée.

Il est précisé que la présente mise à disposition n'est pas soumise à TVA, dans la mesure où il s'agit d'une location portant sur des locaux nus *(articles 261D-2° et 260-2° du Code Général des Impôts)*. Il est également rappelé que l'Occupant poursuit des missions d'intérêt général et n'a pas de vocation industrielle et commerciale.

Article 8 – Modalités de résiliation

La durée des préavis cités ci-après peut être réduite d'un commun accord entre les parties.

La CCRG a la faculté de résilier la présente convention, par lettre recommandée avec avis de réception postal, dans les cas suivants :

- à défaut de paiement de la redevance annuelle à son échéance et un (1) mois après une sommation de payer demeurée sans effet
- en cas d'inexécution ou de non-respect par l'Occupant de l'une des clauses de la présente convention et un (1) mois après une sommation d'exécuter demeurée sans effet
- dans l'hypothèse où l'activité de l'Occupant porterait atteinte à la salubrité publique, à l'ordre public, à la sécurité des biens ou des personnes et cinq (5) jours après une sommation d'exécuter demeurée sans effet
- dans l'hypothèse où, pour une raison quelconque, l'Occupant ne serait plus à même de poursuivre son activité telle que définie dans le cadre de la présente convention
- pour tout motif d'intérêt général en respectant un préavis de douze (12) mois.

L'Occupant a la faculté de résilier, à tout moment, la présente convention, par lettre recommandée avec avis de réception postal, en respectant un préavis de trois (3) mois.

Article 9 – État des risques naturels et technologiques

Un état des risques naturels et technologiques, établi depuis moins de six (6) mois avant la date de signature de la convention, ainsi que, le cas échéant, la liste des dommages consécutifs à la réalisation desdits risques et des indemnisations versées au titre de la garantie nationale contre les effets des catastrophes technologiques et naturelles sont annexés à la présente convention.

Pièces en annexes

Sont annexés à la présente convention :

- ✓ les plans des locaux mis à disposition *(annexes 1 et 2)*
- ✓ l'état des risques naturels et technologiques prévu par l'article L125-5 du Code de l'Environnement établi depuis moins de six (6) mois.

Fait en deux exemplaires originaux, à Guebwiller le ……

Pour la CCRG, **Le Président**	**Pour l'IEAC,** **Le Président**
Marcello ROTOLO	**Alain GRAPPE**

Convention Pays d'art et d'histoire

entre

l'État, ministère de la Culture

Représenté par le préfet du Haut-Rhin

et

le « Pays de Guebwiller », porté par la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller (CCRG)

Représenté par son président, Marcello Rotolo, dûment habilité par délibération du Conseil de Communauté

C1 Données Internes

Préambule

Le label **"Ville ou Pays d'art et d'histoire"** est attribué par le préfet de la région, après avis de la Commission régionale du patrimoine et de l'architecture.

Il qualifie des territoires, communes ou regroupements de communes, qui, conscients des enjeux que représente l'appropriation de leur architecture et de leur patrimoine par les habitants s'engagent dans une démarche active de connaissance, de conservation, de médiation et de soutien à la création et à la qualité architecturale et du cadre de vie.

Cet engagement s'inscrit dans une perspective de développement culturel, social et économique et répond à l'objectif suivant : assurer la transmission aux générations futures des témoins de l'histoire et du cadre de vie par une démarche de responsabilisation collective.

Le projet culturel « Villes et Pays d'art et d'histoire » associe dans sa démarche tous les éléments - patrimoine naturel et paysager, architectural, urbain et mobilier, patrimoine technique et ethnologique - qui contribuent à l'identité d'un territoire en associant les citoyens et en impliquant les acteurs qui participent à la qualité architecturale et paysagère du cadre de vie.

Un label de qualité

Objectifs

Les Villes et Pays d'art et d'histoire s'engagent à développer une politique culturelle autour de l'architecture et du patrimoine, qui se décline notamment en :

- sensibilisation des habitants et des professionnels à leur environnement et à la qualité architecturale, urbaine et paysagère,
- présentation du patrimoine dans toutes ses composantes et promotion de la qualité architecturale,
- initiation du public jeune à l'architecture, à l'urbanisme, au paysage et au patrimoine,
- proposition de visites de qualité au public touristique, par un personnel qualifié.

Moyens

Les Villes et Pays d'art et d'histoire s'engagent à :

- créer un service d'animation de l'architecture et du patrimoine composé d'un personnel qualifié agréé par le ministère de la Culture (animateur de l'architecture et du patrimoine/chef de projet Villes et Pays d'art et d'histoire).
- développer des actions de formation à l'intention des personnels territoriaux, des médiateurs touristiques et sociaux, des associations,
- assurer la communication et la promotion de l'architecture et du patrimoine à l'intention de publics diversifiés.

C1 Données Internes

Un réseau national

Les Villes et Pays d'art et d'histoire constituent un réseau national.
Aujourd'hui le réseau compte deux cent cinq *Villes et Pays d'art et d'histoire* qui bénéficient de ce label.

En région Grand Est, le réseau comprend les villes de Mulhouse, Sélestat, Strasbourg, Lunéville, Troyes, Langres, Bar-le-Duc, Charleville-Mézière, Sedan, Châlons en Champagne, Metz, Reims, et les pays du Val d'Argent, Epinal « Cœur des Vosges » et Grand Verdun.

Ce réseau d'échanges, d'expériences et de savoir-faire bénéficie d'une promotion nationale par le biais de brochures (Focus, Explorateurs), dépliants, d'affiches et d'une page internet sur le site internet de la DRAC Grand Est https://www.culture.gouv.fr/regions/drac-grand-est/aides/labels/vpah. La DRAC Grand Est coordonne également l'édition de brochures communes aux Villes et Pays d'art et d'histoire de la région.

Un label ancré dans une dynamique culturelle de territoire

Le Pays de Guebwiller est marqué par une forte identité due à son passé prospère. Révélé au Moyen Âge par la puissante abbaye de Murbach et l'évêché de Strasbourg qui y fait face, de nombreux indices de cette période sont encore visibles dans la région. Quelques siècles plus tard, les différentes industries textiles qui s'y installèrent ont imprégné le paysage. Elles ont permis la transition d'un territoire essentiellement rural à un développement de la population dans les villes.

Aujourd'hui, la Région de Guebwiller est inscrite dans cette histoire riche et variée. Les différentes vallées, la plaine, le vignoble qui la composent sont les éléments essentiels de cette diversité et doivent être mis en avant comme des joyaux de notre territoire.

Dans cet esprit de valorisation de ce patrimoine, la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller (CCRG) a signé la convention avec le ministère de la Culture et de la Communication le 5 février 2005, renouvelée le 29 décembre 2015.

La signature de la convention au titre du label « Pays d'art et d'histoire » en 2005 est la reconnaissance de notre patrimoine à l'échelle nationale et a initié une importante politique de mise en valeur patrimoniale. Le bilan de la deuxième convention est positif, marqué par la création d'un Centre d'Interprétation de l'architecture et du patrimoine en 2019. Les nombreux projets participent à la dynamisation culturelle d'un territoire essentiellement rural et à son développement touristique.

À l'instar du lieu emblématique des Dominicains de Haute-Alsace, qui, comme le révèle son label « Centre Culturel de Rencontre » obtenu en 2014, allie valorisation du patrimoine et projet culturel, le Pays d'art et d'histoire de la Région de Guebwiller s'intègre dans un projet culturel d'innovations.

Ces innovations sont retranscrites dans différents axes des projets Pays d'art et d'histoire, inscrivant notre passé dans le présent et mettant la création artistique au service de la valorisation du patrimoine.

C1 Données Internes

- Une innovation technologique : par la mise en place de projets culturels s'appuyant sur les nouvelles technologies. Applications sur smartphones, utilisation des technologies numériques au service de la valorisation du patrimoine, diffusions sonores spatialisées etc.

- Une innovation thématique : par la prise en compte de problématiques patrimoniales récentes, telles que les paysages. Cette prise en compte des paysages est intrinsèquement présente dans les actions et études mises en place, allant des ateliers pédagogiques aux expositions annuelles. La CCRG est particulièrement attentive à cette notion, présentant une diversité paysagère riche, qu'elle souhaite transmettre en héritage aux générations futures. Il s'agit là aussi d'un cadre de vie agréable pour les habitants qu'il est nécessaire de préserver afin de demeurer une attractivité résidentielle. La Communauté de Communes de la Région de Guebwiller et ses élus sont conscients du potentiel touristique que représentent des paysages naturels et urbains bien conservés et œuvre, à travers les documents d'urbanisme à leur protection. Enfin, le patrimoine culturel immatériel se révèle comme un enjeu d'appropriation et de reconnaissance des droits culturels. En cela, la présente convention en fait un axe fort du développement.

- Une innovation en termes de médiation culturelle par la création de nouveaux formats (ludiques, sportifs, artistiques, participatifs, collaboratifs…)

C1 Données Internes

VU la délibération du Conseil communautaire du 3 juillet 2025 *;*
VU l'avis de la directrice des affaires culturelles de la région Grand Est du 16 décembre 2024 *;*
VU l'avis de la Commission régionale du patrimoine et de l'architecture du 20 décembre 2024 ;
VU la décision du Préfet de Région du 3 janvier 2025 attribuant le label ;

Entre le ministère de la Culture et *le Pays de Guebwiller*, il a été convenu ce qui suit :

Un projet culturel est mis en œuvre par le Pays de Guebwiller pour valoriser le patrimoine dans ses multiples composantes et sensibiliser à la qualité architecturale urbanistique et paysagère, avec l'appui technique, promotionnel et financier du ministère de la Culture selon les modalités ci-dessous.

Titre I - Les objectifs

Article 1 : Valoriser le patrimoine et promouvoir la qualité architecturale
A l'issue de la phase de bilan, menée durant le premier semestre 2024, la Communauté de communes a engagé une phase de réflexion sur les perspectives du label Pays d'art et d'histoire sur les 10 ans à venir. Le Pays d'art et d'histoire de la Région de Guebwiller, dans les 10 prochaines années aura à cœur de s'adapter aux changements multiples :
- Climatiques et environnementaux
- Technologiques (numériques, IA…)
- Sociétaux (évolution des pratiques culturelles…)

La labélisation Pays d'art et d'histoire s'inscrit dans un processus d'attractivité de territoire grâce à un travail transversal avec les politiques de développement touristique, de développement culturel à travers le soutien et la coopération avec des structures associatives (Institut Européen des Arts Céramiques, Dominicains de Haute-Alsace) depuis 2004 et plus récemment d'urbanisme (2018) et d'habitat.

La présente convention s'articulera autour de trois axes principaux :
- Axe 1 : Renforcer la connaissance du territoire.

Cet objectif est destiné tout d'abord à renouveler les propos et la programmation pour un public composé majoritairement d'habitants de la CCRG et environs proches (Mulhouse, Colmar par exemple). Les expositions, qui dictent ensuite les médiations programmées, sont l'occasion d'approfondir de nouvelles thématiques. Programmées 18 mois en amont, elles supposent des recherches bibliographiques et en archives. La mise en place de partenariats permet de se rapprocher de personnes ressources. En outre, la poursuite ou le renforcement de partenariats scientifiques avec des structures telles que le Service régional de l'Inventaire du Patrimoine, le Parc Naturel Régional des Ballons des Vosges et le laboratoire de recherche du CRESAT-Université de Haute-Alsace. Un étroit partenariat avec les services de la DRAC (Archéologie, Conservation régionale des Monuments historiques) permettra un suivi régulier de l'actualité patrimoniale sur le territoire.
Enfin, la connaissance du bâti permet une perception fine des enjeux en matière de réhabilitation de l'habitat et du bâti dans sa globalité. L'identification de séries et la constitution d'une typologie

C1 Données Internes

permet de mettre en lumière des éléments identitaires de chaque ville ou village et d'éviter une banalisation de l'architecture et de l'habitat. Chaque commune pourra ainsi s'appuyer sur ces connaissances pour établir et instruire ses politiques d'urbanisme.
Ces identifications permettront de contribuer aux dispositifs structurants tels que le fonds de sauvegarde de la maison alsacienne et du bâti traditionnel porté par la CeA auquel abonde la CCRG.

- Axe 2 : Lier la préservation du patrimoine aux politiques de l'habitat et de l'urbanisme de la CCRG et des communes membres de l'EPCI

Le service Pays d'art et d'histoire ne dispose que de peu de moyens d'actions propres afin de préserver le patrimoine. En effet, rappelons ici que le rôle de ce service est la sensibilisation selon le principe fondamental de la charte Unesco dite d'Ename, de sensibiliser pour mieux préserver. Il s'agit en outre de conforter le cadre de vie des habitants afin qu'ils se sentent bien dans la région de Guebwiller, participant ainsi à l'attractivité du territoire. La sensibilisation des élus et des techniciens à la valeur patrimoniale et au cadre de vie se révèle comme un levier essentiel, afin de transcrire dans le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) l'importance de la préservation du paysage et du bâti ancien. Enfin, la sensibiliser des habitants et accompagnateurs de l'habitat sur la rénovation de l'habitat et la création architecturale est essentielle à la préservation des paysages urbains. Les acteurs sont nombreux et le renforcement des liens entre les acteurs de la rénovation du bâti ancien est essentielle à la lisibilité des dispositifs et des règlementations. La CCRG s'est engagée dans le dispositif du fonds de sauvegarde de la maison alsacienne et du bâti traditionnel grâce à l'identification du patrimoine bâti. Un contrat de projet à 80% a pour cela été recruté.

- Axe 3 : Vers de nouvelles formes de valorisation

Depuis une dizaine d'années, le Pays d'art et d'histoire de la région de Guebwiller a développé des actions de sensibilisation au patrimoine incluant une approche artistique. Elle poursuivra cette politique en s'appuyant sur les structures partenaires identifiées.
Le travail en étroite collaboration avec les Dominicains de Haute-Alsace (Centre culturel de Rencontre) a permis de faire du Pays d'art et d'histoire un véritable laboratoire d'expérience autour de la médiation culturelle. A l'écoute des attentes du public le service a piloté la création d'outils innovants, mêlant le numérique, l'artistique et le didactique. Ces développements menés permettent à la région de Guebwiller de se situer à la pointe de la médiation culturelle. Ils seront poursuivis et développés ces prochaines années, et cela malgré les fortes contraintes budgétaires grâce à l'implication des équipes et l'important savoir-faire en interne.
Ce travail avec les créateurs se concrétise également à travers la rencontre d'architectes ou de professionnels de la conservation, restauration du patrimoine.
Outre le travail étroit avec les artistes, la prochaine convention cherchera à une meilleure reconnaissance des droits culturels.
La convention de Faro sur la valeur du patrimoine culturel pour la société adoptée par le Conseil de l'Europe en 2005 met en exergue la valeur et le potentiel du patrimoine en tant que ressource de développement durable et de qualité de la vie dans une société en constante évolution. Elle est suivie d'une déclaration en 2007 qui fixe les piliers des droits culturels à savoir : le respect de l'identité culturelle de chacun, ainsi que la diversité des identités culturelles ; l'accès aux patrimoines culturels, le fait de se référer ou non à une communauté, de participer ou non à la vie culturelle, le droit à l'éducation, à l'information et à la coopération.
La reconnaissance des droits culturels tend à une plus grande ouverture lors de la définition de ce qui est patrimoine émanant du collectif et des habitants. Elle amène à une prise en compte des identités plurielles et du patrimoine dans toute sa diversité et notamment l'immatériel.
Le rôle de l'historien et du chercheur, nécessaire à la connaissance du patrimoine reste à positionner au regard de ces droits culturels et de la notion d'information et de coopération. Le juste équilibre, dans un contexte de mise en œuvre récente de l'approche s'atteindra après quelques moments expérimentaux durant les dix prochaines années, à travers la mise en place d'opérations de

C1 Données Internes

collectage du patrimoine immatériel, la mise en place d'un inventaire participatif du patrimoine et la poursuite d'approches participatives dans les expositions.

Article 2 : Développer une politique des publics

§ 1 - Sensibiliser les habitants et les professionnels à leur environnement architectural et paysager

Ces actions de sensibilisation (visites, conférences,…) doivent permettre aux habitants d'être acteurs à part entière de la mise en valeur du patrimoine et de la promotion de la qualité architecturale de leur environnement quotidien.

Cette démarche d'appropriation suppose **la création d'actions spécifiques** destinées à donner des clefs de compréhension.

Le Pays d'art et d'histoire de la région de Guebwiller s'engage, en collaboration avec ses partenaires, à mettre en place ou à développer un programme d'actions conduit par l'animateur de l'architecture et du patrimoine/chef de projet Ville ou Pays d'art et d'histoire et son service. Les principales orientations sont développées en annexe (***cf. annexe n° 1***).

Afin de développer les actions à travers l'ensemble du territoire de la région de Guebwiller, de la ville centre aux communes de montagne, le service veillera à développer des actions hors les murs et renforcera son travail avec les communes et associations. Il s'agit de proposer des visites-guidées sous différents formats aux habitants des 19 communes du territoire. Une attention particulière est portée à l'établissement d'un équilibre entre les communes à travers des sujets renouvelés chaque année.

Les événements nationaux se révèlent comme des moments forts propices à des actions dans les différentes communes. Aussi, les Journées européennes du patrimoine, les Rendez-vous aux jardins, les journées nationales de l'architecture, le printemps des cimetières, les Journées européennes des métiers d'art, sont l'occasion de proposer de nombreuses découvertes.

§ 2 - Initier le public jeune à l'architecture et au patrimoine

A l'intention du public jeune, *le Pays d'art et d'histoire de la région de Guebwiller* crée de manière permanente **des ateliers d'architecture et du patrimoine**. Des locaux situés *au château de la Neuenbourg, 3 rue du 4 février à Guebwiller* sont spécialement aménagés pour recevoir un groupe d'une trentaine d'élèves. Ils sont équipés d'un matériel éducatif approprié.

Initiés et coordonnés par l'animateur de l'architecture et du patrimoine et son adjointe **les ateliers s'adressent aux élèves de la maternelle à la terminale**.

Une attention particulière est portée aux actions qui s'inscrivent dans **l'enseignement « histoire des arts ».** Cet enseignement instaure des situations pédagogiques nouvelles favorisant les liens entre la connaissance et la sensibilité. Il « intègre l'histoire de l'art, par le biais des arts de l'espace, des arts du visuel et des arts du quotidien » (cf. BO du ministère de l'Éducation nationale n°32 du 28 août 2008). *Le Pays d'art et d'histoire de la région de Guebwiller* propose de contribuer à la formation des enseignants, de faciliter la rencontre des jeunes publics avec les œuvres architecturales, de développer leurs pratiques artistiques et culturelles.

Des projets particuliers peuvent être définis dans le cadre des projets d'établissement et des dispositifs partenariaux (éducation nationale, agriculture notamment).

C1 Données Internes

Des ateliers fonctionnent aussi à l'intention des jeunes, **hors temps scolaire** : activités du mercredi, du samedi et durant les vacances (été des 6-12 ans).

Des actions sont menées avec les centres de loisirs et se développent notamment à l'intention des jeunes en difficulté. Des ateliers d'architecture et du patrimoine se déroulent dans les quartiers défavorisés en liaison avec les services chargés de la mise en place de la politique de la ville (« Ecole ouverte » ou autres dispositifs partenariaux...)

L'animateur de l'architecture et du patrimoine/chef de projet Ville ou Pays d'art et d'histoire et son équipe de guides conférenciers travaillent en transversalité avec les services municipaux et territoriaux (enfance, jeunesse et sport, animation, urbanisme) et en collaboration avec les différents partenaires (Éducation nationale).

En fonction des thématiques développées, les ateliers font appel à de multiples compétences : architectes, urbanistes, paysagistes, scientifiques et techniciens du patrimoine, artisans, plasticiens, musiciens, écrivains et comédiens...

Les principales thématiques proposées de manière indicative sont développées en ***annexe n°1.***

Le service Pays d'art et d'histoire travaille en partenariat avec les structures culturelles du territoire afin de valoriser le patrimoine local. Le souhait est de renforcer et pérenniser ces partenariats autour de thématiques et axes de sensibilisation spécifiques.
La volonté d'intensifier les partenariats culturels autour des actions pédagogiques soulève la question d'une mise en place du Contrat Territorial d'Education Artistique et culturelle (CTEAC), encouragés par la DRAC Grand Est, à l'échelle du territoire de la CCRG.
Le CTEAC permet la conception d'une convention multipartite entre des partenaires culturels ainsi que des financeurs (DRAC, Département, Région) afin d'organiser la cohérence des actions éducatives à destination du jeune public et leur diffusion.
Les actions menées se développent autour de trois piliers qui se trouvent déjà au cœur des missions du Pays d'art et d'histoire et des partenariats culturels :

- La rencontre directe avec les œuvres, les artistes et les professionnels de la culture ;
- Le développement du sensible et de l'esthétique à travers le plaisir de l'expérimentation et la pratique artistique ;
- La construction d'un sens critique et le développement d'une relation à l'art.

La mise en place d'un CTEAC permet de pérenniser et renforcer les partenariats, améliorer la cohérence et la lisibilité de l'offre d'actions éducatives sur le territoire, expérimenter des nouveaux formats et faciliter la communication entre les partenaires et à destination du jeune public. Son élaboration et son application nécessitent un vaste travail d'évaluation, de concertation et de coordination, qui demande la création d'un poste spécifique.
Dans l'attente d'une telle structuration, le service Pays d'art et d'histoire de la CCRG pourra organiser une journée de rencontre, sous la forme d'un forum, lors de laquelle les différentes structures présenteront leurs axes de travail autour de la valorisation du patrimoine culturel.

§ 3 - Accueillir le public touristique

L'animateur de l'architecture et du patrimoine/chef de projet Ville ou Pays d'art et d'histoire travaille en étroit partenariat **avec l'office du tourisme avec lequel une convention spécifique est mise en place** qui fixe le rôle et les missions de chacun des services en articulation l'un avec l'autre.

C1 Données Internes

A l'intention du public touristique est mis en place un programme de visites-découvertes, conçu à l'intention **des individuels.** Par convention des visites générales et thématiques *Pays d'art et d'histoire de la région de Guebwiller* sont par proposées l'Office du tourisme intercommunal à **heures fixes notamment en période estivale et pendant les vacances scolaires**. Des trames de visites et/ou des formations sont mises à disposition des guides-conférenciers.

Pour les **groupes**, des visites générales et des circuits thématiques sont assurés toute l'année à la demande par l'Office de Tourisme intercommunal, qui fait appel à des guides-conférenciers vacataires, indépendants ou de l'équipe de l'Office de Tourisme.

A cet effet, l'animateur de l'architecture et du patrimoine/chef de projet Ville ou Pays d'art et d'histoire conçoit une programmation annuelle de thèmes et itinéraires de visites. Une politique de modulation tarifaire est mise en place pour chacune de ces offres. (***Cf. Annexe n°2)***

Les principales thématiques de visites sont développées en ***annexe n°1.***

Titre II - Les moyens :
Créer un service de promotion et de valorisation de l'architecture et du patrimoine

Article 1 : **Recourir à un personnel qualifié**

La mise en œuvre de la convention exige d'avoir recours à un personnel qualifié.

La Communauté de Communes de la Région de Guebwiller s'engage à constituer une équipe de professionnels qualifiés dans le domaine de l'architecture et du patrimoine. Pour ce, elle s'engage

- à recruter un animateur de l'architecture et du patrimoine/chef de projet Ville ou Pays d'art et d'histoire à plein temps (de catégorie A).
  Elle met à sa disposition les moyens matériels nécessaires au bon fonctionnement de ses missions, notamment : un bureau, un téléphone, un ordinateur portable performant (accès internet et courriel) et un budget de fonctionnement et de déplacement.
  L'annexe n°3 précise les missions, les modalités de recrutement et la rémunération de l'animateur de l'architecture et du patrimoine/chef de projet Ville ou Pays d'art et d'histoire.
  L'animateur de l'architecture et du patrimoine/chef de projet Ville ou Pays d'art et d'histoire travaille en transversalité avec l'ensemble des services territoriaux (urbanisme, éducation, communication…) et établit des collaborations avec les acteurs culturels et touristiques, de loisirs ou les maisons de quartier.
  Il associe les guides conférenciers à l'ensemble des actions définies dans la convention.
  Il est placé sous la responsabilité du directeur général adjoint.

- à recruter **un animateur de l'architecture et du patrimoine** adjoint à plein temps (de catégorie B) en charge notamment du service éducatif.

Le service Pays d'art et d'histoire est en outre chargé actuellement d'une mission d'accueil du CIAP répartie entre deux médiateurs du patrimoine (catégorie C).
Afin de mener à bien la mission ponctuelle d'inventaire du patrimoine bâti, un contrat de projet à 80% a été ouvert en 2025.

- à ne faire appel qu'à des guides conférenciers qualifiés, répondant aux exigences du décret n°2011-930 du 1er août 2011

- L'animateur de l'architecture et du patrimoine/chef de projet Ville ou Pays d'art et d'histoire et les guides conférenciers bénéficient d'actions de formation continue organisées et financées, au niveau national ou au niveau régional, par le ministère de la Culture.
- La CCRG s'engage à autoriser les personnels concernés à suivre ces formations.
- A souscrire un contrat d'assurance couvrant la réalisation de l'ensemble de ces actions de sensibilisation

C1 Données Internes

Article 2 : Faire vivre un centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine (CIAP)

Le Centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine est :

- pour la collectivité territoriale, un lieu d'information et de présentation des enjeux de l'évolution architecturale, urbaine et paysagère du pays.
- pour les habitants, un lieu de rencontre et d'information sur les activités de valorisation du patrimoine et les projets urbains et paysagers,
- pour les touristes un espace d'information donnant les clés de lecture du pays.
- pour les jeunes, un support pédagogique dans le cadre des ateliers d'architecture et du patrimoine.

Véritable lieu de ressources et de débats, le centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine (CIAP) est un équipement de proximité conçu de manière originale.

Il présente une exposition permanente didactique sur l'évolution du pays.et sur les principales caractéristiques de son architecture et de son patrimoine. Le CIAP développe une scénographie originale de manière à mieux faire comprendre le pays aux visiteurs, à susciter leur curiosité et leur envie de découvrir plus avant les différents aspects de l'identité du pays d'art et d'histoire.

Des expositions temporaires et des conférences prenant en compte l'actualité de l'architecture et du patrimoine sont régulièrement organisées.

Le CIAP de la Région de Guebwiller a été ouvert en 2019 au sein du château de la Neuenbourg situé 3 rue du 4 février à Guebwiller, après validation du PSC par la DRAC Grand Est. Il constitue un équipement majeur du développement culturel et touristique du territoire.

Le CIAP est dirigé par l'animateur de l'architecture et du patrimoine/chef de projet Villes et Pays d'art et d'histoire.

Article 3 : Assurer la communication, la diffusion et la promotion de l'architecture et du patrimoine

Pour développer une communication au public le plus large, la Communauté de Commune de la Région de Guebwiller s'engage :

- **à utiliser le label Ville ou Pays d'art et d'histoire, déposé à l'INPI**, ainsi que le logo du ministère et celui des Villes et Pays d'art et d'histoire - accompagné de la présentation type du label et du réseau (***annexe n°6***) - sur toutes les publications établies en partenariat avec la DRAC et avec la DGPA (service de l'architecture). La CCRG mentionne dans tous les supports d'information qu'elle publie que les visites-découvertes et les circuits sont assurés par des guides conférenciers qualifiés.

- **à réaliser des publications sur l'architecture et le patrimoine** :
  - des dépliants présentant le Pays d'art et d'histoire (histoire, programmes d'activités, visites,…),
  - des fiches thématiques (Sites patrimoniaux remarquables /SPR, architecture du XXIe siècle,…) ou monographiques,
  - des brochures ou des guides (comme le guide de la collection de guides des Villes et Pays d'art et d'histoire développée en partenariat avec les Éditions du patrimoine),
  - des affiches,
  - des pages internet sur le site *le pays* portant sur l'architecture et le patrimoine.
  - des expositions thématiques

C1 Données Internes

- des circuits de découverte
- etc.

Tous ces documents sont conçus **conformément à la charte graphique** définie par la direction générale des patrimoines (service de l'architecture) pour le réseau des Villes et Pays d'art et d'histoire.

- **à diffuser et à afficher de manière régulière** dans les structures touristiques et culturelles de la ville **les informations** concernant les visites et les activités proposées.

- **à relayer la promotion nationale du label.**

Le ministère de la Culture actualise le site internet **« www.vpah.culture.fr ».** La ville crée un lien de renvoi de son site internet vers le site national du réseau et réciproquement.

Titre III : Un partenariat permanent

Article 1 : Engagement de l'État

Les actions prévues dans la convention sont développées en étroite collaboration avec la direction régionale des affaires culturelles - notamment la conservation régionale des monuments historiques et l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine. – et avec la direction générale des patrimoines et de l'architecture (service de l'architecture).

Le ministère de la Culture s'engage à :

- mettre à la disposition du pays son appui scientifique et technique pour la réalisation de l'ensemble de ce programme ;
- autoriser le pays à utiliser le label "Ville *ou* Pays d'art et d'histoire", déposé à l'INPI, dans les conditions normales du respect de la présente convention, sous réserve de l'usage de ses droits liés à la propriété intellectuelle et industrielle ;
- permettre au pays de se prévaloir de son agrément pour l'ensemble des actions définies dans la présente convention ;
- promouvoir les actions du pays au sein du réseau national ;
- participer au jury de recrutement de l'animateur de l'architecture et du patrimoine/chef de projet Ville ou Pays d'art et d'histoire ;
- mettre en place et soutenir des stages régionaux de formation continue à l'intention des animateurs de l'architecture et du patrimoine/chef de projet Ville ou Pays d'art et d'histoire ;
- organiser des séminaires nationaux de perfectionnement à l'intention des animateurs de l'architecture et du patrimoine/chef de projet Ville ou Pays d'art et d'histoire ;
- participer aux commissions de coordination.

Article 2 : Fonctionnement de la convention :

La convention attribuant le label Ville ou Pays d'art et d'histoire institue un partenariat permanent qui prend effet à la date de la signature de la convention et qui donne lieu à une renégociation tous les dix ans. Elle fait l'objet d'un programme annuel d'actions instruit par la direction des affaires culturelles de la région Grand Est selon les objectifs prioritaires du ministère de la Culture et du réseau national des Villes et Pays d'art et d'histoire.

Des groupes de travail thématiques, mis en place à l'initiative de l'animateur de l'architecture et du patrimoine/chef de projet Ville ou Pays d'art et d'histoire, contribueront à la réflexion générale sur la mise en valeur de l'architecture et du patrimoine et à l'élaboration du programme annuel. Ils sont ouverts aux différents partenaires et acteurs locaux.

Article 3 : Evaluation de la convention

- La Communauté de Communes de la Région de Guebwiller s'engage à communiquer **chaque année** à la direction régionale des affaires culturelles et à la direction générale des patrimoines et de l'architecture le bilan des activités menées dans le cadre de la convention.

C1 Données Internes

- **Une commission de coordination** est créée. Préparée par l'animateur de l'architecture et du patrimoine, elle se réunit **au moins une fois tous les deux ans** sur convocation du président de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller afin d'établir le bilan des actions, d'étudier les projets nouveaux et de décider des moyens à mettre en œuvre pour les réaliser.

Elle est constituée notamment des personnalités suivantes ou de leur représentant :

- du président de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller président de la commission ;
- du directeur régional des affaires culturelles ;
- des adjoints et conseillers municipaux concernés : culture, urbanisme, éducation, patrimoine, développement social, tourisme, etc. ;
- du directeur général des services ;
- du directeur du service de l'urbanisme ;
- du directeur des affaires culturelles ;
- du conservateur des musées ;
- du directeur de l'office du tourisme ;
- d'un enseignant de l'Université ou de l'école nationale supérieure d'architecture.
- de l'inspecteur d'académie ;
- du chef de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine ;
- du délégué régional au tourisme ;

Article 4 : Financement de la convention

Le financement de l'ensemble du programme d'actions est assuré par la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller avec le soutien du ministère de la Culture.

L'***annexe n°2*** précise les principes de ce soutien financier.

La participation financière de l'État sera définie annuellement sous réserve du vote du budget de l'État et de la déconcentration des crédits. Elle sera étudiée dans le cadre de la convention par la DRAC sur la base d'un dossier présenté par la collectivité porteuse du label et sur présentation d'un rapport annuel rendant compte de l'utilisation des subventions reçues l'année précédente et des actions réalisées.

Toute subvention non utilisée, ou utilisée non conformément aux engagements définis dans la convention devra faire l'objet d'un reversement *dans les deux mois* suivant le rapport annuel.

C1 Données Internes

La Communauté de Communes de la Région de Guebwiller sollicite également des aides régionales, départementales et européennes en fonction des projets menées, en adéquation avec les dispositifs existants.

Article 5 : Durée de la convention

La présente convention est signée pour une durée de dix ans et prend effet à la date de sa signature.

A l'issue des dix ans, la convention est évaluée selon une procédure définie dans l'***annexe n°5.***

La Communauté de Communes de la Région de Guebwiller dresse, en partenariat avec la direction régionale des affaires culturelles de la Région Grand Est le bilan de sa mise en œuvre et propose de nouvelles orientations pour son renouvellement.

La renégociation de la convention peut être l'occasion de s'inscrire dans une démarche d'extension du territoire labellisé. ***Cf. annexe n°5.***

La présente convention pourra faire l'objet d'une dénonciation par chaque partie signataire moyennant un préavis de six mois. La commission de coordination devra alors être réunie avant d'envisager la dénonciation de la convention, dès lors que serait constatée l'inexécution grave d'une de ses obligations ou que surviendraient des événements extérieurs dont la nature et l'ampleur remettraient en cause son bien-fondé. Cette dénonciation devra être entérinée par la Commission régionale du patrimoine et de l'architecture. Le label devra alors être retiré de tout support d'information.

Toute modification aux dispositions de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant.

Article 6 : Exécution

La directrice régionale des affaires culturelles de la région Grand Est et le président de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller sont chargés de l'exécution de la présente convention.

A le

Le président Le préfet

C1 Données Internes

LISTE DES ANNEXES

1. **Un programme d'actions**

2. **Financement de la convention (aide de l'État, part de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller, autres financements)**

3. **Missions, recrutement de l'animateur de l'architecture et du patrimoine/chef de projet Ville ou Pays d'art et d'histoire**

4. **Qualification des guides conférenciers : Décret n° 2011-930 du 1er août 2011 relatif aux personnes qualifiées pour la conduite de visites commentées dans les musées et monuments historiques**

5. **Fiche technique précisant les modalités de renouvellement décennal des conventions et les modalités d'extension du territoire labellisé**

6. **Présentation type du label**

C1 Données Internes

ANNEXE N°1

UN PROGRAMME D'ACTIONS

Cf. Titre I, article 2

Le Pays d'art et d'histoire de la région de Guebwiller s'engage, en collaboration avec ses partenaires et sous la coordination du service « Ville ou Pays d'art et d'histoire » conduit par l'animateur de l'architecture et du patrimoine/chef de projet Ville ou Pays d'art et d'histoire à mettre en place ou développer les actions suivantes :

I. EN DIRECTION DES HABITANTS ET DES PROFESSIONNELS

- des **visites-découvertes thématiques, des conférences** organisées toute l'année. Différents formats sont développés : visites conférences, conférences visites flash, visites à vélo, visites rando, visites d'expositions et bien d'autres encore. Chaque année, le programme annuel permet de communiquer sur ces actions de sensibilisation. Les thématiques choisies veilleront à sensibiliser à l'ensemble du champ patrimonial et l'ensemble du territoire de la CCRG. Des cycles thématiques pourront voir le jour (patrimoine juif, art roman, le patrimoine de la montagne, patrimoine agricole, architecture contemporaine, châteaux forts, etc.)

- des actions **originales** organisées **en relation avec l'actualité nationale et locale de l'architecture et du patrimoine** (Journées européennes du patrimoine, Rendez-vous aux jardins, Journées nationales de l'architecture, Prix Grand public de l'architecture, Palmarès de l'architecture …)

- des actions de **sensibilisation à la qualité de l'architecture**, **du patrimoine, du paysage** : élaboration des projets urbains, sites patrimoniaux remarquables, espaces publics, charte paysagère, etc. Ces programmes se feront en collaboration avec l'architecte-conseil de la collectivité, la direction régionale des affaires culturelles (en particulier l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine, le conseil en architecture, en urbanisme et de l'environnement (CAUE)…).

- des **visites de chantiers,** (monuments historiques ou chantiers de fouilles archéologiques, nouvelles réalisations architecturales…) en lien étroit avec la direction régionale des affaires culturelles.

- des **cycles de formation et d'information sur l'architecture et le patrimoine** :
  - ✓ à l'intention des médiateurs touristiques ou de catégories professionnelles ayant des contacts avec les touristes : personnel d'accueil de l'office de tourisme, campings, commerçants, hôteliers et restaurateurs, etc.
  - ✓ à l'intention du personnel intercommunal : personnel d'accueil des mairies, agents des services techniques, de l'urbanisme et des espaces verts, etc.

- des actions de **sensibilisation auprès des habitants de quartiers** en collaboration avec les responsables des maisons de quartiers, des centres sociaux, des associations….

C1 Données Internes

II. EN DIRECTION DU PUBLIC JEUNE

Depuis 2004, les actions pédagogiques sont un axe prioritaire du service Pays d'art et d'histoire. De nombreuses actions ont été développées afin de sensibiliser le jeune public dans les cadres scolaire, périscolaire et familial (voir l'ensemble des actions proposées à destination des scolaires dans le livret Explorateurs : https://www.calameo.com/books/0062522384f43097d9331).
Afin de répondre aux besoins de ce public, l'équipe des médiateurs axera son développement sur les points suivants : adaptation, amélioration et communication autour de l'existant, renforcement de l'intergénérationnel, ouverture au très jeune public (0-3 ans), amplification des partenariats avec d'autres structures culturelles ou dédiées aux jeunes publics spécifiques (handicap, Petite Enfance, …) croisement de la valorisation du patrimoine et des arts.

1. ACTIONS DANS LE TEMPS SCOLAIRE

- ***Ateliers d'architecture et du patrimoine***
  - ***Extension de l'offre pour les Maternelles***

De nouveaux ateliers seront proposés aux jeunes élèves afin d'attiser leur curiosité et aiguiser leur regard :

- Découverte du Hugstein et de ses légendes : promenade depuis Buhl ou Guebwiller, découverte du château et de ses légendes

Attention annulation obligatoire en cas de mauvais temps car public fragile.

- Découverte du parc de la Neuenbourg, de ses arbres et constitution d'un herbier artistique
- Découverte de l'environnement proche de l'école : bâtiments (forme, matériaux, nom, usage), leur emplacement (première approche de l'urbanisme) avec une balade dans le quartier, un travail avec des photographies maquettes et dessins. Cet atelier sera découpé en deux interventions.

- **La structuration de parcours thématiques annuels avec les partenaires (Primaire)**

De nouveaux parcours pédagogiques thématiques rythmés par plusieurs interventions vont être élaborés afin de traiter des thématiques transversales au territoire et répondre au projet de classe mené sur une année scolaire, par exemple sur les thèmes suivants :

- l'architecture médiévale,
- les châteaux,
- l'Alsace au cœur de l'Europe,
- les patrimoines industriels

Ces parcours pourront voir le jour grâce à l'intervention de partenaires culturels qui complèteront le propos des médiatrices du service Pays d'art et d'histoire, par exemple avec les médiathèques (poursuite de la thématique avec des lectures, contes, listes bibliographiques à disposition des classes), les musées municipaux (poursuite de la découverte thématique et des métiers du patrimoine), les artistes locaux (savoir-faire et pratiques artistiques) ou encore le Mémorial du Hartmannswillerkopf (sur les questions de mémoire et de la Première guerre mondiale). Ces partenariats devront être conventionnés afin d'établir les dispositifs organisationnels et budgétaires de chaque partie prenante. Une réflexion quant aux conditions d'accès devra être menée.

- ***Malette pédagogique pour les ateliers en langue allemande et anglaise (Primaire, Collège)***

C1 Données Internes

Face à l'augmentation des demandes de visites-ateliers bilingues par les classes bilingues ou lors d'échanges de correspondants et à la pénurie de guides en langue étrangères qui s'adaptent au jeune public, le service pays d'art et d'histoire imagine la création d'une animation mixte :

- Une heure de visite/atelier en langue française accompagné d'un guide conférencier
- Une heure d'expérimentation (bilingue : allemand ou anglais) grâce à une mallette pédagogique

Afin que cette offre soit qualitative, les mallettes pédagogiques seront conçues par les médiateurs du service Pays d'art et d'histoire en collaboration avec les enseignants en langues étrangères et/ou des natifs. Toujours dans cet objectif de maintien de la cohérence des ateliers pédagogiques, une formation sera donnée aux enseignants qui souhaitent utiliser la mallette pédagogique.

Les thèmes de ces ateliers bilingues pourraient se développer sur :

- le parc et le château de la Neuenbourg,
- les Alsaciens au cœur de l'Europe,
- l'architecture médiévale,
- les châteaux.

- ***Restructuration des actions à destination des Collèges et Lycées***

Les ateliers pédagogiques, à destination des Collèges et Lycées, devront être réorganisés pour correspondre plus facilement aux créneaux horaires des matières dans lesquels ils s'inscrivent, et ainsi éviter d'empiéter sur les autres matières. Pour ce qui est des *options Langue et Culture Régionale* ainsi que le *Grand Oral de la spécialité HGGSP* pour le baccalauréat, celles-ci offrent des opportunités précieuses pour approfondir l'engagement des élèves avec le patrimoine :

- Pour *l'Option Langue et Culture Régionale* : Continuer à proposer des ateliers interactifs qui explorent la culture et le patrimoine de la région de Guebwiller. Ces ateliers peuvent se concentrer sur la puissante période médiévale ou l'importante ère industrielle du XIXe siècle. Ils doivent aborder à la fois le patrimoine matériel et immatériel, incluant les savoir-faire régionaux et les traditions orales.

- Pour *le Grand Oral de la spécialité HGGSP* : Proposer des ateliers axés sur la patrimonialisation. Ces ateliers peuvent inclure des projets de recherche, des débats et des présentations sur la conservation et la valorisation du patrimoine, avec une attention particulière portée au droit culturel.

- Sensibiliser aux métiers de guides conférenciers : une première étape dans la sensibilisation au métier de guide conférencier a été menée dans le cadre du projet *Eloquence* au sein de lycées du territoire. Le contexte actuel, de manque de guides conférenciers notamment adaptés au jeune public et en langues étrangères, pousse à poursuivre et renforcer ces actions de sensibilisation à ces métiers.

- ***Actions développées dans le cadre de l'enseignement « Histoire des arts »***

Les publics, notamment adolescent et scolaire, sont à la recherche d'animations à la croisée des disciplines, mêlant histoire, patrimoine et arts. La démarche du Pays d'art et d'histoire et les partenariats noués sur le territoire poussent également à développer cette dynamique.

Projets GIP - ACMISA (groupement d'intérêt public-actions culturelles en milieu scolaire en Alsace)

C1 Données Internes

De nouveaux projets ACMISA seront conçus en lien avec les futures expositions ou recherches menées sur le territoire. Les thématiques suivantes du patrimoine local pourraient par exemple être développées et enrichies par l'intervention d'artistes ou artisans d'art :
- La ville industrielle et la lithographie
- Les parcs et jardins
- La calligraphie

Les classes du patrimoine
La poursuite et le développement des classes du patrimoine seront également l'occasion de créer des rencontres entre histoire, patrimoine et art par le biais de rencontres avec plusieurs acteurs culturels, artistes et d'expérimentation de la pratique artistique.
Le format « classe du patrimoine » (format similaire aux classes vertes) a été testé avec succès pour la première fois fin mai 2024. Ce format sera reproposé les prochaines années. La thématique médiévale sera complétée par une semaine sur le patrimoine industriel à destination des CM2. Ces deux thèmes pourront également être respectivement adaptés aux classes de Cinquième et de Quatrième.

Collaboration avec les Dominicains de Haute-Alsace
Lors des visites et ateliers proposées, le discours de la guide conférencière est enrichi par des créations numériques ou l'intervention d'artistes. Ce dialogue fonctionne particulièrement avec les classes de collège et lycée.
De nouvelles thématiques ou approches seront ainsi proposées en lien avec l'actualité du CCR des Dominicains de Haute-Alsace et du Pays d'art et d'histoire.

Sensibilisation à l'architecture contemporaine, rencontre avec les architectes
La sensibilisation à l'architecture contemporaine doit être renforcée. Les ateliers sur l'évolution de l'architecture ou de l'urbanisme pourraient se poursuivre par des rencontres avec des architectes locaux ou menant des projets sur notre territoire.
Le calendrier des animations sera à organiser en fonction de l'actualité, des projets en cours et des disponibilités des architectes. Le mois d'octobre est souvent propice à ces rencontres, les architectes ayant connaissance et la volonté de participer au mois de l'architecture.
Ce parcours « architecture contemporaine » s'intègre notamment au cursus scolaire des cycle 3, collège, lycée et notamment des filières professionnelles telles que l'option STI2D proposée au Lycée Théodore Deck.

2. ACTIONS HORS TEMPS SCOLAIRE

Ateliers périscolaires
Les animations à destination du public périscolaire sont construites sous la forme d'ateliers ludiques et participatifs, favorisant la cohésion de groupe et l'expérimentation. Les formats traditionnels, comme les rallyes du patrimoine, le *Clued'au château*, les ateliers thématiques continueront d'être proposés pour leur aspect ludique et immersif. Cependant, il est également important de diversifier les offres. Cela peut amener à la création d'ateliers créatifs ou des visites thématiques où l'interaction est toujours présente, par exemple :

- **Rallye du Patrimoine Vigneron à Soultz :**

Organiser un rallye du patrimoine axé sur le patrimoine vigneron de Soultz où les enfants pourront découvrir les caves, les vignes, les maisons vigneronnes et les murs en pierre sèche tout en participant à des activités interactives et éducatives.

- **Chasse au Trésor au Couvent de Schwarzenthann à Soultzmatt :**

C1 Données Internes

Proposer une chasse au trésor dans les ruines du couvent de Schwarzenthann. Les enfants devront résoudre des énigmes et suivre des indices pour découvrir des trésors cachés, tout en apprenant l'histoire du site et de la région.

- **Voyage temporel au couvent des Dominicains :**

Sous la forme d'un rallye composé d'énigmes et de jeux rappelant les *escape games*, les enfants devront réussir à retourner au XXIe siècle en passant des époques médiévale et industrielle.

Ateliers familles : renforcer la collaboration parent-enfant

L'objectif est de créer un environnement où les parents et les enfants peuvent expérimenter ensemble, que ce soit un apprentissage partagé, tout en renforçant leurs liens familiaux et en découvrant le patrimoine. Les adultes ne sont pas de simples accompagnateurs mais jouent un rôle actif.

Par exemple, les parents peuvent aider à construire des maquettes, à résoudre des énigmes historiques, mais aussi d'autres activités qui nécessitent une collaboration parent-enfant, comme des « chasses aux trésors » ou encore des créations plastiques en équipe.

Les Bébés au château, ateliers pour le jeune public 0 – 3 ans en collaboration avec le service Petit Enfance

La spécificité de ces publics nécessitera de construire les animations en collaboration avec les spécialistes en puériculture et notamment le service Petit Enfance de la CCRG.

Les objectifs principaux de ces animations seront les suivantes :

- expérimenter
- une première entrée dans les lieux patrimoniaux et structures culturelles
- une première découverte/expérimentation de l'art et de l'architecture par les formes et les couleurs
- une première approche de l'histoire intégrée dans des contes et histoires de diverses formes.

Collaboration intergénérationnel EHPAD-périscolaires

Pour favoriser des échanges enrichissants entre les générations, deux principales initiatives sont envisagées :

- des ateliers culturels et des visites adaptées pour les résidents des EHPAD pourront être mis en place. Ces activités seront conçues pour stimuler leur curiosité et leur offrir des moments de découverte, en ajustant les contenus et les formats aux besoins et aux capacités des participants
- des sessions de restitution où le jeune public partagera les résultats de leurs ateliers avec les résidents des EHPAD pourront être organisées. Ces moments permettront aux jeunes de présenter leurs projets et découvertes culturels, tandis que les aînés auront l'occasion d'apporter leurs perspectives et souvenirs.

Dans le cadre de ces initiatives visant à promouvoir le patrimoine culturel immatériel (PCI), une idée intéressante serait de mettre en place des récoltes de souvenirs avec les générations plus âgées de la communauté et en développant des activités qui favorisent les échanges entre les jeunes et les plus anciens. Par exemple sur les thèmes suivants :

- des chansons et comptines traditionnelles, où les aînés partageraient des mélodies et des textes qu'ils ont connus dans leur enfance, et où les jeunes pourraient apprendre ces chansons pour les interpréter lors d'un événement.
- Patrimoine culinaire et sa transmission, gestes et savoir-faire.
- Recueillir des légendes locales et récits, où les plus âgés raconteraient des histoires qui font partie de l'identité locale, retranscrites ou adaptées par les jeunes sous forme de pièces de théâtre ou de courtes vidéos, ainsi que des danses traditionnelles où les seniors pourraient enseigner des danses folkloriques

Livrets explorateurs pour le jeune public et les familles, lors de visite individuelle

C1 Données Internes

Ces livrets permettront aux enfants de découvrir divers aspects du patrimoine local de manière ludique. Les livrets seraient disponibles en plusieurs langues : français, anglais et allemand. L'objectif est de proposer des ressources accessibles pour un public multilingue.
Nouvelles thématiques envisagées :
- Livret Explorateurs : Patrimoine Vigneron à Soultz
- Livret Explorateurs : Château de Hartmannswiller (en partenariat avec le nouveau propriétaire)
- Livret Explorateurs : Parc de la Marseillaise (médiation qui abondera les actions de valorisation pour le label Jardin remarquable)
- Livret Explorateurs (type randonnée) : Abbaye de Murbach et Château du Hugstein
- Livret Explorateurs : Guebwiller à la période industrielle

III. EN DIRECTION DU PUBLIC TOURISTIQUE

Des visites guidées sont proposées tout au long de l'été par l'Office de Tourisme, dans le cadre d'une convention avec la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller. Elles sont assurées par les guides-conférenciers de l'Office de Tourisme. Ces visites peuvent donner lieu à la rédaction d'une trame de visite par le service Pays d'art et d'histoire afin de garantir la qualité scientifique du contenu.

En 2016, la création de l'application mobile *Les Voies du Patrimoine* a été un tournant décisif dans la valorisation *in situ*. Elle a été alimentée par les pistes audioguidées jusque-là disponibles en téléchargement ou grâce à la location d'Ipod. Véritable guide de poche, elle permet une visite de la région de Guebwiller en autonomie. Une centaine de sites sont dotés de pistes audioguidées dont certaines dédiées au jeune public. Les clés de lecture sont données afin de découvrir l'art roman, le paysage industriel, le patrimoine vigneron ou encore l'art nouveau ou l'architecture moderne, etc. La carte, la géolocalisation et les circuits thématiques aident également à organiser la visite et à trouver tous les points d'intérêt. Pour le jeune public et les familles, un onglet "rallyes" permet de découvrir le patrimoine de manière plus ludique.

Au cours de l'année 2024, un projet d'évaluation et de réactualisation des sentiers de découverte de la région de Guebwiller a été entrepris. Ce projet inclut un diagnostic complet, comprenant l'inventaire de l'ensemble des circuits existants sur différents supports ainsi que l'analyse des panneaux d'information sur place et du niveau de technologie associé, notamment les QR Codes. En parallèle, le référencement de ces sentiers dans l'application mobile Les voies du Patrimoine a été évalué. Ces efforts visent à offrir une expérience enrichie au public et à développer de nouvelles propositions, tout en ouvrant ces sentiers à un nouveau type d'usagers, les cyclistes. Pour cela, l'accent est mis sur l'amélioration continue des sentiers et sur l'adaptation aux évolutions technologiques.

Ces circuits n'ont jusqu'à présent que très peu proposé de multilingue mis à part des projets thématiques ponctuels. Si les panneaux qui jalonnent les circuits sont en français, des efforts significatifs ont été faits pour traduire la majorité des brochures en allemand et en anglais. Par ailleurs, l'application mobile *Les Voies du Patrimoine* propose une expérience multilingue en s'adaptant à la langue du téléphone de l'utilisateur. Les descriptions ainsi que les fichiers audios sont alors disponibles en français, en anglais, en allemand, voire en italien, en turc, en néerlandais et en alsacien pour certains lieux. Aujourd'hui, un travail d'ouverture sur les langues est entrepris afin de rendre le contenu accessible au plus grand nombre, reconnaissant que la région de Guebwiller accueille un grand nombre de touristes et de visiteurs internationaux. Le projet actuel vise à traduire les contenus des panneaux en plusieurs langues et à intégrer ces traductions directement dans

C1 Données Internes

l'application mobile, permettant ainsi une exploration encore plus inclusive et enrichissante pour tous.

L'application *Les voies du patrimoine* est une application appréciée par ses usagers. En revanche, peu la connaissent.
Une systématisation des renvois sur les panneaux, les brochures, les programmes, les circuits de découverte et les panneaux Relais Informations Services (RIS) améliorera la communication autour de cet outil existant.
En outre, une campagne de communication en s'appuyant sur le service communication de la CCRG et l'office de tourisme intercommunal renforcera sa visibilité.
Cette application s'adaptera aux évolutions technologiques notamment par la traduction automatique des éléments textuels afin de répondre aux besoins du public touristique.

C1 Données Internes

Annexe 2

Pays d'art et d'histoire
Annexe financière

Engagement financier de l'État

A - Conditions de principe

Types d'actions susceptibles d'être soutenues financièrement et modalités d'accompagnement suivant le déroulement de la convention sur 5 années
Les subventions financières de l'État ne pourront pas dépasser 50 % du montant global des actions engagées
Présentation en année n - 1 à la DRAC du programme détaillé à soutenir

Secteurs d'actions	Actions aidées	Parité Etat Commune	Année de signature	n+1	n+2	n+3	n+4	n+5
Animateur de l'architecture et du patrimoine	Création du poste	50 %	(à/c recrutement)	Année pleine	x mois	/	/	/
Guides conférenciers	Formation initiale et continue	50 %	/	oui	oui	oui	oui	oui
Ateliers pédagogiques	Dotation outils pédagogiques	50 %	/	oui	oui	oui	oui	oui
Communication, Documents de présentation du Pays d'art et d'histoire (*)	Edition H.T.	50 %	/	oui	oui	oui	oui	oui
Communication, Opérations spécifiques (**)	Soutien des projets au cas par cas	50 %	Programme Journées du patrimoine,	oui	oui	oui	oui	oui

(*) Seront pris en compte, les projets d'édition portant sur les documents publics disponibles non vendus tels que la plaquette de présentation historique et générale, les affiches, le programme annuel des visites et des actions, les activités pédagogiques, les plans, circuits et itinéraires, édités selon la charte graphique VPah
(**) Participation à des salons, projets de signalétique, de publication notamment de plaquettes monographiques ou thématiques

C1 Données Internes

La Communauté de Communes de la Région de Guebwiller sollicite des aides régionales, départementales et européennes en fonction des projets menées, en adéquation avec les dispositifs existants.

B - Coûts spécifiques : à titre indicatif

Les interventions pédagogiques sont réalisées à titre gracieux pour les structures périscolaires, sociales et les établissements scolaires publics du territoire. Elles sont réalisées par le service Pays d'art et d'histoire de la CCRG. Les ateliers familles se déroulant en période de vacances scolaires, à destination du public individuel ainsi que l'installation sonore du Clued'au château, destiné au public adolescent et jeune adulte sont également gratuits.
Un tarif de 96 euros (tarif en 2025) est demandé pour les établissements hors CCRG.
Les visites guidées menées par le service Pays d'art et d'histoire, quel que soit le format, à destination du public individuel, ainsi que les visites guidées menées par l'Office de tourisme à destination du public individuel en période estivale sont gratuites.
En revanche, la commercialisation de visites groupes donne lieu à une facturation (à titre indicatif, 120 euros pour une visite de 2 heures en 2025).

C1 Données Internes

ANNEXE N°3

MISSIONS DE L'ANIMATEUR DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE/CHEF DE PROJET VILLE OU PAYS D'ART ET D'HISTOIRE

Recruté à l'issue d'un concours, l'animateur de l'architecture et du patrimoine/chef de projet Ville ou Pays d'art et d'histoire est chargé de mettre en œuvre le programme d'actions défini par la convention de Ville ou Pays d'art et d'histoire, conclue entre la collectivité et le ministère de la Culture.

L'animateur de l'architecture et du patrimoine/chef de projet Ville ou Pays d'art et d'histoire a pour missions de sensibiliser la population locale, initier le public jeune au travers d'ateliers de l'architecture et du patrimoine, accueillir le public touristique en mettant à sa disposition des programmes de visites découvertes, former les guides-conférenciers, les médiateurs touristiques et sociaux, et mener des actions de communication et de promotion de l'architecture et du patrimoine.

La participation au projet culturel de la collectivité.

L'animateur de l'architecture et du patrimoine/chef de projet Ville ou Pays d'art et d'histoire travaille en transversalité avec l'ensemble des services municipaux (culture, urbanisme, communication…) et établit des collaborations avec les acteurs culturels et touristiques, de loisirs ou les maisons de quartier.

Il est l'interlocuteur privilégié des instances culturelles chargées de la mise en valeur et de la sauvegarde du patrimoine et de l'environnement, ainsi que des instances touristiques locales et régionales. L'animateur de l'architecture et du patrimoine/chef de projet Ville ou Pays d'art et d'histoire participe plus particulièrement à la réflexion globale sur les aménagements et le paysage urbain (SPR).

Il est chargé de la mise en place du Centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine (CIAP), équipement de proximité, lieu de ressources et de débats.

En tant qu'acteur culturel pour la valorisation du patrimoine de la ville ou du pays, il effectue ou initie des travaux de recherche, des communications scientifiques, au niveau local, national ou international.

Il est amené à initier et coordonner toute action de valorisation de l'architecture et du patrimoine (festival, spectacle, etc.).

Dans le cas d'une ville ou d'un pays rassemblant monuments municipaux ou nationaux, musées, l'animateur peut coordonner l'offre des différentes structures culturelles et veille à la qualification des personnels.

C1 Données Internes

Les actions pédagogiques.

L'animateur de l'architecture et du patrimoine/chef de projet Ville ou Pays d'art et d'histoire est chargé de mettre en place et de diriger le service éducatif du patrimoine, service dont les missions seront coordonnées avec les autres structures éducatives culturelles, en collaboration avec les directions régionales des affaires culturelles, les représentants de l'Education nationale, etc...

Les formations.

La formation des candidats à l'examen d'aptitude de guide-conférencier et la formation continue des guides-conférenciers sont placées sous la responsabilité de l'animateur de l'architecture et du patrimoine.

Il peut être intervenant ou initiateur lors de formations dans le cadre de ses compétences diverses (formation d'enseignants, de professionnels du tourisme, de personnels d'accueil, etc.).

Il revient également à l'animateur de l'architecture et du patrimoine/chef de projet Ville ou Pays d'art et d'histoire de veiller à la qualification des personnels chargés des visites dans de l'architecture et la ville ou dans tous les sites du pays. Il est membre de droit des commissions d'agrément.

Les visites et animations assurées par les guides-conférenciers.

L'animateur associe les guides-conférenciers agréés par le ministère de la Culture à l'ensemble des actions définies dans la convention. Il a compétence et autorité sur le contenu des prestations proposées (type de visite, qualité, programmation) ainsi que sur les tarifs des visites et la rémunération des guides-conférenciers**,** en liaison avec l'office de tourisme.

La communication.

L'animateur de l'architecture et du patrimoine/chef de projet Ville ou Pays d'art et d'histoire est responsable des actions de communication concernant son secteur (visites-conférences, éditions, expositions, signalétique...) et de la promotion du label.

Le budget.

La ville ou le pays prévoit une ligne budgétaire autonome et spécifique au fonctionnement de la convention dont la gestion est confiée à l'animateur de l'architecture et du patrimoine/chef de projet Ville ou Pays d'art et d'histoire. Ce dernier instruit avec son équipe les dossiers de demandes de subventions auprès des partenaires institutionnels (DRAC, Région, Europe, etc.).

C1 Données Internes

ANNEXE N°3-A (POSTE DE CONTRACTUEL)

RÈGLEMENT DU CONCOURS DE L'ANIMATEUR DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE/CHEF DE PROJET VILLE OU PAYS D'ART ET D'HISTOIRE VILLE OU PAYS D'ART ET D'HISTOIRE

Vu la convention Pays d'art et d'histoire de la région de Guebwiller et ses annexes en date du

ARTICLE 1

Un concours sur épreuves est ouvert pour le recrutement d'un animateur de l'architecture et du patrimoine contractuel chargé de mettre en œuvre la convention Pays d'art et d'histoire de la Région de Guebwiller et d'exercer les missions décrites dans l'annexe ci-jointe.

ARTICLE 2

Pour être admis à concourir, les candidats doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- Être titulaire d'un diplôme national ou reconnu ou visé par l'État sanctionnant une formation d'une durée totale au moins égale à trois années d'études supérieures après le baccalauréat, en histoire, histoire de l'art, architecture ou médiation culturelle.
- **Et** fournir ***un dossier d'une vingtaine de pages*** portant sur une thématique définie conjointement par la collectivité territoriale et par la direction régionale des affaires culturelles (DRAC).

ARTICLE 3

Les épreuves du concours se dérouleront comme suit :

1. épreuves écrites d'admissibilité (durée 5 heures)

Les candidats devront traiter deux sujets :
1°) une dissertation sur un sujet d'ordre général concernant le patrimoine national.
2°) une dissertation ou un commentaire de documents concernant le patrimoine de la ville.

L'anonymat des copies sera vérifié avant les corrections.

Seuls les candidats ayant obtenu la moyenne de 10/20 aux épreuves écrites d'admissibilité peuvent se présenter aux épreuves d'admission. Ils feront l'objet d'une convocation indiquant l'heure et le lieu des épreuves.

Dispenses :

C1 Données Internes

Les candidats exerçant ou ayant exercé les fonctions d'animateur de l'architecture et du patrimoine dans une Ville ou un Pays d'art et d'histoire sont dispensés des épreuves écrites.(**1**.) Sont également dispensés les candidats qui seraient titulaires d'un grade de catégorie A de la fonction publique territoriale.

2. épreuves d'admission :

2.1. dossier de méthodologie (coefficient 1) :
Les candidats auront à ***fournir un dossier de vingt pages maximum*** (iconographie et bibliographie comprises) développant des objectifs de la convention.

Sujet :

Le dossier doit être adressé en deux exemplaires pour le **XXXX au plus tard** à Monsieur Monsieur le Président de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller

Dispenses :
Les candidats exerçant ou ayant exercé les fonctions d'animateur de l'architecture et du patrimoine dans une Ville ou un Pays d'art et d'histoire sont dispensés de l'épreuve de dossier méthodologie.(**2.1**.) Sont également dispensés les candidats qui seraient titulaires d'un grade de catégorie A de la fonction publique territoriale.

2.2. mise en situation (coefficient 1) :

le ..... à partir de .... h.

Présentation d'une partie du circuit commenté au cours des visites.

Lors de la visite, un entretien avec le jury doit permettre au candidat de faire preuve de ses connaissances et de ses capacités d'analyse du patrimoine présenté ainsi que de sa connaissance générale sur l'évolution sociale et économique de la ville. Il devra également démontrer ses qualités d'animateur et de pédagogue.

2.3. oral de langue étrangère (coefficient ½) :

le ..... à partir de .... h.

Il consistera en un commentaire de sites ou de monuments et en un entretien dans l'une des langues suivantes : *allemand ou anglais*

2.4. entretien avec les membres du jury (coefficient 2) :

le ..... à partir de .... h.

Il portera sur l'expérience et les motivations des candidats ainsi que sur des questions de mise en valeur du patrimoine.

ARTICLE 4

Les épreuves du concours seront soumises au jugement d'un jury d'au moins sept membres figurant dans la liste ci-dessous :

- **le maire ou le président**
- **les adjoints concernés**
- **le directeur général des services**
- **le responsable des services culturels de la collectivité territoriale**
- **le conservateur des musées**
- **l'architecte conseil de la Ville ou l'architecte chargé des espaces protégés**
- **le directeur de l'office de tourisme**
- **le directeur des archives départementales**
- **le directeur régional des affaires culturelles ou son représentant**
- **un représentant d'un service patrimonial de la DRAC**
- **un représentant de l'Université ou de l'école d'architecture**
- **l'inspecteur départemental de l'Éducation Nationale**
- **le chef de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine**
- **le directeur du CAUE**

ARTICLE 5

Le jury désignera le candidat arrivé premier à l'issue des épreuves. Une liste complémentaire sera, le cas échéant, établie.

Fait à

le

Le Président de la CCRG

C1 Données Internes

ANNEXE N° 3-A (POSTE DE CONTRACTUEL)
Option : dossier méthodologique dans les épreuves d'admissibilité

RÈGLEMENT DU CONCOURS DE L'ANIMATEUR DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE VILLE D'ART ET D'HISTOIRE/CHEF DE PROJET VILLE OU PAYS D'ART ET D'HISTOIRE

Vu la convention Pays d'art et d'histoire de la région de Guebwiller d'art et d'histoire de la Région de Guebwiller et ses annexes en date du

ARTICLE 1

Un concours sur épreuves est ouvert pour le recrutement d'un animateur de l'architecture et du patrimoine contractuel chargé de mettre en œuvre la convention Pays d'art et d'histoire de la région de Guebwiller et d'exercer les missions décrites dans l'annexe ci-jointe.

ARTICLE 2

Pour être admis à concourir, les candidats doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- Être titulaire d'un diplôme national ou reconnu ou visé par l'État sanctionnant une formation d'une durée totale au moins égale à trois années d'études supérieures après le baccalauréat, en histoire, histoire de l'art, architecture ou médiation culturelle.
- **Et** fournir ***un dossier d'une vingtaine de pages*** portant sur une thématique définie conjointement par la collectivité territoriale et par la direction régionale des affaires culturelles (DRAC).

ARTICLE 3

Les épreuves du concours se dérouleront comme suit :

1. épreuves écrites d'admissibilité

le ..... de .... h à .... h.

1.1. Les candidats devront traiter deux sujets (coefficient 1) ; durée : 5 heures
1°) une dissertation sur un sujet d'ordre général concernant le patrimoine national.
2°) une dissertation ou un commentaire de documents concernant le patrimoine de la ville.

L'anonymat des copies sera vérifié avant les corrections.

1.2. dossier de méthodologie (coefficient 1)

C1 Données Internes

Les candidats auront à fournir ***un dossier de vingt pages maximum*** (iconographie et bibliographie comprises) développant des objectifs de la convention.

Sujet :
Le dossier doit être adressé en deux exemplaires pour le **au plus tard** à Monsieur le Président de la Communauté de Communes de la région de Guebwiller

Seuls les candidats ayant obtenu la moyenne de 10/20 aux épreuves écrites d'admissibilité peuvent se présenter aux épreuves d'admission. Ils feront l'objet d'une convocation indiquant l'heure et le lieu des épreuves.

Dispenses d'épreuves :
Les candidats exerçant ou ayant exercé les fonctions d'animateur de l'architecture et du patrimoine dans une Ville ou un Pays d'art et d'histoire sont dispensés des épreuves d'admissibilité **(1.1 et 1.2).** Sont également dispensés les candidats qui seraient titulaires d'un grade de catégorie A de la fonction publique territoriale.

2. épreuves d'admission :

2.1. Mise en situation (coefficient 1) :

le ..... à partir de .... h.

Présentation d'une partie du circuit commenté au cours des visites.

Lors de la visite, un entretien avec le jury doit permettre au candidat de faire preuve de ses connaissances et de ses capacités d'analyse du patrimoine présenté, ainsi que de sa connaissance générale sur l'évolution sociale et économique de la ville ou du territoire labellisé. Il devra également démontrer ses qualités d'animateur et de pédagogue.

2.2. Oral de langue étrangère (coefficient ½) :

le ..... à partir de .... h.

Il consistera en un commentaire de sites ou de monuments et en un entretien dans l'une des langues suivantes : *allemand- anglais*

2.3. Entretien avec les membres du jury (coefficient 2) :

le ..... à partir de .... h.

Il portera sur l'expérience et les motivations des candidats ainsi que sur des questions de mise en valeur du patrimoine.

ARTICLE 4

Les épreuves du concours seront soumises au jugement d'un jury d'au moins sept membres figurant dans la liste ci-dessous :

- **le maire ou le président**
- **les adjoints concernés**

- **le directeur général des services**
- **le responsable des services culturels de la collectivité territoriale**
- **le conservateur des musées**
- **l'architecte conseil de la Ville ou l'architecte chargé des espaces protégés**
- **le directeur de l'office de tourisme**
- **le directeur des archives départementales**
- **le directeur régional des affaires culturelles ou son représentant**
- **un représentant d'un service patrimonial de la DRAC**
- **un représentant de l'Université ou de l'école d'architecture**
- **l'inspecteur départemental de l'Éducation Nationale**
- **le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine**
- **le directeur du CAUE**

ARTICLE 5

Le jury désignera le candidat arrivé premier à l'issue des épreuves. Une liste complémentaire sera, le cas échéant, établie.

Fait à

le

Le Président de la CCRG

C1 Données Internes

ANNEXE N° 3-B (POSTE DE TITULAIRE OU OUVERT AUX AAP)

RÈGLEMENT DU CONCOURS DE L'ANIMATEUR DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE VILLE OU PAYS D'ART ET D'HISTOIRE/CHEF DE PROJET VILLE OU PAYS D'ART ET D'HISTOIRE

Vu la convention Pays d'art et d'histoire de la région de Guebwiller et ses annexes en date du…….

ARTICLE 1

Un concours est ouvert pour le recrutement d'un animateur de l'architecture et du patrimoine, titulaire ou contractuel, chargé de mettre en œuvre la convention Pays d'art et d'histoire de la région de Guebwiller et d'exercer les missions décrites dans l'annexe ci-jointe.

ARTICLE 2

Pour être admis à concourir, les candidats doivent satisfaire à l'une des conditions suivantes :

a) soit être titulaire du grade d'attaché territorial de conservation du patrimoine, de conservateur du patrimoine ou d'un ***grade de catégorie A.***
b) soit avoir réussi le concours d'animateur de l'architecture et du patrimoine d'une ville ou d'un pays d'art et d'histoire.

ARTICLE 3

Les épreuves du concours se dérouleront comme suit :

1- Un entretien avec les membres du jury (coefficient 2) :

aura lieu à……le .....…… à partir de .... h.

Il portera sur l'expérience et les motivations du candidat ainsi que ***sur un projet de développement culturel*** dans le domaine de l'architecture et du patrimoine appliqué à la collectivité concernée.

2 - Un oral de langue étrangère (coefficient ½) :

aura lieu à ……le……..... à partir de .... h.

Il consistera en un commentaire de sites ou de monuments et en un entretien dans l'une des langues suivantes : allemand ou anglais

C1 Données Internes

3) Une mise en situation (coefficient 1)

aura lieu à le à partir de .... h.

Présentation d'une partie du circuit commenté au cours des visites.

Lors de la visite, un entretien avec le jury doit permettre au candidat de faire preuve de ses connaissances et de ses capacités d'analyse du patrimoine présenté ainsi que de sa connaissance générale sur l'évolution sociale et économique de la ville. Il devra également démontrer ses qualités d'animateur et de pédagogue.

ARTICLE 4

Les épreuves du concours seront soumises au jugement d'un jury d'au moins sept membres figurant dans la liste ci-dessous :

- **le maire ou le président**
- **les adjoints concernés**
- **le directeur général des services**
- **le responsable des services culturels de la collectivité territoriale**
- **le conservateur des musées**
- **l'architecte conseil de la Ville ou l'architecte chargé des espaces protégés**
- **le directeur de l'office de tourisme**
- **le directeur des archives départementales**
- **le directeur régional des affaires culturelles ou son représentant**
- **un représentant d'un service patrimonial de la DRAC**
- **un représentant de l'Université ou de l'école d'architecture**
- **l'inspecteur départemental de l'Éducation Nationale**
- **le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine**
- **le directeur du CAUE**

ARTICLE 5

Le jury désignera le candidat arrivé premier à l'issue des épreuves.
Une liste complémentaire sera, le cas échéant, établie.

Fait à

le

Le Président de la CCRG

ANNEXE 4

Décret n° 2011-930 du 1er août 2011 relatif aux personnes qualifiées pour la conduite de visites commentées dans les musées et monuments historiques

C1 Données Internes

ANNEXE N° 5

LE RENOUVELLEMENT DÉCENNAL DES CONVENTIONS

Conseil national des « Villes et Pays d'art et d'histoire » /séance du 20 janvier 2011

Fiche technique n°1

LE CONTENU DU DOSSIER

1. **BILAN**

- Appréciation de la politique menée en termes de qualité architecturale (conservation, gestion, protection et création), urbaine et paysagère sur dix ans *[Ce bilan est réalisé par la Collectivité territoriale ; on demande à la DRAC d'exprimer son point de vue.]*
- Bilan d'activités en termes de sensibilisation des habitants, du public jeune et des touristes
- Existence d'un Centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine (CIAP) ou d'une exposition permanente ; évolutions éventuelles de l'exposition permanente.
- Partenariats (dont touristiques)
- Financements obtenus (de la DRAC notamment) et mobilisé par la collectivité territoriale

2. **PROJET**

- **Axes définis par la circulaire du 8 avril 2008**

- **Nouveaux enjeux identifiés sur le territoire par rapport aux enjeux prioritaires du ministère de la Culture**

Ex :

- ✓ lutter contre l'étalement urbain
- ✓ Actualiser les outils de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine : transformation des AVAP en sites patrimoniaux remarquables *ou* création de nouveaux sites patrimoniaux remarquables.
- ✓ Développer la prise en compte de l'architecture et du patrimoine dans les PLU, voire dans les documents d'urbanisme en général
- ✓ Requalifier des entrées de ville
- ✓ Rechercher un équilibre entre les commerces des centres villes et ceux de la périphérie
- ✓ Mettre en oeuvre une véritable politique paysagère

- **Développement de la politique des publics (notamment nouveaux publics)**

Ex :

- ✓ publics prioritaires au regard de l'accès à la culture
- ✓ public jeune, dans le cadre de l'éducation artistique et culturelle ; en particulier : histoire des arts

- **Centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine (CIAP)**

C1 Données Internes

- **Renforcement de l'équipe de médiation** (en particulier pour les projets d'extension)

- **Financement de la convention** (annexe financière)

- **Partenariats**

LA PROCÉDURE DE RENOUVELLEMENT

Elle est lancée deux ans avant l'échéance de la convention en cours.

1. **Rencontre préalable entre la Collectivité territoriale et la DRAC**

2. **Réunion de la commission de coordination (bilan et perspectives)**

3. **Délibération municipale ou communautaire pour engager le renouvellement**

4. **Constitution du dossier avec l'appui de la DRAC**

5. **Rôle de la Commission régionale de l'architecture et du patrimoine :**

- ***en cas de dossier simple :***

La Commission régionale est simplement informée du renouvellement de la convention – laquelle est établie avec l'accord de la DRAC, avant d'être signée par les partenaires.

- ***en cas de dossier complexe :***

Le dossier est présenté à la Commission régionale par les élus, en présence de la DRAC

C1 Données Internes

L'EXTENSION DU TERRITOIRE LABELLISÉ

Conseil national des « Villes et Pays d'art et d'histoire » /séance du 20 janvier 2011

Fiche technique n°2

LE CONTENU DU DOSSIER

Outre **le BILAN et le PROJET** exigés dans le cadre du renouvellement des conventions [Cf. *supra, **fiche annexe n°1***], la collectivité territoriale est appelée par la DRAC, en cas d'extension, à compléter le dossier par :

- **Un dossier de présentation du territoire de l'extension**

- **une explicitation de la démarche d'extension et du nouveau projet suscité**

LA PROCÉDURE

1. **Réunion préalable de la commission de coordination (bilan et perspectives) et de l'instance de suivi du nouveau projet** (comité de pilotage le cas échéant)

2. **Délibération municipale et communautaire de chacune des collectivités territoriales impliquées dans le projet d'extension**

3. **Constitution du dossier avec l'appui de la DRAC**

4. **Avis de la commission régionale sur l'extension**

Le dossier, accompagné du projet de convention et de ses annexes, est présenté à Commission régionale du patrimoine et de l'architecture par les élus, en présence de la DRAC.

C1 Données Internes

ANNEXE N°6

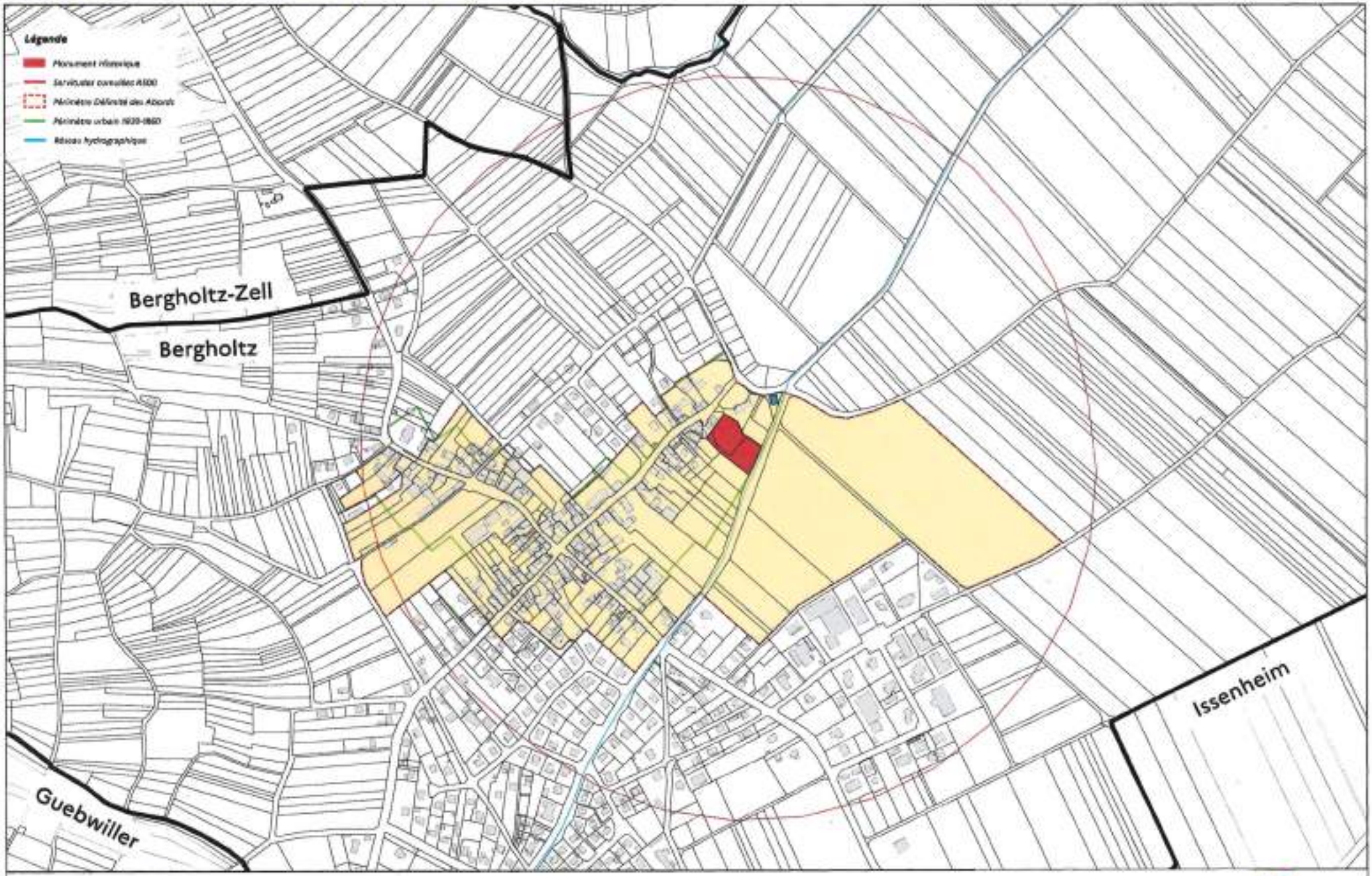
PRÉSENTATION TYPE DU LABEL ET DU RÉSEAU

Le préfet de région attribue le label Ville ou Pays d'art et d'histoire aux collectivités territoriales qui mettent en œuvre des actions d'animation et de valorisation de l'architecture et du patrimoine. Il garantit la compétence des guides conférenciers, des animateurs de l'architecture et du patrimoine et la qualité de leurs actions. Des vestiges antiques à l'architecture du XXIe siècle, les villes et pays mettent en scène l'architecture et le patrimoine dans sa diversité.
Aujourd'hui, un réseau de 204 villes et pays vous offre son savoir-faire dans toute la France.

C1 Données Internes

PROPOSITION UDAP 68 Mars 2025

ANNEXE 19



Atelier inSitu

Document du 14 mars 2025

Bergholtz

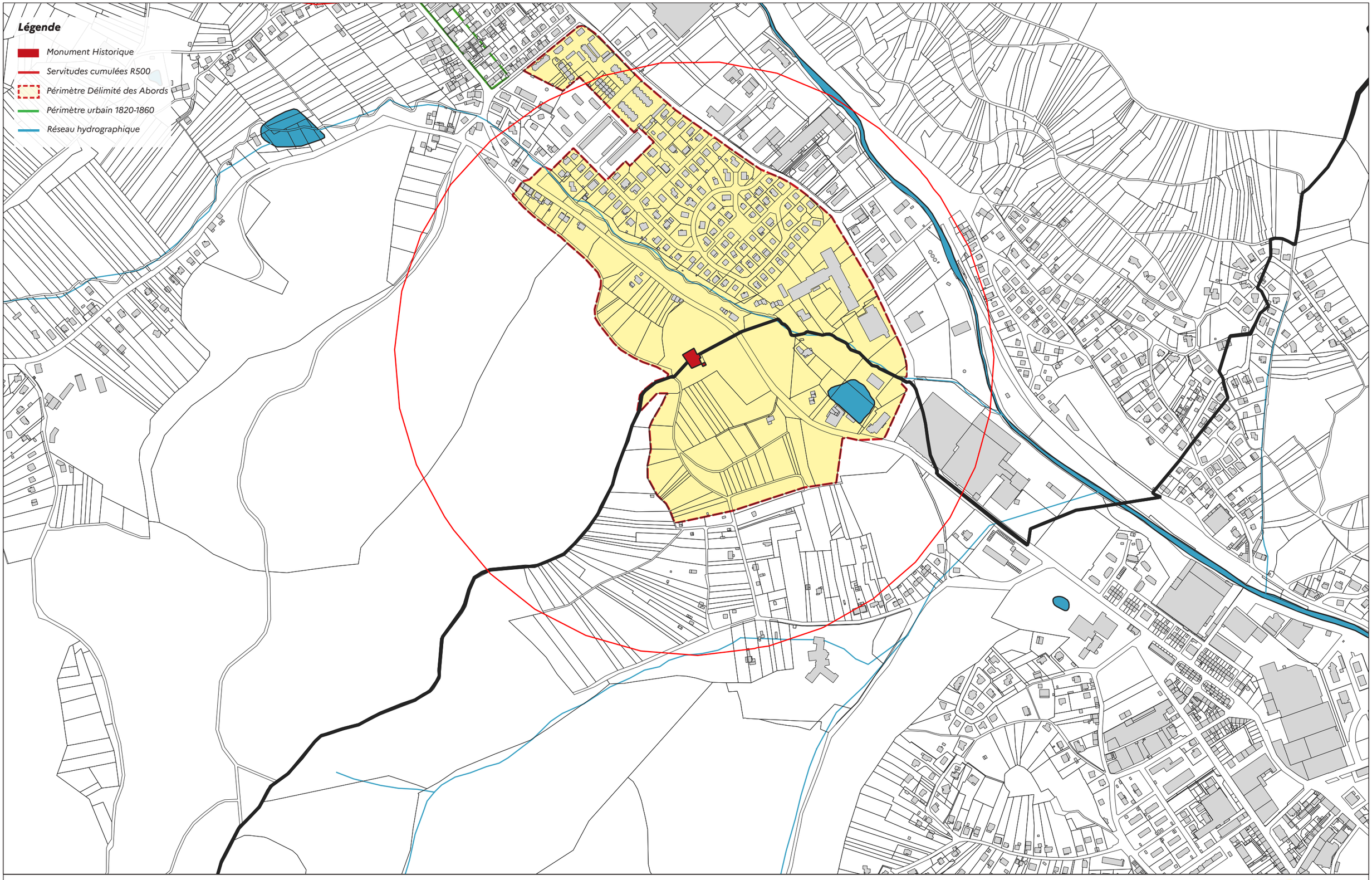
PDA

Motte castrale

DRAC Grand Est

Étude établissement PDA Alsace

MINISTÈRE DE LA CULTURE



Atelier [inSitu]

Document du 19 juillet 2024

Buhl

PDA

Château de Hugstein

DRAC Grand Est

Étude établissement PDA Alsace

MINISTÈRE DE LA CULTURE
Liberté
Égalité
Fraternité

Légende

- *Monument Historique*
- *Servitudes cumulées R500*
- *Périmètre Délimité des Abords*
- *Périmètre urbain 1820-1860*
- *Réseau hydrographique*

Atelier [inSitu]

N

S

Buhl

Document du 19 juillet 2024

PDA

Maison 130, rue Florival

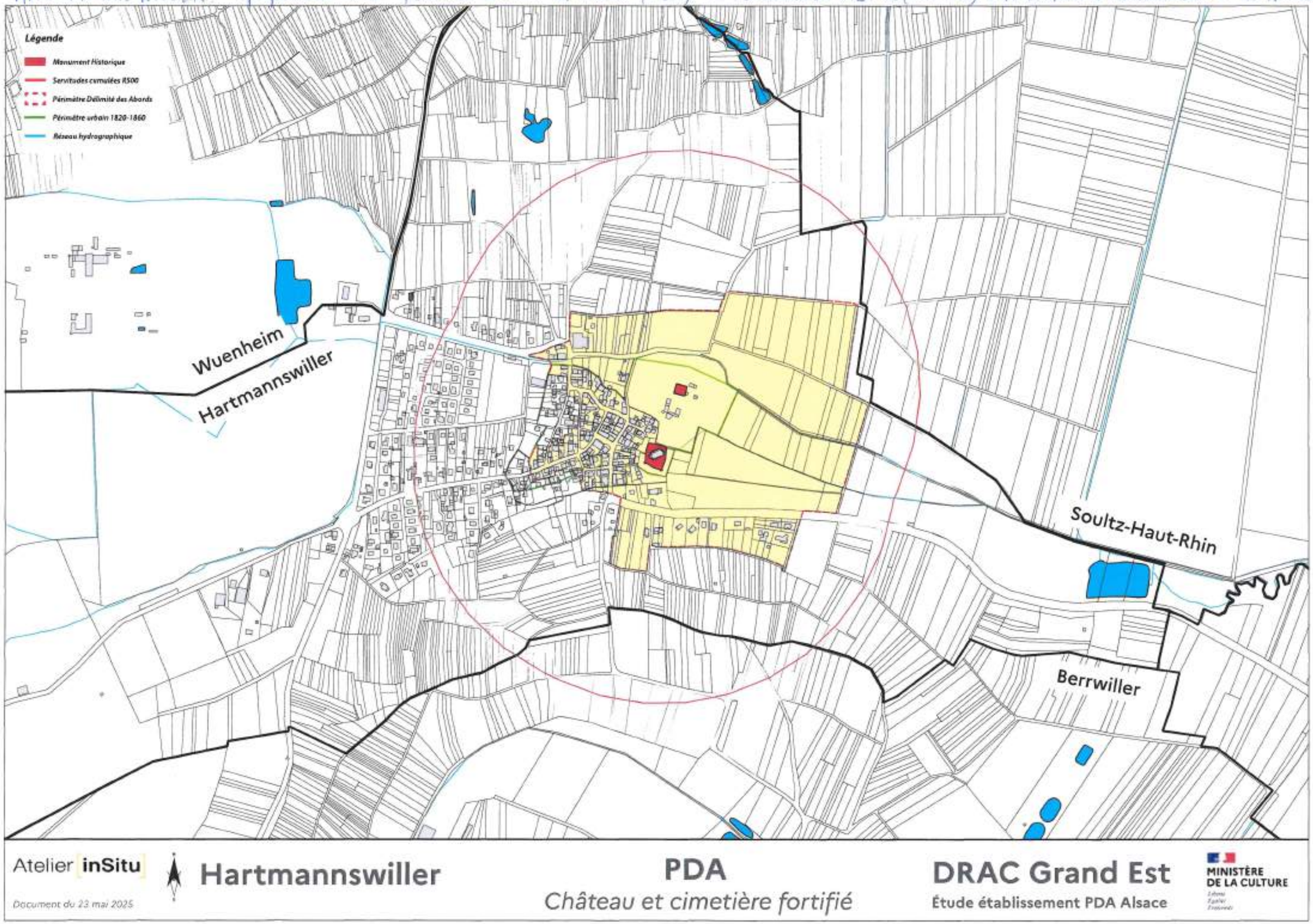
DRAC Grand Est

Étude établissement PDA Alsace

MINISTÈRE DE LA CULTURE

Liberté
Égalité
Fraternité

HARTMANNSWILLER : proposition tracé "Périmètre Délimité des Abords" (PDA) - concertation ABF 68 (UDAP 68) - M. le Maire d'Hartmannswiller 23 MAI 2025



Atelier inSitu

Hartmannswiller

Document du 23 mai 2025

PDA

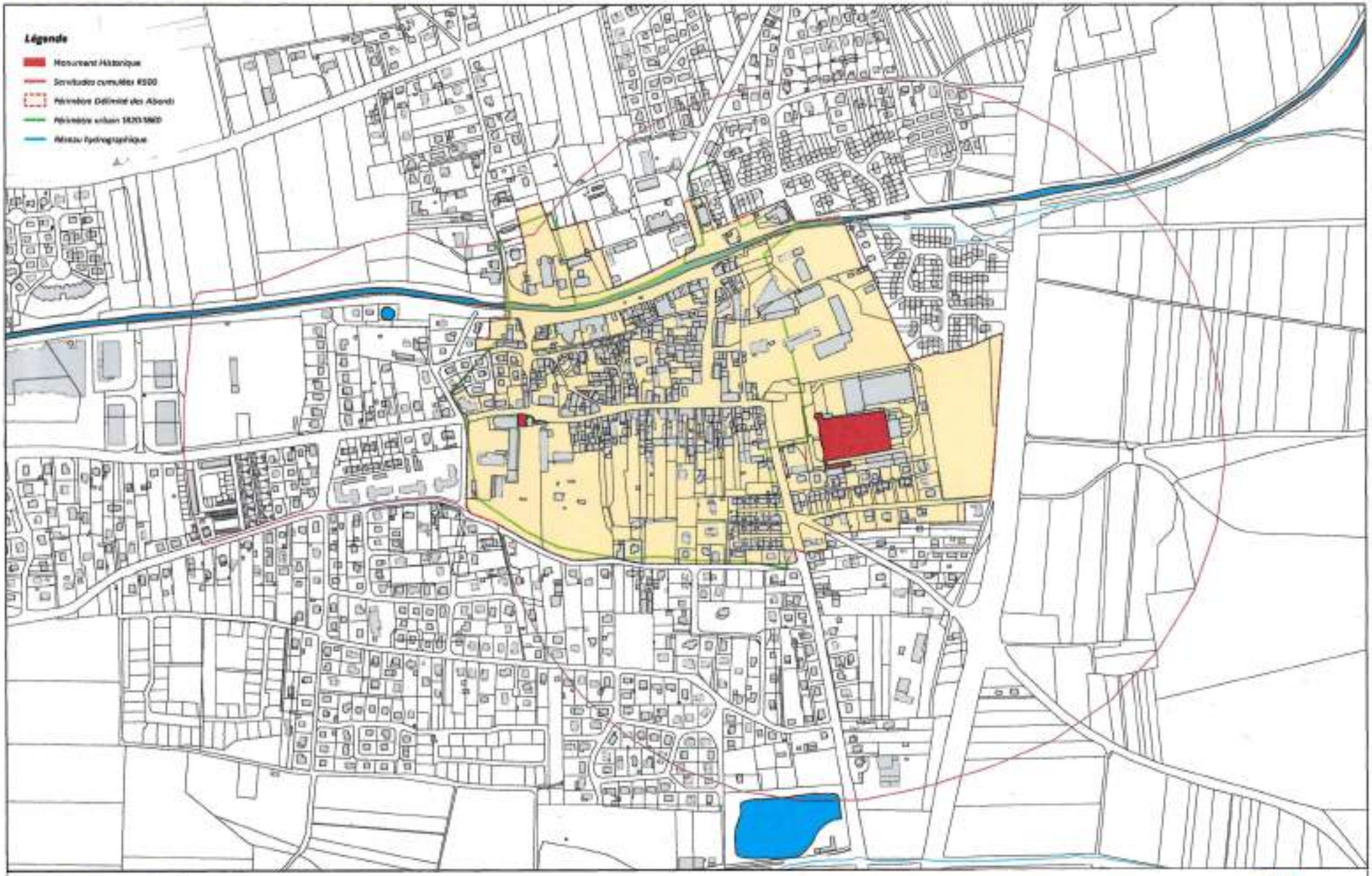
Château et cimetière fortifié

DRAC Grand Est

Étude établissement PDA Alsace

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROPOSITION UDAP 68 Mars 2025



Atelier inSitu

Document du 14 mars 2025

Issenheim

PDA

Filature Gast, Préceptorerie des Antonins

DRAC Grand Est

Étude établissement PDA Alsace

MINISTÈRE DE LA CULTURE

Légende

- *Monument Historique*
- *Servitudes cumulées R500*
- *Périmètre Délimité des Abords*
- *Périmètre urbain 1820-1860*
- *Réseau hydrographique*

Atelier [inSitu]

Document du 19 juillet 2024

Document du 19 juillet 2024

Jungholtz

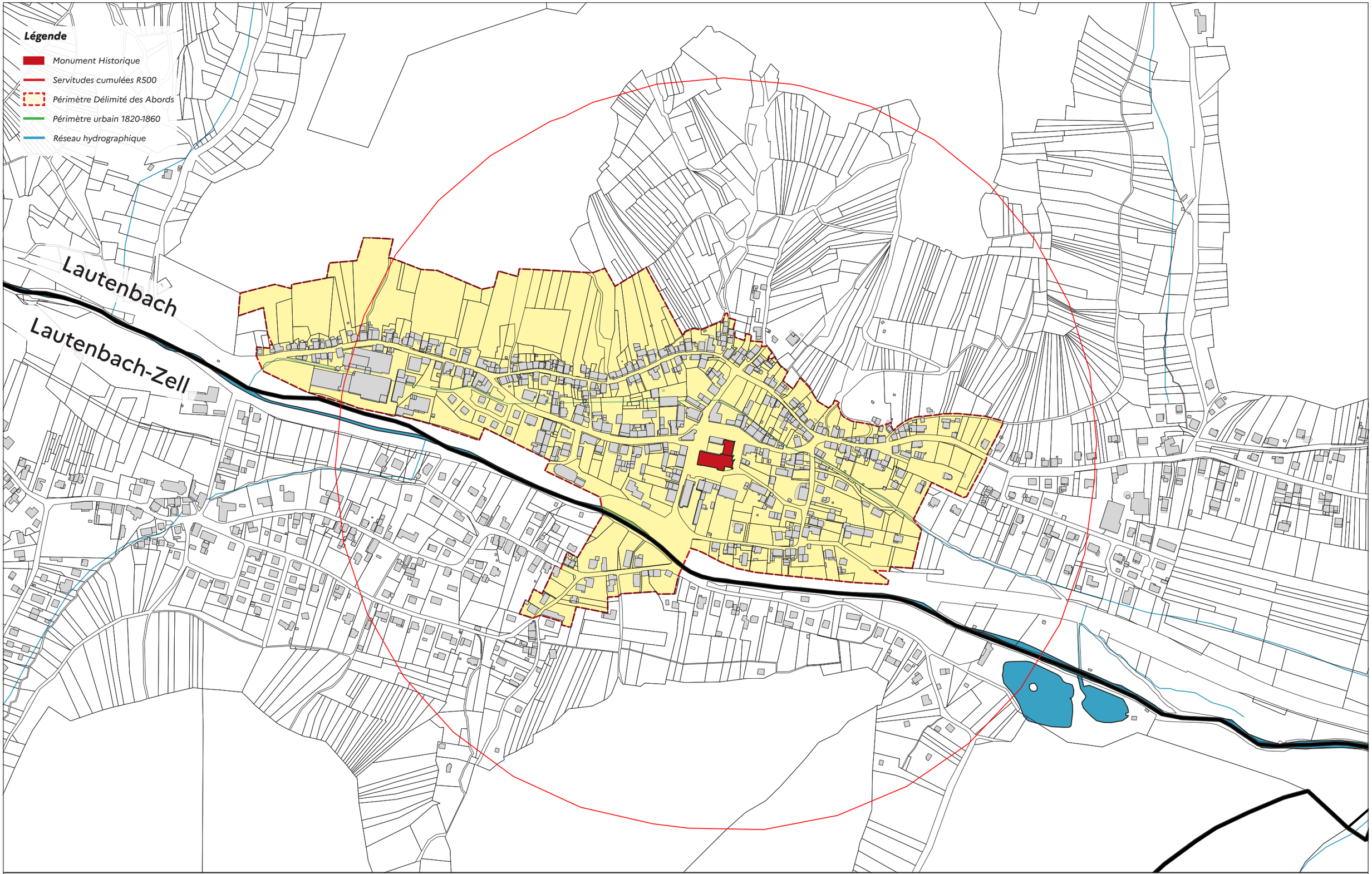
PDA

Cimetière juif et basilique Notre-Dame-de-Thierenbach

DRAC Grand Est

Étude établissement PDA Alsace

MINISTÈRE DE LA CULTURE
Liberté
Égalité
Fraternité



Atelier [inSitu]

Document du 07 avril 2025

Lautenbach

PDA

Bâtiment conventuel, église Saint-Jean-Baptiste

DRAC Grand Est

Étude établissement PDA Alsace

MINISTÈRE DE LA CULTURE
Liberté
Égalité
Fraternité

Atelier [inSitu]

Document du 19 juillet 2024

Merxheim

PDA

Clocher

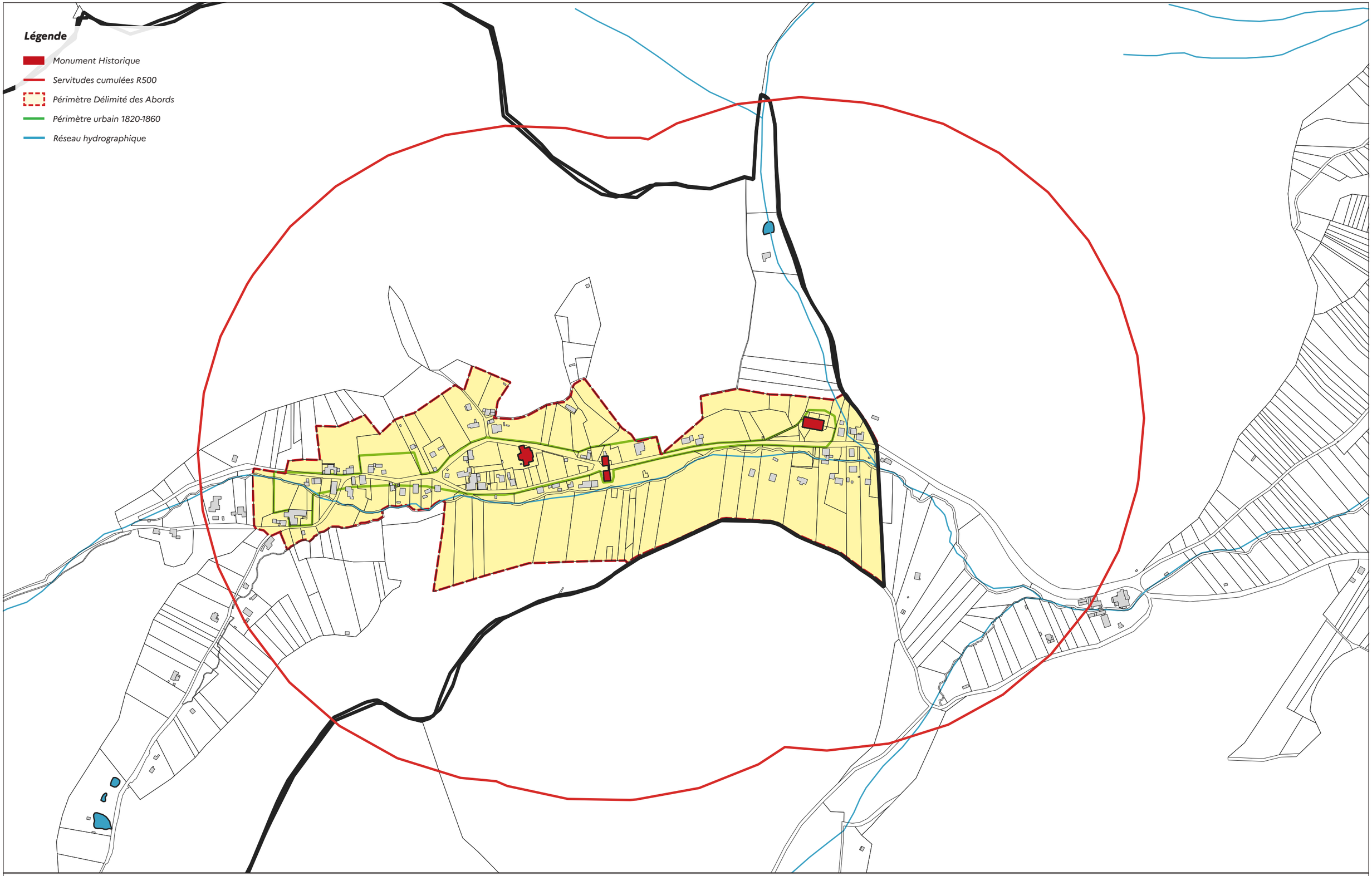
DRAC Grand Est

Étude établissement PDA Alsace

MINISTÈRE DE LA CULTURE
Liberté
Égalité
Fraternité

Légende

- *Monument Historique*
- *Servitudes cumulées R500*
- *Périmètre Délimité des Abords*
- *Périmètre urbain 1820-1860*
- *Réseau hydrographique*



Atelier [inSitu]

Document du 19 juillet 2024

Document du 19 juillet 2024

N

S

Murbach

PDA

Ancienne abbaye, porterie et métairie de l'abbaye

DRAC Grand Est

Étude établissement PDA Alsace

MINISTÈRE DE LA CULTURE

Liberté
Égalité
Fraternité

Légende

- *Monument Historique*
- *Servitudes cumulées R500*
- *Périmètre Délimité des Abords*
- *Périmètre urbain 1820-1860*
- *Réseau hydrographique*

Atelier [inSitu]

Document du 19 juillet 2024

Orschwihr

PDA

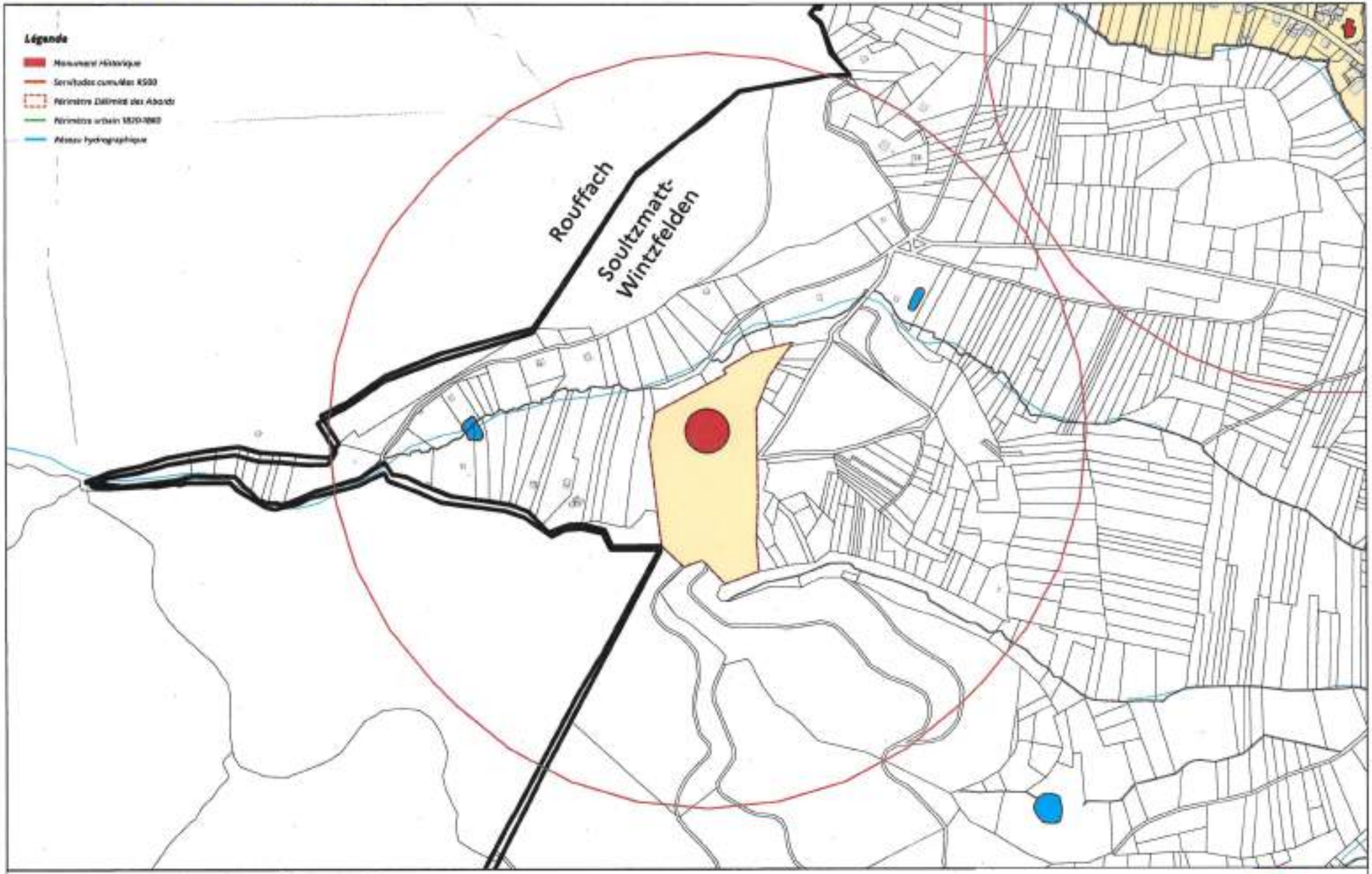
Château et fontaine

DRAC Grand Est

Étude établissement PDA Alsace

MINISTÈRE DE LA CULTURE
Liberté
Égalité
Fraternité

PROPOSITION UDAP 68 Mars 2025



Atelier inSitu

Document du 14 mars 2025

Soultzmatt-Wintzfelden

PDA n° 1

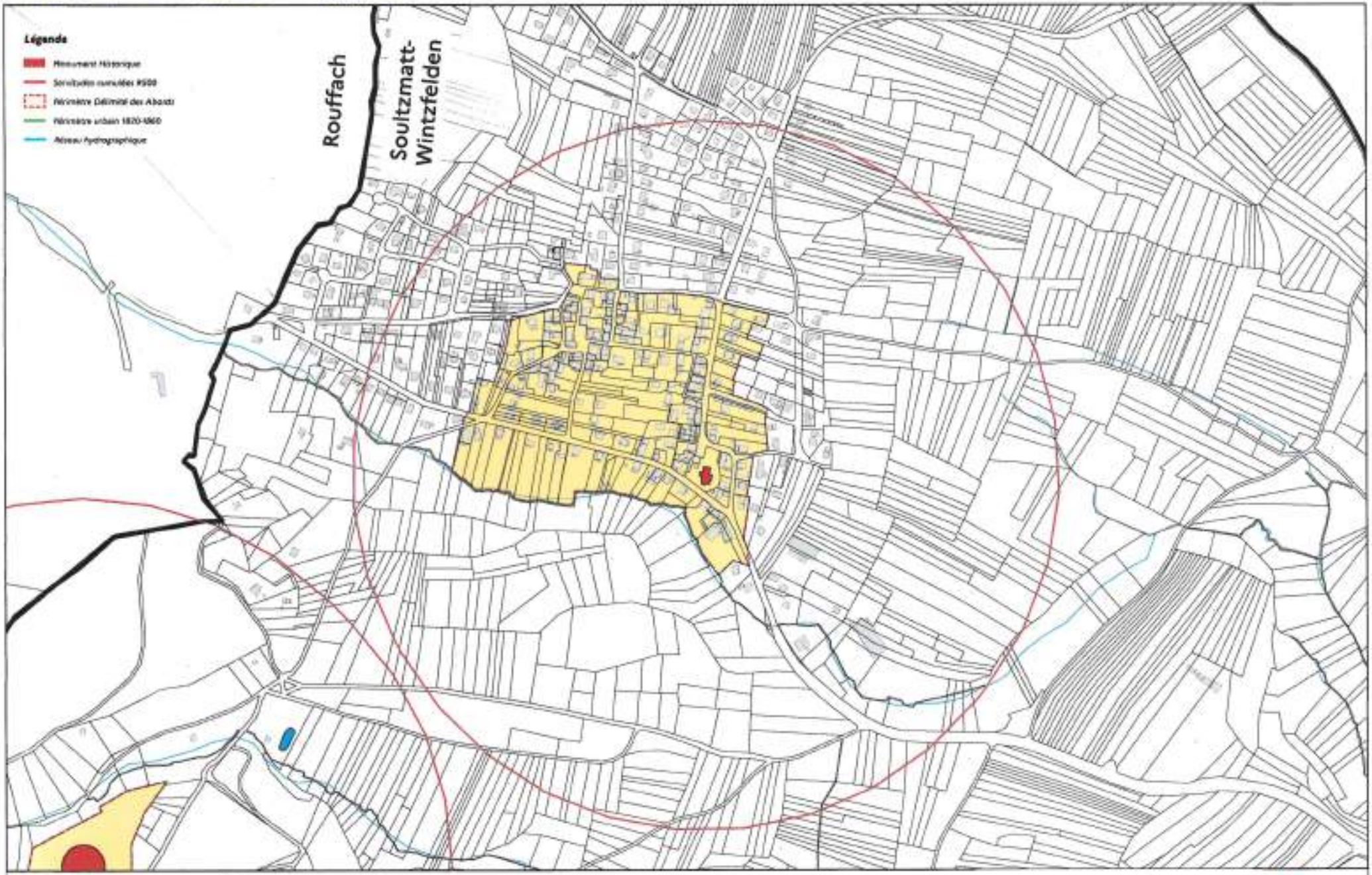
Ruines de l'ancien couvent de Schwartzenthann

DRAC Grand Est

Étude établissement PDA Alsace

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROPOSITION UDAP 68 Mars 2025



Atelier [inSitu]

Document du 14 mars 2025

Soultzmatt-Wintzfelden

PDA n° 2

Eglise Sainte-Odile

DRAC Grand Est

Étude établissement PDA Alsace

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROPOSITION UDAP 68 Mars 2025

Atelier inSitu

Document du 14 mars 2025

Soultzmatt-Wintzfelden

PDA n° 3

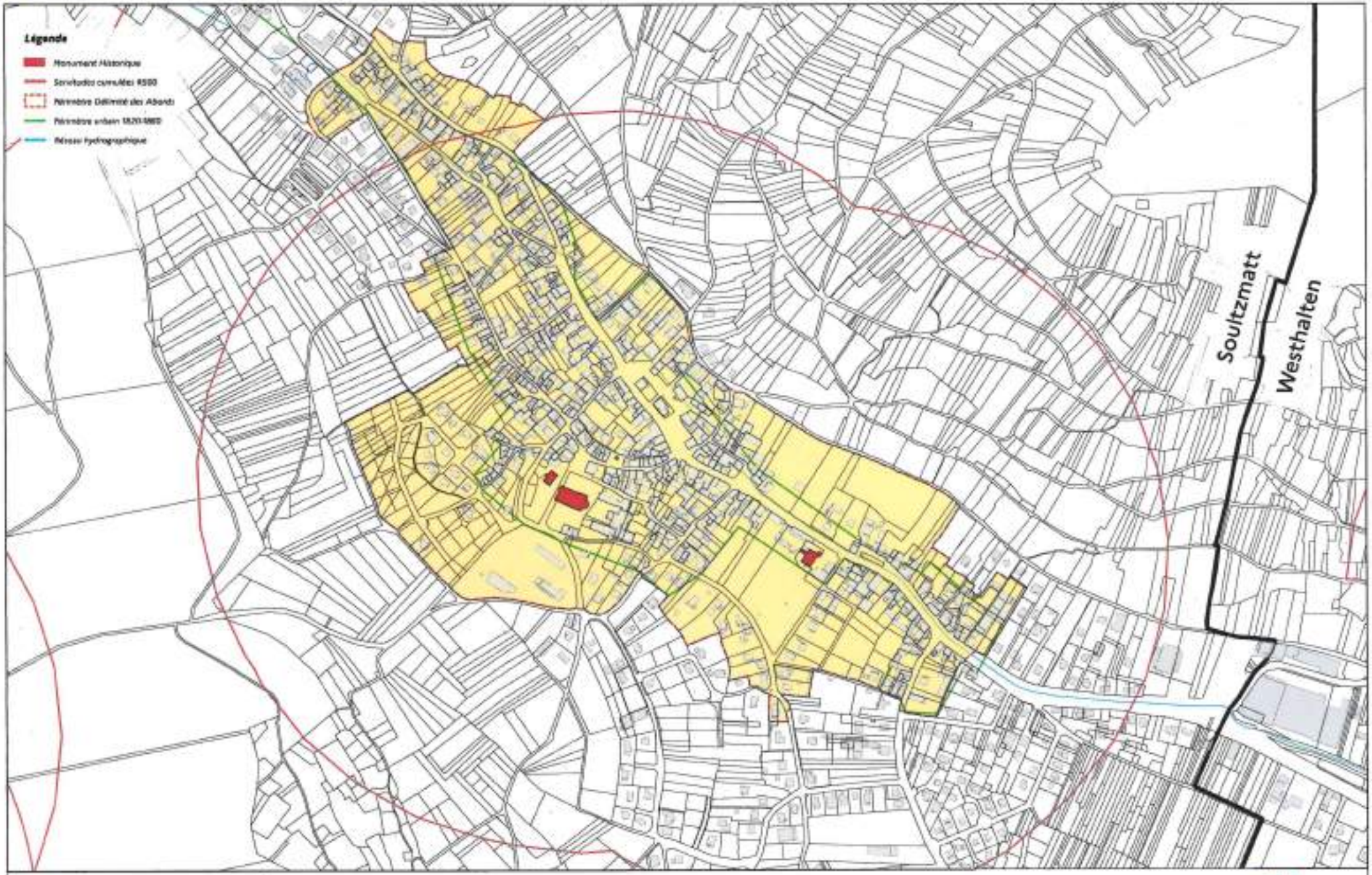
Bâtiments de la source Lisbeth et de la Cure Nessel

DRAC Grand Est

Étude établissement PDA Alsace

MINISTÈRE DE LA CULTURE

PROPOSITION UDAP68 Mars 2025



Atelier inSitu

Document du 14 mars 2025

Soultzmatt-Wintzfelden

PDA n° 4

Château Wagenbourg, maison, église catholique Saint-Sébastien, fontaine

DRAC Grand Est

Étude établissement PDA Alsace

MINISTÈRE DE LA CULTURE

Envoyé en préfecture le 14/04/2025
Reçu en préfecture le 14/04/2025
Publié le
ID : 068-216803155-20250409-PT21CM09042025-DE

ANNEXE 20

CONVENTION
DE PROJET URBAIN PARTENARIAL
Lotissements Plein Sud à Soultz Haut Rhin

AVENANT N°2

En application des dispositions des articles L.332-11-3 et 332-11-4 du code de l'urbanisme, la présente convention est conclue entre:

La Société SOVIA,
Société par action simplifiée, au capital de 400.000,- €,
Immatriculée au RCS de COLMAR sous le n°352 163 869
Ayant son siège social 10 Place du Capitaine Dreyfus – 68 000 COLMAR,
Représentée par son Gérant en exercice, M. Stéphan Georgenthum

Ci-après dénommée « **Le Lotisseur** »

ET

La Communauté de Communes de la Région de Guebwiller (CCRG) 1, rue des Malgré-Nous – 68 500 GUEBWILLER
Représentée par son vice-président en exercice, Monsieur Francis Kleitz
Dûment habilité par délibération du Conseil de Communauté du ……..

ET

La Commune de SOULTZ
Place de la République 68360 SOULTZ
Représentée par son Maire en exercice, Monsieur Marcello ROTOLO
Dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du …… régulièrement transmise au représentant de l'Etat dans le département du Haut-Rhin le ……

Ci-après dénommée « **La Commune** »

Le présent avenant a pour objet la prolongation du délai de réalisation de l'équipement public objet de la convention de Projet Urbain Partenarial.

En effet, la date initiale fixée au 01er décembre 2023 ne peut être respectée en raison des difficultés rencontrées dans l'acquisition d'une parcelle, d'une part, et la contestation de cet aménagement par un riverain, lequel a présenté un recours gracieux devant le Sous-Préfet, d'autre part.

PROJET

Envoyé en préfecture le 14/04/2025
Reçu en préfecture le 14/04/2025
Publié le
ID : 068-216803155-20250409-PT21CM09042025-DE

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU ENTRE LES PARTIES CE QUI SUIT :

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la convention de PUP signée le 19/05/2022, et de l'avenant n°1 signé le 6 janvier 2024 portant sur la modification de l'article 3 :

Article 3 : Équipements publics dont la réalisation est rendue nécessaire par l'opération d'aménagement **REDACTION INITIALE**

L'équipement public dont la réalisation par la Commune est rendue nécessaire par l'opération d'aménagement définie à l'article 2 de la présente convention est la réfection de la voirie communale tel que représentée au plan joint aux présentes (cf annexe2 2) des rues Entzling et du Freundstein.

Cet équipement public devra être réalisé au plus tard le 31 mai 2025.

Le coût de l'ensemble de ces travaux est estimé par la Commune en tant que maitre d'ouvrage à :
- 3.500 € (trois mille cinq cent euros) HT s'agissant du coût de la maitrise d'œuvre
- 93 500 € quatre-vingt-treize mille cinq cents euros) HT s'agissant du coût des travaux de voirie à réaliser

Le montant réel sera réajusté en fonction des contrats de fournitures de travaux entre la Commune et les entreprises pour la réalisation de ces équipements publics et de leurs conditions d'exécution.

Il est convenu entre les parties que les équipements existants déjà entièrement financés ainsi que les équipements propres à l'opération d'aménagement définis à l'article L 332-15 du Code de l'Urbanisme ne sont pas inclus dans l'équipement public à financer au titre de la présente convention.

Article 3 : Équipements publics dont la réalisation est rendue nécessaire par l'opération d'aménagement **REDACTION MODIFIEE**

L'équipement public dont la réalisation par la Commune est rendue nécessaire par l'opération d'aménagement définie à l'article 2 de la présente convention est la réfection de la voirie communale tel que représentée au plan joint aux présentes (cf annexe2 2) des rues Entzling et du Freundstein.

Cet équipement public devra être réalisé au plus tard le 30 juin 2006.

Le coût de l'ensemble de ces travaux est estimé par la Commune en tant que maitre d'ouvrage à :
- 3.500 € (trois mille cinq cent euros) HT s'agissant du coût de la maitrise d'œuvre
- 93 500 € quatre-vingt-treize mille cinq cents euros) HT s'agissant du coût des travaux de voirie à réaliser

Le montant réel sera réajusté en fonction des contrats de fournitures de travaux entre la Commune et les entreprises pour la réalisation de ces équipements publics et de leurs conditions d'exécution.

Il est convenu entre les parties que les équipements existants déjà entièrement financés ainsi que les équipements propres à l'opération d'aménagement définis à l'article L 332-15 du Code de l'Urbanisme ne sont pas inclus dans l'équipement public à financer au titre de la présente convention.

PROJET

Envoyé en préfecture le 14/04/2025
Reçu en préfecture le 14/04/2025
Publié le
ID : 068-216803155-20250409-PT21CM09042025-DE

Caractère exécutoire

Après sa signature par les deux parties, le présent avenant est exécutoire à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Fait à ……en trois exemplaires originaux, le ……..…….

SARL SOVIA

Le Gérant en exercice
M.Georgenthum Stephan

Commune de SOULTZ

Le Maire :
Marcello ROTOLO

Communauté de Communes de la Région de Guebwiller

Le vice-président :
Francis KLEITZ

PROJET

Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin

CONVENTION RELATIVE AU DISPOSITIF DE SIGNALEMENT DES ATTEINTES VOLONTAIRES A L'INTEGRITE PHYSIQUE, DES ACTES DE VIOLENCE, DE DISCRIMINATION, DE HARCELEMENT MORAL, DE HARCELEMENT SEXUEL, D'AGISSEMENTS SEXISTES ET DES MENACES OU TOUT ACTE D'INTIMIDATION MIS EN PLACE PAR LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DU HAUT-RHIN

Conv.DSAV n° .....

VU :

- le Code général de la fonction publique, notamment les articles L135-6 (anc. article 6 quater A de la loi 83-634 du 13 juillet 1983) et L452-43 (anc. Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984) ;
- le décret n° 2020-256 du 13 mars 2020 relatif au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique ;
- la délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin en date du 22 septembre 2020 ;

ENTRE

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin dont le siège est situé à Colmar, représenté par son Président, Monsieur Lucien MULLER, Maire de Wettolsheim, agissant en cette qualité et conformément à la délibération du Conseil d'Administration en date du 05 novembre 2020.

D'UNE PART,

ET

Collectivité/établissement public :

.....,
ci-dessous appelé(e) la collectivité territoriale/l'établissement public, représenté(e) par :
(Prénom, nom, fonction)

.....

mandaté par délibération en date du .....

D'AUTRE PART,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités pratiques de mise en œuvre du dispositif de signalement des atteintes volontaires à l'intégrité physique, d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel, d'agissements sexistes, de menaces ou tout acte d'intimidation entre le Centre de Gestion et la collectivité signataire.

ARTICLE 2 : Objectifs et contenu du dispositif de signalement

Article 2-1. Objectifs du dispositif

Le dispositif de signalement des atteintes volontaires à l'intégrité physique, d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel, d'agissements sexistes, de menaces ou tout acte d'intimidation vise à :

- prévenir l'apparition de tels actes ou agissements ;
- traiter ces actes ou agissements ;
- accompagner les agents victimes ;
- analyser les situations de travail en menant une enquête administrative ;
- sanctionner les auteurs de ces actes ou agissements.

Article 2-2. Agents couverts par le dispositif

Le dispositif est ouvert aux agents de la collectivité s'estimant victime ou témoins d'atteintes volontaires à l'intégrité physique, d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel, d'agissements sexistes, de menaces ou tout acte d'intimidation sur leur lieu de travail.

Les personnes couvertes par ce dispositif sont l'ensemble des personnels de la collectivité, les élèves ou étudiants en stage, les agents ayant quitté les services (retraite, démission, …) depuis moins de six mois et les candidats à un recrutement dont la procédure a pris fin depuis trois mois maximum.

Il n'est pas nécessaire qu'il y ait une relation hiérarchique entre l'auteur présumé des faits et la victime. L'auteur peut être un collègue, un élu, un formateur, un prestataire, un usager du service, etc.

Article 2-3. Communication du dispositif

La collectivité procède, par tout moyen propre, à une information des agents placés sous son autorité sur l'existence de ce dispositif de signalement, ainsi que sur les modalités d'accès (affichage dédié dans la structure, communication régulière via la feuille de paie, l'intranet, information systématique des personnes nouvellement recrutées, etc.).

Dans cette perspective, le Centre de Gestion fournit à la collectivité l'ensemble des supports d'information sur le dispositif afin que l'employeur et l'ensemble des agents de la collectivité puissent s'en saisir. Les procédures (modalités de saisine, etc.) ainsi que les garanties de confidentialité y sont clairement indiquées.

Article 2-4. Garanties offertes par le dispositif

Le dispositif mis en place par le Centre de Gestion garantit le respect des personnes tant des victimes présumées, des témoins, que des auteurs présumés des actes et agissements signalés.

Ainsi le dispositif mis en place assure :

- la confidentialité des données recueillies ;
- la neutralité vis-à-vis des victimes présumées et des auteurs présumés des actes ;
- l'impartialité et l'indépendance des dispositifs de signalement ;
- le traitement rapide des signalements ;

- la conformité vis-à-vis du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (RGPD).

Tous les documents transmis dans le cadre de ce dispositif sont conservés par le Centre de Gestion de manière sécurisée (armoire sous clé, serveurs sécurisés). Seuls les membres du dispositif visés au 1 de la partie 3, peuvent avoir accès à ces documents pour les éléments qui les concernent.

La communication d'informations contenues dans ces documents à d'autres personnes pour le traitement du signalement se fait de manière restreinte aux éléments nécessaires à ce traitement et dans des conditions permettant de garantir la sécurité des données.

Article 2-5. Protection des données personnelles

Les données personnelles collectées sont utilisées pour recueillir les signalements des agents qui s'estiment victimes ou des témoins d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes et les orienter vers les autorités compétentes en matière d'accompagnement, de soutien et de protection des victimes et de traitement des faits signalés.

Le dispositif d'alerte est mis en œuvre pour répondre aux exigences de l'article 6 quater A loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 susvisée.

Le traitement est confidentiel, à destination des membres du dispositif de signalement.

Les données transmises sont strictement proportionnées à la poursuite des finalités de l'alerte.
Elles ne sont pas conservées au-delà de la durée nécessaire à l'instruction des saisines et aux obligations légales et réglementaires.

Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978 et au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (RGPD) les personnes concernées disposent de différents droits (accès, rectification, effacement, etc) sur les données. Ces droits peuvent être exercés par courrier à l'adresse suivante : Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin, 22 rue Wilson 68027 COLMAR Cedex, ou par courriel à l'adresse : cdg68@cdg68.fr.

Article 2-6. Suivi du dispositif

Un suivi des signalements effectués (nature, nombres) est établi par le Centre de Gestion.

Ce suivi se traduit par un rapport annuel présenté au CST et transmis aux collectivités disposant de leur propre CST et ayant confié la mise en œuvre du dispositif au Centre de Gestion.

Article 2-7. Limites

Ce dispositif est complémentaire des canaux par lesquels l'employeur peut être saisi de situations d'atteintes volontaires à l'intégrité physique, d'acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel, d'agissements sexistes, de menaces ou tout acte d'intimidation (responsables hiérarchiques, services RH, médecine de prévention, conseiller et assistant prévention, assistant de service social, représentant du personnel, associations, etc.).

Il ne se substitue pas aux autres voies, telles que la procédure pénale, le recours hiérarchique, la saisine des représentants du personnel, une réclamation auprès du Défenseur des droits, etc.) Il constitue un moyen d'action supplémentaire pour les agents.

Il revient également à l'autorité territoriale de s'assurer de la confidentialité des informations en lien avec chaque signalement au sein de sa structure.

Article 2-8. Responsabilité

La responsabilité du Centre de Gestion ne peut en aucune manière être engagée en ce qui concerne les conséquences des mesures retenues et les décisions prises par l'autorité territoriale. En outre, la présente convention n'a pas pour objet ni effet d'exonérer l'autorité territoriale de ses obligations relatives :

- aux dispositions législatives et réglementaires ;
- aux recommandations dans le domaine de la prévention des risques professionnels ;
- aux avis des autres acteurs réglementaires de la prévention.

L'autorité territoriale est responsable de l'application de l'ensemble des mesures permettant de traiter les situations de violences et de les prévenir.

ARTICLE 3 : Traitement des actes et agissements

Article 3-1. Personnes référentes du dispositif

Le dispositif de signalement est géré par un agent administratif du Centre de Gestion. Ce dispositif peut être élargi à d'autres professionnels dont la compétence est requise, le cas échéant.

Au sein du Centre de Gestion, les membres de ce dispositif sont, par leurs fonctions, soumis aux obligations de confidentialité. Ils prennent toutes les mesures destinées à garantir la stricte confidentialité de l'identité de l'auteur du signalement et des personnes visées ainsi que des faits faisant l'objet de ce signalement, y compris en cas de communication aux personnes ayant besoin d'en prendre connaissance, pour le traitement du signalement.

Article 3-2. Recueil du signalement

Le Centre de Gestion met à disposition des agents s'estimant victimes ou témoins des actes ou agissements une fiche de signalement ainsi qu'un support d'information permettant de comprendre la procédure.

Cette fiche, accompagnée de tous les documents ou informations, quels que soient leur forme ou leur support, de nature à étayer le signalement est transmise par courrier dans une enveloppe portant la mention « confidentiel » à l'adresse :

Centre de Gestion du Haut-Rhin
Dispositif de signalement des actes de violences
22 rue Wilson
68027 Colmar Cedex
ou par courriel à l'adresse suivante : signalement-violences@cdg68.fr.

Le Centre de Gestion accuse réception de ce signalement et indiquent les suites de la procédure.

Article 3-3. Orientation vers les services et professionnels compétents chargés de leur accompagnement et de leur soutien

Après réception du signalement, l'agent s'estimant victime ou témoin de tels actes ou agissements peut être orienté vers des professionnels qui proposent un accompagnement adapté, notamment la médecine préventive. En fonction des situations, cet accompagnement peut être d'ordre médical, psychologique, social, juridique, etc. et prendre la forme d'entretiens téléphoniques ou physiques.

Article 3-4. Orientation vers les autorités compétentes pour prendre toute mesure de protection fonctionnelle appropriée et assurer le traitement des faits signalés, notamment par la réalisation d'une enquête administrative

Le Centre de Gestion informe la collectivité par courrier des actes ou agissements et de l'obligation de protection des agents qui s'impose à elle en application de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983.

Le Centre de Gestion met à disposition des documents permettant de traiter le signalement et de déployer les actions nécessaires.

Le cas échéant, à la demande de la collectivité, le Centre de Gestion peut également accompagner la collectivité dans le cadre de missions complémentaires. Cet accompagnement est formalisé par une convention distincte de la présente.

ARTICLE 4 : Durée, modification et dénonciation de la convention

Article 4-1. Durée

La présente convention prend effet à la date de signature par le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin jusqu'au 31 décembre .....

Elle est renouvelée par tacite reconduction trois fois pour une période d'un an.

Article 4-3. Résiliation et dénonciation

Toutes modifications réglementaires ou législatives modifiant substantiellement l'équilibre de la présente convention devront faire l'objet d'un avenant ou d'une nouvelle convention.

La présente convention peut être dénoncée à tout moment, par chacune des parties, en cas de non-respect d'une des stipulations qu'elle comporte, ou à chaque date anniversaire, sous réserve d'un préavis de deux mois. Dans le cas où le Centre de Gestion constaterait qu'il n'est pas en mesure de remplir correctement sa mission, notamment par manquement de la collectivité, il se réserve le droit de rompre, sans délai, la convention.

ARTICLE 5 : Règlement des litiges

En cas de difficulté le Centre de Gestion et la collectivité s'engagent à trouver en priorité une solution amiable.

En cas de litige survenant entre les parties à l'occasion de l'exécution de la présente convention, la compétence sera donnée au Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention est établie en un exemplaire.

Fait à ..... ,

le .....

Signature et cachet :

Fait à Colmar, le

Pour le Centre de Gestion FPT
du Haut-Rhin,

Le Président,

Lucien MULLER
Maire de Wettolsheim

FLORIOM SPL
Société Publique Locale au capital de 184 000 €

SIREN 752 296 533 - Code NAF 3811Z

CONVENTION DE GESTION
ENTRE
LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DE LA RÉGION DE GUEBWILLER
ET
FLORIOM SPL

Entre les soussignés :

La Communauté de Communes de la Région de Guebwiller, sise 1 rue des Malgré-Nous 68502 Guebwiller Cedex, représentée par son Président, Monsieur Marcello ROTOLO, dûment habilité par délibération du Conseil de Communauté en date du ……, ci-après dénommée « la CCRG »

Et

La Société Publique Locale FloRIOM SPL, dont le siège social se situe 1 rue des Malgré-Nous 68502 Guebwiller Cedex, représentée par son Président-Directeur Général en exercice, Monsieur Yves COQUELLE, dûment habilité par délibération du Conseil d'Administration du ……,

Il est arrêté et convenu ce qui suit

PRÉAMBULE

La CCRG exerce, de par ses statuts, les missions suivantes :

- collecte des déchets ménagers, en porte-à-porte ou en apport volontaire
- collecte des déchets assimilés aux ordures ménagères, provenant des commerçants, artisans et administrations
- aménagement et gestion des déchèteries
- élimination des déchets ménagers par adhésion au Syndicat Mixte du Secteur 4 (SM4) ou par toute autre filière de valorisation matière ou énergétique ou filière de traitement
- valorisation des produits et matériaux issus du tri (tri sélectif, déchèteries)
- actions de sensibilisation et d'incitation au tri et à la valorisation des déchets ménagers et assimilés à destination de l'ensemble des usagers du territoire.

Par délibérations concordantes de leurs assemblées délibérantes, la CCRG et ses dix-neuf communes membres ont créé une Société Publique Locale, FloRIOM SPL, dédiée à la collecte des déchets ménagers et assimilés sur le territoire formé par l'ensemble des bans communaux.

FloRIOM SPL a été enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) le 22 juin 2012 et a démarré son activité opérationnelle le 1er juillet 2013.

L'objet social de FloRIOM SPL est ainsi libellé :

- collecte des déchets ménagers et assimilés en porte-à-porte
- enlèvement et traitement des déchets assimilables aux Ordures Ménagères Résiduelles relevant de la propreté urbaine et des services municipaux
- exploitation des déchèteries.

Les collectivités actionnaires de FloRIOM SPL exercent sur cette dernière un contrôle comparable à celui qu'elles exercent sur leurs propres services, tout en lui laissant l'autonomie nécessaire pour pouvoir remplir ses missions. Elles exercent une influence déterminante sur les objectifs stratégiques et les décisions importantes de FloRIOM SPL, en raison notamment de leurs représentants au sein du Conseil d'Administration et des assemblées de la société.

Les collectivités actionnaires peuvent faire appel à FloRIOM SPL par le biais de conventions de prestations sans mise en concurrence, pour les services qu'elle propose. La CCRG est actionnaire principale de FloRIOM SPL. À ce titre, les liens qui unissent la CCRG à FloRIOM SPL sont considérés comme étant « in house » ou apparentés à de la quasi-régie.

Depuis 2013, une convention de prestations de services a été conclue entre la CCRG et FloRIOM SPL portant sur la collecte des déchets ménagers et assimilés en porte-à-porte et l'exploitation des déchèteries.

Dans un souci d'économie d'échelle et de mutualisation des ressources et des moyens, il est convenu, par la présente convention, que la CCRG assure des missions de gestion pour le compte de FloRIOM SPL. Ces missions portent sur une aide à la gestion des Ressources Humaines telles que définies ci-après.

Article 1er : Objet de la convention

Dans le cadre d'une bonne organisation des services, la CCRG assure au bénéfice de FloRIOM SPL les missions de gestion du personnel suivantes :

. <u>Gestion du personnel</u>

✓ déclaration unique d'embauche
✓ tenue des divers registres (personnel, accident du travail…)
✓ rédaction et renouvellement des contrats
✓ gestion des absences (congés, maladies, accidents, formation) et saisie dans la badgeuse
✓ établissement des attestations Pôle Emploi
✓ suivi des échéances, mise à jour des tableaux de bord…
✓ interface avec l'Inspection du Travail
✓ suivi des entretiens professionnels et des entretiens individuels
✓ veille réglementaire sociale
✓ gestion des visites médicales

. <u>Paie</u>

✓ établissement des bulletins de salaires, déclarations des charges sociales et virement des salaires
✓ réalisation des procédures de dématérialisation des pièces liées à la paie (DSN, PAS…)
✓ mise à jour du référentiel paie

. <u>Formation</u>

✓ élaboration et suivi du plan de formation
✓ inscription des salariés aux stages

. Secrétariat

✓ gestion des réunions et des élections du CSE

✓ courriers divers

Pour mener à bien ces missions, l'ensemble des codes d'accès et autorisations permettant l'usage de sites, plateformes et logiciels spécifiques (Urssaf, Net entreprise, OPCO, etc.) devront être fournis par FloRIOM SPL aux services de la CCRG, sur la base des délégations données à l'agent en charge.

Le lieu principal de travail de l'agent sera au siège de la CCRG, mais il pourra être amené, ponctuellement, à exercer ses missions au sein des locaux de FloRIOM SPL.

Le Président-Directeur Général de FloRIOM SPL autorise l'agent de la CCRG en charge des missions listées dans la présente convention à accomplir toutes les tâches se rapportant à la gestion RH et notamment aux virements des salaires pour le compte de FloRIOM SPL ces derniers restant soumis au contrôle préalable du Président-Directeur Général.

Cette gestion est complétée par une mission de conseil en gestion et accompagnement managérial global au Président-Directeur Général de FloRIOM SPL, mettant à disposition l'ensemble des moyens de la CCRG et intégrant une participation aux frais de la structure.

Par ailleurs, dans un souci de mutualisation et considérant le caractère « in house » (ou quasi-régie) qui lie la CCRG et FloRIOM SPL, la CCRG a fait l'acquisition, pour le compte de cette dernière, d'un logiciel Kélio permettant au personnel de pointer via un système de badgeage.

Ce logiciel a été acquis via le compte client de la CCRG et son coût d'utilisation ne peut être facturé directement à FloRIOM SPL.

Il est convenu que la CCRG refacture annuellement le montant du coût d'utilisation de ce logiciel à FloRIOM SPL.

Article 2 : Conditions financières

En contrepartie des missions assurées par la CCRG, une contribution financière annuelle sera versée par FloRIOM SPL sur la base d'un état établi annuellement par les services de la CCRG.

La contribution financière sera calculée comme suit :

- au prorata du temps de travail de l'agent (% ETP) de la CCRG passé pour le compte de FloRIOM SPL à la valeur du salaire chargé et autres dépenses accessoires auxquels il convient d'ajouter 10 % de frais de gestion. Pour l'exercice 2025, et pour la durée de la présente convention, cette contribution est estimée à soixante-huit mille euros (68 000 €) pour une année pleine.

- au forfait annuel pour les frais liés à la mission de conseil précitée pour un montant de dix-huit mille euros (18 000 €).

- au coût d'utilisation du logiciel Kélio. A titre indicatif, le montant refacturé pour la période de juillet 2024 à juin 2025 s'élève à 2 735,27 euros TTC.
  Le montant annuel sera réajusté et la refacturation se fera tous les ans au coût réel, éventuellement révisé par le prestataire, sans nécessité de modifier la présente convention.

La CCRG émet en début d'année civile un titre de recette correspondant à la contribution financière demandée, calculée au réel, pour l'année précédente.

Article 3 : Responsabilités – Suivi et évaluations - Confidentialité

FloRIOM SPL renonce à tout recours à l'encontre de la CCRG en cas de faute lourde imputable aux services de la CCRG dans le cadre de la présente convention.

Les parties pourront se rencontrer périodiquement afin d'échanger sur le suivi des missions.

Les services de la CCRG sont amenés à prendre connaissance de données confidentielles couvertes par le secret professionnel. La CCRG s'engage à prendre toute précaution utile afin de préserver, du mieux possible, la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées. La responsabilité de la CCRG ne pourra toutefois être engagée en cas de piratage informatique des données. La CCRG s'engage à respecter les dispositions du RGPD.

Article 4 : Durée

La présente convention prendra effet le 16 août 2025 et s'achèvera de plein droit au 15 août 2028.

Article 5 : Résiliation

La présente convention peut être résiliée par l'une des parties pour tout motif d'intérêt général lié à l'organisation de leurs services, et ceci à l'issue d'un préavis de trois mois. Cette décision fait l'objet d'une notification par lettre recommandée avec avis de réception postal. D'un commun accord, la durée de préavis peut être réduite par les parties.

La présente convention peut être résiliée par l'une des parties en cas de non-respect d'une des clauses de la présente convention, et ceci à l'issue d'un préavis de trois mois. Cette décision fait l'objet d'une notification par lettre recommandée avec avis de réception postal.

En cas de résiliation anticipée, la contrepartie financière versée par FloRIOM SPL fera l'objet d'une régularisation au prorata temporis.

Article 6 : Litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Fait en deux exemplaires originaux.

À Guebwiller

Le …….

Pour FloRIOM SPL, **Le Président-Directeur Général**	**Pour la CCRG,** **Le Président**
Yves COQUELLE	**Marcello ROTOLO**

250096

CONVENTION FINANCIERE
DE REPRISE DU COMPTE EPARGNE-TEMPS (C.E.T.)
De Madame Christelle LIEGEOIS

entre
la Communauté de communes de la Région de Guebwiller représentée par Monsieur Marcello ROTOLO*,* Président au nom et pour le compte de l'établissement*,* d'une part

et
le Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Doubs représenté par Monsieur Christian HIRSCH*,* Président au nom et pour le compte de l'établissement*,* d'autre part

Vu le code général de la fonction publique,
Vu le décret n° 2004-878 du 26 août 2004, relatif au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale, notamment son article 11,
Vu l'arrêté du 28 août 2009 pris en application du décret n°2002-634 du 29 avril 2002 modifié portant création du compte épargne-temps dans la fonction publique d'Etat et dans la magistrature,

Considérant que le décret n°2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale prévoit en son article 11 que les collectivités ou établissements peuvent, par convention, prévoir des modalités financières de transfert des droits à congés accumulés par un agent bénéficiaire d'un compte épargne-temps à la date à laquelle cet agent change, par la voie d'une mutation ou d'un détachement, de collectivité ou d'établissement,

En application de ce décret, la présente convention a pour objet de définir les conditions financières de reprise du compte épargne-temps de Madame Christelle LIEGEOIS, dans le cadre de sa mutation de la Communauté de communes de la Région de Guebwiller au Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Doubs*,*

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Solde du CET dans la collectivité d'origine

Le 12 avril 2025, jour effectif de sa mutation, le nombre de jours épargnés sur le C.E.T. par Madame Christelle LIEGEOIS dans son établissement d'origine est de 30 jours.

Article 2 : Transfert du C.E.T

À compter de la date effective de mutation de Madame Christelle LIEGEOIS, la gestion de son C.E.T. incombe au Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Doubs*.* Les conditions relatives à l'alimentation, la gestion et l'utilisation des droits sont celles fixées par l'établissement d'accueil, sans que Madame Christelle LIEGEOIS puisse se prévaloir à titre personnel de celles définies dans l'établissement d'origine.

Article 3 : Compensation financière

Compte tenu que 30 jours acquis au titre du C.E.T. dans l'établissement d'origine seront pris en charge par l'établissement d'accueil, il est convenu, qu'à titre de dédommagement, une compensation financière s'élevant à 2 490€ (30x83€) sera versée avant le 31 août 2025 par

la Communauté de communes de la Région de Guebwiller au Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Doubs.

Article 4 : Contentieux

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent du Tribunal administratif de Besançon.

Fait à Montbéliard,
Le 18 juin 2025,

Pour le centre de gestion de la fonction publique territoriale du Doubs,

Christian HIRSCH

Fait à Guebwiller,
Le …….. ,

Pour la Communauté de communes de la Région de Guebwiller**,**

Marcello ROTOLO